



Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits

2016-2017

Demandes de renseignements
généraux et particuliers

Québec 



Demandes générales

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
1	<p>Voyages hors QC</p> <p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2	<p>Voyages en avion Conseil et cabinets</p> <p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés ;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3	<p>Publicité, articles promotionnels et commandites</p> <p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4	<p>Conférences de presse, événements</p> <p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p>Par un professionnel ou par une firme externe:</p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

#	Demandes de renseignements généraux
*5	<p>Formation en communication</p> <p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;</p> <p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>
*6	<p>Formation en communication - Personnel politique</p> <p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) la nature de la formation;</p> <p>d) les personnes concernées.</p>
7	<p>Contrats</p> <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés</p> <p>par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>
8	<p>Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats</p> <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <p>a) le nombre d'autorisations;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) les motifs de la demande;</p> <p>f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
9	<p>Appels d'offres publics</p> <p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
*10	<p>Contrats cabinet</p> <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11	<p>Consultants externes</p> <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12	<p>Développements informatiques >100 000 \$</p> <p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.

#	Demandes de renseignements généraux
13	<p>Dépenses diverses</p> <p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
14	<p>Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques</p> <p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
15A	<p>Minorités visibles 35 ans et +</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.</p>
15B	<p>Minorités visibles - de 35 ans</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.</p>
15C	<p>Jours de maladie</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
15D	<p>Réserve de maladie</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p>
15E	<p>Heures supplémentaires</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p>
15F	<p>Jours de vacances</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</p>
15G	<p>Réserve de jours de vacances</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p>
*15H	<p>Plaintes harcèlement psychologique</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.</p>
15I	<p>Personnel double rémunération</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.</p>
15J	<p>Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).</p>
15K	<p>Effectifs complexité</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.</p>
15L	<p>Effectifs traitement supérieur</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
15M	<p>Postes par catégorie d'emploi</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).</p>
15N	<p>Effectifs 5 prochains exercices</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</p>
15O	<p>Employés permanents et temporaires</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.</p>
15P	<p>Départs volontaires</p> <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.</p>
16A	<p>Départ à la retraite</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.</p>
16B	<p>Remplacement selon PGRH</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</p>
16C	<p>Départs à la retraite prévus</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.</p>
16D	<p>Retraités à contrat</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
17	<p>Baux SIQ</p> <p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'emplacement de la location;b) la superficie totale pour chaque local loué;c) la superficie totale réellement occupée;d) la superficie inoccupée;e) le coût de location au mètre carré;f) le coût total de ladite location;g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;h) la durée du bail;i) le propriétaire de l'espace loué;j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

#	Demandes de renseignements généraux
18	<p>Aménagement SCT, Cabinet</p> <p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ou les dates des travaux;b) les coûts;c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19	<p>Membres du Cabinet</p> <p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) la prime de départ versée, le cas échéant;f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) la description de tâches;i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;j) le nombre total d'employés au cabinet;k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
20	<p>Budget discrétionnaire</p> <p>Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;b) la circonscription électorale;c) le montant attribué;d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21	<p>Personnel hors structure</p> <p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;e) la date de l'assignation hors structure;f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22	<p>Personnel en disponibilité</p> <p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le poste initial;b) le salaire;c) le poste actuel, s'il y a lieu;d) la date de la mise en disponibilité;e) les prévisions pour 2016-2017.

#	Demandes de renseignements généraux
23	<p>Occasionnels mis à pied</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2016-2017; c) par catégorie d'âge.
24	<p>Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs</p> <p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25	<p>Abonnements</p> <p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
26	<p>Billets de saison, loges, club privé</p> <p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
27	<p>Sites Internet</p> <p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
*28	<p>Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs</p> <p>Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

#	Demandes de renseignements généraux
29	<p>Visites ministérielles et sous ministérielles</p> <p>Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.</p>
30	<p>Demandes d'accès à l'information</p> <p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
*31	<p>Adjointes parlementaires</p> <p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
32	<p>Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies</p> <p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
*33	<p>Ententes gouvernement fédéral et provinces</p> <p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
34	<p>Crédits périmés et gel de crédits</p> <p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.</p>
35	<p>Revenus autonomes et tarification</p> <p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.</p>
36	<p>Plan de réduction</p> <p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
37	<p>Transferts du gouvernement fédéral</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
38	<p>Primes au rendement et bonis</p> <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
39	<p>Primes de départ</p> <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>
40	<p>Augmentations de salaire</p> <p>Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.</p>
41	<p>Salaires versés sans fonction ou tâche assignée</p> <p>Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.</p>
*42	<p>Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement</p> <p>Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>
43	<p>Comités formés par le Conseil exécutif</p> <p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.</p>
*44	<p>Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.</p> <p>Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.</p>
45	<p>Reconduction des programmes existants</p> <p>Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.</p>
46	<p>Cran d'arrêt</p> <p>Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
47	<p>Initiative ou majoration programmes existants</p> <p>Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.</p>
*48	<p>ETC Plan Nord</p> <p>Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.</p>
*49	<p>Budget Plan Nord</p> <p>Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.</p>
*50	<p>ETC Stratégie maritime</p> <p>Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.</p>
*51	<p>Budget Stratégie maritime</p> <p>Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.</p>
*52	<p>Programmes financés par le Fonds vert</p> <p>Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.</p>
*53	<p>Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles</p> <p>Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.</p>
*54	<p>Programmes financés par le Fonds du Plan Nord</p> <p>Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.</p>
55	<p>Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation</p> <p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p>
56	<p>Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques</p> <p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

#	Demandes de renseignements généraux
57A	<p>Masse salariale</p> <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.</p>
57B	<p>Indemnités de retraite</p> <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</p>
*58	<p>Taux d'absentéisme</p> <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>
59	<p>Bilan des compressions budgétaires</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2016-2017.</p>
60	<p>Développement durable</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
*61	<p>Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes</p> <p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
62	<p>Cotisation à des associations</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 01 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau de la révision permanente des programmes

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Berger, Renée	Directrice générale de la révision des programmes	Ottawa, Ontario	Rencontre concernant le mécanisme de révision des programmes au fédéral.	7 avril 2015	630,37 \$
Boutin, Émilie	Professionnelle	Ottawa, Ontario	Rencontre concernant le mécanisme de révision des programmes au fédéral.	7 avril 2015	542,56 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 01 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Rainville, Claire	Directrice des opérations de prévisions et de suivi des dépenses	Regina, Saskatchewan	Conférence intergouvernementale sur le budget	30 août au 1 ^{er} septembre 2015	1 363,33 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2 – Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016: a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés ; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

UNITÉ ADMINISTRATIVE :			
ITINÉRAIRE	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	COÛT
Aucun voyage fait pendant la période.			

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	*Appel d'offres public -	Commande de biens / demande d'exécution		
Bell Canada	X				Annonce dans le pages bleues	2 993,52
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)				X	Publicité - offres d'emploi - imprimé et internet	2 107,30
Centre francophone d'Informatisation des organisations [CEFRIO]	X				Appui financier - Ouverture des données gouvernementale	12 500,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier pour l'attribution du prix «Initiatives numériques»	15 000,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier pour l'attribution du Prix «Gestion des ressources humaines» dans le cadre des prix d'excellence de l'administration publique du Québec	15 000,00
Réseau Action TI Montréal	X				Appui financier - Gala Octas 2015	16 500,00
Réseau Action TI Montréal	X				Appui financier, Journée de l'informatique du Québec 2015, 1 jour	5 250,00
Télébec, Société en commandite	X				Annonce dans les pages bleues, 2015-2016	120,00

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).
Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.			
TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Budget de dépenses 2016-2017 – Conférence de presse et huis clos des médias (17 mars 2016)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor a déposé les crédits détaillés des ministères et organismes pour l'exercice 2016-2017.	Centre des congrès de Québec	Les dépenses liées à la logistique sont prises en charge par le ministère des Finances.
Négociations pour le renouvellement des conventions collectives - Point de presse (17 décembre 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor a annoncé qu'une entente de principe était intervenue entre le gouvernement et le Front commun.	Point de presse dans le hall d'entrée de l'édifice H	Aucun frais
Annonce du dépôt du projet de loi n° 87 – Point de presse (2 décembre 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor a présenté aux médias le projet de loi n° 87 facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics.	L'événement a eu lieu à la salle de presse de l'Assemblée nationale.	Aucun frais
Négociations pour le renouvellement des conventions collectives (18 novembre 2015) – Point de presse	Point de presse pour répondre aux nouvelles demandes dans le cadre des négociations des conventions collectives.	L'événement a eu lieu à la salle de presse de l'Assemblée nationale.	Aucun frais
Négociations pour le renouvellement des conventions collectives (17 novembre 2015) – Point de presse	Point de presse concernant les négociations des employés de l'État dans le cadre du renouvellement des conventions collectives.	L'événement a eu lieu à la salle de presse de l'Assemblée nationale.	Aucun frais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.			
TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Négociations pour le renouvellement des conventions collectives – Tenue de deux rencontres (6 novembre 2015)	Le gouvernement a déposé une offre bonifiée aux employés de l'État. Deux rencontres entre les parties patronale et syndicale ont eu lieu : la première avec la Table centrale (CSN, FTQ, CSQ, SFPQ et APTS) à 9 heures et la seconde avec la Table commune (FIQ et FAE) à 10 h 30.	Les rencontres ont eu lieu dans les locaux du gouvernement du Québec.	Aucun frais
Dévoilement du Passeport Entreprises – Conférence de presse (30 octobre 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor a dévoilé le Passeport Entreprises pour faciliter l'accès des entreprises aux contrats publics, en présence du ministre responsable des PME.	L'événement a eu lieu à la salle 1.345 de l'Édifice H.	Aucun frais
Entente de principe avec les Métallos – Point de presse (26 octobre 2015)	Le gouvernement a tenu un point de presse pour saluer l'entente de principe intervenue avec le Syndicat des Métallos.	L'événement a eu lieu à la salle de presse de l'Assemblée nationale.	Aucun frais
Actions du gouvernement à la suite de la publication du rapport sur les recommandations du Commissaire à la lutte contre la corruption – Conférence de presse (23 septembre 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, a annoncé les actions prises par le gouvernement à la suite de la publication du rapport de recommandations du Commissaire à la lutte contre la corruption en vue de poursuivre le redressement effectué dans le domaine des technologies de l'information au gouvernement du Québec.	L'événement a eu lieu à la salle 1.345 de l'Édifice H.	Aucun frais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.			
TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Réaction du ministre lors du dévoilement du deuxième rapport de la Commission de révision permanente des programmes – Point de presse (31 août 2015)	À la suite du dévoilement du deuxième rapport de la Commission de révision permanente des programmes, le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor a annoncé la mise en place d'un mécanisme permanent d'évaluation et de révision continue des programmes de l'État.	L'événement a eu lieu à la salle de presse de l'Assemblée nationale.	Aucun frais
Dévoilement du deuxième rapport de recommandations par la Commission de révision permanente des programmes – Conférence de presse (31 août 2015)	La présidente et les commissaires ont dévoilé le deuxième rapport de recommandations de la Commission de révision permanente des programmes.	L'événement a eu lieu à la salle 1.345 de l'Édifice H.	Aucun frais
Dévoilement de la Stratégie gouvernementale en technologies de l'information – Conférence de presse (19 juin 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, en présence de son adjointe parlementaire, la députée de Bourassa-Sauvé, ainsi que du député de Vanier-Les Rivières, a dévoilé la Stratégie gouvernementale en technologies de l'information : rénover l'État par les TI.	L'événement a eu lieu à la salle 1.345 de l'Édifice H.	Aucun frais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.			
TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Octroi des contrats publics / Abaissement des seuils de 5 M\$ à 1 M\$ - Point de presse (10 juin 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, annoncent que le gouvernement resserre davantage les règles pour assurer une plus grande intégrité dans l'octroi des contrats publics.	L'événement a eu lieu à la salle de presse de l'Assemblée nationale.	Aucun frais
Contrôle du nombre d'effectifs – Point de presse (4 juin 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, a présenté le premier portrait du nombre d'effectifs de l'État, à la suite de l'adoption de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	L'événement a eu lieu à la salle de presse de l'Assemblée nationale.	Aucun frais
Technologies de l'information / Comité-conseil pour alimenter les réflexions du gouvernement - Conférence de presse (15 avril 2015)	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, accompagné du député de Vanier-Les Rivières, a présenté la composition du Conseil consultatif québécois des technologies de l'information.	L'événement a eu lieu à la salle 1.345 de l'Édifice H.	Aucun frais

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Cabinet du Président du Conseil du trésor		MODE DE SOLlicitATION				
FOURNISSEUR					OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Foss National Leasing Ltd.				X	Essence pour la voiture du ministre, 2015-2016	4 332,37
Société Parc-Auto du Québec	X				Stationnement du président du Conseil du trésor, 2015-2016	6 172,72
Xerox Canada ltée				X	Location d'un multifonctions couleur pour 42 mois	14 245,03

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Unités centrales		MODE DE SOLLICITATION				
FOURNISSEUR					OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Cedrom-Sni inc.	X				Abonnement - Eureka.cc «Recherche d'information d'actualité dans les hebdomadaires régionaux»	7 961,00
CNW Telbec				X	Transmission de communiqués de presse, 2015-2016	1 219,06
Copiexpress enr.	X				Services d'impression - Stratégie en TI	1 209,00
Presse Canadienne, La				X	Abonnement à un service de veille média, 2015-2016	5 959,00
Wolters Kluwer Québec ltée	X				Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale - feuilles mobiles, 2015-2016 et 2016-2017	2 276,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		MODE DE SOLLICITATION				
FOURNISSEUR					OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
1E Limited	X				Renouvellement annuel du logiciel d'ouverture et de fermeture à distance du poste de travail, 2015-2016	3 735,12
Acti-Com	X				L'écriture stratégique, 30 personnes, 1 jour	4 400,00
AFI expertise	X				Formation en réseau informatique	3 060,00
Autocars Orléans Express inc.				X	Transport en autobus, 2015-2016	2 214,07
Automic Canada Logiciels inc.	X				Renouvellement annuel de la licence Sysload, 2015-2016	5 468,00
Bell Canada		X			Renouvellement du support logiciel et matériel des appareils Apsolute Vision et Defense Pro, 2015-2016	13 100,91
Bell Canada	X				Annonce dans les pages bleues, 2015-2016	2 993,52
Bell Canada	X				Renouvellement des licences permettant de se connecter au réseau informatique à distance, 2015-2016	1 937,02
Buc S.A.	X				Renouvellement de la licence corporative et de la maintenance/évolution pour soutenir le ministère dans leur démarche en sécurité de l'information	9 958,00
C.P.U. Design inc.				X	Location d'un multifonction Lexmark pour 60 mois	2 521,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Com-net	X				Travaux d'installation des prises réseaux	1 304,29
Compugen	X				Renouvellement du contrat d'entretien de serveurs spécifiques	2 809,00
Consortech	X				Renouvellement annuel du logiciel d'architecture Autocad, 2015-2016	1 099,00
Copie Express	X				Services d'impression - Rapport annuel de gestion 2014-2015	2 329,00
COVEO Solutions inc.	X				Renouvellement annuel planifié du support logiciel pour les licences de recherche pour contenu d'entreprise, 2015-2016	5 040,00
Discover Communications Inc.	X				Acquisition d'appareils cellulaires et d'accessoires de télécommunications, 2015-2016	1 049,98
Docteure Guylaine Proteau inc.	X				Expertise médicale	1 150,00
Encadrements Ste-Anne	X				Acquisition et service d'encadrement	1 832,14
ESI Technologies de l'information inc.	X				Acquisition de jetons RSA permettant un accès sécurisé à distance du réseau informatique	1 432,50
Formation ORCL	X				Formation en développement avancé et techniques PL/SQL sous Oracle	5 665,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Fresche Solutions inc.	X				Renouvellement des licences pour l'outil de extraction des données, 2015-2016	7 908,00
Globex Courrier Express International inc.				X	Courrier et messagerie rapide 1 - 2 - 4 - heures pour la région de Québec, 2015-2016	3 935,00
Groupe Excelso	X				Abonnement aux journaux, 2015-2016	1 699,20
Informatique Mercier inc.	X				Acquisition de batteries de remplacement pour les UPS, 2015-2016	1 753,91
Informatique Pro-Contact inc.	X				Acquisition de 2 modules d'interconnexion entre commutateurs ainsi que de 2 câbles de connexion	1 616,00
Informatique Pro-Contact inc.	X				Renouvellement du support matériel pour 2 serveurs du SCT, 2015-2016	1 404,00
Installation Q.S.P.	X				Services en aménagement de bureau	5 021,00
Iron Mountain Canada Operations ULC	X				Entreposage des copies de sécurité, 2015-2016	5 892,73
Ivanhoé Cambridge inc.	X				Services en aménagement de bureau	1 740,52
Joseph Clermont inc.	X				Fournitures de bureau - Matériel pour l'étude des crédits	1 238,00
Lizotte Médico-Experts	X				Expertise médicale en spécialité	2 187,50

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		MODE DE SOLLICITATION				
FOURNISSEUR					OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de deux nouvelles unités d'alimentation statique sans coupure (ASSC)	3 836,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de 2 unités d'alimentation statique sans coupure (ASSC) et 2 cartes de gestion et surveillance à distance	3 836,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée		X			Acquisition de 10 modules de connexion fibre optique pour les commutateurs réseau.	3 530,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de quatre barres d'alimentation pour permettre de brancher plusieurs serveurs	2 400,00
Mobilier de Bureau MBH inc.				X	Acquisition du mobilier de bureau, 2015-2016	3 587,40
Novexco inc.				X	Fournitures de bureau, 2015-2016	21 275,00
Numériqca inc.	X				Services d'impression - rapport annuel de gestion 2013-2014	2 878,20
Oracle Canada ULC	X				Renouvellement et support de 6 licences Oracle Internet Developer Suite, 2015-2016	8 664,27
Présence Informatique inc.	X				Déménagement des équipements de visio - Montréal	2 348,00
Présence Informatique inc.	X				Casques d'écoute et accessoires	1 142,70

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
SAP Canada inc.	X				Renouvellement et support des licences technique PowerAMC Données Basic, 2015-2016	2 936,56
SAS Institute [Canada] inc.	X				Acquisition de deux licences Suite SAS PC et deux modules Suite Access	12 060,00
Serrurerie-Contrôle inc.	X				Service de serrurerie, 2015-2016	1 628,35
Services d'entretien Bernard inc.	X				Services en aménagement de bureau	3 724,55
Shred-it International ULC				X	Recyclage de papier, 2015-2016	2 423,00
Softchoice LP		X			Support matériel annuel pour 2 pare-feu et 2 commutateurs	12 601,56
Softchoice LP	X				Renouvellement de l'hébergement Adobe Connect, 2015-2016	11 781,95
Softchoice LP		X			Acquisition et support de 5 licences Microsoft Developper Network, 2015-2016	10 155,66
Softchoice LP		X			Renouvellement et support des licences CommVault	9 289,17
Softchoice LP		X			Acquisition de 40 licences client Lotus Notes.	6 999,20
Softchoice LP		X			Acquisition de jetons RSA permettant un accès sécurisé à distance du réseau informatique	5 060,97

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Softchoice LP		X			Renouvellement des licences des appareils pare-feu, 2015-2016	4 851,90
Softchoice LP		X			Renouvellement des licences d'un logiciel de correction du français, 2015-2016	4 801,50
Softchoice LP	X				Renouvellement annuel des licences du serveur BES permettant la connexion des téléphones intelligents au réseau informatique, 2015-2016	4 658,80
Softchoice LP		X			Renouvellement du support pour les serveurs d'authentification à distance, 2015-2016	4 620,60
Softchoice LP	X				Renouvellement de l'assurance logiciel sur licences Microsoft Windows Server standard, 2015-2016	3 435,52
Softchoice LP	X				Renouvellement et support des licences Reflection, 2015-2016	2 900,45
Softchoice LP	X				Acquisition de 7 licences d'Adobe Standard et une licence Adobe Pro	2 568,58
Solutions Novaxis inc.	X				Abonnement - Cit@tion - Droit du travail en ligne, 2015-2016	2 574,37
Solutions Victrix inc., Les		X			Acquisition de concentrateurs VPN de nouvelle génération pour les accès à distance au réseau informatique	18 831,98

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		MODE DE SOLLICITATION				
FOURNISSEUR					OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Solutions Victrix inc., Les	X				Acquisition de jetons RSA permettant un accès sécurisé à distance à des ressources informatiques dans le réseau interne du SCT.	4 666,67
Solutions Victrix inc., Les				X	Renouvellement des licences antivirus, 2015-2016	3 898,40
Systèmes ACCI inc.		X			Renouvellement des licences pour les unités de pare-feu, 2015-2016	13 010,00
Systèmes ACCI inc.	X				Renouvellement du contrat de support matériel pour 2 serveurs	1 332,00
Taxi Coop Ste-Foy Sillery	X				Service de transport en taxi, 2015-2016	1 559,88
Taxis Coop Québec 525-5191	X				Service de transport en taxi, 2015-2016	10 787,62
Technologies Metafore inc.		X			Renouvellement de licences Quest ChangeAuditor for Windows File Server, 2015-2016	7 052,00
Technologies Metafore inc.		X			Renouvellement de 650 licences concurrentes d'utilisation et le support technique pour la solution d'impression UniPrint, 2015-2016	5 346,00
Vidéotron S.E.N.C.	X				Service de cablovision/internet pour le SCT, 2015-2016	8 553,12

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore	X				Services en déménagement	4 938,50
Entreprises une affaire d'anglais inc., Les	X				Révision d'ensemble des documents traduits du Budget de dépenses pour les années 2016-2017 et 2017-2018	24 000,00
Formation ORCL	X				Formation en développement avancé et techniques PL/SQL sous Oracle	11 330,00
Institut de la gestion financière de Québec	X				Forfait - Conférences de l'IGFQ, 2015-2016	1 920,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Forfait Passeport 2015-2016, Multi-CPA	1 499,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Bureau de la révision permanente des programmes		MODE DE SOLlicitATION				
FOURNISSEUR					OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Léger Marketing inc.	X				Sondage concernant la Société québécoise des infrastructures	21 500,00
Numériqca inc.	X				Impression du rapport # 2 de la Commission de la Révision permanente des programmes	5 990,00
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	X				Services en analyses économiques	17 850,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat à la coordination intersectorielle des négociations et à la rémunération globale						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Aon Hewitt inc.	X				Services de révision de l'utilisation des médicaments faite par les bénéficiaires du régime d'assurance collectif des retraités du personnel d'encadrement des secteurs public et parapubliques	12 750,00
Aon Hewitt inc.	X				Services de révision de l'utilisation des médicaments faite par les bénéficiaires du régime d'assurance collectif du personnel d'encadrement des secteurs public et parapubliques	12 750,00
Conference Board of Canada, The	X				Système de recherche d'information en ligne, 2015-2016	10 521,70
Economic Research Institute	X				Abonnement - données de recherche statistique en économie, 2015-2016	4 041,00
Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., S.R.L.	X				Services conseils en relations de travail	1 500,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	X				21e congrès régionale ICRA	1 225,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	X				Formation régimes de retraite niveau 1	1 050,00
Institut canadien des Actuaire, L'	X				Formation - 2015-2016 - 2 membres	2 510,00
Institut canadien des Actuaire, L'	X				Assemblée annuelle - ICA	1 350,00
Receveur général du Canada (Statistique Canada)	X				Commande d'études et rapports divers dans le domaine des ressources humaines	1 699,10

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Arbitrage Denis Tremblay inc.	X				Service d'arbitrage de griefs - Fraternité des constables du contrôle routier du Québec (FCCRQ)	3 000,00
Association des pharmaciens du Canada	X				Accès au système de guide des médicaments, 2015-2016	1 077,00
Chamberland services-conseils inc.	X				Formation sur l'évaluation des emplois de cadres, 1 jour	2 408,37
Chamberland services-conseils inc.	X				Formation spécifique guide évaluation emplois de cadres	2 168,37
Copies de la Capitale inc., Les				X	Services d'impression - Guide d'évaluation des emplois de cadre	3 251,58
Fortin, Pierre A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Association professionnelle des gardes du corps du gouvernement du Québec (APGCGQ)	1 000,00
Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	23 000,00
Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ)	2 000,00
Service d'arbitrage Diane Sabourin inc.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ)	2 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
SMA enr. [Service de médiation et d'arbitrage enr.]	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	21 500,00
Société québécoise d'information juridique	X				Banque en ligne Azimut, 2015-2016	1 698,00
Société Trader Corporation	X				Guide d'évaluation Hebdo format Excel, 2016	1 500,00
Tremblay, Denis	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ)	2 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Copie Express	X				Services d'impression - Effectif de la fontion publique 2013-2014	2 894,00
Évaluation personnel sélection internat. inc.	X				Service de correction de copies d'examen à développement, Habiletés à effectuer des tâches de professeurs	17 010,00
Évaluation personnel sélection internat. inc.	X				Modification du rapport des résultats	3 600,00
Groupe CFC	X				Exercer un rôle-conseil, 2 jours	1 261,50
Institut d'administration publique de Québec	X				Forfaits institutionnel conférences de l'IAPQ, 2015-2016	1 000,00
Laflamme, Roch	X				Service de correction de copies d'examen à développement	8 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Breton, Mariette	X				Développement d'habiletés et de compétences en gestion	4 500,00
Conseil canadien des marchés publics	X				Abonnement - Conseil canadien des marchés publics, 2015	1 000,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Forfait Passeport 2015-2016, Multi-CPA	1 499,00
Technologia Formation	X				Programmation ASP Net 4.5, 3 jours	2 250,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Centre francophone d'Informatisation des organisations [CEFRIO]	X				Adhésion 2015-2016	1 000,00
Forrester	X				Abonnement aux services de veille technologique, 2015-2016	9 950,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Forfait Passeport 2015-2016, Multi-CPA	1 499,00
Réseau Action TI	X				Appui financier pour le concours des OCTAS 2015	16 500,00
Réseau Action TI	X				Appui financier pour la journée de l'informatique du Québec 2015	5 250,00
Réseau Action TI	X				Forfait corporatif du Réseau Action TI, 2014-2015 et 2015-2016	4 450,00
Réseau Action TI	X				Participation de 11 personnes à la journée informatique du Québec 2015, 1 jour	2 365,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Formation 2015-2016, Multi-usagers	1 999,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 08 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 09 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
912184	Soutien aux équipes de réalisation de projets prioritaires au Secrétariat du Conseil du trésor.	Momentum Technologies Inc.	Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	345 987,00 \$ 432 833,40 \$	X		
918973	Réalisation de l'architecture détaillée, refonte des systèmes de griefs.	Fujitsu Conseil (Canada) Inc.	Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Facilité Québec Inc. Les services conseils Systématix Inc. Momentum Technologies Inc.	178 100 \$ 194 273 \$ Non acceptable 173 093 \$ 203 844 \$		X	

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 11 – Consultants externes

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 : a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 12 - Développements informatiques >100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Nom du projet	Nature du projet	Budget autorisé	Dépenses au 29-02-2016	Réalisation (%) 29-02-2016	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Développement du système des échelles salariales	Ce projet supporte la gestion et la production des échelles salariales des employés des secteurs public et parapublic. Il permet notamment de produire et de mettre à jour les échelles salariales et de gérer la validation interne et la diffusion externe de celles-ci.	860 900 \$	712 300 \$	100	Non
Refonte du Circuit intégré du Greffe	Ce projet consiste à la refonte du Circuit Intégré du Greffe, système d'information qui gère les demandes provenant des ministères et organismes et qui doivent être traitées aux séances du Conseil du trésor.	2 196 000 \$	2 090 200 \$	100	Oui
Implantation d'une infrastructure de redondance	Le projet permet l'implantation d'un site de relève informatique afin d'assurer la continuité des services de l'organisation en cas de sinistre.	510 500 \$	300 000 \$	100	Non

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 13 - Dépenses diverses

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

OBJET	COÛT
Photocopie	103 585,95 \$
Mobilier de bureau et l'ameublement	19 772,94 \$
Distributeur d'eau de source	102,06 \$
Décoration et l'embellissement	0,00 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	176 724,98 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	130 270,52 \$
- Extérieur du Québec	200,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 14 - Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables ;j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Nombre d'appareils mobiles	230
Coût d'acquisition des appareils mobiles	1 347,26 \$
Nombre de minutes utilisés	332 404,42
Coût d'utilisation	75 092,06 \$
Fournisseurs	Rogers et Bell
Coûts des contrats	74 124,92 \$
Coûts de résiliation	760,00 \$
Nombre de tablettes électroniques	35
Nombre d'ordinateurs portables	186
Frais d'itinérance	1 696,53 \$
Coûts d'acquisition des ordinateurs portables et des tablettes électroniques	Aucun

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15A - Minorités visibles 35 ans et +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);														
35 ans et plus														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	1,13%	5	0,95%	11	2,08%
Cadres	0	0,00%	2	0,38%	0	0,00%	0	0,00%	30	5,67%	29	5,48%	60	11,34%
Professionnels	2	0,38%	27	5,10%	2	0,38%	3	0,57%	143	27,03%	118	22,31%	360	68,05%
Techniciens	1	0,19%	0	0,00%	2	0,38%	1	0,19%	91	17,20%	50	9,45%	66	12,48%
Personnel de bureau	2	0,38%	1	0,19%	1	0,19%	0	0,00%		0,00%	25	4,73%	32	6,05%
Ouvriers	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%		0,00%		0,00%	0	0,00%
TOTAL	5	0,95%	30	5,67%	5	0,95%	4	0,76%	270	51,04%	227	42,91%	529	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15B - Minorités visibles - de 35 ans

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).														
Moins de 35 ans														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	11	2,08%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	60	11,34%
Professionnels	2	0,38%	7	1,32%	0	0,00%	1	0,19%	46	8,70%	53	10,02%	360	68,05%
Techniciens	0	0,00%	1	0,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	1,13%	66	12,48%
Personnel bureau	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	1,13%	32	6,05%
Ouvrier	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	2	0,38%	8	1,51%	0	0	1	0,19%	46	8,70%	65	12,29%	529	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15C - Jours de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	9	7,5	5,5	13,5	11	17,5	10,5	16	28	19	20,5	3
Professionnels	231	178	168,5	167,5	157,5	202	196,5	200,5	173,5	219	233	129,5
Personnel de bureau et techniciens	83,5	56	68	45	61,5	62	79	87	55	93	113	42
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	323,5	241,5	242	226	230	281,5	286	303,5	256,5	331	366,5	174,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15D – Réserve de congé de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Haute direction et cadres	21	22	22	12
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	46	34	15	12
Professionnels	138	117	54	49
Autres *	20	6	1	0
	VALEUR ESTIMÉE			
Haute direction et cadres	23 373 \$	283 771 \$	810 509 \$	893 087 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	20 463 \$	147 573 \$	193 659 \$	395 601 \$
Professionnels	58 484 \$	870 611 \$	1 157 574 \$	2 484 419 \$
Autres *	2 794 \$	23 901 \$	16 041 \$	- \$

* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Préretraite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES
3 822,88	4 630,25	572,41	391,02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15F - Jours de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	96	69,5	197	527,5	572,5	96	91	104	183,5	71	48	62
Professionnels	266,5	270	581	1 702	2 162	374,5	217,5	122,5	888,5	270,5	170,5	205
Personnel de bureau et techniciens	102,5	102,5	171	542,5	604	119,5	51,5	30	244,5	116	58	70,5
Autres	0	0	1	3,5	19,5	0	0	1	3	1	5	0
TOTAL	465	442	950	2 775,5	3 358	590	360	257,5	1 319,5	458,5	281,5	337,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15G – Réserve de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Haute direction et cadres	3	53	19	2
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	17	86	3	1
Professionnels	70	275	12	1
Autres *	19	7	1	0
	VALEUR ESTIMÉE			
Haute direction et cadres	3 825 \$	804 440 \$	617 534 \$	175 682 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	10 777 \$	333 352 \$	35 665 \$	34 220 \$
Professionnels	35 680 \$	1 785 858 \$	234 297 \$	41 493 \$
Autres *	674 \$	47 510 \$	12 295 \$	- \$

* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Preretraite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15I - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53, ainsi que le premier alinéa 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2013-2014	2014-2015	2015-2016	
Cadre	65 0	68 0	60 0	Québec Montréal
Professionnel	348 10	367 9	351 9	Québec Montréal
Personnel de bureau et technicien	112 0	106 0	98 0	Québec Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15K - Effectifs complexité

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel au Secrétariat du Conseil du trésor ¹	169	171	173

¹ À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L - Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹	33	33	36

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15M - Postes par catégorie d'emploi

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2013-2014	2014-2015	2015-2016	
Cadre	65 0	68 0	60 0	Québec Montréal
Professionnel	348 10	367 9	351 9	Québec Montréal
Personnel de bureau et technicien	112 0	106 0	98 0	Québec Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15N - Effectifs 5 prochains exercices

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Le niveau des effectifs déterminé ne distingue pas les catégories d'emploi.

Ce niveau pour la fonction publique est présenté au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses de l'exercice. En ce qui concerne le niveau des effectifs 2016-2017, le Conseil du trésor le déterminera dans les prochaines semaines.

Pour les prévisions des effectifs des réseaux, se référer à la question 16 des demandes de renseignements particulières du deuxième groupe d'opposition.

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
010-Culture et des Communication	Permanent	288	288	295
	Temporaire	57	37	15
Total 010-Culture et des Communication		345	325	310
030-Relations internationales et de la Francophoni	Permanent	309	262	248
	Temporaire	30	14	20
Total 030-Relations internationales et de la Francophon		339	276	268
050-Affaires municipales et Occupation du territoi	Permanent	351	381	388
	Temporaire	59	37	40
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoi		410	418	428
052-Forêts, Faune et Parcs	Permanent	1 555	1 673	1 566
	Temporaire	351	170	147
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		1 906	1 843	1 713
055-Immigration, Diversité et Inclusio	Permanent	671	726	689
	Temporaire	198	79	28
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusio		869	805	717
060-Santé et Services sociaux	Permanent	499	559	641
	Temporaire	169	107	92
Total 060-Santé et Services sociaux		668	666	733
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Permanent	1 022	1 150	1 209
	Temporaire	376	210	220
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 398	1 360	1 429
065-Famille	Permanent	346	356	408
	Temporaire	71	38	21
Total 065-Famille		417	394	429
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentati	Permanent	1 294	1 314	1 268
	Temporaire	216	113	118
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentati		1 510	1 427	1 386
095-Sécurité public	Permanent	3 801	4 010	4 159
	Temporaire	879	881	604
Total 095-Sécurité public		4 680	4 891	4 763
140-Conseil exécuti	Permanent	674	737	918
	Temporaire	112	85	57
Total 140-Conseil exécuti		786	822	975
160-Conseil du tréso	Permanent	506	541	526
	Temporaire	79	43	31
Total 160-Conseil du tréso		585	584	557
188-Bureau de décision et de révisio	Permanent	13	14	12
	Temporaire			2

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
Total 188-Bureau de décision et de révision		13	14	14
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Permanent	3	4	4
	Temporaire	1		
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4	4	4
210-Finances	Permanent	450	477	475
	Temporaire	125	58	52
Total 210-Finances		575	535	527
238-Conseil supérieur de l'éducation	Permanent	27	27	23
	Temporaire	1	1	1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		28	28	24
240-Retraite Québec	Permanent	1 545	1 648	1 659
	Temporaire	340	284	177
Total 240-Retraite Québec		1 885	1 932	1 836
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Permanent	35	38	69
	Temporaire	25	19	13
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		60	57	82
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Permanent	9	10	15
	Temporaire	5	4	3
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		14	14	18
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Permanent	228	267	289
	Temporaire	112	76	54
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		340	343	343
247-Commissaire au lobbying du Québec	Permanent	22	25	26
	Temporaire	7	3	2
Total 247-Commissaire au lobbying du Québec		29	28	28
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Permanent	40	41	43
	Temporaire	4	2	2
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		44	43	45
267-Commissaire à la déontologie policière	Permanent	28	29	30
	Temporaire	5	2	1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		33	31	31
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Permanent	21	22	23
	Temporaire	2	1	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		23	23	23
280-Économie, Science et Innovation	Permanent	485	639	619
	Temporaire	102	58	52
Total 280-Économie, Science et Innovation		587	697	671
289-Conseil de la magistrature	Permanent	4	4	4

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
	Temporaire			
Total 289-Conseil de la magistratur		4	4	4
293-Coroner	Permanent	35	33	34
	Temporaire	2	1	2
Total 293-Coroner		37	34	36
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Permanent	2 270	2 442	2 444
	Temporaire	543	334	332
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		2 813	2 776	2 776
321-Fonds d'aide aux recours collectif	Permanent	2	2	3
	Temporaire			1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectif		2	2	4
323-Institut de la statistique du Québec	Permanent	166	178	178
	Temporaire	40	23	21
Total 323-Institut de la statistique du Québec		206	201	199
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Permanent	72	83	76
	Temporaire	16	6	3
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		88	89	79
344-Office de la protection du consommateur	Permanent	86	90	95
	Temporaire	19	10	12
Total 344-Office de la protection du consommateur		105	100	107
347-Centre de services partagés du Québec	Permanent	1 438	1 466	1 482
	Temporaire	329	211	141
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 767	1 677	1 623
350-Education, Loisir et Sport	Permanent	885	915	902
	Temporaire	270	116	98
Total 350-Education, Loisir et Sport		1 155	1 031	1 000
352-Régie du cinéma	Permanent	34	37	25
	Temporaire	6	3	2
Total 352-Régie du cinéma		40	40	27
360-Office des professions du Québec	Permanent	37	41	58
	Temporaire	10	5	4
Total 360-Office des professions du Québec		47	46	62
367-Régie du bâtiment du Québec	Permanent	345	411	417
	Temporaire	114	53	23
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		459	464	440
368-Commission municipale du Québec	Permanent	16	19	17
	Temporaire	2	1	
Total 368-Commission municipale du Québec		18	20	17

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
370-Assemblée nationale	Permanent	439	431	429
	Temporaire	61	60	53
Total 370-Assemblée nationale		500	491	482
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	Permanent	5	5	4
	Temporaire			1
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie		5	5	5
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Permanent	2	3	5
	Temporaire	3	2	
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		5	5	5
374-Vérificateur général	Permanent	211	211	229
	Temporaire	54	49	46
Total 374-Vérificateur général		265	260	275
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Permanent	1 322	1 389	1 421
	Temporaire	317	223	177
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 639	1 612	1 598
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Permanent	136	153	140
	Temporaire	34	12	9
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		170	165	149
390-Sûreté du Québec	Permanent	573	616	670
	Temporaire	273	199	82
Total 390-Sûreté du Québec		846	815	752
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Permanent	37	37	33
	Temporaire	3	1	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		40	38	35
400-Justice	Permanent	1 504	1 548	1 544
	Temporaire	316	285	277
Total 400-Justice		1 820	1 833	1 821
402-Comité de déontologie policière	Permanent	15	14	15
	Temporaire			
Total 402-Comité de déontologie policière		15	14	15
408-Commission d'accès à l'information	Permanent	45	46	41
	Temporaire	4	3	8
Total 408-Commission d'accès à l'information		49	49	49
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Permanent		1	24
	Temporaire			1
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes			1	25
415-Tribunal Administratif du Travail	Permanent	499	493	490
	Temporaire	46	35	18

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		545	528	508
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Permanent	37	34	32
	Temporaire	2	4	4
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		39	38	36
430-Commission de la fonction publique	Permanent	34	33	31
	Temporaire	4	2	1
Total 430-Commission de la fonction publique		38	35	32
450-Tribunal administratif du Québec	Permanent	209	212	216
	Temporaire	23	16	20
Total 450-Tribunal administratif du Québec		232	228	236
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Permanent	12	11	10
	Temporaire		1	1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		12	12	11
510-Régie du logement	Permanent	143	167	154
	Temporaire	25	7	6
Total 510-Régie du logement		168	174	160
520-La Financière agricole du Québec	Permanent	459	495	490
	Temporaire	116	47	55
Total 520-La Financière agricole du Québec		575	542	545
538-Office des personnes handicapées du Québec	Permanent	85	89	98
	Temporaire	18	7	5
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		103	96	103
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Permanent	101	123	118
	Temporaire	42	14	11
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		143	137	129
560-Curateur public	Permanent	477	486	485
	Temporaire	81	60	79
Total 560-Curateur public		558	546	564
600-Énergie et des Ressources naturelles	Permanent	491	544	602
	Temporaire	86	45	34
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		577	589	636
630-Directeur général des élections	Permanent	187	190	194
	Temporaire	31	28	21
Total 630-Directeur général des élections		218	218	215
660-Conseil du statut de la femme	Permanent	30	28	23
	Temporaire	4	7	3
Total 660-Conseil du statut de la femme		34	35	26
690-Conseil supérieur de la langue française	Permanent	7	8	7

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
	Temporaire	2		1
Total 690-Conseil supérieur de la langue français		9	8	8
700-Emploi et Solidarité social	Permanent	4 431	4 643	4 412
	Temporaire	966	479	425
Total 700-Emploi et Solidarité social		5 397	5 122	4 837
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Permanent	3 490	3 559	3 604
	Temporaire	618	559	368
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		4 108	4 118	3 972
710-Office québécois de la langue française	Permanent	194	204	213
	Temporaire	43	28	15
Total 710-Office québécois de la langue française		237	232	228
730-Société d'habitation du Québec	Permanent	306	312	298
	Temporaire	57	31	33
Total 730-Société d'habitation du Québec		363	343	331
771-Fonds Accès Justice	Permanent	1	2	2
	Temporaire	1		
Total 771-Fonds Accès Justice		2	2	2
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Permanent	225	218	225
	Temporaire	15	11	15
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		240	229	240
776-Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire. Forestier	Permanent	69	359	376
	Temporaire	6	78	64
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire. Forestier		75	437	440
781-Fonds Aérien gouvernemental	Permanent	127	129	146
	Temporaire	31	32	14
Total 781-Fonds Aérien gouvernemental		158	161	160
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Permanent	18	21	21
	Temporaire	3	1	
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		21	22	21
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Permanent	2 467	2 963	3 253
	Temporaire	1 140	921	488
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		3 607	3 884	3 741
812-Fonds des services de police	Permanent	719	742	818
	Temporaire	250	198	100
Total 812-Fonds des services de police		969	940	918
814-Fonds de partenariat touristique	Permanent	214	215	196
	Temporaire	27	11	12
Total 814-Fonds de partenariat touristique		241	226	208

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
817-Fonds d'information sur le territoire	Permanent	300	379	394
	Temporaire	103	44	51
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		403	423	445
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Permanent	158	194	212
	Temporaire	117	59	24
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		275	253	236
826-Fonds des ressources naturelles	Permanent	368	109	164
	Temporaire	127	15	18
Total 826-Fonds des ressources naturelles		495	124	182
830-Commission des transports du Québec	Permanent	91	99	102
	Temporaire	21	11	4
Total 830-Commission des transports du Québec		112	110	106
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Permanent	1 109	970	1 040
	Temporaire	290	194	120
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		1 399	1 164	1 160
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVA)	Permanent	3	5	4
	Temporaire	2	1	1
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVA)		5	6	5
874-Fonds du financement	Permanent	8	9	9
	Temporaire			2
Total 874-Fonds du financement		8	9	11

ETUDE DES CREDITS 2016-2017 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX				
NUMERO 15o - Nombre employés permanents et temporaires				
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.				
MINISTÈRE	STATUT	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Permanent	82	85	97
	Temporaire	27	31	16
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		109	116	113
Total	Permanent	41 052	43 543	44 428
	Temporaire	10 066	6 896	5 076
Total général		51 118	50 439	49 504

Personnel permanent et temporaire assujetti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2015-2016 (Février 2016)
Données compilées en mars de chaque année (Paie 26), sauf pour l'année 2015-2016 (Paie 25).
Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
010-Culture et des Communications	1-Retraite	16	19	17
	2-Démission	2	4	4
Total 010-Culture et des Communications		18	23	21
030-Relations internationales et de la Francophonie	1-Retraite	18	17	14
	2-Démission	3		
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		21	17	14
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	1-Retraite	30	15	20
	2-Démission	5	3	2
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		35	18	22
052-Forêts, Faune et Parcs	1-Retraite	91	59	64
	2-Démission	10	12	13
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		101	71	77
055-Immigration, Diversité et Inclusion	1-Retraite	51	58	38
	2-Démission	7	11	3
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		58	69	41
060-Santé et Services sociaux	1-Retraite	25	22	31
	2-Démission	12	7	7
Total 060-Santé et Services sociaux		37	29	38
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-Retraite	51	43	39
	2-Démission	12	15	4
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		63	58	43
065-Famille	1-Retraite	10	18	7
	2-Démission	4	5	2
Total 065-Famille		14	23	9
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1-Retraite	73	65	70
	2-Démission	9	11	14
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		82	76	84
095-Sécurité publique	1-Retraite	125	103	123
	2-Démission	40	51	51
Total 095-Sécurité publique		165	154	174

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
140-Conseil exécutif	1-Retraite	34	39	31
	2-Démission	3	7	4
Total 140-Conseil exécutif		37	46	35
160-Conseil du trésor	1-Retraite	27	21	17
	2-Démission	6	2	5
Total 160-Conseil du trésor		33	23	22
188-Bureau de décision et de révision	1-Retraite			2
Total 188-Bureau de décision et de révision				2
210-Finances	1-Retraite	20	19	15
	2-Démission	3	4	2
Total 210-Finances		23	23	17
238-Conseil supérieur de l'éducation	1-Retraite	1		3
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1		3
240-Retraite Québec	1-Retraite	69	54	71
	2-Démission	12	11	14
Total 240-Retraite Québec		81	65	85
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	2-Démission		2	2
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption			2	2
245-Commissaire à la santé et au bien-être	1-Retraite	1	1	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		1	1	
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	1-Retraite	15	15	16
	2-Démission	2	2	4
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		17	17	20
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	1-Retraite			2
	2-Démission			1
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec				3
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1-Retraite			1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				1
267-Commissaire à la déontologie policière	1-Retraite	2	3	1
	2-Démission			1

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		2	3	2
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1-Retraite	1	2	
	2-Démission		1	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		1	3	
280-Économie, Science et Innovation	1-Retraite	29	23	30
	2-Démission	1	4	5
Total 280-Économie, Science et Innovation		30	27	35
289-Conseil de la magistrature	1-Retraite	1		1
Total 289-Conseil de la magistrature		1		1
293-Coroner	1-Retraite	1	5	4
Total 293-Coroner		1	5	4
320-Société de l'assurance automobile du Québec	1-Retraite	136	119	115
	2-Démission	10	13	12
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		146	132	127
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	2-Démission		1	
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs			1	
323-Institut de la statistique du Québec	1-Retraite	8	8	8
	2-Démission			2
Total 323-Institut de la statistique du Québec		8	8	10
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	1-Retraite	4	5	6
	2-Démission	1		
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		5	5	6
344-Office de la protection du consommateur	1-Retraite	6	4	4
	2-Démission	3		
Total 344-Office de la protection du consommateur		9	4	4
347-Centre de services partagés du Québec	1-Retraite	79	69	45
	2-Démission	5	7	8
Total 347-Centre de services partagés du Québec		84	76	53
350-Éducation, Loisir et Sport	1-Retraite	65	58	43
	2-Démission	10	13	6

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		75	71	49
352-Régie du cinéma	1-Retraite	4		4
Total 352-Régie du cinéma		4		4
360-Office des professions du Québec	1-Retraite	1	2	1
Total 360-Office des professions du Québec		1	2	1
367-Régie du bâtiment du Québec	1-Retraite	9	9	15
	2-Démission	8	6	4
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		17	15	19
368-Commission municipale du Québec	1-Retraite			1
	2-Démission	1		
Total 368-Commission municipale du Québec		1		1
370-Assemblée nationale	1-Retraite	16	24	17
	2-Démission	6	3	4
Total 370-Assemblée nationale		22	27	21
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	2-Démission		1	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie			1	
374-Vérificateur général	1-Retraite	6	3	2
	2-Démission	8	9	4
Total 374-Vérificateur général		14	12	6
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1-Retraite	78	70	58
	2-Démission	18	15	10
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		96	85	68
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	1-Retraite	6	7	11
	2-Démission	1	1	
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		7	8	11
390-Sûreté du Québec	1-Retraite	24	30	36
	2-Démission	15	15	9
Total 390-Sûreté du Québec		39	45	45
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1-Retraite	3	2	2
	2-Démission	1		

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		4	2	2
400-Justice	1-Retraite	99	89	100
	2-Démission	5	9	8
Total 400-Justice		104	98	108
402-Comité de déontologie policière	1-Retraite		1	
Total 402-Comité de déontologie policière			1	
408-Commission d'accès à l'information	1-Retraite	4		5
	2-Démission			1
Total 408-Commission d'accès à l'information		4		6
415-Tribunal Administratif du Travail	1-Retraite	24	18	25
	2-Démission	1	2	1
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		25	20	26
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-Retraite		1	
	2-Démission			1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles			1	1
430-Commission de la fonction publique	1-Retraite	1	2	4
	2-Démission			1
Total 430-Commission de la fonction publique		1	2	5
450-Tribunal administratif du Québec	1-Retraite	9	20	7
	2-Démission	2		
Total 450-Tribunal administratif du Québec		11	20	7
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	1-Retraite			1
	2-Démission		1	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale			1	1
510-Régie du logement	1-Retraite	9	2	11
	2-Démission		1	1
Total 510-Régie du logement		9	3	12
520-La Financière agricole du Québec	1-Retraite	35	21	30
	2-Démission		2	3
Total 520-La Financière agricole du Québec		35	23	33

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
538-Office des personnes handicapées du Québec	1-Retraite	7	4	4
	2-Démission	15	1	
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		22	5	4
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1-Retraite	9	9	8
	2-Démission	1	1	2
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		10	10	10
560-Curateur public	1-Retraite	16	28	17
	2-Démission	6	3	
Total 560-Curateur public		22	31	17
600-Énergie et des Ressources naturelles	1-Retraite	7	22	23
	2-Démission		3	9
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		7	25	32
630-Directeur général des élections	1-Retraite	16	17	17
	2-Démission	1	2	
Total 630-Directeur général des élections		17	19	17
660-Conseil du statut de la femme	1-Retraite	4	3	
	2-Démission	1		1
Total 660-Conseil du statut de la femme		5	3	1
690-Conseil supérieur de la langue française	1-Retraite	1		
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		1		
700-Emploi et Solidarité sociale	1-Retraite	280	317	331
	2-Démission	12	19	21
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		292	336	352
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	1-Retraite	201	172	23
	2-Démission	28	22	
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		229	194	23
710-Office québécois de la langue française	1-Retraite	12	15	4
	2-Démission	2	1	1
Total 710-Office québécois de la langue française		14	16	5
730-Société d'habitation du Québec	1-Retraite	20	17	21

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	2-Démission	5	3	1
Total 730-Société d'habitation du Québec		25	20	22
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1-Retraite		1	3
	2-Démission	6	10	6
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		6	11	9
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	1-Retraite	4	7	16
	2-Démission		1	1
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		4	8	17
781-Fonds Aérien gouvernemental	1-Retraite	4	9	1
	2-Démission	1	3	
Total 781-Fonds Aérien gouvernemental		5	12	1
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	1-Retraite			1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome				1
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	1-Retraite	139	122	160
	2-Démission	39	58	41
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		178	180	201
812-Fonds des services de police	1-Retraite	42	51	42
	2-Démission	10	10	8
Total 812-Fonds des services de police		52	61	50
814-Fonds de partenariat touristique	1-Retraite	9	10	13
	2-Démission	4	1	
Total 814-Fonds de partenariat touristique		13	11	13
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	1-Retraite	1		
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		1		
817-Fonds d'information sur le territoire	1-Retraite	24	13	8
	2-Démission	3	4	1
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		27	17	9
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	1-Retraite	10	11	9
	2-Démission		7	4
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		10	18	13

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéro 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
826-Fonds des ressources naturelles	1-Retraite	15	18	3
	2-Démission	8	3	2
Total 826-Fonds des ressources naturelles		23	21	5
830-Commission des transports du Québec	1-Retraite	10	2	5
	2-Démission	1	1	
Total 830-Commission des transports du Québec		11	3	5
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	1-Retraite	58	55	58
	2-Démission	13	13	12
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		71	68	70
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	1-Retraite	1		
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		1		
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	1-Retraite	5	2	1
	2-Démission		2	2
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		5	4	3
Total	1-Retraite	2 212	2 070	1 936
	2-Démission	382	419	325
Total général		2 594	2 489	2 261

Employés assujettis à la LFP.

Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2015-2016 (février 2016) et uniquement pour les ministères et organismes qui ont connu des départs volontaires.

Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.

Les données de 2015-2016 couvrent la période du 1^{er} avril 2015 au 2 mars 2016 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST (Commission de la santé et de la sécurité au travail), à l'exception de ceux de la CNT (Commission des normes du travail) et de la CES (Commission de l'équité salariale).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 16A - Départ à la retraite		
Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.		
MINISTÈRE	2014-2015	2015-2016
010-Culture et des Communications	19	17
030-Relations internationales et de la Francophonie	17	14
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	15	20
052-Forêts, Faune et Parcs	59	64
055-Immigration, Diversité et Inclusion	58	38
060-Santé et Services sociaux	22	31
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	43	39
065-Famille	18	7
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	65	70
095-Sécurité publique	103	123
140-Conseil exécutif	39	31
160-Conseil du trésor	21	17
188-Bureau de décision et de révision		2
210-Finances	19	15
238-Conseil supérieur de l'éducation		3
240-Retraite Québec	54	71
245-Commissaire à la santé et au bien-être	1	
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	15	16
247-Commissaire au lobbying du Québec		2
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		1
267-Commissaire à la déontologie policière	3	1
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2	
280-Économie, Science et Innovation	23	30
289-Conseil de la magistrature		1
293-Coroner	5	4
320-Société de l'assurance automobile du Québec	119	115
323-Institut de la statistique du Québec	8	8
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	5	6
344-Office de la protection du consommateur	4	4
347-Centre de services partagés du Québec	69	45
350-Education, Loisir et Sport	58	43
352-Régie du cinéma		4
360-Office des professions du Québec	2	1
367-Régie du bâtiment du Québec	9	15
368-Commission municipale du Québec		1
370-Assemblée nationale	24	17
374-Vérificateur général	3	2
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changem	70	58
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	7	11
390-Sûreté du Québec	30	36
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	2	2
400-Justice	89	100
402-Comité de déontologie policière	1	
408-Commission d'accès à l'information		5
415-Tribunal Administratif du Travail	18	25
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	
430-Commission de la fonction publique	2	4
450-Tribunal administratif du Québec	20	7
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		1
510-Régie du logement	2	11
520-La Financière agricole du Québec	21	30
538-Office des personnes handicapées du Québec	4	4
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	9	8
560-Curateur public	28	17
600-Énergie et des Ressources naturelles	22	23
630-Directeur général des élections	17	17
660-Conseil du statut de la femme	3	
700-Emploi et Solidarité sociale	317	331
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	172	23
710-Office québécois de la langue française	15	4
730-Société d'habitation du Québec	17	21
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services	1	3
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	7	16
781-Fonds Aérien gouvernemental	9	1
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		1
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	122	160
812-Fonds des services de police	51	42
814-Fonds de partenariat touristique	10	13
817-Fonds d'information sur le territoire	13	8
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	11	9
826-Fonds des ressources naturelles	18	3
830-Commission des transports du Québec	2	5
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	55	58
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	2	1
Total général	2070	1936

Employés réguliers assujettis à la LFP.

Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2015-2016 (février 2016) et uniquement pour les ministères et organismes qui ont connu des départs à la retraite.

Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.

Les données de 2015-2016 couvrent la période du 1er avril 2015 au 2 mars 2016 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST (Commission de la santé et de la sécurité au travail), à l'exception de ceux de la CNT (Commission des normes du travail) et de la CES (Commission de l'équité salariale).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

En 2015-2016, 12 remplacements ont été effectués sur 17 départs à la retraite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C - Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.		
	2016-2017	2017-2018
Secrétariat du Conseil du trésor	20	36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D - Retraités à contrat

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats :	Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17 - Baux SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l’espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.					
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M ²)	COÛT TOTAL DE LOCATION 2015-2016	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2015-2016	NATURE DES TRAVAUX	
3535, boul. Saint-Charles, Kirkland (fin de la location au 31 janvier 2016)	168,80	33 203,70 \$	1 259,71 \$	Construction	1 115,00 \$
				Transport/Hôtel	144,71 \$
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	333,68	71 395,92 \$	- \$		
500, boul. René-Lévesques Ouest, Montréal	218,01	76 843,44 \$	- \$		
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	150,00	115 525,98 \$	7 891,70 \$	Construction	3 790,11 \$
				Déménagement	3 073,75 \$
				Transport/Hôtel	1 027,84 \$
675, boul. René-Lévesque Est, Québec - SCT (fin de la location au 31 juillet 2015)	335,88	49 145,65 \$	- \$		
675, boul. René-Lévesque Est, Québec - CRPP (fin de la location au 31 décembre 2015)	550,43	54 171,36 \$	1 513,24 \$	Déménagement	1 513,24 \$
875, Grande Allée Est, Québec	18 889,40	4 129 368,48 \$	76 836,89 \$	Construction	18 847,89 \$
				Déménagement	33 035,16 \$
				Mobilier	24 953,84 \$
525, boul. René-Lévesque Est, Québec	177,28	46 880,40 \$	- \$		
900, boul. René-Lévesque Est, Québec	638,25	153 399,40 \$	- \$		
810, Route Jean-Gauvin, Québec (début de la location au 1er février 2016)	131,09	5 757,88 \$	- \$		

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18 - Aménagement Cabinet - Aménagement SCT, Cabinet

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cabinet ministériel situé au 380, Saint-Antoine Ouest à Montréal : 7 891,70 \$

- Construction : 3 790,11 \$
- Déménagement de mobilier : 3 073,75 \$
- Transport et hébergement : 1 027,84 \$

Bureau de comté situé au 3535, boul. Saint-Charles à Kirkland : 1 259,71 \$ (fin de la location au 31 janvier 2016)

- Construction : 1 115,00 \$
- Transport et hébergement : 144,71 \$

Bureau de comté situé au 810, route Jean-Gauvin à Québec : Aucun (début de la location au 1^{er} février 2016)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 - Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de M. Martin Coiteux

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Arseneau, Jean-Philippe	Conseiller principal	Montréal
Bégin, Francine	Adjointe à la directrice	Québec
Bird, Tina	Adjointe administrative	Kirkland
Boutin, Lise	Attaché politique	Québec
Descôteaux, Gilles	Attachée politique	Québec
Desmeules, Anne-Sophie	Conseillère principale	Québec
Ghadban, Ghadeer	Conseillère politique	Kirkland
Grenier, Arielle	Attachée politique	Montréal
Houde, Pauline	Adjointe à la directrice	Québec
Labranche, Marie-Ève	Attachée de presse	Montréal
Lapointe, Guylaine	Adjointe au ministre	Québec
Martel, Lyne	Attachée politique	Québec
Mignault, Isabelle	Directrice de cabinet	Québec
Morrier, Jacob	Étudiant	Québec
Paquet, Danielle	Attachée politique	Québec
Pelletier, Marie-Ève	Attachée politique	Québec
Provencher-Proulx, Julien	Attaché politique	Québec
Trudel, Marc-Antoine	Attaché politique	Québec
Volakakis, Eftihia	Attachée politique	Kirkland

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 - Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.		
Cabinet de M. Martin Coiteux		
NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
<p>SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2015-2016</p> <p>Nombre total d'employés : 19</p> <p>Rémunération totale : 699 923,81 \$</p>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 - Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de M. Sam Hamad

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Breton, Karine	Conseillère politique	Québec
El Ghernati, Ihssane	Conseillère politique	Québec
Hébert, Olivier	Conseiller politique	Québec
Henriquez, Maria-José	Conseillère politique	Montréal
Lavoie, Lisa	Conseillère politique	Québec
Leblanc, Steeve	Directeur de cabinet	Québec
Lefrançois, Élane	Adjointe	Québec
Prémont, François	Conseiller politique	Québec
Roy, Isabelle	Conseillère politique	Québec
Savard, Gabrielle	Conseillère politique	Québec
St-Hilaire, Cynthia	Attachée de presse	Québec
Turcotte-Savoie, Xavier	Conseiller politique	Québec
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2015-2016		
Nombre total d'employés : 12		
Rémunération totale : 70 016 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Aucune subvention n'a été octroyée en 2015-2016 par le ministère.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21 - Personnel hors structure

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO DG-22 - Personnel en disponibilité

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2016-2017.			
CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSE D'EMPLOI	SALAIRE ¹	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
PROFESSIONNELS	Conseiller en gestion des ressources humaines	76 293 \$	2015-08-25
	Agent de la gestion financière	72 852 \$	2015-03-15
	Agent de recherche et de planification socio-économique	60 484 \$	2015-04-13
	Agent de recherche et de planification socio-économique	68 656 \$ Salaire à 31,5 heures/semaine	2015-04-13
	Attaché d'administration	65 579 \$	2016-01-13
	Spécialiste en sciences de l'éducation	72 643 \$	2014-11-19
	Spécialiste en sciences de l'éducation	76 293 \$	2014-11-19
FONCTIONNAIRES	Agent d'aide socio-économique, classe principale	59 921 \$	2014-10-10
	Agent d'aide socio-économique, classe nominale	45 055 \$	2015-04-01
	Agent d'aide socio-économique, classe nominale	52 543 \$	2015-08-17
	Agent de secrétariat	42 242 \$	2015-12-05
	Agent de secrétariat	25 345 \$ Salaire à 21 heures/semaine	2014-11-19
	Technicien en administration	30 167 \$ Salaire à 21 heures/semaine	2011-04-01
	Technicien en administration	50 278 \$	2011-04-01
	Enquêteur en matières frauduleuses	55 337 \$	2015-05-27

¹ Les salaires sont ceux de la paie 25 du 3 mars 2016.

Prévisions 2016-2017 : nous ne pouvons répondre à cette demande, car la décision de mettre des personnes en disponibilité appartient au sous-ministre de chaque ministère ou au dirigeant de chaque organisme lorsqu'un événement, tel que prévu aux conventions collectives, survient (ex. : changement organisationnel, fermeture d'unité administrative, etc.).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 23 – Occasionnels mis à pied

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2016-2017; c) par catégorie d’âge.

Catégorie d'emplois	Catégorie d'âge		
	Moins de 25 ans	25 à 35 ans	Plus de 35 ans
Cadre			5
Professionnel	21	501	360
Enseignant	1	11	51
Technicien	33	162	285
Personnel de bureau	54	197	547
Agent de la paix	18	56	32
Ouvrier	140	175	770
Total	267	1 102	2 050

Note : Code de mouvement 37 (Cessation d’emploi)

Personnel assujetti à la LFP

Les données de 2015-2016 couvrent la période du 1er avril 2015 au 2 mars 2016 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST (Commission de la santé et de la sécurité au travail), à l'exception de ceux de la CNT (Commission des normes du travail) et de la CES (Commission de l'équité salariale).

Statuts d’emplois considérés : Occasionnel sans droit de rappel moins d’un an
Occasionnel sans droit de rappel 1 an et plus

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24 - Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

2 employés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Cedrom-Sni inc.	Abonnement au service de veille média «Eureka», 2015-2016	7 961,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Abonnement - Gazette officielle du Québec	669,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Abonnement aux projets de loi publics sanctionnés, français	235,00
Communication Demo inc.	Revue de presse écrite, 2015-2016	24 197,67
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique, 2015-2016	265,89
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Code civil du Québec, Code de procédure civile, Code criminel», 2015-2016	210,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Chartes des droits de la personne», 2015-2016	105,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Lois du travail», 2015-2016	105,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Bulletin gestion plus, info employeur, 2015-2016	136,13
Greffe de l'éducation - publications, jurisprudence	Abonnement au logiciel «Natweb», Recueil des sentences de l'éducation, 2015-2016	300,00
Presse Canadienne, La	Abonnement - service de veille média, 2015-2016	5 959,00
Wilson & Lafleur, limitée	Abonnement à la publication «Code du travail du Québec, code procédure pénale», 2015-2016	167,95
Wolters Kluwer Québec Itée	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale - feuilles mobiles, 2015-2016 et 2016-2017	2 276,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Abonnement annuel à la DGACQ, 2015-2016	55 000,00
Groupe Excelso	Abonnement aux journaux, 2015-2016	1 699,20
Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires	Repères.qc.ca	200,00
Solutions Novaxis inc.	Abonnement - Cit@tion - Droit du travail en ligne, 2015-2016	2 574,37

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Sous-secrétariat à la coordination intersectorielle des négociations et à la rémunération globale**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Carswell Distribution Centre	Abonnement à la publication «Employment Law Factbook», 2015-2016	421,44
Conference Board of Canada, The	Extraction d'information en ligne, 2015-2016	10 521,70
Economic Research Institute	Abonnement - données de recherche statistique en économie, 2015-2016	4 041,00
Statistique Canada	Commande d'études et rapports divers dans le domaine des ressources humaines	2 548,65
Wolters Kluwer Health	Abonnement - Logiciel UpToDate - analyses médicales, 2015-2016	742,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Association des pharmaciens du Canada	Accès au système de guide des médicaments, 2015-2016	1 077,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Abonnements en relations de travail, 2015-2016	850,60
Groupe de communication Sansectra inc., Le	Revue francophone pour la santé du travail et de l'environnement, 2015-2016	63,00
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Banque en ligne Azimut, 2015-2016	1 698,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Conseil canadien des marchés publics	Abonnement - Conseil canadien des marchés publics, 2015	1 000,00
United Nations Standard Products and Services Code	Abonnement - UNSPSC, 2015-2016	469,42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Centre francophone d'Informatisation des organisations [CEFRIQ]	Adhésion 2015-2016	1 000,00
Forrester	Abonnement aux services de veille technologique, 2015-2016	9 950,00
Gartner Canada Co.	CIO Signature Government, 2015-2016	101 606,00
Wire Report, The	Accès complet au site Wire Report, 2015-2016	895,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26 – Réservation de loges, billets de saison

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Aucune.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Secrétariat du Conseil du trésor [www.tresor.gouv.qc.ca]	Bell Solution Web (Bell Canada)	63 067 \$	Hébergé au SCT, le site est entretenu et mis à jour par la Direction des communications.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> 604 171 visites 321 500 visiteurs uniques	Trois fois : 2001, 2004 et 2009 L'ensemble des modifications ont été réalisées à l'interne en 2001 et 2004. Des frais de 63 067 \$ ont été engendrés pour les travaux effectués à l'externe en 2009.
Microsite Négociations collectives → section du site Internet du SCT [www.tresor.gouv.qc.ca/negos] et site mobile Web [www.negotiation.mobi]	Bell Solution Web (Bell Canada) Laflamme, Marilyn	66 844 \$	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des communications.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} nov. 2014 au 29 février 2016</u> 50 452 visites 15 257 visiteurs uniques	Remise en fonction à l'automne 2014 pour le début des négociations pour le renouvellement des conventions collectives des employés de l'État
Microsite Cadre de gestion de l'Administration gouvernementale → section du site Internet du SCT [www.tresor.gouv.qc.ca/cadre degestion]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne Une firme externe a été mise à contribution pour des besoins spécifiques en support à l'équipe de la Direction principales des ressources informationnelles pour un montant de 2 550 \$.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles et la Direction des communications. Un montant de 616,25 \$ a été payé à l'externe en 2014-2015 pour du support à l'équipe de la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> 30 458 visites 19 452 visiteurs uniques	Première mise en ligne le 29 janvier 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Portail Carrières [www.carrieres.gouv.qc.ca]	Nurun inc. (1 ^{re} version du site) SCT (2 ^e version du site)	93 278,50 \$ Construction du site et mise en place d'une infolettre pour informer les abonnés des nouveaux emplois offerts Une refonte a été finalisée en 2015. Une firme externe a été mise à contribution pour des besoins spécifiques en support à l'équipe de la Direction principale des ressources informationnelles pour un montant de 21 845 \$.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles et la Direction des communications. Un montant de 148,75 \$ a été payé à l'externe en 2015-2016 pour du support technique.	Direction des communications Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines Centre de services partagés du Québec	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> 1 012 509 visites 498 632 visiteurs uniques	Il y a eu une refonte du site.
Programme d'identification visuelle [www.piv.gouv.qc.ca]	Cossette Communication (1 ^{re} version) SCT (2 ^e version)	80 000 \$ À l'interne pour la deuxième version.	Coût de l'hébergement en 2014-2015 : 600 \$/année Un montant de 552,50 \$ a été payé à l'externe en 2015-2016 pour la réalisation d'un audit de sécurité.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> 3 268 visites 1 988 visiteurs uniques	Tenant compte que l'hébergement à moindre coût par un fournisseur externe n'était plus possible à cause de sa désuétude, le site du PIV a été intégré de façon temporaire au site Web du Secrétariat du Conseil du trésor à l'automne 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Commission de révision permanente des programmes [www.revisiondesprogrammes.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne Une firme externe a été mise à contribution pour des besoins spécifiques en support à l'équipe de la Direction principale des ressources informationnelles pour un montant de 637,50 \$.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des communications et la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} mars. 2015 au 1^{er} sept. 2015</u> 19 180 visites 9 079 visiteurs uniques	Première mise en ligne le 2 septembre 2014 Le site a été fermé en mars 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Direction générale de l'administration						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec [www.fdrh.gouv.qc.ca]	Doris Bissonnette	1 500 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et matérielles	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Aucune
Forum des responsables de la vérification interne [www.frvf.gouv.qc.ca]	Information non disponible → Site élaboré en 1996-1997	Données non disponibles	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et matérielles	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Actualisation de la page d'accueil et des en-têtes en 2007 pour un coût de 1 680 \$
Forum des gestionnaires en ressources matérielles [www.fgrm.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et matérielles	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Deux fois depuis 1999 : en 2004 pour un montant de 1 100 \$ et en 2007 pour un montant de 990 \$
Calendrier InterSectoriel [www.calendrier-intersectoriel.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et matérielles	<u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> Visites : 1 324 Visiteurs uniques : 584	Mise en ligne le 18 novembre 2014
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise [www.forumjeunes.gouv.qc.ca]	Bleu Outremer (site original) Secrétariat du Conseil du trésor (Refonte du site en 2013-2014)	Fait à l'interne en majeure partie. Deux firmes externes ont été mises à contribution pour des besoins spécifiques en support à l'équipe de la Direction principale des ressources informationnelles pour un montant totalisant 38 942,12 \$.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles. Un montant de 4 122,50 \$ a été payé à l'externe en 2014-2015 pour le développement d'un nouveau module.	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Refait en 2013-2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) [www.rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction de la diffusion et du soutien.	Direction de la diffusion et du soutien	Information non disponible	Aucune
Extranet des marchés publics [www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	L'entretien et la mise à jour sont effectués à l'interne.	Direction de la diffusion et du soutien	Du contenu est ajouté quotidiennement par les utilisateurs (Forum de discussion). <u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> Membres branchés : 2 284 sur un total de 3 317 enregistrés (68,86 %) Ministères et organismes ayant visité le site : 480 sur un total de 522 enregistrés (91,95 %) Visites : 54 388	Une fois en 2006. Le site a été déplacé de l'intranet gouvernemental vers l'Internet afin de permettre l'accès, en plus des ministères et organismes, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Portail de données ouvertes [www.donnees.gouv.qc.ca]	Ministère de la Sécurité publique	93 020 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par le ministère de la Sécurité publique. Le coût d'entretien est de 54 437 \$ par tranche de six mois.	Direction de la vision et des orientations numériques	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> Visites : 98 892 Visiteurs uniques : non disponible	Aucune
Tableau de bord des projets en ressources informationnelles [www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca]	Loran	50 000 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction de l'optimisation des ressources informationnelles et de la performance en projet	Les nouvelles données sont ajoutées à chaque publication. <u>1^{er} mars 2015 au 29 février 2016</u> Visites : 20 069 Visiteurs uniques : 8 971	Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 - Visites ministérielles et sous-ministérielles

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a participé à aucune tournée ministérielle ou sous-ministérielle au cours de l'année financière 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 30 - Demandes d'accès à l'information

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016: a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 32 - Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.		
Nom de l'entité administrative	Coûts de transition	Coûts de formation
Fusion de la Commission des lésions professionnelles et du Fonds de la Commission des relations du travail dans le nouvel organisme Tribunal administratif du travail.	614 716 \$	-
Fusion d'organismes afin de créer Retraite Québec et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (hors du périmètre comptable du gouvernement)	n.d.	n.d.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33 - Ententes gouvernement fédéral et provinces

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34 - Crédits périmés

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

Pour l'exercice financier 2015-2016, les objectifs de croissance des dépenses ont été respectés pour une deuxième année consécutive. Le respect de l'objectif de dépenses fixé lors du dépôt du Budget de dépenses 2015-2016 a nécessité, de la part des ministères et organismes, des efforts importants. Ainsi, le Conseil du trésor a procédé à une suspension du droit d'engager des crédits de 139,0 M\$. En conséquence, les crédits disponibles pour les ministères et organismes ont été diminués du même montant essentiellement pour couvrir les dépassements et risques de dépassements afin de respecter l'objectif de croissance des dépenses.

Pour l'exercice financier 2016-2017, le gouvernement n'a procédé, pour le moment, à aucune suspension du droit d'engager les crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35 - Revenus autonomes et tarification

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36 - Plan de réduction

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

Le document Stratégie de gestion des dépenses présenté aux Budgets de dépenses 2015-2016 et 2016-2017 fait état des mesures de contrôle des dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37 - Transferts du gouvernement fédéral

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38 - Primes au rendement et bonis

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

	Montant déboursé en 2014-2015	Montant déboursé en 2015-2016 ¹
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les CGRH)	268 057,72 \$	266 461,78 \$

¹ Ce montant correspond aux primes au rendement de l'année financière 2014-2015 suite aux évaluations. Les déboursés sont effectués sur l'année financière 2015-2016. Aucun boni n'a été versé aux cadres depuis 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39 - Primes de départ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Cabinet de monsieur Martin Coiteux : 88 872,82 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 40-Augmentations de salaire

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	
CATÉGORIES D'EMPLOI	Masse salariale (en M\$) 2015-2016 (1 ^{er} avril 2015 au 31 décembre 2015)
Haute direction	75,7
Cadre	258,1
Professionnel	1 137,5
Enseignant	27,9
Technicien	542,0
Personnel de bureau	287,9
Agent de la paix	149,2
Ouvrier	87,5
Étudiant	29,2
Total	2 595,0
Personnel assujetti à la LFP. Le paramètre salarial du 31 mars 2015 est de 1 % pour l'ensemble du personnel des secteurs public et parapublic.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 41 - Salaires versés sans fonction ou tâche assignée

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 43 - Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité permanent de la révision des programmes	<p>Les responsabilités de ce comité consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Énoncer les orientations du gouvernement en matière de planification des travaux de révision. Approuver les conditions et les modalités déterminées par le président du Conseil du trésor qui lient les organismes assujettis en ce qui a trait à l'évaluation d'un programme, et de sa révision le cas échéant. Déterminer les suites à donner au regard des résultats des évaluations ainsi que des propositions de révision qui lui sont déposées. 	<p>Président et premier ministre Vice-première ministre Leader parlementaire Présidente du caucus parlementaire Président du Conseil du trésor Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministre de la Sécurité publique Ministre des Finances</p> <p><u>Autres invités</u></p> <p>Secrétaire général Secrétaire associée au BRPP</p>	Aucun	<p>1^{re} rencontre, le 15 septembre 2015</p> <p>2^e rencontre, le 3 novembre 2015</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45 – Coûts de reconduction des programmes

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

LISTE DE PROGRAMMES

- Le coût de reconduction des programmes est évalué sur une base globale. Au moment de la publication *Le Plan économique du Québec – mise à jour de novembre 2015*, le Budget de dépenses prévu pour 2016-2017 s'élevait à 67 969 M\$, soit une augmentation de 1 509 M\$ ou 2,3 % par rapport à 2015-2016.
- Au dépôt du Budget de dépenses 2016-2017, le 17 mars dernier, l'objectif de dépenses de programmes pour 2016-2017 est révisé à 68 238,4 M\$, soit une hausse de 1 778,4 M\$ ou 2,7 % par rapport à 2015-2016. Cette nouvelle révision de l'objectif comprend un montant spécifique de 81 M\$ pour le portefeuille **Santé et Services sociaux** et le solde sert à financer les mesures du Discours sur le Budget.
- Compte tenu du coût de reconduction des programmes, cet objectif laissait un écart à résorber de 895 M\$ en 2016-2017. Le gouvernement a identifié l'ensemble des mesures d'économie permettant de résorber cet écart. Les principales mesures identifiées sont présentées au volume Stratégie de gestion de dépenses du Budget de dépenses 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 46 – Cran d'arrêt

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Le cran d'arrêt s'applique spécifiquement aux initiatives et aux majorations non prévues au cadre budgétaire et ayant un impact financier. Pour celles-ci, les ministères doivent présenter quelles mesures permettront de dégager les sommes nécessaires à leur financement, en privilégiant des mesures de réduction de dépenses. Les initiatives permettant de répondre à des événements urgents et imprévus, telles les catastrophes naturelles, ne sont pas visées par le cran d'arrêt compte tenu de leur nature imprévisible, urgente et généralement incontournable.

Essentiellement, les initiatives ou majorations ayant fait l'objet du cran d'arrêt à ce jour sont celles présentées aux derniers budgets. Elles ont fait l'objet d'un cran d'arrêt général, puisque financées à même les grands équilibres financiers, notamment par les mesures d'économies identifiées aux différents documents budgétaires. Ces initiatives ou majorations sont présentées sommairement à la section A.2 du *Plan économique du Québec* de mars 2015 et aux sections A.2 et A.3 du *Plan économique du Québec* de mars 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 55 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 56 – Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017: a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Pour l'exercice 2015-2016, la dépense totale prévue à la PARI (opération et capital) s'élevait à **9 900,00 k\$, soit :**

- **7 909,2 k\$ en dépenses d'opérations (fonctionnement);**
- **1 990,8 k\$ en investissements liés à des projets spécifiques (capital).**

LES GRANDS DOSSIERS EN COURS :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

Voir la réponse à la question 11.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 57A - Masse salariale

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.		
CATÉGORIE D'EMPLOI	MASSE SALARIALE (en M\$)	
	2014-2015 (Avril 2014 à décembre 2014)	2015-2016 (avril 2015 à décembre 2015)
Haute direction	76,2	75,7
Cadre	260,0	258,1
Professionnel	1 130,5	1 137,5
Enseignant	28,7	27,9
Technicien	529,2	542,0
Personnel de bureau	341,8	287,9
Agent de la paix	151,5	149,2
Ouvrier	91,0	87,5
Étudiant	32,2	29,2
TOTAL	2 641,1	2 595,0

Personnel assujetti à la LFP.
Le paramètre salarial du 31 mars 2015 est de 1 % pour l'ensemble du personnel des secteurs public et parapublic.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 57B – Indemnités de retraite

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

	NOMBRE
Aucune indemnité versée	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 59 - Bilan des compressions

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

- a) À la fin de l'exercice financier 2014-2015, les effectifs utilisés de la fonction publique présentaient une baisse de 1 437 ETC transposés, ou de 2,1 %, comparativement à l'exercice financier 2013-2014. Cette diminution résulte du gel de recrutement imposé par le Conseil du trésor au début de cet exercice financier de même que de la gestion rigoureuse des effectifs appliquée par les ministères et organismes. Une baisse additionnelle de 2 268 ETC transposés a été constatée en 2015-2016. Sur une période de deux ans, une réduction de plus de 5 % a été réalisée.

À compter de 2016-2017, le gouvernement entre dans une période de consolidation pour permettre aux organisations de compléter la révision de leurs façons de faire et l'amélioration de leur productivité, lesquelles sont nécessaires afin de pérenniser une réduction aussi importante des effectifs que celle enregistrée au cours des deux dernières années. Le gouvernement réduit tout de même sa cible globale d'effectifs pour la fonction publique et il la ramène à un niveau équivalent à celui enregistré en 2011-2012

- b) Les résultats des premières actions découlant du chantier de révision des structures et des organismes sont présentés à la page 15 du volume *Stratégie de gestion des dépenses* du Budget de dépenses 2016-2017. Au cours de l'année 2016-2017, le gouvernement poursuivra la révision des structures et des organismes amorcée en 2015-2016.

- c) Les ententes de principe conclues avec les syndicats pour le renouvellement des conventions collectives prévoient des augmentations annuelles de 1,5 % au 1^{er} avril 2016, de 1,75 % au 1^{er} avril 2017 et de 2,0 % au 1^{er} avril 2018 de même que le versement de montants forfaitaires de 1,0 % du salaire moyen pour l'exercice financier 2015-2016 et de 0,5 % du salaire moyen pour l'exercice financier 2019-2020. Elles prévoient également un redressement de 2,4 % à terme au titre de relativités salariales ainsi que divers règlements qui ne visent pas tous les employés. Ces ententes respectent le cadre financier du gouvernement. Par ailleurs, la baisse des effectifs constatée au cours des 2 dernières années contribue à réduire la pression sur les dépenses de rémunération.

- d) La Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 et la La Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire prévoient la reconduction pour 2014-2015 de la mesure concernant la suspension de la rémunération additionnelle fondée sur le rendement du personnel de direction et du personnel d'encadrement des ministères et de certains organismes de même que de celui des cabinets ministériels. Il prévoit également que la rémunération additionnelle fondée sur le rendement, versée au personnel de direction et au personnel d'encadrement de certaines sociétés d'État, est conditionnelle à l'atteinte de cibles de résultat net.

Le projet de Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 prévoit la reconduction pour 2015-2016 de la mesure concernant la suspension de la rémunération additionnelle fondée sur le rendement du personnel de direction et du personnel d'encadrement des ministères et de certains organismes de même que de celui des cabinets ministériels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 60 - Développement durable

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information concernant la stratégie gouvernementale de développement durable sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 62 – Cotisation à des associations

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

4 135,07 \$

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le Secrétariat du Conseil du trésor a versé un paiement pour cotisation;

Barreau du Québec
Chambre des Notaires du Québec
Information Systems Audit and Control Association - ISACA
Society of Actuaries



Demandes particulières



Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
*1	Indiquer les sommes dépensés pour 2015-2016 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.
*3	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2016, budget accordé en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
4	Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2016, budget accordé en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2016 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2016 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2016 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; date de résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2016 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.
5	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.
*6	Liste des nouvelles mesures instaurées en 2015-2016 et indiquer, pour chacune, les mesures abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt).
7	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique..
8	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2015-2016. Fournir une ventilation par ministère.
9	Total des sommes économisées en 2015-2016 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposée aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la Santé et de l'Éducation et aux sociétés d'État, et réalisées par des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État.
10	Total des sommes économisées en 2015-2016 par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse des subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme.
11	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
*12	Pour chacun des organismes, des agences ou des autres instances relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer : a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

#	Demandes de renseignements particuliers
*13	Pour tout organisme relevant du Secrétariat du Conseil du trésor : a. Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
14	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.
15	Nombre d'employés temporaires qui ont eu le statut de permanents, par année depuis 2004.
*16	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016.
17	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.
18	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.
19	Pour l'année 2015-2016, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2015-2016 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
*20	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de service d'une année à l'autre).
*21	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2015-2016, par année financière.
22	Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.
*23	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2015-2016.
*24	Liste des organismes ayant soumis en 2015-2016 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.
*25	Comparaison des écarts salariaux en 2015-2016 entre les médecins, les spécialistes et les omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
26	Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.
27	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
28	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et de la mise en place des recommandations.
29	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
*30	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.
*31	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2015-2016. Fournir une ventilation par ressource, externe et interne.
32	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.
33	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.
34	État de situation et suivi sur les travaux d'élaboration de la Stratégie numérique gouvernementale menée par le Secrétariat du Conseil du trésor conjointement avec la mise en œuvre des infrastructures Internet à débit ultrarapide tel qu'annoncé dans le budget 2011-2012.

#	Demandes de renseignements particuliers
35	Indiquer les sommes et initiatives ou projets réalisés dans le cadre de ces travaux, depuis l'année financière 2011-2012 et les prévisions pour l'année 2016-2017.
36	Depuis 2013-2014, indiquer les sommes perçues sous forme de contribution pénale obligatoire conformément à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Ventiler les sommes totales en fonction du montant des contributions individuelles (14\$, 20\$, 40\$ ou 25% de l'amende). Par exemple, le montant total perçu sous la forme de contribution de 14\$.
37	Pour chacune des catégories de contribution (14\$, 20\$, 40\$ ou 25%), indiquer leur utilisation/ répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20\$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.

*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Services électroniques

Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.

EXERCICE FINANCIER	MONTANT
2015-2016*	76 857 000 \$

*Correspond au montant prévu, les résultats réels seront connus ultérieurement.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 4 - Mesures concernant le logiciel libre

Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre nombre d'employés embauchés au 31 mars 2016, budget accorde en 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2016 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courrier électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2016 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'immigration; e) État de situation au 31 mars 2016 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; dates et résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2016 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre;

- En 2015-2016, il n'y a eu aucune rencontre du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité.
- Au cours du dernier exercice, les travaux menés par le Secrétariat du Conseil du trésor ont permis l'intégration de deux mesures propres à l'utilisation des logiciels libres parmi les mesures prévues à la Stratégie gouvernementale en TI; Rénover l'État par les technologies de l'information :
 - Mesure 19 : Considérer plus systématiquement le logiciel libre
 - Mesure 20 : Créer un catalogue des logiciels libres utilisés au gouvernement
- De plus, les travaux se sont poursuivis afin de permettre le transfert de Centre d'expertise en logiciel libre au Secrétariat du Conseil du trésor.

c) État de situation au 31 mars 2016 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental;

- En 2015-2016, il n'y a pas eu d'appel d'offres ouvert, spécifique à des solutions libres, pour le courrier électronique gouvernemental. Par contre, un avis d'appel d'intérêt a été lancé, par le Centre de services partagés du Québec en décembre dernier, pour recourir à un service de courrier électronique en infonuagique. Par ailleurs, cet avis est ouvert à tout fournisseur.

g) Résultats et états de situation au 31 mars 2016 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

Afin d'accroître la concurrence sur les marchés publics, un plan d'action gouvernemental (*Passeport Entreprises*) a été lancé en octobre 2015. Ce plan vise à améliorer l'accès des entreprises aux contrats de l'État ainsi que les pratiques et les processus contractuels.

Par ailleurs, les décisions des organismes publics en matière de technologies de l'information (TI) peuvent engendrer des coûts importants et avoir des incidences sur plusieurs années. Il est donc nécessaire d'avoir une vue globale des coûts reliés à ces acquisitions afin de faire les meilleurs choix. Ainsi, afin que le logiciel libre soit considéré de façon équitable avec les autres solutions, le projet de Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de TI actuellement en élaboration (le projet de règlement a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 11 novembre 2015) propose l'introduction d'un concept de coût total d'acquisition qui permettra aux organismes publics de mieux prendre en considération l'ensemble des coûts liés à une acquisition sur sa durée de vie utile (par exemple, des coûts d'installation, d'entretien, de soutien, de configuration, de licences, d'évolution, d'interopérabilité, de formation, de migration de données). Un tel concept permettra notamment de mieux comparer les solutions offertes en vue de faire le meilleur choix, et de mieux mettre en compétition les fournisseurs de logiciels libres et de logiciels propriétaires.

Dans le cadre de l'élaboration de ce projet de règlement, ce concept a été présenté à certains organismes publics et aux différentes associations de l'industrie au cours de la dernière année.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.
Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	<ul style="list-style-type: none"> — de conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises; — d'identifier les problèmes et les besoins des entreprises en ce qui a trait au fardeau imposé par la réglementation et les formalités administratives; — de suggérer des domaines réglementaires et administratifs à traiter en priorité; — d'effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations et des mesures des plans d'action, des stratégies ou des rapports adoptés par le gouvernement en matière d'allègement réglementaire et administratif des entreprises; — de proposer des moyens de diffuser les résultats atteints auprès de la population, en particulier de la communauté des affaires, en ce qui a trait à la réduction du fardeau imposé aux entreprises par la réglementation et les formalités administratives s'y rattachant; — de faire rapport annuellement au Conseil des ministres de l'état d'avancement de des travaux du Comité. 	<p>Coprésident Ministre responsable des Petites et Moyennes entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional</p> <p>Vice-présidente principale et porte-parole nationale, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)</p> <p>Membres Présidente-directrice générale, Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) Président-directeur général, Conseil du patronat du Québec (CPQ) Secrétaire général associé, Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques, ministère du Conseil exécutif (MCE) Sous-ministre, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Secrétaire, Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Président-directeur général, Revenu Québec (RQ) Président, Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ)</p>	Aucun	<p>Ce comité remplace le Comité de suivi en matière d'allègement réglementaire qui avait pour mandat de suivre la mise en œuvre des 63 recommandations du rapport du Groupe de travail sur la simplification réglementaire et administrative (rapport Audet).</p> <p>Le Comité-conseil s'est rencontré quatre fois depuis sa création, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> — 23 octobre 2014 — 3 février 2015 — 6 mai 2015 — 2 octobre 2015

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des gestionnaires en technologies de l'information	La mission du Forum est de promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, de favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux ainsi que de soutenir le développement de ses membres.	– Les gestionnaires en technologies de l'information du gouvernement du Québec (1 par ministère ou organisme)	Aucun	Le principal résultat attendu est d'effectuer un partage d'information sur des préoccupations communes afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des technologies de l'information au sein de l'appareil gouvernemental. Nombre de rencontres tenues en 2015-2016 : 4, soient : – le 28 avril 2015; – le 16 septembre 2015; – le 18 novembre 2015; – le 18 février 2016.
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec (FDRH)	Privilegier la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec. Aviser à la demande des autorités gouvernementales ou de sa propre initiative sur toute question ayant un lien avec la gestion des personnes au sein de l'appareil gouvernemental.	Directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec.	Aucun	Six rencontres, en 2015-2016, visant l'échange de pratiques efficaces en ressources humaines et l'information stratégique à partager.
Assemblée des conseillers en relations de travail	Partager les connaissances, les façons de faire et les nouvelles réalités en relation de travail	Direction des relations de travail et CGRH responsables des relations de travail des MO	Aucun	Une assemblée offerte aux conseillers en relations de travail s'est tenue le 27 janvier 2016.
Réseau PAE	Lieu d'échange et de concertation sur des préoccupations communes pour favoriser la cohérence et la cohésion au regard des actions à prendre dans le secteur des PAE et promouvoir le développement d'une vision commune dans ce domaine;	Intervenants et responsables de PAE de l'ensemble des MO	Aucun	Une rencontre en 2015-2016
Table patronale de concertation en santé et sécurité du travail	La table a pour mission de regrouper les coordonnateurs en santé et sécurité du travail des ministères et organismes de	Coordonnateurs en santé et sécurité du travail des ministères et organismes	Aucun	Une rencontre en 2015-2016

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	la fonction publique québécoise afin de favoriser l'amélioration de leur expertise			
Comité de concertation en recrutement et en promotion	Concerter les ministères et organismes sur les opérations de recrutement à venir et les procédures de dotation	Conseiller en gestion des ressources humaines attiré dans les différents ministères et organismes	Aucun	Une rencontre a eu lieu le 16 octobre 2015
Rencontre avec les responsables de la GPMO des MO	Cette rencontre a pour but d'en savoir davantage sur les travaux menés par la DPMO du Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines ainsi que les grands dossiers pour la prochaine année.	CGRH responsable du dossier dans les différents MO	Aucun	Une rencontre a eu lieu le 29 septembre 2015
Comité de concertation en recrutement et en promotion	Ce comité vise, entre autre, à : <ul style="list-style-type: none"> – échanger sur les sujets liés à la gestion de la main-d'œuvre, notamment la dotation des emplois, la tenue de concours, les étudiants et stagiaires, les occasionnels, la promotion sans concours ainsi que la diversité et l'accès à l'égalité en emploi; – transmettre l'information pertinente sur les projets en cours et le cadre réglementaire; – recueillir les commentaires sur les projets ou les modifications réglementaires envisagées; – former les intervenants sur les sujets traités par la Direction de la gestion de la main-d'œuvre. 	Conseiller en gestion des ressources humaines attiré dans les différents ministères et organismes	Aucun	Une rencontre le 16 octobre 2015
Comité d'implantation SGR2 L2 – SGR3	Les responsabilités du comité d'implantation sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – Assurer l'arrimage entre les parties concernées – Suivre la progression des travaux – Partager l'information sur les problématiques rencontrées 	Coordonnateurs de site	Aucun	Deux rencontres se sont tenues en 2015-2016

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table sur l'aide au développement économique (TADE)	<ul style="list-style-type: none"> — Cette table interministérielle avait comme mandat initial de proposer, à la Commission de révision permanente des programmes (CRPP), des scénarios de révision de l'offre de programmes d'aide au développement économique du gouvernement du Québec afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience. — Depuis le dépôt du rapport de la CRPP, la TADE a reçu le mandat de mettre en œuvre certaines recommandations de la CRPP. <p>Responsables :</p> <p>Ministère de l'économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)</p>	<p>La table est composée de représentants des ministères suivants :</p> <p>MEIE MFFP MFQ MTESS MAMOT MERN MAPAQ MTO MTQ SCT (BRPP)</p>	80 K\$	<p>Rencontres tenues jusqu'à présent :</p> <ul style="list-style-type: none"> — 7 janvier 2015 — 10 avril 2015 — 21 octobre 2015
Équipe-projet interministérielle sur l'aide au développement économique	<p>L'équipe projet appuie la Table sur l'aide au développement économique</p> <p>Responsables :</p> <p>Ministère de l'économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)</p>	<p>La table est composée de représentants des ministères suivants :</p> <p>MEIE MERN MFFP MAPAQ MAMOT MFQ MTESS MTO MTQ SCT (BRPP)</p>	Aucun	<p>Rencontres tenues jusqu'à présent :</p> <ul style="list-style-type: none"> — 15 janvier 2015 — 27 janvier 2015 — 09 février 2015 — 19 février 2015 — 25 février 2015 — 12 mars 2015 — 19 mars 2015 — 25 mars 2015 — 08 avril 2015 — 15 avril 2015 — 22 avril 2015 — 29 avril 2015 — 10 novembre 2015 — 4 février 2016 — 16 février 2016

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table sur la culture	<ul style="list-style-type: none"> – Identifier et quantifier l'ensemble des interventions des ministères et organismes dans le secteur de la culture. – Élaborer les mécanismes de concertation favorisant la cohérence de l'action gouvernementale dans le secteur de la culture, dans le respect des missions respectives des ministères et organismes concernés. <p>Responsable : Ministère de la Culture et des Communications (MCC)</p>	<p>La table est composée de représentants des ministères suivants :</p> <p>MCC MEESR MAMOT MFQ MTO MRIF SCT (BRPP)</p>	Aucun	<p>Rencontres tenues jusqu'à présent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 30 septembre 2014 – 30 octobre 2014 – 27 janvier 2015 – 17 mars 2015 – 4 février 2016
Table emploi-formation	<p>Impliquer davantage les employeurs dans le système d'emploi et de formation</p> <p>Rendre les programmes scolaires plus flexibles, mieux intégrés entre les niveaux de scolarité et plus ouverts à la formation par voie de stages</p> <p>Améliorer l'information sur le marché du travail</p> <p>Encourager l'intégration en emploi de personnes éloignées du marché du travail</p> <p>Réviser et développer les dispositifs d'immigration en faveur d'une meilleure réponse aux besoins du marché du travail</p> <p>Responsable : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)</p>	<p>La table est composée de représentants des ministères suivants :</p> <p>MTESS MEIE MIDI MCE MEESR MFQ SCT (BRPP)</p>	Aucun	<p>Rencontres tenues jusqu'à présent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 16 septembre 2014 – 3 octobre 2014 – 10 octobre 2014 – 5 décembre 2014 – 19 décembre 2014 – 16 janvier 2015 – 02 février 2015 – 19 mai 2015 – 6 novembre 2015
Table sous-ministérielle sur l'action internationale du Québec	<p>La Table a le mandat d'identifier des objectifs communs, de dégager des consensus et de contribuer à l'élaboration d'une vision pour redéfinir les instruments de l'action du gouvernement du Québec à l'international.</p>	<p>La table est composée de représentants des ministères suivants :</p> <p>MRIF MEIE</p>	Aucun	<p>Rencontres tenues jusqu'à présent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 25 septembre 2014 – 6 novembre 2014 – 29 janvier 2015

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	Responsables : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)	MESRS MTO MIDI MCC MAPAQ SCT (BRPP)		– 13 janvier 2016
Table de concertation sur les stratégies d'évaluation	Offrir un lieu d'échange et d'information sur les outils, les pratiques, les orientations et les services en matière d'évaluation. Les sujets abordés proviennent de préoccupations du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) autant que de celles des ministères et organismes présents.	CSPQ MDDELCC MTQ MSP MJQ Retraite Québec SAAQ MAPAQ CSST	Aucun	Nombre de rencontres tenues : 2013-2014 : 4 2014-2015 : 2 2015-2016 : 2 Développement ou mise à jour de certains moyens d'évaluation répondant aux besoins manifestés par le comité de concertation. Mise en place de certaines mesures en matière de stratégie d'évaluation répondants aux besoins manifestés par les membres du comité de concertation. Clarification des orientations en matière de stratégie d'évaluation.
Réseaux de la planification de la main-d'œuvre (PMO)	Offrir un lieu d'échange avec les MO concernant les pratiques et orientations entourant la planification de la main-d'œuvre.	Un représentant de chaque MO	Aucun	Une rencontre par année : Clarification des orientations et présentation des dossiers en cours tel que le guide PMO, le répertoire des domaines, secteurs, spécialités, l'outil PMO et la vigie RH.
Réseau des répondants ministériels en gestion des connaissances et transfert d'expertise	Échanges sur les meilleures pratiques et préoccupations en matière de gestion des connaissances et transfert d'expertise. Former les répondants en transfert de connaissances et de savoir-faire.	Conseillers en gestion des ressources humaines (CGRH) des MO.	Aucun	Une séance de formation a été offerte en 2015-2016 à des CGRH de MO.
Table des partenaires : renforcement du leadership de gestion	Dégager une compréhension commune des enjeux, défis et besoins des gestionnaires publics – Identifier les axes d'intervention prioritaires qui permettront de répondre aux objectifs de	La table est composée des personnes et des organisations suivantes : – Directeur des ressources humaines, du développement des personnes et de la transformation, CHUQ	Aucun	– Juin 2015 : Première rencontre – Octobre 2015 : Deuxième rencontre – Janvier 2016 : troisième rencontre

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> développement et en renforcement des habilités de gestion Partager les meilleures pratiques concernant le développement du personnel d'encadrement et la relève de gestion, afin de soutenir la mise en place d'une offre de service intégrée en la matière au sein de la fonction publique Proposer des initiatives et actions qui permettront d'assurer la complémentarité de l'offre aux gestionnaires 	<ul style="list-style-type: none"> Secrétaire adjointe aux emplois supérieurs, MCE Chef de service des ressources humaines, Ville de Québec Titulaire de la Chaire de la Capitale, ÉNAP PDG, Alliance des cadres de l'État Président du Forum des jeunes Présidente du FDRH Sous-ministre de la FPQ Directrice régionale par intérim, Fonction publique fédérale 		
Réseau des répondants en éthique	Échanges sur les meilleures pratiques et préoccupations en matière d'éthique et de déontologie. Former les répondants en éthique.	Répondants en éthique des ministères et organismes	Aucun	Une rencontre de perfectionnement par le Commissaire au lobbyisme du Québec.
Comité consultatif sur l'évolution des pratiques d'encadrement du lobbyisme Présidence : Commissaire au lobbyisme du Québec et conservatrice du registre des lobbyistes	<p>Le Commissaire au lobbyisme, de concert avec la conservatrice du registre des lobbyistes, a mis sur pied un comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme.</p> <p>Objectif : Ce comité a pour objectif de contribuer, par la formulation de commentaires et de suggestions, à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au registre des lobbyistes.</p> <p>Mandat : Le comité pourra être consulté sur divers sujets, dont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> les politiques et procédures du commissaire au lobbyisme et de la conservatrice du registre des lobbyistes; les avis du commissaire et les bulletins d'interprétation de la conservatrice; 	<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat du Conseil du trésor Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Conseil patronal de l'environnement du Québec Cabinet Affaires gouvernementales et publiques Association québécoise des lobbyistes Alliance des cabinets de relations publiques du Québec Ville de Longueuil Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire Institut de la confiance dans les organisations 	Aucun	2 rencontres du comité en 2015-2016

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> – les stratégies pour mieux faire connaître et appliquer la loi; – les documents d'information et de formation et les outils sur les sites Internet du Commissaire au lobbying et du registre des lobbyistes à l'intention des clientèles que sont les titulaires de charges publiques, les lobbyistes et les citoyens; – le processus d'inscription au registre des lobbyistes; – l'évolution des règles d'encadrement du lobbying; – les modifications au Code de déontologie des lobbyistes; – les thèmes d'éventuels colloques; – la mise en œuvre d'une nouvelle loi et d'un nouveau registre, le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> – Cabinet Fasken Martineau – Conservatrice du registre des lobbyistes – Commissaire au lobbying 		
Comité de gouverne SAGIR Présidence : CSPQ	Veille à l'atteinte des objectifs et au respect des coûts et des échéanciers du projet SAGIR. Il est l'instance décisionnelle ultime et de reddition de comptes aux autorités gouvernementales. Il s'assure que les grands paramètres du projet (portée, budget, et échéancier) sont rencontrés et approuve tout changement au projet qui pourrait les modifier.	<ul style="list-style-type: none"> – SCT : Directrice principale du BGGRH et SSMP. – CSPQ : VPSA, VPRHF, DGSAGIR, Directrice projets SGR2 et MV12, Directrice projet SGR3, DRF. – MO : Contrôleur des finances, SQ. 	Aucun	1 à 2 rencontres par année
Comité directeur SGR2-SGR3 Présidence : SCT	<ul style="list-style-type: none"> – Agit à titre de gardien de la solution au nom de la communauté gouvernementale. Assure le respect et la cohérence de la solution avec les stratégies et les politiques gouvernementales. – Assure le suivi de la portée, des orientations et des échéanciers en tenant compte du budget. – Arbitre les enjeux majeurs et prend les décisions relatives aux éléments qui pourraient compromettre l'atteinte des objectifs du projet. Rend compte de manière exécutive au comité de gouverne sur l'ensemble des responsabilités qui lui incombent. 	<ul style="list-style-type: none"> – SCT : Marraine de projet et Présidente CODIR (Dir.pr. du BGGRH), Dir. MOA (DGCPGRH) – CSPQ : VPRHF, DGSAGIR, DMOE SGR3, Dir. projets SGR2 et MV12, Dir. projet SGR3. – MO : MFQ, RAMQ, Prés. FDRH, Prés. RDGA, 	Aucun	SGR2 : 1 rencontre en 2015-2016 SGR3 : Aux 6 semaines

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité des répondants des domaines d'affaires MVR12 Présidence : Contrôleur des finances	Identifier les préoccupations et les impacts apportés par la nouvelle version du PGI dans les opérations des MO.	<ul style="list-style-type: none"> SCT : Dir. MOA-RH (DGCPGRH-BGGRH), SSMP CF : Dir. principal intégrité opérations SAGIR-CF, chargés projet. MO : SQ 	Aucun	7 rencontres en 2015-2016
Comité directeur MVR12 Présidence : Contrôleur des finances	<p>Assure le bon déroulement du projet dans le respect de la portée, des orientations, des échéanciers et des budgets.</p> <p>Effectue l'encadrement général, la coordination et l'intégration des composantes du projet.</p> <p>Assure le suivi des enjeux et des risques ayant un impact sur l'échéancier ou le budget du projet.</p> <p>Recommande l'approbation du dossier d'affaires au comité de gouverne et au CA.</p> <p>Rend compte de manière exécutive au comité de gouverne des phases de SAGIR ou à toute autre instance supérieure.</p>	<ul style="list-style-type: none"> SCT : Dir. MOA-RH (DGCPGRH-BGGRH), SSMP CSPQ: CSPQ- Dir. projet MV12, Dir. principal intégrité opérations SAGIR, CSPQ- Dir. relations MOA et pilotage, Responsable Architecture techno-CSPQ-DPAT, chargé projet TI-CSPQ, CF : DG intégrité et évolution des systèmes-CF, SQ. Externe : Desjardins (expertise mise à niveau V12) 	Aucun	Aux 2 mois
Comité de gouvernance des MOA Présidence : CSPQ-DGSAGIR	Ces rencontres de niveau stratégique visent à convenir d'un mode d'approche avec la DGSAGIR et à échanger sur divers sujets et préoccupations touchant le rôle et les responsabilités des MOA (RF, RH, RM et RH-SQ)	<ul style="list-style-type: none"> SCT : Dir. MOA-RH (DGCPGRH-BGGRH), SSMP CF : Dir. principal intégrité opérations SAGIR-CF, chargés projet SQ CSPQ: DGESA 	Aucun	3 rencontres en 2015-2016
Comité consultatif SGR2-L2 (G6) – Rencontre téléphonique Présidé par CSPQ	Ce comité vise à échanger sur les différents enjeux liés à la paie variable et à leur traitement dans la solution SGR2	<ul style="list-style-type: none"> SCT : DMOSRH (BGGRH) CSPQ : plusieurs professionnels de la DGESA MO : 8 directrices et directeurs des RH 	Aucun	Aux 3 mois

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table d'échanges avec les établissements d'enseignement (ÉE)	Rencontre d'échanges avec les établissements d'enseignement concernant les étudiants et les stagiaires afin de mieux comprendre leur réalité, d'enrichir davantage nos pratiques et ainsi demeurer compétitif en terme d'attraction de talents. Coordination, animation des travaux et secrétariat.	<ul style="list-style-type: none"> – Secrétariat du Conseil du trésor – Université Laval – Université de Sherbrooke – École de technologies supérieures – École Polytechnique de Montréal – École nationale d'administration publique CEGEP de Limoilou – Association canadienne de l'enseignement corporatif 	Aucun	1 rencontre tenue en 2015-2016
Groupe d'échanges interministériels sur le développement des cadres	Partager les connaissances, les façons de faire, les réalisations, les projets, les préoccupations et les écueils en matière de développement des compétences des cadres.	CGRH responsables du développement des cadres des ministères et organismes	Aucun	Deux rencontres ont été tenues
Comité de gouverne SAGIR Présidence : CSPQ	Veille à l'atteinte des objectifs et au respect des coûts et des échéanciers. Il est l'instance décisionnelle ultime et de reddition de comptes aux autorités gouvernementales. Il s'assure que les grands paramètres du projet (portée, budget, et échéancier) sont rencontrés et approuve tout changement au projet qui pourrait les modifier.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Contrôleur des finances, Sûreté du Québec	Aucun	2 rencontres par année
Comité directeur SGR2-SGR3 Présidence : SCT	Agit à titre de gardien de la solution au nom de la communauté gouvernementale. Assure le respect et la cohérence de la solution avec les stratégies et les politiques gouvernementales. Assure le suivi de la portée, des orientations et des échéanciers en tenant compte du budget. Arbitre les enjeux majeurs et prend les décisions relatives aux éléments qui pourraient compromettre l'atteinte des objectifs du projet. Rend compte de manière exécutive au comité de gouverne sur l'ensemble des responsabilités qui lui incombent.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère des Finances Régie de l'Assurance maladie du Québec Sûreté du Québec Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Aucun	10 rencontres par année
Comité de coordination SAGIR Exploitation, SGR2-SGR3	Ce comité a comme principales responsabilités d'assurer le respect de la portée et des orientations fonctionnelles de la solution, de même que du budget, de l'échéancier et de	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Présidence : SCT	prendre les décisions qui s'imposent à cet égard. Il est aussi responsable de s'assurer de la validité et de la justification de toute demande de changement au plan établi. Ce comité de coordination est aussi l'entité où se discute l'évolution et la coordination des travaux du MOE et où se prennent les décisions à la bonne marche de ces dernières.			
Comité d'implantation SGR2-SGR3 Présidence : CSPQ	Assurer un arrimage étroit entre les ministères, les organismes et le projet à l'égard des travaux d'implantation de SGR2 et de SGR3. Les principales préoccupations de ce comité sont de préparer l'implantation dans les sites. Ce comité est le même que celui utilisé dans le cadre du projet SGR2 et le mode de fonctionnement découle de ce dernier. Plus particulièrement, les rencontres de ce comité visent à : <ul style="list-style-type: none"> – Faire le point sur l'avancement des travaux d'implantation dans les sites; – Échanger sur les préoccupations et les enjeux du projet et des sites; – Assurer le suivi des échéanciers et du calendrier communs à la clientèle; Partager et présenter les principales activités d'implantation à venir. La principale préoccupation de ce comité est de préparer l'implantation dans les sites.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : 41 coordonnateurs des sites et leurs collaborateurs.	Aucun	Rencontres aux 6 semaines
Comité d'intégration et de gestion de projet SGR2 L2 (CIG) Présidence : CSPQ	Ce comité aide la directrice de projet dans l'atteinte de ses objectifs en mettant en place la synergie de gestion de projet nécessaire pour y arriver. Il aborde les principaux axes du projet soit : <ul style="list-style-type: none"> – Les demandes de changement; – Les points en suspens; – La gestion des risques et enjeux; – La gestion des bénéfices; 	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> – Le plan de communication; – La transformation organisationnelle. 			
Comité sur la gestion de risques SGR2 Présidence : CSPQ	<p>Ce comité vise à faire le point avant le comité directeur afin d'intégrer le registre à jour au Tableau de bord. Il coordonne toutes les actions relatives à la gestion des risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Élabore le processus de gestion des risques (à venir); – Prépare et analyse les fiches de chaque risque; – Déclenche l'opération documentation des risques; – Autorise le plan d'atténuation; <p>Identifie les risques stratégiques du projet et les documents</p>	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Comité d'arrimage MOE-MOA SGR2-L2 Présidence : CSPQ	<p>Voir à la bonne marche du projet dans son ensemble. Plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Veiller à l'arrimage des travaux en fonction de la planification et de la capacité des organisations impliquées; – Développer et maintenir une relation harmonieuse entre les équipes du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage; – Analyser toute tendance du projet qui pourrait conduire ou impacter le budget, la portée et l'échéancier global et y trouver une solution; – Justifier tout écart en vue d'une demande de changement. <p>(Ces sujets peuvent également être traités dans le cadre du CIG)</p>	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines
Comité d'intégration et de gestion de projet SGR3 (CIG)	<p>Ce comité a pour rôle de s'assurer que le déroulement des travaux s'effectue selon la planification établie, en respect de la portée du projet, et de prendre les décisions requises à</p>	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres hebdomadaires

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Présidence : CSPQ	<p>cette fin. Il aide le directeur de projet dans l'atteinte de ses objectifs en mettant en place la synergie de gestion de projet nécessaire pour y arriver. Il aborde les principaux axes du projet (phases de conception, de réalisation, d'essais, d'implantation et de soutien post-implantation).</p> <p>Les responsabilités de ce comité sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Valider tous les plans, les approuver ou les faire approuver par le comité directeur, selon le cas; – Assurer que les actions sont bien synchronisées entre les équipes; – Assurer que chacune des équipes réalise, au moment opportun, les activités et biens livrables attendus; – Assurer la qualité des biens livrables; – Valider les rapports d'avancement préparés par les chargés de projet; – Faire le suivi sur l'élaboration et la validation des demandes de changement, les points en suspens, la gestion des bénéfices et la transformation organisationnelle; – Faire le suivi des plans d'atténuation des risques; – Agir à titre d'instance de recommandation auprès du comité directeur; <p>Contrôler et assurer le suivi de la réalisation des travaux par un ensemble d'indicateurs de gestion via les rapports de suivi et les tableaux de bord.</p>			
Comité maîtrise d'ouvrage SGR3 Présidence : SCT	<p>Le comité de maîtrise d'ouvrage est présidé par la directrice de la gouvernance des systèmes en ressources humaines (marraine du projet).</p>	<p>Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec</p>	Aucun	Rencontres hebdomadaires

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<p>Les principales responsabilités de ce comité sont de suivre et de voir à la bonne marche de toutes les activités du maître d'ouvrage et leur arrimage dans la planification globale du projet. À ce titre, ce comité contribuera à identifier toute problématique en lien avec le projet et en suggérant des pistes de solution. Il portera une attention particulière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – La définition et la gestion de la portée du projet; – La gestion du changement; – Le nouveau projet de loi; <p>Le portail Carrières.</p>			
<p>Comité d'arrimage MOE-MOA – SGR3</p> <p>Présidence : SCT</p>	<p>Le comité d'arrimage assure le suivi et la coordination des travaux des différentes équipes. Les principales responsabilités de ce comité sont de voir à la bonne marche du projet dans son ensemble. Plus particulièrement, ses responsabilités sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Veiller à l'arrimage des travaux en fonction de la planification et de la capacité des organismes impliqués; – S'assurer que chacune des équipes réalise, au moment opportun, les activités et biens livrables attendus; – S'assurer du synchronisme des actions de chacun des intervenants et des équipes de projets; – Développer et maintenir une relation harmonieuse entre les équipes du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage; – Analyser toute tendance du projet qui pourrait conduire ou impacter le budget, la portée et l'échéancier global et y trouver une solution. <p>Justifier tout écart en vue d'une demande de changement.</p>	<p>Secrétariat du Conseil du trésor</p> <p>Centre de services partagés du Québec</p>	Aucun	Rencontres aux 2 semaines

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité d'arrimage des communications SGR3 Présidence : Animation : SCT	Ce comité discute des activités de communication concertées MOA-MOE-DGSAGIR pour notamment : <ul style="list-style-type: none"> – Proposer un plan de communication global s'adressant à différents publics; Soutenir les initiatives de communication afin de s'assurer d'une cohérence et cohésion d'ensemble.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Comité de gestion de risques SGR3 Présidence : CSPQ	Ce comité vise à faire le point avant le comité directeur afin d'intégrer le registre à jour au Tableau de bord. Il coordonne toutes les actions relatives à la gestion des risques : <ul style="list-style-type: none"> – Élabore le processus de gestion des risques (à venir); – Prépare et analyse les fiches de chaque risque; – Déclenche l'opération documentation des risques; – Autorise le plan d'atténuation; Identifie les risques stratégiques du projet et les documents.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Comité opérationnel SCT-DGSAGIR Organisé par la DGSAGIR	Ce comité a pour but d'assurer le suivi des opérations (problèmes, évolutions et améliorations) relié à SGR2.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines
CII cellule d'intervention immédiate Organisé par la DGSAGIR	Le CII a pour but de suivre les incidents de sévérité 2.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres hebdomadaires
Rencontres CII Organisées par la DGSAGIR	Cette table vise à discuter d'incidents spécifiques de sévérité 2 pour trouver des solutions adéquates et dénouer des problématiques en cours de réalisation.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Table de suivi des opérations (téléphone) Présidé par la DGSAGIR	Cette table vise de façon générale à réunir les utilisateurs MO afin de leur présenter l'état de situation de différents dossiers reliés au domaine des ressources humaines dans	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : 1 pilote du centre d'assistance et 1 spécialiste RH par MO	Aucun	Rencontres aux 2 mois

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	SAGIR et d'être à l'écoute des problématiques d'ordre fonctionnel et opérationnel liées au module RH			
G6 (téléphone) Présidé par la DGSAGIR	Ce comité vise à régler les incidents et les problématiques touchant les employés à paie variable qui rencontrent d'importants problèmes communs liés au mode actuel de fonctionnement de la solution SGR2.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : 6 directrices et directeurs des RH	Aucun	Rencontres hebdomadaires
Comité SI Organisateur : DGSAGIR	Ce comité vise à améliorer les produits informationnels de SAGIR (extraction ERT, le générateur des états financiers (GEF) et l'environnement EI et le référentiel SAGIR.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : environ 30 utilisateurs, dont 1 par MO.	Aucun	4 rencontres par an
Rencontres MOA RF-RH	Ces rencontres de niveau tactique visent à améliorer les façons de faire, les outils de travail et les mécanismes d'échange avec le MOE et entre les MOA. Elles visent également à échanger sur les dossiers communs et convenir des priorités d'affaires pour la planification des BUS et des livraisons mensuelles.	Secrétariat du Conseil du trésor Contrôleur des finances Sûreté du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Comité de suivi avec la DPOFM Présidé par DGSR	Ce comité vise à échanger sur le traitement de cas de paie manuel ayant des impacts sur la comptabilisation, sur les processus de travail et sur SGR1, SGR2 et SAGIP	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Contrôleur des finances	Aucun	Rencontres aux 2 à 3 mois
Assemblée des conseillers en gestion des ressources humaines	L'Assemblée a pour mission de regrouper les conseillers en relations de travail ministériels de la fonction publique québécoise et de favoriser activement le développement de connaissances et d'habiletés en matière de relations de travail.	Conseillers ministériels en relations de travail. Soixante (60) personnes composent ce groupe.	Aucun	2015-2016 : 6 rencontres ont eu lieu (3 à Québec et 3 à Montréal)
Comité interministériel des Responsables de Programme d'Aide (CIRPA)	Regrouper les intervenants et responsables des programmes d'aide aux employés (PAE) afin qu'ils puissent se soutenir dans la mise en application de diverses orientations données	Intervenants et responsables ministériels de programmes d'aide aux employés. Cinquante-cinq personnes composent ce	Aucun	2015-2016 : Rencontre tenue le 2 juin 2015 avec les seulement les responsables d'un PAE confié à un tiers pour redéfinir leurs rôles et leurs

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	en matière d'aide aux employés et assurer ainsi une qualité dans les services offerts.	groupe.		responsabilités. Avril 2015 : publication d'un guide sur la pratique professionnelle des intervenants des PAE de la fonction publique élaborée avec la collaboration d'un groupe de travail formé de représentants du CIRPA. Le guide a été distribué à l'ensemble des DRH de la fonction publique.
Forum des directrices et des directeurs des ressources humaines (FDRH) du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec	<p>Privilégier la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique au Québec.</p> <p>Aviser, à la demande des autorités gouvernementales ou de sa propre initiative sur toute question ayant un lien avec la gestion des personnes au sein de l'appareil gouvernemental.</p> <p>Des sous-comités de travail ont été constitués sur la base des thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – L'organisation administrative; – Les relations de travail; – La mobilisation et la santé. 	Directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun	<p>2015-2016 : Le sous-comité du FDRH portant sur la mobilisation et la santé s'est rencontré à deux reprises, notamment pour discuter de l'évaluation qualitative lors d'un signalement ou d'une plainte de harcèlement, discuté du guide à l'intention des PAE et de l'utilisation temporaire. Les rencontres ont eu lieu les 16 avril et 22 juin 2015.</p> <p>Le sous-comité du FDRH portant sur l'organisation administrative s'est rencontré à une reprise afin d'échanger sur d'éventuelles modifications à la classification.</p>
Réseau des coordonnateurs en Santé et en sécurité du travail	<p>Favoriser la prise en charge et la concertation en matière de prévention.</p> <p>Favoriser activement le développement de connaissances et d'habiletés en matière de gestion de la prévention.</p> <p>Développer une approche de concertation avec nos partenaires et dont les objectifs sont de faire connaître et de partager les meilleures pratiques de gestion.</p>	<p>Coordonnateurs ministériels en matière de santé et de sécurité du travail.</p> <p>Soixante-sept (67) personnes sont visées par la création de ce réseau.</p>	Aucun	<p>2015-2016 : Le réseau des coordonnateurs s'est réuni à deux occasions soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toute la journée du 1^{er} octobre 2015 : <ul style="list-style-type: none"> – En avant-midi : présentation de la CSST et de la Santé publique sur les obligations de l'employeur en matière de santé et de sécurité ainsi que le Programme de santé spécifique à un établissement (57 participants). – En après-midi : animation de la table

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
				d'échange, présentation des contenus développés par la CSST et présentation de l'APSSAP sur les services en ergonomie (55 participants). - Le 17 mars 2016 en avant-midi portant sur la jurisprudence en santé et sécurité du travail.
Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Supporter activement les employeurs membres de la fonction publique dans l'amélioration continue de leur expertise pour l'exercice de leurs responsabilités en matière de santé des organisations et des personnes au travail.	Le RRSPT est un organisme à but non lucratif (OBNL) qui représente l'association patronale des secteurs publics. Il regroupe les membres des réseaux œuvrant en santé des organisations et des personnes au travail dont : - Comité interministériel des Responsables de Programmes d'Aide (CIRPA) - Réseau des répondants en matière de conflit et de harcèlement - Réseau des coordonnateurs en santé et en sécurité du travail - Réseau sur la réintégration au travail Quarante-neuf ministères et organismes sont actuellement membres du RRSPT.	Cet organisme est financé par diverses sources : - Cotisations de la CSST; - Frais d'inscription aux formations; - Cotisations des MO membres Le SCT a versé 1 898 \$ en 2015-2016.	Les rencontres du CA visent à faire la planification stratégique et le suivi des activités du RRSPT : 2015-2016 : Rencontre de CA : Il y a eu 6 rencontres du CA. En collaboration avec le RRSPT, la DSPT a donné deux formations sur le DSM-5.
Réseau des responsables en matière de conflit et harcèlement	Le réseau vise à regrouper les responsables de la gestion et du suivi des dossiers de conflit et de harcèlement pour favoriser la collaboration et l'amélioration continue de leur expertise ainsi que le partage des meilleures pratiques de gestion.	Responsables ministériels de la gestion des dossiers de conflit et de harcèlement au sein des ministères et organismes. Soixante-dix personnes composent ce groupe.	Aucun	2015-2016 : Le comité de coordination s'est réuni à 5 reprises notamment pour contribuer à organiser la rencontre annuelle des membres du Réseau (4 juin 2015) ainsi qu'un atelier de travail destiné aussi aux membres. (Dates : 13 avril 2015, 23 septembre 2015, 14 octobre 2015, 13 janvier 2016 et 17 février 2016).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
				Les membres du comité ont notamment discuté des alternatives à l'enquête de HP et ont développé des outils pour faciliter l'approche qualitative. Aussi, il y a eu 14 rencontres de co-développement durant l'année 2015-2016.
Comité interministériel sur la réintégration au travail	<p>Regrouper les responsables ministériels chargés du dossier de la réintégration au travail afin qu'ils puissent se soutenir dans la mise en application des orientations données en la matière par le SCT et assurer ainsi une qualité dans la gestion de ces dossiers.</p> <p>Favoriser le développement et le soutien des approches et des outils pouvant aider les intervenants ministériels à réaliser plus efficacement la réintégration durable et harmonieuse d'employés à leur travail après une période d'absence pour invalidité (régime d'assurance traitement ou régime d'indemnisation de la CSST).</p>	<p>Responsables ministériels chargés du dossier de la réintégration au travail.</p> <p>Soixante-quatre personnes composent ce groupe.</p>	Aucun	<p>2015-2016 : Deux rencontres d'informations (DSM-5) ont été offertes aux intervenants en gestion de l'invalidité en collaboration avec le RRSPT et compte tenu de l'intérêt manifesté par les membres des autres réseaux qui ont participé à ces rencontres (environ 50 personnes à Québec et environ 50 personnes à Montréal). Des travaux visant la modernisation du réseau se sont poursuivis au cours de ladite période afin notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'optimiser le fonctionnement interne du réseau; – de repositionner le réseau, afin d'accroître sa portée stratégique et gouvernementale; – de moderniser la structure du réseau afin d'assurer la meilleure adéquation avec la réalité « terrain » constatée dans les MO; <p>d'assurer que le réseau répond bien aux divers besoins de la communauté gouvernementale.</p>
Comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme	Contribuer, par la formulation de commentaires et de suggestions, à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au registre des lobbyistes.	<p>Présidé par le Commissaire au lobbyisme, et composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Membres représentant des titulaires de charges publiques, dont un du Secrétariat du Conseil du trésor – Membres représentant des lobbyistes – Membres experts – Membres représentants le Commissaire au lobbyisme du Québec 	S/O	<p>Rencontre le 15 avril 2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – A permis de transmettre des informations concernant les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Projet de règlement modifiant le règlement sur le registre des lobbyistes (bi-clé de signature) - Avis de modification pendant la période de renouvellement

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> – Membres représentant la Conservatrice du registre des lobbyistes 		<ul style="list-style-type: none"> - Tableau sur les délais d'inscription au registre des lobbyistes transmis par le Commissaire au lobbyisme du Québec - Résumé des composantes du système d'éthique gouvernemental – Des informations ont été aussi transmises concernant les services offerts par le Commissaire au lobbyisme du Québec et la conservatrice du Registre des lobbyistes
Comité de gouvernance SAGIR	Rencontres de niveau stratégique visent à convenir d'un mode d'approche avec la DGSAGIR et à échanger sur divers sujets et préoccupations touchant le rôle et les responsabilités des MOA (RF, RH, RM et SQ). Définir et approuver la portée des livraisons d'amélioration dans SAGIR en fonction du budget disponible. Répartir les efforts alloués selon les priorités des domaines d'affaires et les besoins de la clientèle. Prendre les décisions relatives aux dossiers touchant plusieurs domaines d'affaires.	Présidé par le Centre des services partagés du Québec, le comité est composé de : <ul style="list-style-type: none"> – Centre des services partagés du Québec – Contrôleur des finances – Sûreté du Québec – Secrétariat du Conseil du trésor 	S. O.	3 rencontres ont eu lieu entre le 1 ^{er} avril 2015 et le 29 février 2016 (7 octobre, 17 et 22 décembre 2015) <ul style="list-style-type: none"> – Rencontre de suivi.
Comité de gouverne SAGIR	Veille à l'atteinte des objectifs et au respect des coûts et des échéanciers. Il est l'instance décisionnelle ultime et de reddition de comptes aux autorités gouvernementales. Il s'assure que les grands paramètres du projet (portée, budget et échéancier) sont rencontrés et approuve tout changement au projet qui pourrait les modifier.	Présidé par le Centre des services partagés du Québec, le comité est composé de : <ul style="list-style-type: none"> – Centre des services partagés du Québec – Contrôleur des finances – Sûreté du Québec – Secrétariat du Conseil du trésor 	S. O.	1 à 2 rencontres par année. <ul style="list-style-type: none"> – Suivi du projet.
Comité des répondants des domaines d'affaires pour la réalisation de la phase étude de la mise à niveau à la version 12 de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR).	Identifier les préoccupations et les impacts apportés par la nouvelle version du programme de gestion intégré (PGI) dans les opérations des ministères et organismes (MO). Déterminer les impacts sur les processus, les applications, les données et la technologie en vue de produire un dossier d'affaires conformément aux exigences du Secrétariat du Conseil du trésor. Rendre compte des résultats de l'étude au comité directeur de gestion de projets.	Présidé par le Contrôleur des finances, le comité est composé de : <ul style="list-style-type: none"> – Centre des services partagés du Québec – Contrôleur des finances – Sûreté du Québec – Secrétariat du Conseil du trésor 	S. O.	4 rencontres ont eu lieu entre le 1 ^{er} avril 2015 et le 29 février 2016. (17 avril, 1 ^{er} et 29 mai, 22 juin 2015) <ul style="list-style-type: none"> – Définir la structure de projet ainsi que les rôles et responsabilités des membres. – Suivi du projet. – Dépôt du dossier d'affaires.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité d'interaction avec les utilisateurs des Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) pour le domaine des ressources matérielles.	Informar les utilisateurs des améliorations apportées au progiciel de gestion intégré (PGI) pour le domaine des ressources matérielles. Échanger sur les préoccupations qui interpellent chacune des parties notamment lors des changements législatifs et réglementaires du domaine des marchés publics.	Présidé par la Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (DGSAGIR) et accompagné par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) qui agit à titre de Maître d'ouvrage (MOA) et de 57 représentants membres des ministères et organismes utilisateurs du progiciel de gestion intégrée (PGI) spécifiquement pour le domaine d'affaires des ressources matérielles.	S. O.	Une rencontre s'est tenue le 25 novembre 2015. <ul style="list-style-type: none"> • Présentation des livraisons (mise en production) et des améliorations prévues. • Précisions concernant les responsabilités en matière de reddition pour les achats écoresponsables. • Présentation du portail d'acquisition de la Direction générale des acquisitions (DGACQ) concernant les produits écoresponsables. • Présentation d'éléments d'information disponible au portail du PGI.
Comité directeur de gestion de projets de la mise à niveau à la version 12 de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR).	Assure le bon déroulement du projet dans le respect de la portée, des orientations, des échéanciers et des budgets. Effectue l'encadrement général, la coordination et l'intégration des composantes du projet. Assure le suivi des enjeux et des risques ayant un impact sur l'échéancier ou le budget du projet. Recommande l'approbation du dossier d'affaires au comité de gouverne et au CA. Rend compte de manière exécutive au comité de gouverne des phases de SAGIR ou à toute autre instance supérieure.	Présidé par le Contrôleur des finances, le comité est composé de : <ul style="list-style-type: none"> – Centre des services partagés du Québec – Contrôleur des finances – Sûreté du Québec – Secrétariat du Conseil du trésor – Expertise externe mise à niveau V12-Desjardins 	S. O.	Six rencontres se sont tenues au cours de la période du 1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016. (24 avril, 8 juin, 28 août, 8 octobre, 4 novembre, 16 décembre 2015) <ul style="list-style-type: none"> – Présentation générale du projet de mise à niveau. – Assurer le respect et la cohérence de la stratégie retenue et des résultats de l'étude avec les politiques gouvernementales. – Valider le manuel d'organisation du projet et en recommander l'approbation au Comité de gouverne des phases de SAGIR. – Assurer la promotion du projet auprès des parties prenantes notamment au regard de la cohérence des actions et des décisions. – Fait des recommandations sur les demandes de changement qui requière l'approbation du Comité de gouverne de phases de SAGIR. – Dépôt du dossier d'affaires à la suite de l'étude pour la mise à niveau en version 12.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel en économie sociale	Le mandat du comité est d'assurer le suivi et l'harmonisation des interventions gouvernementales en économie sociale, qu'il s'agisse de mesures intégrées au Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES 2015-2020) ou à d'autres programmes administrés par les ministères et organismes publics qui ont un impact sur les entreprises d'économie sociale.	<p>Sous la présidence du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Institut de la statistique du Québec – Investissement Québec – Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation – Ministère de la Culture et des Communications – Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la recherche – Ministère du Conseil exécutif – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – Ministère de la Famille – Ministère des Finances – Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs – Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion – Ministère de la Santé et des Services sociaux – Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire – Ministère des Relations internationales et de la Francophonie 	S. O.	<p>Le Comité s'est réuni à deux reprises au cours de l'année 2015-2016 (13 avril 2015, 30 octobre 2015)</p> <p>Lors de la première rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présentation de l'état de situation et de l'échéancier de la mise en œuvre du PAGES 2015-2020. – Présentation du contenu du PAGES 2015-2020. – Présentation du rôle de suivi du comité et des outils de suivi prévus pour l'accomplissement du mandat. <p>Lors de la deuxième rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le Tableau d'avancement des mesures du PAGES 2015-2020 a été présenté. – Un tableau des mesures gouvernementales favorables au développement de l'économie sociale (hors PAGES) a été présenté et commenté par les différents organismes publics concernés. – Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité a fait une présentation sur les coopératives et les mutuelles au Québec : état de situation et enjeux de développement.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> – Ministère des Relations internationales et de la Francophonie – Ministère des Transports – Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Recyc-Québec – Secrétariat aux affaires autochtones – Secrétariat à la Capitale-Nationale – Secrétariat du Conseil du trésor – Secrétariat à la jeunesse – Société d'habitation du Québec – Secrétariat à la région métropolitaine 		
Comité opérationnel ministère des Transports du Québec (MTQ) – Unité permanente anticorruption (UPAC)- Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)- Prévention	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner les actions visant à sensibiliser les organisations sur l'intégrité dans les contrats publics par des formations. • Ce comité a été créé à la suite de la mise en place des actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption présentées en octobre 2011 par la présidente du Conseil du trésor et le ministre des Transports. 	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère des Transports du Québec – Secrétariat du Conseil du trésor – Unité permanente anticorruption 	S/O	Rencontres tenue le 10 juin 2015 <ul style="list-style-type: none"> – A permis de faire le point concernant la formation offerte au personnel du MTQ – La formation sur l'intégrité fait maintenant partie de la formation de base dispensée à l'ensemble des employés du MTQ – Des informations ont également été transmises aux membres du comité concernant le projet-pilote sur la gestion des risques, et celui portant sur l'analyse des bordereaux de soumission au MTQ
Comité de travail sur la révision des milieux de travail	Examiner les meilleures pratiques et les tendances à l'échelle nationale et internationale en matière d'aménagement des milieux de travail, poser un diagnostic sur l'occupation actuelle des espaces par les MO et proposer une stratégie visant à optimiser les futurs aménagement dans une perspective de hausse de la productivité et de réduction des coûts, en mettant	Représentants : <ul style="list-style-type: none"> – Société québécoise des infrastructures – Agence du revenu – Ministère de la Justice – Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du SCT 	Aucun	Première rencontre, le 27 juillet 2015 : <ul style="list-style-type: none"> – Présentation du mandat du comité et du plan de travail – Présentation de l'évolution des environnements de travail et des grandes tendances. Le SCT a participé à 5 réunions en 2015-2016.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	notamment à profit les bénéfices offerts par technologies de l'information et les approches innovantes en organisation du travail.			
Comité de révision des normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement.	Réviser les normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement dans le but de les rendre conformes à la volonté gouvernementale.	Représentants <ul style="list-style-type: none"> – Centre des services partagés du Québec – Ministère de la Justice – Ministère de la Culture et des Communications et du SCT 	Aucun	Première rencontre du comité le 4 février 2015. <ul style="list-style-type: none"> – Présentation du mandat du comité – Planification des travaux. Le SCT a participé à 6 réunions en 2015-2016.
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction	Le mandat du Forum est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle. Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont : <ul style="list-style-type: none"> – Association des Architectes en pratique privée du Québec (AAPPQ) – Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ) – Association de la construction du Québec (ACQ) – Association de consultants et laboratoires experts (ACLE) – Association des estimateurs et des économistes en construction du Québec (AEECQ) – Association des firmes de génie-conseil (AFG) – Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ) – Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec (APMLQ) – Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure (AQEI) 		Une rencontre du Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction s'est tenue le 20 janvier 2016. Annoncée dans le plan d'action visant à faciliter l'accès aux contrats de l'État (Passeport Entreprises), cette rencontre portait spécifiquement sur une problématique soulevée par des associations d'entreprises de la construction : les délais de paiement dans les contrats de construction. La rencontre visait à dresser un état de la situation et à proposer, si requis, des ajustements. Un plan d'action visant à résoudre cette problématique est actuellement en cours d'élaboration au SCT.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> – Commission de la construction du Québec (CCQ) – Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ) – Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) – Ministère de la Culture et des Communications (MCC) – Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) – Ministère des Finances (MFQ) – Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) – Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) – Ministère des Transports (MTQ) – Société québécoise des infrastructures (SQI). 		
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de l'éducation	Informier et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 11 plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de l'éducation	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor avec la participation de : <ul style="list-style-type: none"> – Cégep de Sherbrooke – Cégep Sainte-Foy – Centre collégial des services regroupés – Commission scolaire de Montréal – Commission scolaire Marguerite Bourgeoys – Commission scolaire de Laval – Université de Montréal – Université du Québec à Montréal – Université Laval – Université McGill 	S. O.	Rencontres les 18 juin et 16 octobre 2015. <ul style="list-style-type: none"> – Échanges d'information sur le cadre normatif et les meilleures pratiques des RORC. – Présentation du nouveau plan de formation RORC, SCS et acheteurs publics. – Consultation sur le projet de règlement en technologies de l'information. – Présentation du rapport de l'UPAC. – Présentation de la stratégie gouvernementale en technologies de l'information.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale	Informier et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des huit plus grands donneurs d'ouvrages dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor avec la participation de : <ul style="list-style-type: none"> – Centre de services partagés du Québec – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports – Régie de l'Assurance maladie du Québec – Revenu Québec – Société de l'Assurance Automobile du Québec – Société québécoise des infrastructures 	S. O.	Rencontres les 6 mai et 30 septembre 2015. <ul style="list-style-type: none"> – Échanges d'information sur le cadre normatif et sur les meilleures pratiques à envisager par les RORC. – Présentation du nouveau plan de formation RORC, SCS et acheteurs publics. – Consultation sur le projet de règlement en technologies de l'information. – Présentation du rapport de l'UPAC. – Présentation de la stratégie gouvernementale en technologies de l'information.
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de la santé et des services sociaux	Informier et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 12 plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de la santé et des services sociaux	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor avec la participation de : <ul style="list-style-type: none"> – Centre de santé et des services sociaux de Laval – Centre hospitalier de l'Université de Montréal – Centre hospitalier universitaire de Québec – Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke – Centre universitaire de santé McGill – Groupe d'Approvisionnement en Commun de l'est du Québec 	S. O.	Rencontres les 19 juin et 15 octobre 2015. <ul style="list-style-type: none"> – Échanges d'information sur le cadre normatif et les meilleures pratiques des RORC. – Présentation du nouveau plan de formation RORC, SCS et acheteurs publics. – Consultation sur le projet de règlement en technologies de l'information. – Présentation du rapport de l'UPAC. – Présentation de la stratégie gouvernementale en technologies de l'information.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> – Groupe d'Approvisionnement en Commun de l'ouest du Québec – Hôpital général juif – Ministère de la Santé et des Services sociaux – SIGMA santé 		
Groupe de travail Passeport Entreprises	Le mandat du groupe de travail est de proposer des balises concernant les exigences ou les conditions contractuelles à utiliser dans les documents types d'appel d'offres en technologies de l'information (TI) afin d'éviter qu'elles soient excessives et qu'elles limitent la concurrence. Le rôle du comité sera également de s'assurer que certaines mesures du Passeport Entreprises soient mieux adaptées au contexte (documents standardisés). Finalement, les membres du comité échangeront sur les processus d'évaluation du rendement et la rétroaction sur la qualité des soumissions.	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Association québécoise des technologies (AQT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Forum des gestionnaires en ressources matérielles du Québec (FGRM) – Forum des gestionnaires en technologies de l'information du Québec (FGTI) – Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) – Regroupement des partenaires du gouvernement en technologies de l'information (RPGTI) – Revenu Québec (RQ) – Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) – TechnoMontréal – Voix des entreprises en T.I. de Québec (VETIQ) 	N/A	<p>Le comité s'est réuni à trois reprises au cours de l'année 2015-2016 (7 janvier 2016, 27 janvier 2016 et 17 février 2016)</p> <p>Lors de la première rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le SCT a fait part du mandat et le fonctionnement du groupe du travail. – Le SCT a présenté les objectifs visés par les documents standardisés en TI. – Le SCT a fait une présentation orale (PowerPoint) d'un nouvel outil de production des documents d'appel d'offres : le projet « RÉDAO » <p>Lors de la deuxième rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Des échanges ont eu lieu à l'égard des clauses et conditions contractuelles des documents standardisés en TI. – Le SCT a fait un bref état de situation concernant le RÉDAO. <p>Lors de la troisième rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Les échanges ont continuées à l'égard des clauses et conditions contractuelles des documents standardisés en TI. – Le SCT a fait une présentation visuelle du projet « RÉDAO ».

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table des conseillers en architecture d'entreprise	<p>Réunir plusieurs intervenants d'organismes publics différents, afin de pouvoir échanger dans une perspective gouvernementale et répondre à plusieurs besoins, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • permettre aux organismes publics de contribuer aux travaux gouvernementaux; • favoriser le partage des expertises et des connaissances; • améliorer la concertation entre les organismes centraux (Secrétariat du Conseil du trésor, Centre de services partagés du Québec, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale) et les organismes publics; • identifier des opportunités de services communs. 	<p>Coordonnée par le Secrétariat du Conseil du trésor, la Table est composée de représentants d'organismes publics qui sont désignés officiellement par leur gestionnaire.</p> <p>Les organismes publics ayant assisté sont : Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance, Commission des normes du travail, Centre de services partagés du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Commission des transports du Québec, Directeur général des élections, Financière agricole du Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de la Culture et des Communications, ministère du Conseil exécutif, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère des Finances du Québec, ministère de la Justice du Québec, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Tourisme, ministère des Transports du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, Agence du revenu du Québec, Retraite Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Sûreté du Québec et la Ville de Québec.</p>	Aucun budget spécifique	<p>Au fil des cinq rencontres tenues du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, les participants ont échangé et partagé sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'authentification gouvernementale; – les orientations des environnements de travail et de la mobilité; – la mission, la vision et les objectifs de la table des conseillers en architecture d'entreprise ; – la stratégie gouvernementale en TI; – l'infonuagique au gouvernement du Québec; – le gouvernement ouvert. <p>Les participants ont eu, à chaque présentation, un suivi des stratégies ou des orientations gouvernementales ayant des impacts sur leurs activités.</p> <p>Les participants ont contribué aux travaux de la Table pour appuyer des orientations ou pour former des groupes de travail.</p> <p>Les participants ont été invités à se joindre aux après-midi RI lorsque les présentations étaient d'intérêts communs.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité du standard sur le clavier français (SGQRI 001)	<p>Réunir des intervenants des MO impliqués dans la mise en place des normes touchant le clavier québécois :</p> <ul style="list-style-type: none"> Permettre aux organismes publics de faire valoir leur position face au clavier français; Favoriser le processus d'acquisition des équipements; Favoriser la libre concurrence entre les fournisseurs; Promouvoir l'usage du français intégral et le respect de la Politique d'Utilisation du Français dans les Technologies de l'Information et des Communications (PUFTIC); Orienter les actions pour l'usage français intégral et l'optimisation des acquisitions en TI; Orienter la mise à jour des standards sur le français dans les TI. 	<p>Coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor, le comité est composé de représentants d'organismes publics qui sont parties prenantes dans l'acquisition de TI et le respect de la PUFTIC.</p> <p>Les organismes publics participants sont : l'Office québécois de la langue française, le Ministère de la Culture et des Communications et le Secrétariat à la politique linguistique.</p>	Aucun	<p>Au fil de deux rencontres tenues du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, les participants ont échangé et statué sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> la démarche pour la mise à jour des standards sur le français; les appels d'intérêt sur les équipements TI; les orientations à privilégier dans les standards à modifier ; les actions à entreprendre. <p>Ils ont, de plus, rencontré des représentants de fournisseurs et ont pu prendre connaissance des problèmes à fournir des claviers québécois.</p>
Comité de gouvernance du gouvernement ouvert	<p>Le mandat du comité consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Approuver (proposer au Conseil des ministres) les orientations gouvernementales en matière de gouvernement ouvert et le cas échéant, les changements importants apportés à celles-ci Approuver le plan d'action et les documents de nature stratégique Coordonner la mise en œuvre du plan d'action et mobiliser les partenaires Assurer le suivi de l'atteinte des résultats 	<p>Ce comité est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor et il y a des représentants du ministère du Conseil exécutif : Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG) et le Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques (SAIRID)</p>	Aucun	<p>Deux rencontres ont eu lieu en 2015, permettant de faire un suivi et un arrimage des travaux en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> Portail commun de données ouvertes; Diffusion accrue de données ouvertes de qualité; Règlements sur la diffusion de l'information; Révision de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels; Mise en ligne de nouvelles communautés de pratique sur la plateforme de collaboration gouvernementale; Directive sur les médias sociaux; Cadre de référence sur la participation citoyenne.
Table des ROSI (s)	<p>Informar, accompagner et soutenir les responsables organisationnels de la sécurité de l'information (ROSI) des organismes publics dans le respect des obligations découlant de la directive sur la sécurité de l'information</p>	<p>Cette table est pilotée au Secrétariat du Conseil du trésor par la Direction de l'encadrement de la sécurité de l'information. Elle regroupe les ROSI de la plupart des</p>	Aucun	<p>1 rencontre tenue en novembre 2015.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	gouvernementale et dans le développement de l'expertise en sécurité de l'information au sein de leurs organismes respectifs.	ministères et des organismes, dont notamment : Agence du revenu du Québec, ministère de la Justice du Québec, Retraite Québec, Financière agricole du Québec, Société de l'habitation du Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité du travail, ministère des Transports du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de la Culture et des Communications, ministère du Conseil exécutif, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Société de l'assurance automobile du Québec, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Centre de services partagés du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor.		
Forum des dirigeants de l'information	Principale instance de concertation regroupant l'ensemble des dirigeants de l'information désignés aux termes de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (chapitre G 1.03)	<ul style="list-style-type: none"> Le dirigeant de l'information Le secrétaire associé du dirigeant principal de l'information Les 111 dirigeants sectoriels de l'information Les 2 dirigeants réseau de l'information (Santé et services sociaux, Éducation et Enseignement supérieur) 	Aucun	Rencontres tenues au cours de l'année : <ul style="list-style-type: none"> Deux rencontres régulières : le 10 juin 2015 et le 30 septembre 2015 Une rencontre spéciale hors programmation : le 15 avril 2015
Conseil consultatif québécois des technologies de l'information	Représenter les différents partenaires de l'État dans le but de transmettre leurs préoccupations et réflexions ainsi que de contribuer à la diffusion de l'information (savoir-faire et expertise-contrats)	<ul style="list-style-type: none"> Agence du revenu – ARQ Association professionnelles des entreprises en logiciels libres – APELL 	Aucun	4 rencontres tenues : 15 avril 2015, 14 mai 2015, 3 juin 2015 et 3 septembre 2015

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> • Association québécoise des technologies – AQT • Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail – CNESST • Forum des gestionnaires en technologies de l'information – FGTI • La Voix des Entrepreneurs en TI du Québec – VETIQ • Mouvement Desjardins • PMI – MONTRÉAL • Régie de l'assurance maladie du Québec – RAMQ • Regroupement des partenaires du gouvernement en technologies de l'information – RPGTI • Réseau de la santé et des services sociaux • Réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur • Société de l'assurance automobile du Québec - SAAQ • Techno Montréal 		
Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre la performance des projets et particulièrement celle des projets stratégiques soient ceux comportant un niveau de risque élevé et des enjeux importants; • Identifier les problématiques et les enjeux importants et, le cas échéant, proposer un plan d'action à haut niveau en tenant compte des impacts sur le coût, la portée et l'échéancier; • Informer les autorités concernées de la performance des projets stratégiques : 	<p>Membres permanents proviennent des organismes centraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le secrétaire associé aux infrastructures publiques du SCT; • les directeurs généraux du Sous-secrétariat aux infrastructures publiques du SCT; • le vice-président à la gouvernance des projets de la SQI; 	Aucun	<p>Dates des rencontres : 2015-2016</p> <ul style="list-style-type: none"> • 16 avril 2015 • 3 juin 2015 • 9 juillet 2015 • 17 septembre 2015

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> – en identifiant les problématiques et les enjeux importants; – en mettant l'accent sur les projets de très grande envergure (par exemple les projets CHUM et Turcot) ou comportant un niveau de risque très élevé (coûts, parties prenantes, localisation). • Proposer un plan d'action et assurer le suivi des actions convenues; • Assurer toutes autres fonctions liées aux investissements en infrastructure. 	<ul style="list-style-type: none"> • le directeur général de l'évolution des pratiques d'affaires de la SQI. <p>Membres invités proviennent des MO et du SCT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la sous-ministre adjointe à la Direction générale de la surveillance des marchés et le sous-ministre associé à la Direction générale des territoires du MTMDET; • les directeurs généraux du MSSS et du MTMDET; • autres répondants du SCT et/ou d'organismes publics selon les projets discutés. 		<ul style="list-style-type: none"> • 29 octobre 2015 • 3 décembre 2015 • 21 janvier 2016 <p>Les projets majeurs du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de la Culture et de la Communication et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sciences et de la Technologie font l'objet de suivis au comité de gouvernance.</p> <p>D'autres sujets ont été discutés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • informations diverses liées à la Loi sur les infrastructures et à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique; • informations diverses relatives au plan québécois des infrastructures (PQI).
Comité de coordination SCT/MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un suivi adéquat des projets d'infrastructure entre le SCT et le MTMDET; • Déterminer les problèmes ou enjeux qui devraient être amenés au comité de gouvernance. 	Divers intervenants du SCT, de la SQI et du MTMDET.	Aucun	<p>Dates des rencontres :</p> <p>2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 avril 2015 • Élaboration de plans d'action pour répondre aux problématiques et enjeux identifiés; • Suivi des actions convenues.
Comité de coordination SCT/MTMDET/AMT/SQI	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un suivi adéquat des projets d'infrastructure entre le SCT, le MTMDET, l'AMT et la SQI; 	Divers intervenants du SCT, du MTMDET et de l'AMT.	Aucun	<p>Dates des rencontres :</p> <p>2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 juin 2015

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> Déterminer les problèmes ou enjeux qui devraient être amenés au comité de gouvernance. 			<ul style="list-style-type: none"> 21 octobre 2015 Élaboration de plans d'action pour répondre aux problématiques et enjeux identifiés; Suivi des actions convenues.
Comité interministériel de concertation – Électrification des transports		Divers intervenants du SCT, du MESI, du Tourisme, du MELS, du MERN, du MRIF, d'Hydro-Québec, de la SQI, de la SAAG de IQ, de la RBQ, du CGER, du MFQ, du MAMOT, MDDELCC et du MTMDET.	Aucun	<p>Une rencontre a eu lieu le 4 septembre 2014 et le 9 décembre 2015.</p> <ul style="list-style-type: none"> Validation de la pertinence des mesures d'électrification au regard d'objectifs de retombées concrètes tant environnementales qu'économiques; Élaboration et suivi du plan d'action gouvernemental.
Comité consultatif sur les obligations vertes		Divers intervenant du SCT, du MDDELCC, du MTMDET et du MFQ.	Aucun	<p>Des rencontres ont eu lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> 26 février 2015 16 avril 2015 22 mai 2015 30 juin 2015 30 octobre 2015 4 février 2016 <ul style="list-style-type: none"> Présentation du projet de cadre de référence du programme d'obligations vertes; Présentation du rôle du comité.
Comité technique interministériel sur l'exemplarité en construction bois	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la Charte du bois auprès des donneurs d'ouvrage et subventionnaires de projets financés en tout ou en partie par des fonds publics; 	MFFP, MERN, MTMDET, MAMOT, SHQ, MCC, MSSS, SCT, SQI, MEESR, MFQ, MESI, MDDELCC, Sépaq et RBQ.	Aucun	Le SCT a participé à deux rencontres en 2015-2016 (octobre 2015 et février 2016).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2015-2016, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle et multifamiliale; • Coordonner les actions à mettre en place : <ul style="list-style-type: none"> ○ Évaluation systématique du bois à l'étape d'avant-projet; ○ Analyse comparative des émissions de GES pour les différents matériaux d'un projet de bâtiment; ○ Promotion de la Charte du bois. 			
Révision du modèle d'affaires de la SQI - Groupe de travail sur la gestion des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer la gestion des projets d'infrastructure publique, notamment le rôle et les responsabilités de la SQI dans les projets en association. 	MTQ, MSSS, MSP, Université de Montréal, SQI, SCT et Centre des congrès de Montréal.	Aucun	<p>Des rencontres de discussion organisées par la SQI ont eu lieu au cours de l'automne 2015.</p> <p>Un rapport préliminaire a été distribué aux membres pour discussion le 21 janvier 2016.</p>
Révision du modèle d'affaires de la SQI - Groupe de travail sur la tarification en gestion immobilière	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser la tarification actuelle. 	MSSS, MJQ, RQ, SCT, MFQ, MSP, MTQ, SQI et SCT.	Aucun	Des rencontres de discussion organisées par la SQI ont eu lieu au cours de l'automne 2015.
Dossier efficacité énergétique	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de la prochaine Politique énergétique. 	MDDELCC, SQI, SCT, BEIE et MERN.	Aucun	Une rencontre de discussion organisée par le MERN a eu lieu le 4 septembre 2015.
Comité interministériel sur la route de la Baie James	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le point sur les différents enjeux liés au dossier. 	MERN, MTMDET, SCT, MFQ, SPN, SDBJ et MFFP.	Aucun	Des rencontres de discussion organisées par le MERN ont eu lieu en décembre 2015 et en mars 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 7 - Dérogations - Gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.

Le gel général de l'embauche n'a pas été reconduit en 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 8 - Économies - Gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2015-2016. Fournir une ventilation par ministère.

En 2015-2016, le Conseil du trésor n'a pas décrété de gel d'embauche général.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 9 - Contrôle de dépenses - 2 % masse salariale et 3 % fonctionnement

Total des sommes économisées en 2015-2016 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposée aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la Santé et de l'Éducation et aux sociétés d'État, et réalisées par des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État.

Bien que leur effet était récurrent, les mesures de contrôle de dépenses représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées ne s'appliquaient que pour l'exercice financier 2014-2015 seulement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 10 - Économies - Resserrement octroi des subventions

Total des sommes économisées en 2015-2016 par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse des subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme.

Les résultats de l'impact de cette mesure seront connus que lors de la production des états financiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 11 - Unités autonomes - Chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Au 31 mars 2015, deux unités autonomes de services étaient toujours en activité, soit le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du ministère de la Sécurité publique et le Centre de gestion de l'équipement roulant du ministère des Transports.

Selon son rapport annuel 2014-2015, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a réalisé des revenus autonomes pour la vente de services accessoires totalisant la somme de 3 652,8 k\$. Ces revenus autonomes contribuent pour 28,4 % du financement du Laboratoire. 3 450,0 k\$, c'est-à-dire 94,4 % de ces revenus autonomes, proviennent de l'entente fédérale concernant le financement des coûts associés à l'établissement des profils génétiques (ADN) pour le fichier criminalistique du Québec.

Dans son rapport annuel 2014-2015, le Centre de gestion de l'équipement roulant rapporte que la grande majorité des revenus du Fonds de gestion de l'équipement roulant, totalisant 118 119,9 k\$, proviennent de ses activités commerciales. Les clients du Centre sont le ministère des Transports, les autres ministères, les organismes, les organismes liés au réseau de la santé et des services sociaux, les organismes liés au réseau de l'éducation, les organismes municipaux, les municipalités ainsi que les organismes fédéraux et amérindiens.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
010-Culture et des Communications	Professionnel	11	24	22	24	48	44	33	38	25	10
	Technicien	2	2	3	4	5	7	7	9	5	2
	Personnel de bureau	6	6	10	8	6	8	7	10	7	3
Total 010-Culture et des Communications		19	32	35	36	59	59	47	57	37	15
030-Relations internationales et de la Francophonie	Haute direction	6	7	5	6	1	3	1	1		
	Cadre							1			
	Professionnel	4	18	24	21	26	23	28	17	7	15
	Technicien	1	5	7	2	3	4	8	6	5	3
	Personnel de bureau	7	6	4	5	8	6	5	6	2	2
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		18	37	41	34	38	36	43	30	14	20
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Haute direction	2	2	2	2						
	Professionnel	21	21	20	28	55	33	32	40	24	21
	Technicien	6	2	4	7	12	6	5	8	6	9
	Personnel de bureau	3	6	7	11	12	10	10	11	7	10
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		32	31	33	48	79	49	47	59	37	40
052-Forêts, Faune et Parcs	Haute direction						1	2	1	2	1
	Cadre	3	3	3	1	3	1	1	1		
	Professionnel	37	58	80	82	163	155	100	91	60	39
	Technicien	26	22	33	49	118	126	94	94	48	41
	Personnel de bureau	11	13	16	19	23	42	33	48	40	30
	Agent de la paix	54	81	39	46	49	119	136	116	20	36
	Ouvrier	1	1	3	5	5	1				
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		132	178	174	202	361	445	366	351	170	147
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Haute direction	1									
	Cadre				1	1					
	Professionnel	25	13	30	35	37	40	44	42	32	12
	Enseignant							90	102	18	2
	Technicien	4	3	15	21	12	10	15	18	14	8
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		45	32	86	120	92	81	182	198	79	28
060-Santé et Services sociaux	Haute direction								1	1	
	Cadre	2	2	1	1	1	1	5	5	3	3
	Professionnel	20	36	52	48	32	44	90	103	70	59
	Technicien	4	9	11	11	9	21	26	24	11	5
Total 060-Santé et Services sociaux		36	61	93	89	57	93	160	169	107	92

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Professionnel	50	47	67	63	60	59	90	137	79	39
	Technicien	19	28	49	62	74	93	98	131	67	53
	Personnel de bureau	17	29	39	40	29	85	69	102	62	128
	Ouvrier		2	2			3	4	6	2	
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		86	106	157	165	163	240	261	376	210	220
065-Famille	Haute direction				1	1					
	Professionnel	4	16	27	24	35	44	31	42	27	11
	Technicien	2	4	3	4	20	26	14	16	3	6
	Personnel de bureau	2	5	7	4	7	18	14	13	8	4
Total 065-Famille		8	25	37	33	63	88	59	71	38	21
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Haute direction	1	1	1	1	1	1	1			
	Cadre	1	1	1			1	2			
	Professionnel	38	74	91	103	86	82	97	85	50	55
	Enseignant	15	26	16	15	4	4	24	31	12	10
	Technicien	44	106	92	89	83	77	85	66	35	34
	Personnel de bureau	17	19	16	21	23	28	36	33	15	17
	Ouvrier								1	1	2
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		116	227	217	229	197	193	245	216	113	118
095-Sécurité publique	Haute direction			1	1	1					
	Cadre	1	1	1	3	3	2	3	3	2	1
	Professionnel	50	70	81	55	45	88	148	149	116	74
	Technicien	18	17	17	15	13	13	24	43	40	27
	Personnel de bureau	16	27	43	41	44	54	79	114	92	50
	Agent de la paix	359	408	549	640	485	334	394	526	595	426
	Ouvrier	13	10	7	5	5	21	31	44	36	26
Total 095-Sécurité publique		457	533	699	760	596	512	679	879	881	604
140-Conseil exécutif	Haute direction	8	7	4	3	3	3	2	2	1	
	Cadre			2	3	1	2	1	1	1	
	Professionnel	25	36	53	58	55	61	57	72	58	39
	Technicien	7	10	18	20	13	15	17	17	13	8
	Personnel de bureau	6	8	17	20	23	20	22	20	12	10
Total 140-Conseil exécutif		46	61	94	104	95	101	99	112	85	57
160-Conseil du trésor	Cadre						1	2	2	1	
	Professionnel	20	29	43	57	67	68	56	52	29	22
	Technicien	4	6	8	7	15	12	8	12	5	2
	Personnel de bureau	9	13	17	27	27	17	15	13	8	7
Total 160-Conseil du trésor		33	48	68	91	109	98	81	79	43	31

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
188-Bureau de décision et de révision	Cadre				1	1					
	Professionnel					1	2	1			1
	Technicien										1
	Personnel de bureau	1			1	1					
Total 188-Bureau de décision et de révision		1			2	3	2	1			2
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Professionnel							1	1		
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec								1	1		
210-Finances	Haute direction	2	2	2	1						
	Cadre			1	1						
	Professionnel	23	31	55	50	47	55	83	82	46	33
	Technicien	7	8	10	17	26	18	18	21	6	10
	Personnel de bureau	6	4	7	8	14	26	30	22	6	9
Total 210-Finances		38	45	75	77	87	99	131	125	58	52
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute direction	1	1	1	1	1					
	Professionnel	1		2	2	3	3	1	1	1	1
	Technicien					1	1				
	Personnel de bureau				1	1					
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		2	1	3	4	6	4	1	1	1	1
240-Retraite Québec	Cadre							1	1	1	
	Professionnel	29	28	49	60	71	95	87	117	105	54
	Technicien	13	36	49	59	53	62	47	47	32	22
	Personnel de bureau	69	57	58	106	136	177	186	170	145	101
	Ouvrier	1	1				1	5	5	1	
Total 240-Retraite Québec		112	122	156	225	260	335	325	340	284	177
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute direction						1	1	1	1	1
	Cadre									1	
	Professionnel						8	13	18	16	7
	Technicien							1	3		
	Personnel de bureau						2	3	3	1	5
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption							11	18	25	19	13
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Cadre			1	1	1					
	Professionnel	11	11	9	8	4	2	4	4	3	3
	Technicien			2	2	1					
	Personnel de bureau	1	3	3	4	4			1	1	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		12	14	15	15	10	2	4	5	4	3

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Professionnel		1	3	4	1	2	2	5	2	3
	Technicien	2	1	1	1	4	6	32	41	28	10
	Personnel de bureau	6	9	26	31	28	38	55	66	46	41
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		8	11	30	36	33	46	89	112	76	54
247-Commissaire au lobbyingisme du Québec	Professionnel	3	1	1	3	3	4	6	5	3	2
	Technicien			2	4	2	1	3	2		
	Personnel de bureau				1	1					
Total 247-Commissaire au lobbyingisme du Québec		3	1	3	8	6	5	9	7	3	2
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Professionnel	1	1	1	5	5	1		2	2	2
	Technicien		1		2	1	1	1	1		
	Personnel de bureau	1		2	2	1	3	2	1		
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		2	2	3	9	7	5	3	4	2	2
267-Commissaire à la déontologie policière	Professionnel	4	3	2	4	4			2	2	
	Technicien		1	1							
	Personnel de bureau			1		1	1	3	3		1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		4	4	4	4	5	1	3	5	2	1
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Professionnel	1	2	2	2	2	5	6	2	1	
	Technicien						1	1			
	Personnel de bureau	1				1	1				
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		2	2	2	2	3	7	7	2	1	
280-Économie, Science et Innovation	Haute direction	3	2	2	2	3	2	1			
	Cadre		2	1	1	1	2	1	1	1	
	Professionnel	29	34	47	56	89	70	83	76	33	33
	Technicien		2	3	3	4	4	8	6	5	5
	Personnel de bureau	1	3	5	15	22	19	22	19	19	14
Total 280-Économie, Science et Innovation		33	43	58	77	119	97	115	102	58	52
293-Coroner	Professionnel				1	1					
	Personnel de bureau	1			3	2		1	2	1	2
Total 293-Coroner		1			4	3		1	2	1	2
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction								1	1	1
	Cadre	1	1	1	1					1	
	Professionnel	29	40	62	64	92	78	104	123	68	52
	Technicien	50	52	80	93	78	84	102	103	67	67
	Personnel de bureau	38	33	138	167	140	180	212	286	188	191
	Agent de la paix	25	33	15	20	19	20	35	30	9	21
	Ouvrier			1	1		1	1			
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		143	159	297	346	329	363	454	543	334	332

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Technicien							1			
	Personnel de bureau					1	1	1			1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs						1	1	2			1
323-Institut de la statistique du Québec	Haute direction	1									
	Cadre		1	1							
	Professionnel	8	13	22	14	21	27	22	27	15	6
	Technicien		1	7	5	9	10	2	6	4	10
	Personnel de bureau	1	2	4	2	4	9	3	6	3	5
	Ouvrier								1	1	
Total 323-Institut de la statistique du Québec		10	17	34	21	34	46	27	40	23	21
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Haute direction	4	4	5	5	4	3	2	1	1	
	Professionnel		2	4	5	8	3	3	5	3	2
	Technicien		1	2	2	2	2	5	5	1	
	Personnel de bureau	5	2	8	9	7	3	3	5	1	1
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		9	9	19	21	21	11	13	16	6	3
344-Office de la protection du consommateur	Professionnel	4	3	2	2	2	4	5	4	3	3
	Technicien	1	2	1	2	1	2	3	13	7	9
	Personnel de bureau	2	8	8	9	6	3	9	2		
Total 344-Office de la protection du consommateur		7	13	11	13	9	9	17	19	10	12
347-Centre de services partagés du Québec	Cadre							3	2	1	1
	Professionnel	30	57	95	87	106	124	120	149	108	55
	Technicien	13	36	52	71	106	114	98	97	63	38
	Personnel de bureau	7	21	35	51	50	75	60	76	38	45
	Ouvrier	1			1	3	6	6	5	1	2
Total 347-Centre de services partagés du Québec		51	114	182	210	265	319	287	329	211	141
350-Éducation, Loisir et Sport	Cadre		1	1	2	2	4	4	5	2	1
	Professionnel	50	57	40	52	72	97	130	113	53	51
	Technicien	11	13	20	19	29	46	62	69	25	24
	Personnel de bureau	13	13	9	20	29	93	96	81	34	20
	Ouvrier								2	2	2
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		74	84	70	93	132	240	292	270	116	98
352-Régie du cinéma	Professionnel			1	2	1	3	3	3	1	
	Technicien	1			1	2			2	1	1
	Personnel de bureau	2	1	1	1		3	3	1	1	1
Total 352-Régie du cinéma		3	1	2	4	3	6	6	6	3	2

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
360-Office des professions du Québec	Cadre					1	1				
	Professionnel	2	1	3	5	3	2	4	6	3	2
	Technicien		1	1		1		1	2		
	Personnel de bureau			1	1	4	6	2	2	2	2
Total 360-Office des professions du Québec		2	2	5	6	9	9	7	10	5	4
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre	2	1								
	Professionnel	7	12	12	12	14	13	19	16	12	5
	Technicien	20	35	43	43	43	29	62	56	15	6
	Personnel de bureau		3	17	30	20	15	30	42	26	12
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		29	51	72	85	77	57	111	114	53	23
368-Commission municipale du Québec	Professionnel			1	1		1	1	1		
	Personnel de bureau			1	2	2	1	1	1	1	
Total 368-Commission municipale du Québec				2	3	2	2	2	2	1	
370-Assemblée nationale	Cadre		1	1							
	Professionnel	10	14	19	22	16	18	25	19	17	16
	Technicien	13	10	16	17	15	12	14	21	20	19
	Personnel de bureau	13	14	9	12	19	20	13	10	10	5
	Agent de la paix	3	2	5	4	7	13	7	2	4	5
	Ouvrier	5	4	5	6	6	7	10	9	9	8
Total 370-Assemblée nationale		44	45	55	61	63	70	69	61	60	53
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	Professionnel										1
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie											1
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Professionnel						2	1	3	2	
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie							2	1	3	2	
374-Vérificateur général	Haute direction				1	1	1				
	Cadre					1	1		1	1	
	Professionnel	56	73	60	47	51	64	58	50	46	45
	Technicien	1		1		3	2				
	Personnel de bureau	1		2	4	4	5	5	3	2	1
Total 374-Vérificateur général		58	73	63	52	60	73	63	54	49	46
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Professionnel	43	58	53	67	98	138	164	155	113	81
	Technicien	35	35	36	57	83	119	117	113	78	70
	Personnel de bureau	13	15	14	20	32	54	41	42	30	23
	Ouvrier						6	6	7	2	3
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		91	108	103	144	213	317	328	317	223	177

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Professionnel	1	4	4	4	6	3	5	5	5	4
	Technicien	1	5	6	6	5	9	11	13	1	1
	Personnel de bureau	4	4	5	7	4	9	12	16	6	4
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		6	13	15	17	15	21	28	34	12	9
390-Sûreté du Québec	Cadre	1						1	1		
	Professionnel	12	27	30	23	23	23	33	69	50	20
	Technicien	7	9	9	9	6	5	22	38	27	17
	Personnel de bureau	43	43	28	37	57	51	52	134	91	32
	Ouvrier			1				6	31	31	13
Total 390-Sûreté du Québec		63	79	68	69	86	79	114	273	199	82
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Professionnel		1	2	2	2	2	2			
	Technicien	1	1				1	3	2		
	Personnel de bureau					2	2	3	1	1	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		1	2	2	2	4	5	8	3	1	2
400-Justice	Cadre	1				1	1			1	1
	Professionnel	27	37	56	57	56	48	56	58	52	54
	Technicien	17	35	51	52	56	51	55	73	44	38
	Personnel de bureau	26	42	74	84	93	92	83	185	188	184
	Ouvrier			1	1	1					
Total 400-Justice		71	114	181	194	207	192	194	316	285	277
402-Comité de déontologie policière	Personnel de bureau		1	2	1		1	1			
Total 402-Comité de déontologie policière			1	2	1		1	1			
408-Commission d'accès à l'information	Professionnel	3	2	6	5	7	5	3	2	1	4
	Technicien		1	4	3			1	1	1	2
	Personnel de bureau	1	1	2	2			1	1	1	2
Total 408-Commission d'accès à l'information		4	4	12	10	7	5	5	4	3	8
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Personnel de bureau										1
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes											1
415-Tribunal Administratif du Travail	Haute direction		1	1	1	1	1	1	1	1	1
	Cadre			1							
	Professionnel	6	5	10	12	9	6	9	12	8	2
	Technicien		1	3	5	3	3	3	7	3	3
	Personnel de bureau	3	3	12	23	22	30	23	25	22	12
	Ouvrier								1	1	
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		9	10	27	41	35	40	36	46	35	18
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Professionnel									1	2
	Technicien								1	2	1
	Personnel de bureau		2	2	2	4	4	2	1	1	1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles			2	2	2	4	4	2	2	4	4

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005											
Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
430-Commission de la fonction publique	Professionnel	1		6	8	8	8	5	4	2	
	Technicien		1	1	1	2	1	1			
	Personnel de bureau			2	2	2	2	2			1
Total 430-Commission de la fonction publique		1	1	9	11	12	11	8	4	2	1
450-Tribunal administratif du Québec	Professionnel	3	1	1	2	4	4	7	2	3	2
	Technicien	2	5	9	10	5	10	15	11	5	1
	Personnel de bureau	1	2	5	5	8	16	15	10	8	17
	Ouvrier			1	1						
Total 450-Tribunal administratif du Québec		6	8	16	18	17	30	37	23	16	20
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Professionnel			2						1	1
	Technicien	1	1			1					
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		1	1	2		1				1	1
510-Régie du logement	Professionnel		3	7	5	2		5	3	2	2
	Technicien			1		3	1	1	1	3	2
	Personnel de bureau	7	6	12	19	13	10	24	21	2	2
Total 510-Régie du logement		7	9	20	24	18	11	30	25	7	6
520-La Financière agricole du Québec	Professionnel	13	10	13	7	12	31	34	42	24	29
	Technicien	2	5	16	13	10	62	60	51	13	14
	Personnel de bureau	4	4	4	5	5	19	14	23	10	12
Total 520-La Financière agricole du Québec		19	19	33	25	27	112	108	116	47	55
538-Office des personnes handicapées du Québec	Professionnel	5	5	10	7	12	12	19	12	4	4
	Technicien			1	1			2	3	1	
	Personnel de bureau	2	1	2		3	2	3	3	2	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7	6	13	8	15	14	24	18	7	5
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Cadre			2	4	5	3	1		1	
	Professionnel			1	3	6	5	5	3	2	2
	Enseignant			21	21	1	1	25	27	4	3
	Technicien						6	7	9	6	5
	Personnel de bureau		1	1			3	1	2	1	1
	Ouvrier						1	1	1		
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec			1	25	28	12	19	40	42	14	11
560-Curateur public	Professionnel	24	20	38	39	34	34	39	33	22	24
	Technicien	2	3	25	29	24	13	15	27	24	35
	Personnel de bureau	1	3	11	15	17	11	16	21	14	20
Total 560-Curateur public		27	26	74	83	75	58	70	81	60	79
600-Énergie et des Ressources naturelles	Haute direction			1	1	1					
	Cadre						1	1			
	Professionnel	7	10	20	32	38	34	32	32	23	15
	Technicien	7	11	18	17	33	46	46	44	16	7
	Personnel de bureau			5	10	14	11	10	10	6	12
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		14	21	44	60	86	92	89	86	45	34

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
630-Directeur général des élections	Professionnel	11	10	8	9	16	15	11	9	12	6
	Technicien	3	3	10	12	8	7	9	13	6	6
	Personnel de bureau	2	4	8	11	3	8	13	9	10	9
	Ouvrier					1	2				
Total 630-Directeur général des élections		16	17	26	32	28	32	33	31	28	21
660-Conseil du statut de la femme	Professionnel	1	3	2	3	4	2	1	2	4	2
	Technicien	1	1	2	2	1		1	2	2	1
	Personnel de bureau			1	1	1	2			1	
Total 660-Conseil du statut de la femme		2	4	5	6	6	4	2	4	7	3
690-Conseil supérieur de la langue française	Professionnel	1	1	2	1	4	4	2	1		1
	Personnel de bureau		1	1	1	1	1	1	1		
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		1	2	3	2	5	5	3	2		1
700-Emploi et Solidarité sociale	Cadre	1	1	3	1	2	2	1	1	1	
	Professionnel	44	65	93	123	131	106	94	94	60	43
	Technicien	119	236	556	559	329	318	344	504	236	219
	Personnel de bureau	35	75	190	179	146	273	235	367	182	163
	Ouvrier		1	1	1						
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		199	378	843	863	608	699	674	966	479	425
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Cadre	4	4	4	5	3	3	1	2	2	2
	Professionnel	150	164	214	225	200	226	252	239	201	151
	Technicien	111	108	139	154	196	243	224	237	239	152
	Personnel de bureau	68	65	97	135	135	163	148	140	117	63
	Ouvrier	2	2		1	3	2				
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		335	343	454	520	537	637	625	618	559	368
710-Office québécois de la langue française	Cadre							1	1		
	Professionnel	2	5	4	23	23	18	21	27	21	11
	Technicien	1	1	5	6	4	7	5	2	1	1
	Personnel de bureau	3	3	2	4	9	8	11	13	6	3
Total 710-Office québécois de la langue française		6	9	11	33	36	33	38	43	28	15
730-Société d'habitation du Québec	Professionnel	7	17	25	34	32	26	33	38	17	22
	Technicien	2	1	1	4	9	5	7	9	6	7
	Personnel de bureau	5	4	3	11	13	13	8	10	8	4
	Ouvrier				1	1					
Total 730-Société d'habitation du Québec		14	22	29	50	55	44	48	57	31	33
771-Fonds Accès Justice	Professionnel								1		
Total 771-Fonds Accès Justice									1		
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Cadre							24			
	Professionnel							98	7	7	11
	Technicien							85	3	2	3
	Personnel de bureau							28	5	2	1
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux								235	15	11	15

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Cadre			1	3	3	1			1	1
	Professionnel	1			1	1	4		1	21	19
	Technicien		1	3	4	4		1	3	48	41
	Personnel de bureau	1					2	1	1	7	3
	Ouvrier								1	1	
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		2	1	4	8	8	7	2	6	78	64
781-Fonds Aérien gouvernemental	Cadre	1	1			1	1			1	1
	Professionnel			1	1		1	1	1	1	1
	Technicien	8	11	13	13	6	14	11	22	24	11
	Personnel de bureau					2	6	3	8	6	1
	Ouvrier										
Total 781-Fonds Aérien gouvernemental		9	12	14	14	9	22	15	31	32	14
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Professionnel	1	1	3	3	3	1	1	1		
	Personnel de bureau	1	1	1	2	2	1	1	2	1	
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		2	2	4	5	5	2	2	3	1	
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Cadre		1	1	4	2	1	2	2	4	
	Professionnel	39	61	89	93	111	121	185	289	265	141
	Technicien	46	66	114	157	174	195	219	287	239	143
	Personnel de bureau	7	13	27	39	41	71	66	108	81	53
	Ouvrier	30	64	77	109	124	264	267	454	332	151
		122	205	308	402	452	652	739	1 140	921	488
812-Fonds des services de police	Professionnel	11	11	13	14	15	10	17	31	23	14
	Technicien	2	1	10	10	4	2	12	26	19	16
	Personnel de bureau	39	111	103	56	54	44	81	184	150	69
	Ouvrier	3	3	2	2	2	1	4	9	6	1
		55	126	128	82	75	57	114	250	198	100
814-Fonds de partenariat touristique	Professionnel	1	5	7	9	11	11	9	10	6	7
	Technicien	1	1	2	7	3	2	3	5	1	
	Personnel de bureau	2	2		4	8	13	12	12	4	5
	Ouvrier				1	1					
		4	8	9	21	23	26	24	27	11	12
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	Professionnel		3	6	5	7	6	4			
	Technicien		2	2							
	Personnel de bureau			2	2	2					
			5	10	7	9	6	4			
817-Fonds d'information sur le territoire	Cadre		1	1	1	1			1	1	
	Professionnel	8	7	22	29	26	19	13	18	10	11
	Technicien	2	3	16	24	23	52	48	73	33	37
	Personnel de bureau				3	7	15	11	11		3
		10	11	39	57	57	86	72	103	44	51

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre	2	3	5			1	5	5	1	1
	Professionnel	1	1	1	1	2	5	7	9	7	2
	Technicien	2	1	1			3	7	7	5	3
	Personnel de bureau	2	3	1			8	4	4	2	1
	Ouvrier	2	2				97	96	92	44	17
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		9	10	8	1	2	114	119	117	59	24
826-Fonds des ressources naturelles	Haute direction				1	1	1		1		
	Cadre	1		1	1	1					
	Professionnel	10	14	29	33	33	48	55	49	10	14
	Technicien	4	2	6	8	10	12	21	68	3	3
	Personnel de bureau		2	8	6	7	5	3	9	2	1
Total 826-Fonds des ressources naturelles		15	18	44	49	52	66	79	127	15	18
830-Commission des transports du Québec	Professionnel		1	6	2	3	4	4	5	2	
	Technicien		2	1	1	4	7	5	3	1	
	Personnel de bureau	3	3	13	12	15	13	8	13	8	4
Total 830-Commission des transports du Québec		3	6	20	15	22	24	17	21	11	4
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Cadre					1					1
	Professionnel	22	48	55	50	64	87	90	110	86	52
	Technicien	13	22	38	41	50	61	92	111	72	42
	Personnel de bureau	15	12	11	18	30	50	48	67	36	25
	Ouvrier					1	5	4	2		
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		50	82	104	109	146	203	234	290	194	120
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Professionnel	2	1					1	1		
	Technicien								1	1	1
	Personnel de bureau	1	1	1	1	1					
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		3	2	1	1	1		1	2	1	1
874-Fonds du financement	Professionnel	3	2	1	1	1	2	1			1
	Technicien					1					1
	Personnel de bureau							1			
Total 874-Fonds du financement		3	2	1	1	2	2	2			2
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Cadre					1					
	Professionnel	2	4	8	4	4	2	2	7	10	4
	Technicien	12	13	3	1	9	7	7	13	14	8
	Personnel de bureau			1	1	2	5	5	7	7	4
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		14	17	12	6	16	14	14	27	31	16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005											
Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Mars 2014	Mars 2015	Février 2016*
Grand total	Haute direction	29	27	25	27	19	17	11	10	8	4
	Cadre	21	25	34	35	37	30	60	35	28	13
	Professionnel	1 065	1 433	1 930	2 043	2 334	2 495	2 908	3 084	2 198	1 532
	Enseignant	15	26	37	36	5	5	139	160	34	15
	Technicien	671	1 002	1 653	1 838	1 824	2 067	2 322	2 722	1 702	1 311
	Personnel de bureau	577	763	1 232	1 486	1 512	2 045	2 093	2 710	1 828	1 488
	Agent de la paix	441	524	608	710	560	486	572	674	628	488
	Ouvrier	58	91	101	135	153	418	441	671	470	225
		2 877	3 891	5 620	6 310	6 444	7 563	8 546	10 066	6 896	5 076

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statut d'emploi 1 et 4 au SAGIP). Il s'agit des employés qui sont à compléter la période de probation de deux ans prévue à la LFP (LRQ,c,F3.1.1), section 2, article 14.
Texte de loi : Un fonctionnaire acquiert le statut de permanent dès qu'il a été employé dans la fonction publique de façon continue pendant deux ans.
Données présentées selon la structure budgétaire 2015-2016 (février 2016). Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.
Données compilées en mars de chaque année (paie 26); à la paie 25 pour l'année budgétaire 2015-2016 en raison de la non-disponibilité des données complètes de mars au moment de la production de cette fiche.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 15 - Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004

Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence, par année depuis 2004.										
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 (avril à décembre 2015)
Nombre d'employés temporaires devenus permanents	1 583	936	1 623	1 778	2 716	2 600	2 949	3 221	4 282	2 778

Employés assujettis à la LFP
Nombre de personnes différentes qui ont été nommées permanents.
Les données présentées prennent en considération les employés temporaires qui sont devenus permanents le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 17 - Unités autonomes de services

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE ou ORGANISME RESPONSABLE
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministre de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CPI) **	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI) **	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministre des Transports
Centre de recouvrement du MESS (CPI) **	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	Ministre des Transports
Emploi-Québec (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministre de la Sécurité publique
Régie du cinéma (CPI) **	Ministre de la Culture et des Communications

Note : ** Pour ces quatre unités conventionnées, les ministères responsables ont informé le Conseil du trésor de l'annulation de la convention de performance et d'imputabilité au 1^{er} avril 2016.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 18 - Employés dans les unités autonomes**

Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.		
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	ETC TOTAL UTILISÉ 2015-2016 ¹	DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION
Bureau des infractions et amendes (CPI)	179 ETC	2001-06-12
Centre de conservation du Québec (CPI)	20 ETC	2002-11-20
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CPI)	129 ETC	2002-01-16
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	203 ETC	2001-12-04
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	397 ETC	1997-06-13
Centre de recouvrement du MESS (CPI)	306 ETC	2001-04-05
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	409 ETC	2001-02-28
Emploi-Québec (CPI)	3 641 ETC	2002-04-16
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	145 ETC	1996-10-01
Régie du cinéma (CPI)	35 ETC	2001-01-01
¹ Selon les données réelles des mois d'avril à décembre 2015 et les données prévisionnelles établies selon la consommation des mois de janvier à mars 2015.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 - Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2015-2016, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2015-2016 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.					
2015-2016					
	COMMUNAUTÉ CULTURELLE	PERSONNE HANDICAPÉE	ANGLOPHONE	AUTOCHTONE	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés selon le statut *					
Régulier	280	18	18	7	885
Occasionnel **	617	78	67	25	2 094
Nombre d'employés ayant reçu un remboursement lié aux frais de déménagement ***	3				

* Les résultats de 2015-2016 sont partiels (mouvements cumulatifs à la paie 26 du 17-03-2016) et ils excluent la CSST (Commission de la santé et de la sécurité au travail), à l'exception de ceux de la CNT (Commission des normes du travail) et de la CES (Commission de l'équité salariale).

** Sont exclus du tableau les occasionnels avec droit de rappel (statut d'emploi = 12)

*** La mesure s'adresse aux membres des communautés culturelles résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.

Le nombre indiqué fait référence aux nouvelles demandes de remboursement entre le 1er avril 2014 et le 31 mars 2016

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 22 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.		
Ministères et organismes	Noms	Date d'entrée en fonction à titre de dirigeant de l'information
Agence métropolitaine de transport	Sylvain Beaupré	2011-11-22
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Marco Babin, DSI par intérim	2015-03-10
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	René Beaudet	2011-01-20
Bureau de décision et de révision	Carmen St-Laurent, DSI par intérim	2015-05-13
Coroner	Éric Labbé	2015-02-23
Bureau des enquêtes indépendantes	Éric Labbé	2015-02-23
Centre de la francophonie des Amériques	Christiane Audet	2012-02-14
Centre de recherche industrielle du Québec	Yves LaRocque	2012-11-02
Centre de services partagés du Québec	Marc Landry	2015-10-14
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Comité de déontologie policière	Éric Labbé	2015-02-23
Comité de la rémunération des juges	Marcel Boudreault	2015-11-11
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	Marcel Boudreault	2015-11-11
Commissaire à la déontologie policière	Éric Labbé	2015-02-23
Commissaire à la lutte contre la corruption	Éric Labbé	2015-02-23
Commission consultative de l'enseignement privé	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Commission d'accès à l'information	Jean-Pierre Philibert, DSI par intérim	2015-10-23
Commission de la capitale nationale du Québec	Brigitte Vachon	2014-02-03
Commission de la fonction publique	Pierre Soulières-Lemire	2011-09-15
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	n.d.	
Commission de l'éthique en science et en technologie	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Christiane Fortin	2011-07-20
Commission de toponymie	Guy Falardeau	2011-07-19
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Véronique Émond	2014-06-16
Commission des partenaires du marché du travail	Pierre E. Rodrigue	2014-08-15
Commission des services juridiques	Joanne Herron	2011-08-09
Commission des transports du Québec	Claude Côté	2011-07-18
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Stéphane Lehoux	2013-04-24
Commission municipale du Québec	Sylvain Goulet	2015-06-10
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Éric Labbé	2015-02-23
Conseil de gestion de l'assurance parentale	Gabrielle Duharte-Lacroix p.i.	2016-01-12
Conseil de la justice administrative	Marcel Boudreault	2015-11-11
Conseil des arts et des lettres du Québec	Sylvie Poirier	2011-11-10
Conseil du patrimoine culturel du Québec	Ann Mundy	2011-09-15
Conseil du statut de la femme	Christian Dubois	2015-10-22
Conseil supérieur de la langue française	Pierre Boutet	2016-01-11
Conseil supérieur de l'éducation	Stéphane Lehoux	2013-04-24
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Alexandre Mailhot	2011-10-12
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	Anne Duchesne	2012-06-27
Curateur public	Luc Gratton	2013-09-20
Directeur des poursuites criminelles et pénales	Denis Germain	2012-08-30
École nationale de police du Québec	Nathalie Bournival	2014-07-01
École nationale des pompiers du Québec	Vacant	N/A
Financement-Québec	Rénald Bergeron	2011-11-28
Fondation de la faune du Québec	Brigitte Boulianne	2011-08-24
Fonds d'aide aux recours collectifs	Marcel Boudreault	2015-11-11
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	Marc Duguay	2013-09-13
Fonds de recherche du Québec - Santé	Marc Duguay	2013-09-13
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	Marc Duguay	2013-09-13

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 22 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.		
Institut de la statistique du Québec	Annie Giguère	2011-07-29
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Lidia Lassel	2011-07-19
Institut national des mines	Robert Marquis	2013-09-13
La Financière agricole du Québec	Louis Potvin	2013-04-12
Ministère des Finances	Rénald Bergeron	2011-07-21
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	David Beardsell	2014-08-13
Ministère de la Culture et des Communications	Diane Bédard	2015-12-15
Ministère de la Famille	Luc Tremblay	2015-07-15
Ministère de la Justice	Marcel Boudreault	2015-11-11
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-06-10
Ministère de la Sécurité publique	Éric Labbé	2015-02-23
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Bernard Plante	2012-01-16
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Pierre E. Rodrigue	2014-06-16
Ministère de l'Immigration, Diversité et Inclusion	Younes Mihoubi, par intérim	2015-12-15
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Sylvain Goulet	2015-06-10
Ministère des Relations internationales et Francophonie	Denis Bilodeau	2014-08-13
Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles	Mylène Martel	2015-08-28
Ministère de la Forêts, Faune et Parcs	Mylène Martel	2015-08-28
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	Martin Fortier, DSI par intérim	2016-01-05
Ministère du Conseil exécutif	Bruno Légaré	2013-05-13
Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Yvan Déry	2012-03-29
Ministère du Tourisme	Denis Archambault	2011-07-18
Ministère du Travail	n.d.	
Musée d'Art contemporain de Montréal	Richard Bellerose	2012-11-27
Musée de la Civilisation	Guylaine Belley	2011-11-02
Musée national des beaux-arts du Québec	Jean-François Fusey	2011-08-09
Office de la protection du consommateur	Jocelyne Marcil	2013-02-12
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	Pierre E. Rodrigue	2014-08-15
Office des professions du Québec	Jacques Laflamme	2011-07-18
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Pierre Caron, DSI par intérim	2016-01-01
Office Québec-Monde pour la jeunesse	Pierre Caron, DSI par intérim	2016-01-01
Office québécois de la langue française	Guy Falardeau	2014-02-07
Régie de l'assurance maladie du Québec	Gaël Ségal	2013-06-10
Régie de l'énergie	Lisette Thibodeau	2015-05-19
Régie des alcools, des courses et des jeux	Éric Labbé	2015-02-23
Régie des installations olympiques	Pierre Marineau	2011-11-21
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Éric Andriamanjay	2011-07-21
Régie du bâtiment du Québec	Silvia Garcia	2016-01-22
Régie du cinéma	Christiane Papineau	2014-03-04
Régie du logement	Diane Mayrand	2011-07-14
Retraite Québec	n.d.	
Société de développement de la Baie-James	Josée Roy	2011-07-26
Société de développement des entreprises culturelles	Serge Bergeron	2012-08-02
Société de financement des infrastructures locales du Québec	Rénald Bergeron	2011-09-21
Société de l'assurance automobile du Québec	Karl Malenfant	2013-07-02
Société de la Place des Arts de Montréal	Christian Ruel	2013-10-15
Société de télédiffusion du Québec	Peter St-Onge	2014-03-13
Société des établissements de plein air du Québec	Gilbert Larocque	2012-10-23
Société des traversiers du Québec	David Nobert	2015-06-08
Société d'habitation du Québec	Jean-Guy Lemieux	2015-11-04
Société du Centre des congrès de Québec	Sylvie Godbout	2014-07-07
Société du Grand Théâtre de Québec	Marc Girard	2015-09-08
Société nationale de l'amiante*	Vacant	N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.		
Société du Palais des congrès de Montréal	Francis Lefebvre	2014-06-25
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	Vacant	N/A
Société québécoise de récupération et de recyclage	Alain Picard, DSI par intérim	2016-02-05
Société québécoise d'information juridique	Benoît Raymond	2011-07-20
Société québécoise des infrastructures	Josée Noreau	2015-09-08
Sûreté du Québec	Isabelle Boudreault	2015-06-01
Tribunal administratif du Québec	Marc Laberge	2014-03-31
Tribunal administratif du travail	n.d.	
Tribunal des droits de la personne	Marcel Boudreault	2015-11-11
Réseau de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	Éric Thibault	n.d.
Réseau de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-06-10
* Noter que la Société de l'amiante sera dissoute le 31 mars 2016		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

L'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques spécifie qu'une liste détaillée des projets d'infrastructure publique dont le coût inscrit au PQI pour chaque projet est égal ou supérieur au montant déterminé par le Conseil du trésor est jointe à ce plan.

Pour accroître la transparence de l'information et concilier la capacité de produire et de soutenir une information de qualité, le Conseil du trésor a établi le seuil à 50 millions de dollars pour tous les projets, incluant ceux se rapportant aux infrastructures routières.

Avec un tel seuil, c'est plus de 150 projets qui ont été rendus publics lors du Budget 2016-2017 (voir liste ci-jointe).

L'information qui est présentée à l'égard de ces projets en fonction des catégories d'avancement sont les suivantes :

- Projets à l'étude (43 projets, vise des projets envisagés de façon préliminaire d'un montant de plus de 50 millions de dollars)
 - Le nom du projet envisagé;
 - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.
- Projets en planification (46 projets, vise des projets estimés à un montant de plus de 50 millions de dollars)
 - Le nom du projet retenu;
 - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.
- Projets en réalisation (68 projets, vise des projets autorisés d'un montant de plus de 50 millions de dollars)
 - Le nom du projet retenu;
 - Le coût total du projet;
 - La contribution respective des différents partenaires (gouvernement du Québec, gouvernement fédéral, municipalités, autres);
 - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier¹
En réalisation
 (en millions de dollars)

Nom	Région	Avant 2016-2017	Contribution du Québec			Total	Contribution des partenaires	Coût total
			PQI 2016-2026					
			2016-2017	2017-2026	Total			
1- Reconstruction de l'échangeur Turcot	06	843,9	610,2	2 219,2	2 829,4	3 673,3	—	3 673,3
2- Réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick - Phases I et II	01	449,6	1,6	3,9	5,5	455,1	299,6	754,6
3- Maintien d'actifs sur l'échangeur Turcot et de La Vérendrye	06	344,4	25,6	92,7	118,3	462,7	—	462,7
4- Prolongement de l'autoroute 73 entre Saint-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges	12	352,8	11,9	0,4	12,4	365,2	40,8	406,0
5- Rond-point Dorval - Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 520	06	116,7	26,1	97,7	123,9	240,6	103,6	344,2
6- Maintien d'actifs sur le pont Honoré-Mercier	06 16	137,6	16,4	123,6	140,0	277,6	—	277,6
7- Prolongement de l'autoroute 35 entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine - Phases I et II	16	162,2	1,8	36,5	38,3	200,5	44,3	244,7
8- Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges	01	217,5	0,8	1,1	2,0	219,5	0,5	220,0
9- Prolongement de l'autoroute 5 du chemin de la Rivière au raccordement de la route 105	07	75,6	0,6	14,7	15,3	90,9	78,0	168,9
10- Contournement sud de Sherbrooke par le prolongement de l'autoroute 410 - Phase I	05	165,7	0,2	—	0,2	165,9	—	165,9
11- Élargissement de l'autoroute 73 entre Sainte-Marie et Saint-Joseph-de-Beauce - Phase II	12	79,3	9,5	0,5	10,1	89,4	74,5	163,8
12- Maintien d'actifs sur les structures de l'autoroute métropolitaine	06	145,2	0,8	16,6	17,3	162,5	—	162,5

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

1- La contribution du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports à la réalisation des projets du secteur Réseau routier est assumée via le Fonds des réseaux de transport terrestre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier¹
 En réalisation
 (en millions de dollars)

Nom			Région	Contribution du Québec						Contribution des partenaires	Coût total
				Avant 2016-2017	PQI 2016-2026			Total			
					2016-2017	2017-2026	Total				
13-	Maintien d'actifs du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine	06 16	95,3	—	44,4	44,4	139,7	2,2	141,9		
14-	Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur Saint-Pierre	06	112,2	7,4	12,2	19,6	131,8	—	131,8		
15-	Maintien d'actifs des tunnels Ville-Marie et Viger à Montréal	06	79,5	15,4	14,5	29,9	109,4	8,4	117,8		
16-	Prolongement de l'autoroute 70 vers la ligne Bagot	02	87,3	17,4	12,3	29,7	117,0	—	117,0		
17-	Relocalisation permanente de la route 112 à Thetford Mines	12	65,9	12,1	31,9	44,0	109,9	—	109,9		
18-	Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 30 à Boucherville	16	100,8	3,8	—	3,8	104,6	—	104,6		
19-	Construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda	08	26,7	24,9	43,1	68,0	94,8	0,4	95,2		
20-	Reconstruction de l'échangeur entre les autoroutes Félix-Leclerc et Laurentienne	03	33,3	22,2	32,3	54,5	87,8	—	87,8		
21-	Réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency - Phases III à VIII	03	61,5	5,3	—	5,3	66,8	—	66,8		
22-	Maintien d'actifs sur le pont de l'Île-aux-Tourtes	06 16	47,8	7,3	5,5	12,8	60,6	—	60,6		
23-	Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive (route 138)	09	55,4	—	1,7	1,7	57,1	—	57,1		
Total En réalisation			3 856,3	821,3	2 804,8	3 626,1	7 482,4	652,4	8 134,8		

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

1- La contribution du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports à la réalisation des projets du secteur Réseau routier est assumée via le Fonds des réseaux de transport terrestre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier
En planification

Nom		Région	Nom		Région
1-	Réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick - Phase III	01	9-	Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25	06
2-	Construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini	02	10-	Réfection majeure du pont Pie-IX entre Montréal et Laval	06 13
3-	Construction d'une voie de contournement du quartier de l'Isle Maligne à Alma	02	11-	Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont	09
4-	Reconstruction du pont de l'Île d'Orléans	03	12-	Reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 à Les Bergeronnes	09
5-	Réfection de la structure de la route 138 au-dessus de la rivière Batiscan	04	13-	Réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 171 (route Lagueux) à Lévis	12
6-	Contournement sud de Sherbrooke par le prolongement de l'autoroute 410 - Phase II	05	14-	Travaux de réparation de la charpente, de métallisation et de peinture sur le pont Pierre-Laporte	12
7-	Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal	06	15-	Reconstruction du pont Gouin entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Iberville	16
8-	Amélioration de l'accès au port de Montréal dans l'axe du boulevard L'Assomption	06			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier
À l'étude

Nom		Région	Nom		Région
1-	Reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec	03	11-	Réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine	06 16
2-	Élargissement de l'autoroute Henri-IV - Phase II (Volets 1, 2 et 3) ²	03	12-	Reconstruction du pont Honoré-Mercier	06 16
3-	Réfection du tablier du pont de Québec	03 12	13-	Reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville	06 16
4-	Réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières	04	14-	Prolongement de la route 138 - Tronçon Kegaska - La Romaine	09
5-	Réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger	06	15-	Prolongement de la route 138 - Tronçon La Tabatière - Tête-à-la-Baleine	09
6-	Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre	06	16-	Réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis	12
7-	Réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal	06	17-	Réfection majeure du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	13 15
8-	Réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval	06	18-	Prolongement de l'autoroute 19 entre les autoroutes 440 et 640 de Laval à Bois-des-Filion	13 15
9-	Raccordement des deux sections du boulevard Cavendish à Montréal	06	19	Prolongement de l'autoroute 35 jusqu'à la frontière américaine - Phases III et IV	16
10-	Boulevard urbain de l'Ouest de l'île de Montréal	06			

2- Excluant les travaux de la phase I, lesquels visent à reconstruire les structures Rideau et Lorette.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Transport collectif ³
En réalisation
(en millions de dollars)

Nom	Région	Avant 2016-2017	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			PQI 2016-2026			Total		
			2016-2017	2017-2026	Total			
1- Remplacement des voitures MR-63 du métro de Montréal	06	493,6	168,7	1 191,4	1 360,1	1 853,7	338,0	2 191,7
2- Train de banlieue Corridor Nord-Est (Train de l'Est)	06 14	686,4	44,4	—	44,4	730,7	—	730,7
3- Programme Réno-Systèmes III - Métro de Montréal	06	130,8	55,5	76,3	131,9	262,7	237,3	500,0
4- Construction du centre d'entretien pour trains de banlieue Pointe-Saint-Charles	06	39,0	117,2	121,1	238,2	277,2	43,5	320,7
5- Programme Réno-Infrastructures - Métro de Montréal - Phase I	06	99,8	29,3	48,1	77,4	177,2	63,4	240,6
6- Construction du centre d'entretien pour trains de banlieue Lachine	06	89,9	2,1	—	2,1	92,0	24,7	116,7
7- Réfection majeure de la station Berri-UQAM - Phase I	06	37,6	11,7	18,4	30,1	67,7	19,3	87,0
8- Construction d'un nouvel édicule et d'une passerelle piétonnière au Pôle multimodal Vendôme	06	—	3,5	73,0	76,5	76,5	—	76,5
9- Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais	07	18,8	37,5	—	37,5	56,3	18,8	75,0
10- Prolongement de la vie utile des voitures de métro MR-73	06	7,2	10,4	34,2	44,6	51,8	17,3	69,0
11- Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est	06	53,9	5,7	—	5,7	59,6	—	59,6
Total En réalisation		1 656,9	486,0	1 562,5	2 048,5	3 705,4	762,2	4 467,6

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

3- La contribution du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports à la réalisation des projets du secteur Transport collectif est assumée, en partie, via le Fonds des réseaux de transport terrestre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

**Transport collectif
En planification**

Nom	Région	Nom	Région
1- Construction d'un garage souterrain à la station de métro Côte-Vertu	06	6- Reconstruction du Complexe Crémazie de la Société de transport de Montréal	06
2- Programme Réno-Infrastructures - Phase II - Métro de Montréal	06	7- Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal) - Phase II	06
3- Programme Réno-Infrastructures - Phase III - Métro de Montréal	06	8- Implantation d'un service rapide par bus intégré à la requalification de l'axe Pie-IX entre Montréal et Laval	06 13
4- Programme Réno-Systèmes - Phase IV - Métro de Montréal	06	9- Acquisition de nouvelles voitures de train de banlieue (Voitures de type 2000)	06 - 13 14 - 15 16
5- Programme Réno-Systèmes - Phase V - Métro de Montréal	06	10- Réfection majeure du centre d'exploitation du Réseau de transport de Longueuil à Saint-Hubert	16

**Transport collectif
À l'étude**

Nom	Région	Nom	Région
1- Implantation d'un nouveau système de transport collectif entre Québec et Lévis	03 12	3- Train de l'Ouest de Montréal, incluant la desserte de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau ⁴	06
2- Bureau de projet sur le prolongement du réseau de métro de Montréal	06	4- Système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain ⁴	06 16

4- Ce projet est pris en charge par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
En réalisation
(en millions de dollars)

Nom		Région	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total	
			Avant 2016-2017	PQI 2016-2026					Total
				2016-2017	2017-2026	Total			
1-	Modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec - Phase II	03	32,0	18,0	—	18,0	50,0	175,0	225,0
2-	Remplacement du <i>N.M. Camille-Marcoux</i>	01 09	170,0	5,0	—	5,0	175,0	—	175,0
3-	Remplacement du <i>N.M. Lucien-L.</i>	03 09	55,7	29,3	—	29,3	85,0	—	85,0
4-	Remplacement du <i>N.M. Radisson</i>	03 09	55,7	29,3	—	29,3	85,0	—	85,0
Total En réalisation			313,5	81,5	—	81,5	395,0	175,0	570,0

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
À l'étude

Nom	Région	Nom	Région
1- Faisabilité de la voie de contournement - Lac-Mégantic	05	2- Faisabilité d'un pôle logistique	16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Santé et Services sociaux
En réalisation
 (en millions de dollars)

			Contribution du Québec						
Nom	Région	Avant 2016-2017	PQI 2016-2026			Total	Contribution des partenaires	Coût total	
			2016-2017	2017-2026	Total				
1-	Construction du nouveau Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et du centre de recherche ⁵	06	2 320,8	160,0	610,0	770,0	3 090,8	540,1	3 630,8
2-	Construction du nouveau Centre universitaire de Santé McGill (CUSM) - Site Glen	06	1 602,9	5,0	—	5,0	1 607,9	855,9	2 463,8
3-	Agrandissement et modernisation du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine - Grandir en santé	06	568,9	70,0	168,3	238,3	807,2	132,5	939,6
4-	Construction du pavillon des soins critiques de l'Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis - Phases I - II - III	06	358,5	8,9	—	8,9	367,4	38,7	406,1
5-	Relocalisation de l'Hôpital de Baie-Saint-Paul	03	82,2	75,0	169,1	244,1	326,3	—	326,3
6-	Construction d'un centre régional intégré de cancérologie à l'Hôtel-Dieu de Lévis	12	19,3	34,4	104,1	138,5	157,7	—	157,7
7-	Agrandissement majeur et réaménagement de l'Hôpital Haut-Richelieu-Rouville	16	86,2	13,9	8,4	22,3	108,4	1,2	109,6
8-	Agrandissement et réaménagement de l'urgence de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont	06	69,3	14,5	—	14,5	83,7	1,0	84,7
9-	Réhabilitation et agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Québec - Centre hospitalier universitaire de Québec	03	75,6	2,0	—	2,0	77,6	—	77,6
10-	Construction d'un CHSLD d'une capacité de 212 lits à Saint-Jérôme	15	5,9	27,9	27,3	55,2	61,1	1,7	62,8
11-	Agrandissement et réaménagement du Pavillon Sainte-Marie (Phase II) au Centre hospitalier régional de Trois-Rivières	04	3,0	10,0	46,8	56,8	59,8	—	59,8
Total En réalisation			5 192,4	421,6	1 134,0	1 555,5	6 747,9	1 571,0	8 318,9

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

5- Le coût total inclut la construction du centre de recherche qui est terminée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Santé et Services sociaux
En planification

Nom		Région	Nom		Région
1-	Agrandissement du Centre intégré de traumatologie, d'une unité mère-enfant et d'un service d'endoscopie de l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Montréal	06	4-	Agrandissement de l'urgence, des soins critiques, des soins ambulatoires et du centre de formation de l'Institut de cardiologie de Montréal	06
2-	Construction d'un nouveau pavillon pour le service d'hémodialyse de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont	06	5-	Ajout de 146 lits à l'Hôpital Pierre-Le Gardeur	14
3-	Redéploiement du campus de l'Hôpital Lachine	06	6-	Construction d'un nouveau pavillon de soins de santé mentale à l'Hôpital de Saint-Jérôme	15

Santé et Services sociaux
À l'étude

Nom		Région	Nom		Région
1-	Construction d'un nouveau complexe chirurgical et mise aux normes de certains secteurs de la santé mentale à l'Hôpital régional de Rimouski	01	5-	Agrandissement et modernisation de l'Hôpital de Verdun	06
2-	Construction d'un nouvel hôpital sur le site de l'Hôpital L'Enfant-Jésus	03	6-	Implantation d'un service de radiothérapie à l'Hôpital de Rouyn-Noranda	08
3-	Agrandissement de l'Hôpital La Malbaie	03	7-	Relocalisation des campus du centre jeunesse des Laurentides	15
4-	Construction du Centre mère-enfant et de l'urgence à l'Hôpital de Fleurimont du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	05	8-	Construction d'un nouvel hôpital dans la région de Vaudreuil-Soulanges ⁶	16
6-	Une somme de 16 millions de dollars est prévue pour la poursuite de ce projet.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Enseignement supérieur et Recherche
En planification

Nom	Région	Nom	Région
1- Construction du Complexe des sciences de l'Université de Montréal	06	2- Rénovation du Pavillon Wilson de l'Université McGill	06

Enseignement supérieur et Recherche
À l'étude

Nom	Région	Nom	Région
1- Nouvelle vocation du site de l'Hôpital Royal Victoria pour l'Université McGill	06	3- Ajout d'espace au centre-ville pour HEC Montréal	06
2- École de santé publique de l'Université de Montréal - Composante du Pôle d'excellence en santé de Montréal	06		

Culture
En réalisation
(en millions de dollars)

Nom			Région	Contribution du Québec			Total	Contribution des partenaires	Coût total	
				Avant 2016-2017	PQI 2016-2026					
					2016-2017	2017-2026				Total
1-	Construction d'un nouveau pavillon au Musée national des beaux-arts du Québec		03	42,8	2,3	—	2,3	45,1	58,3	103,4
2-	Réfection et agrandissement de l'édifice Wilder		06	55,8	10,6	—	10,6	66,4	32,8	99,2
3-	Aménagement de la salle de diffusion Le Diamant à Québec		03	3,0	6,7	20,3	27,0	30,0	24,0	54,0
Total En réalisation				101,7	19,6	20,3	39,9	141,5	115,1	256,6

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
En réalisation
(en millions de dollars)

Nom			Région	Contribution du Québec			Total	Contribution des partenaires	Coût total
				Avant 2016-2017	PQI 2016-2026				
					2016-2017	2017-2026			
1-	Construction de la Cité de la culture et du sport à Laval - Place Bell	13	43,2	3,1	—	3,1	46,3	153,7	200,0
2-	Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Montréal	06	11,4	20,4	32,0	52,4	63,8	86,3	150,0
3-	Construction de bassins de rétention des eaux usées pour le contrôle des débordements à Montréal	06	3,0	28,0	18,3	46,3	49,3	98,7	148,0
4-	Aménagement du Quartier des spectacles à Montréal	06	36,2	2,2	1,6	3,8	40,0	80,0	120,0
5-	Aménagement du site de la Gare de triage d'Outremont à Montréal	06	19,9	6,0	4,1	10,1	30,0	90,0	120,0
6-	Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Gatineau	07	16,4	10,0	26,7	36,7	53,1	26,5	79,6
7-	Mise en valeur de l'Oratoire Saint-Joseph	06	4,2	9,6	12,6	22,2	26,4	52,8	79,2
8-	Mise aux normes des installations d'eau potable à Baie-Comeau	09	20,5	8,1	—	8,1	28,6	36,0	64,7
9-	Mise aux normes des installations d'eau potable à Shawinigan	04	—	24,0	—	24,0	24,0	40,1	64,1
10-	Construction d'un centre multifonctionnel à Gatineau - Centre Robert-Guertin	07	—	1,6	24,9	26,5	26,5	26,5	53,0
Total En réalisation			154,7	113,1	120,2	233,3	388,0	690,6	1 078,6

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
En planification

Nom	Région	Nom	Région
1- Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Québec	03	6- Aménagement du Parc Jean-Drapeau	06
2- Amélioration de la capacité et l'efficacité des installations d'accueil des croisiéristes internationaux à Québec	03	7- Réhabilitation de la Gare maritime et de la Jetée Alexandra dans le secteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port	06
3- Construction d'un anneau de glace à Québec	04	8- Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Laval	13
4- Construction d'un amphithéâtre sportif à Trois-Rivières	04	9- Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Longueuil	16
5- Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Montréal	06	10- Construction d'une usine de biométhanisation - Couronne Sud-Est de Montréal	16

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
À l'étude

Nom	Région	Nom	Région
1- Aménagement de la phase III de la promenade Samuel-De Champlain - Station du Foulon	03	3- Remplacement de la toiture du Stade olympique	06
2- Agrandissement du Palais des congrès de Montréal	06		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Édifices gouvernementaux
En réalisation
(en millions de dollars)

Nom		Région	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total	
			Avant 2016-2017	PQI 2016-2026					Total
				2016-2017	2017-2026	Total			
1-	Construction d'un établissement de détention à Sorel-Tracy	16	187,0	8,3	—	8,3	195,3	—	195,3
2-	Construction d'un établissement de détention à Amos	08	95,0	30,9	—	30,9	125,9	—	125,9
3-	Construction d'un établissement de détention à Sept-Îles	09	87,9	3,0	—	3,0	90,9	—	90,9
4-	Agrandissement et réaménagement du palais de justice de Rimouski	01	6,0	1,9	60,4	62,3	68,2	—	68,2
5-	Réfection du stationnement du Complexe Marie-Guyart à Québec	03	17,7	14,0	27,2	41,2	59,0	—	59,0
Total En réalisation			393,6	58,1	87,6	145,7	539,3	—	539,3

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Édifices gouvernementaux
En planification

Nom	Région	Nom	Région
1- Agrandissement et rénovation majeure de l'établissement de détention Maison Tanguay	06	2- Réaménagement majeur au palais de justice de Saint-Hyacinthe	16

Édifices gouvernementaux
À l'étude

Nom	Région	Nom	Région
1- Construction d'un immeuble de bureaux sur le site d'Estimauville	03	2- Construction d'un immeuble de bureaux sur le site de l'Îlot Voyageur	06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Autres – Barrages publics
En réalisation
(en millions de dollars)

Nom	Région	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total	
		Avant 2016-2017	PQI 2016-2026					Total
			2016-2017	2017-2026	Total			
1- Maintien d'actifs au barrage Des Quinze	08	46,2	9,9	10,5	20,4	66,6	12,3	78,9

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Autres – Plan Nord
En planification

Nom	Région	Nom	Région
1- Réfection de la route de la Baie-James	10		

Autres – Plan Nord
À l'étude

Nom	Région	Nom	Région
1- Création de l'Institut nordique du Québec	03 - 06 10	2- Construction d'un nouveau lien ferroviaire pour le transport de minerai en provenance de la fosse du Labrador	09 10

- Légende
- 01 - Bas-Saint-Laurent

02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean

03 - Capitale-Nationale

04 - Mauricie

05 - Estrie

06 - Montréal

07 - Outaouais

08 - Abitibi-Témiscamingue

09 - Côte-Nord
- 10 - Nord-du-Québec

11 - Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine

12 - Chaudière-Appalaches

13 - Laval

14 - Lanaudière

15 - Laurentides

16 - Montérégie

17 - Centre-du-Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 - Mise en place recommandations CEIC

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 - Suivi du rapport CEIC

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et de la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 29 - Sommes dévolues CEIC

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 32 - Dix plus gros fournisseurs informatiques

Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.

Valeur des contrats des 10 plus importants contractants en TI
Organismes publics des réseaux de l'administration gouvernementale, de la santé et des services sociaux et de l'éducation
Données préliminaires 1^{er} avril 2015 au 31 décembre 2015

Contractants	Approvisionnement	Services de nature technique	Services professionnels	Total
Hewlett-Packard (Canada) Cie	75 089 372 \$	133 578 \$	- \$	75 222 950 \$
Bell Canada Entreprises	18 043 694 \$	29 269 248 \$	434 821 \$	47 747 763 \$
TELUS	3 149 513 \$	30 067 119 \$	2 485 770 \$	35 702 402 \$
Oracle Canada ULC	11 490 030 \$	19 354 492 \$	2 555 334 \$	33 399 856 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	- \$	333 000 \$	19 324 049 \$	19 657 049 \$
Microsoft Canada inc.	4 891 013 \$	7 925 988 \$	2 168 468 \$	14 985 469 \$
Motorola Solutions Canada inc.	14 000 000 \$	- \$	- \$	14 000 000 \$
Les services conseils Systématix inc.	- \$	- \$	13 450 717 \$	13 450 717 \$
IBM Canada ltée	9 116 648 \$	2 912 189 \$	467 361 \$	12 496 198 \$
Logibec inc.	3 495 629 \$	7 692 842 \$	358 591 \$	11 547 062 \$
Total des 10 principaux fournisseurs ou prestataires de services	139 275 899 \$	97 688 456 \$	41 245 111 \$	278 209 466 \$

Note : Les données du tableau ci-dessus proviennent du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et sont ensuite validées et compilées par le Secrétariat du Conseil du trésor. Elles réfèrent aux contrats conclus dans les catégories S4 (traitement de l'information et services de télécommunications techniques) et G8 (matériel et logiciel informatiques) dans les avis SEAO à un seul adjudicataire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 33 - Contrats informatiques octroyés à des firmes québécoises

Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.

En 2015-2016, le SCT a octroyé 6 contrats de services professionnels et de nature technique informatiques externes pour un montant total de 629 800 \$ et ce, à 100 % à des firmes québécoises.

Nom de fournisseur	Montant du contrat
Vertisoft Inc.	31 937 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	31 351 \$
Bell Canada Inc.	12 675 \$
Fujitsu Conseil (Canada) Inc.	178 100 \$
Momentum Technologies Inc.	345 987 \$
Momentum Technologies Inc.	29 750 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 34 - Stratégie numérique gouvernementale

État de situation et suivi sur les travaux d'élaboration de la Stratégie numérique gouvernementale menée par le Secrétariat du Conseil du trésor conjointement avec la mise en œuvre des infrastructures Internet à débit ultrarapide tel qu'annoncé dans le budget 2011-2012.

La responsabilité de l'économie numérique a été confiée, en avril 2014, au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation du Québec qui répondra à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 35 - Dépenses et initiatives - Stratégie numérique gouvernementale

Indiquer les sommes et initiatives ou projets réalisés dans le cadre de ces travaux, depuis l'année financière 2011-2012 et les prévisions pour l'année 2016-2017.

La responsabilité de l'économie numérique a été confiée, en avril 2014, au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation du Québec qui répondra à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 36 - Sommes perçues contribution pénale obligatoire

Depuis 2013-2014, indiquer les sommes perçues sous forme de contribution pénale obligatoire conformément à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Ventiler les sommes totales en fonction du montant des contributions individuelles (14\$, 20\$, 40\$ ou 25% de l'amende). Par exemple, le montant total perçu sous la forme de contribution de 14\$.

La demande générale 36 sera répondue par le Ministère de la Justice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 37 - Contributions transférés au CAVAC, FAJ, etc.

Pour chacune des catégories de contribution (14\$, 20\$, 40\$ ou 25%), indiquer leur utilisation/ répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20\$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.

La demande générale 37 sera répondue par le Ministère de la Justice.



Deuxième groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
*1	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- le lieu ;- le coût ;- la ou les dates de participation ;- le nombre de participants ;- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;- le nom de la formation ou de l'activité.
3	<p>Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>
*4	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le secrétariat en 2015-2016, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">- son mandat ;- la liste des membres ;- le budget dépensé ;- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;- les résultats atteints.
5	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au secrétariat dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>
6	<p>Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du secrétariat et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.</p>
7	<p>Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relèvent en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.</p>
8	<p>Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le secrétariat ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.</p>
*9	<p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le secrétariat et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>
*10	<p>Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés, en 2015-2016.</p>
11	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;d) la liste des concours qui ont pris fin.
12	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">• le nom de toutes les campagnes;• les coûts de ces campagnes;• le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;• les dates de diffusion de la campagne;• les objectifs visés par chaque campagne.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
13	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;</p> <p>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;</p> <p>c) le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>
14	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :</p> <p>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;</p> <p>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;</p> <p>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.</p> <p>d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilée par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.</p>
15	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).</p>
16	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.</p>
*17	<p>Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2014-2015 et 2015-2016 de même que les prévisions pour l'année 2016-2017 et 2017-2018, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A.50 du plan budgétaire de 2015-2016.</p>
18	<p>À la suite de l'adoption du projet de loi 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes du secteur public, des réseaux et des sociétés d'État, donnez par organisation, par catégories d'emplois et selon le type de poste, pour les exercices allant de 2014-2015 à 2017-2018 les éléments suivants :</p> <p>a) le nombre d'effectif;</p> <p>b) le nombre de congédiement;</p> <p>c) le nombre de départ à la retraite;</p> <p>d) le nombre de remplacement;</p> <p>e) la cible d'effectif, le nombre d'effectif que l'organisme ne doit pas dépasser selon le Conseil du trésor.</p>
19	<p>Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.</p>
20	<p>Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.
21	<p>Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.
22	<p>Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
*23	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2015-2016 et 2016-2017 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.
24	<p>Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.
25	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2015-2016 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2014-2015 et 2015-2016 pour chacun des fonds.
26	<p>Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$ - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatique.
*27	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2014-2015 et 2015-2016.
28	Total des économies non récurrentes observées en 2014-2015 et 2015-2016 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.
*29	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2014-2015 et 2015-2016 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).
30	Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2014-2015 et 2015-2016 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
*31	Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2016-2017 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
32A	<p>Concernant l'effectif de la fonction publique :</p> <p>a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2015-2016 et chacune des 5 années précédentes;</p>
32B	<p>Concernant l'effectif de la fonction publique :</p> <p>b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2015-2016 et chacune des 5 années précédentes.</p>
32C	<p>Concernant l'effectif de la fonction publique :</p> <p>c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2015-2016 et chacune des 5 années précédentes.</p>
33	Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2015-2016 et pour chacune des 5 années précédentes.
34	Pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
35	Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par genre.
36	Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
37	Copie de toutes les études ou analyses produites en 2014-2015 et 2015-2016 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.
38	Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2014-2015 et 2015-2016.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
39	Taux d'absentéisme pour chacun des ministères et organismes compilé par le SCT depuis 2011-2012.
40	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.
*41	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2014-2015 et 2015-2016.
*42	Pour les exercices compris entre les années 2015-2016 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.)
*43	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.
44	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.
45	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes
46	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.
*47	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus coûteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.
48	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.
49	Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
50A	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.
50B	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.
50C	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.
50D	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.
50E	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
50F	<p>Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012:</p> <ul style="list-style-type: none"> • du domaine de l'informatique; <ol style="list-style-type: none"> 1. analyste; 2. technicien.
*51	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.
*52	<p>Pour l'année 2015-2016 et 2016-2017 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2014-2015 et 2015-2016 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
*53	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires
54	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes
55	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses
56	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.
57	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères.
58	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères
59	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachés à ces ministères.
60	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachés à ces ministères.
61	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
62	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
63	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
64	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
*65	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
*66	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
*67	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
*68	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
*69	Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.
70	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
71	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2015-2016 et coût associés à chacune d'elles.
72	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.
73	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.
74	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ
75	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2015-2016.
*76	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
77	Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2014-2015 et 2015-2016.
78	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2015-2016 et 2016-2017 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de <i>la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .
79	Liste des organismes ayant soumis en 2014-2015 et en 2015-2016 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la <i>loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .
80	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2010-2011 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet. - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
81	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.
82	Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2010-2011 à 2015-2016.
83	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2010-2011 à 2015-2016 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts - Le nombre de postulants - La date - La nature réservée ou non - Le taux de réussite - La répartition par région administrative - La date de publication des résultats
*84	Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles - Le nombre de personnes handicapées - Le nombre d'anglophone - Le nombre d'autochtones - Le nombre de jeune de 35 ans et moins
*85	Pour les années comprises entre 2009-2010 jusqu'à 2015-2016, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.
86 SQI 104	Concernant le Plan Québécois des Infrastructure (PQI), liste détaillée, ventilée par secteur d'activité, par région administrative et par niveau de priorités des projets, de tous les projets d'infrastructures en précisant pour chacun : a) l'état d'avancement du projet; b) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet, par phase s'il y a lieu; c) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ; d) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ; e) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu ; f) bilan des sommes déjà investies pour chaque année financière et prévisions pour 2016-2017 et chacune des années financières suivantes.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
87 SQI 105	Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.
88 SQI 106	Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.
89 SQI 107	La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.
90 SQI 108	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.
*91 SQI 109	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.
92 SQI 110	Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.
93 SQI 111	Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.
94	La ventilation par ministère et organisme des efforts demandés totalisant 1 187 M\$ pour arriver à l'équilibre budgétaire, tel qu'indiqué en page A.13 du plan budgétaire de 2015-2016.
95	Suivi des embauches des 500 informaticiens

*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction de la vérification interne					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Institut des auditeurs internes - section de Québec	Cours de base en audit interne, 3 jours	X		2	1 750,00

¹ Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction des affaires juridiques					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université York	Les décisions récentes de la Cour suprême sur la liberté d'association, 1,5 heure	X		1	175,00
Barreau de Québec	Colloque – Droit de la construction, 1 jour	X		1	195,00
Barreau de Québec	Journée de formation de juristes de l'État	X		5	175,00
Barreau de Québec	Conférence de la liberté d'association par ses limites	X		2	104,38
Barreau du Québec	Les développements récents en droit de la santé et sécurité au travail	X		1	481,00
Barreau du Québec	Le Code de déontologie fait peau neuve, 3 heures	X		1	10,00
Université Laval	Études en droit	X		1	330,40

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Greffe					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau du Québec	Habilités politiques – Outils, 3 heures	X		1	116,00
Barreau du Québec	Le Code de déontologie fait peau neuve, 3 heures	X		1	10,00
Université Laval	Études en sciences économiques	X		1	288,28
Université Laval	Droit économique, 1 session	X		1	283,28
Université Laval	Droit économique – Politique et démocratie au Canada et au Québec, 1 session	X		1	650,26
Université Laval	Études en science politique	X		1	312,71
Université Laval	Études en sciences sociales	X		1	288,28
Université Laval	Études en administration	X		1	663,05
Université Laval	Régime de retraite et mécanismes de revenu de retraite – Introduction à la planification financière personnelle, 1 session	X		1	609,64
Université Laval	Études en gestion de la comptabilité	X		1	288,28

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Bureau du secrétaire du Conseil du trésor					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Ass. sur l'accès et la protection de l'information	Journées professionnelles en accès à l'information et protection des renseignements personnels	X		1	649,00
Wolters Kluwer Québec ltée	Colloque : La protection des renseignements personnels	X		1	535,50

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Acti-Com	L'écriture stratégique	X		26	3 882,36
AFI expertise inc.	Formation en réseau informatique	X		1	3 060,00
AFI expertise inc.	Accès 2013 - Concepteurs: requêtes et automatisation	X		1	247,50
Association de la sécurité de l'information du Québec	Colloque québécois de la sécurité de l'information-CQSI	X		1	474,02
Commission scolaire de la Capitale	Préparation à la retraite	X		13	3 250,00
École nationale d'administration publique	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	X		6	25 710,00
École nationale d'administration publique	Gérer une équipe en mode gestion de projet, 2 jours	X		1	900,00
Formation ORCL	Développement avancé et techniques PL/SQL sous Oracle	X		3	5 665,00
Forum des jeunes de la Fonction publique québécoise	Colloque 2015 – La clé pour s'outiller, 1 jour	X		1	50,00
Université Laval	Études en administration	X		1	332,15
Université Laval	Système d'information organisationnel, 1 session	X		1	329,57
Multihexa Québec inc.	Word 2010-2013	X		1	210,00
Solutions Web PaCo inc.	Approche par compétence TRIMA	X		6	625,00
Technologia Formation	Programmation SQL	X		1	750,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Études en modélisation et décision organisationnelle	X		1	635,30
Université Laval	Méthodes statistiques et prévision – Démarches d'intervention sur les problèmes complexes en systèmes d'information organisationnels, 1 session	X		1	630,14
Université Laval	Modélisation et décision organisationnelle	X		1	569,06

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
TÉLUQ Télé-Université	Rédaction administrative	X		1	353,08
Formation ORCL	Développement avancé et techniques PL/SQL sous Oracle	X		7	11 330,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfait - Conférences de l'IGFQ, 2015-2016	X		n/d1	1 920,00
Intergovernmental Budget Conference	Conférence intergouvernementale sur le budget		X	1	200,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Forfait Passeport 2015-2016, Multi-CPA	X		n/d 1	1 499,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Analyse et interprétation des données quantitatives pour non-mathématiciens, 0,5 jour	X		2	300,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Techniques de sondage	X		1	250,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Bureau de la révision permanente des programmes

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
École nationale d'administration publique	Principes et enjeux de l'administration publique	X		1	381,78
Institut d'administration publique de Québec	Forfaits conférences de l'IAPQ, 2015-2016	X		1	300,00
Mouvement Québécois de la Qualité	Implanter une culture de performance axée sur l'amélioration	X		1	225,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Colloque SQEP, 2015	X		1	45,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.					
SECTEUR : Sous-secrétariat à la coordination intersectorielle des négociations et à la rémunération globale					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
ACPM ACARR	Tendances en transfert de risque des régimes de retraite au Canada	X		1	75,00
AFI expertise inc.	Powerpoint 2007-2010-2013	X		1	203,00
Formation Qualitemps inc.	Lisez plus vite et lisez mieux, 1 jour	X		2	730,00
Groupe CFC	Gestion des équipes et des personnes	X		1	430,65
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	21e congrès régionale ICRA	X		1	1 225,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Formation régimes de retraite niveau 1	X		2	1 050,00
Institut canadien des Actuaire, L'	Assemblée annuelle - ICA	X		1	1 350,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfait - Conférences de l'IGFQ, 2015-2016	X		n/d 1	640,00
TÉLUQ Télé-Université	Initiation à la gestion, comportement organisationnel, 1 session	X		1	758,75
TÉLUQ Télé-Université	Introduction au marketing	X		1	409,91
Régie des rentes du Québec	Colloque - Perspectives démographiques, économiques et financières, 2015-2065	X		1	175,00
Club des actuaires du Québec	La Loi 3, ses origines, ses dispositions et ses enjeux, 2 heures	X		1	45,00
Université Laval	Introduction à la description linguistique	X		1	405,90
Université Laval	Fidélisation des ressources humaines: théories et pratiques	X		1	364,40

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Stage d'initiation au counseling individuel	X		1	645,71
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	Colloque - Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	X		1	459,90
Université du Québec à Montréal	Gestion financière, Gestion des ressources humaines	X		1	821,36

¹ Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise inc.	Microsoft Excel 2013	X		1	203,00
AFI expertise inc.	PowerPoint 2013	X		1	203,00
Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail	Grand Rendez-vous santé et sécurité du travail 2015	X		1	395,00
AFI expertise inc.	Excel 2007-2010-2013	X		1	246,00
Chamberland services-conseils inc.	Formation sur l'évaluation des emplois de cadres, 1 jour	X		8	2 408,37
Chamberland services-conseils inc.	Formation spécifique guide évaluation emplois de cadres	X		3	2 168,37
TÉLUQ Télé-Université	Initiation à la gestion	X		1	410,34
Université Laval	Stage interactionniste – stratégique I et II, 1 session	X		1	621,74
Institut de Médiation et d'Arbitrage du Québec	Démystifions la médiation en milieu de travail, 1 jour	X		1	395,00
Université du Québec à Montréal	Conseil en management	X		1	357,71

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.					
SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Accent formation	L'écriture stratégique	X		1	470,00
Acti-Com	L'écriture stratégique	X		3	388,23
AFI expertise inc.	Excel 2007-2010-2013	X		1	250,00
AFI expertise inc.	Excel 2007-2010-2013	X		1	250,00
Centre de services partagés du Québec	Modélisation des processus	X		1	750,00
Centre de services partagés du Québec	Détermination des exigences	X		1	385,00
Centre de services partagés du Québec	Résolution créative de problèmes	X		1	385,00
Centre de services partagés du Québec	Influencer autrement et plus efficacement	X		2	295,00
Centre de services partagés du Québec	Bâtir une équipe gagnante	X		2	295,00
École nationale d'administration publique	Séminaire sur la mobilisation - Le leadership au cœur de la mobilisation, 1 jour	X		3	275,00
Groupe CFC	Exercer un rôle-conseil	X		1	1 261,50
Institut d'administration publique de Québec	Forfaits institutionnel conférences de l'IAPQ, 2015-2016	X		n/d 1	1 000,00
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Événement-conférence - «Les Affaires»	X		1	945,00
Multihexa Québec inc.	Word 2010-2013	X		1	225,00
Ordre des CRHA et des CRIA du Québec MC	Rencontre-tandem: PDG et DRH du CHUQ	X		1	50,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Acti-Com	L'écriture stratégique	X		1	129,41
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Forfait Passeport 2015-2016, Multi-CPA	X		n/d 1	1 499,00
Barreau de Québec	Colloque – Droit de la construction, 1 jour	X		2	350,00
Barreau de Québec	Journée de formation de juristes de l'État	X		4	140,00
Barreau du Québec	Les personnalités difficiles – Le coffre à outils, 2 heures	X		2	116,00
Barreau du Québec	Les nouveaux développements dans le secteur des contrats publics	X		1	78,00
Barreau du Québec	Médiation : Pourquoi? Quand? Comment? et les bénéfices?, 3 heures	X		1	78,00
Barreau du Québec	La validité et la finalité des conventions, 3 heures	X		1	78,00
Barreau du Québec	Le nouveau Code de procédure civile : pour une nouvelle culture, 1 heure	X		2	74,00
Barreau du Québec	Le nouveau Code de procédure civile : droit des personnes et de la famille, 1 heure	X		1	37,00
Barreau du Québec	Le nouveau Code de procédure civile : les pouvoirs, 1 h 15	X		1	37,00
Barreau du Québec	Le Code de déontologie fait peau neuve	X		3	30,00
Michel Binette	La parole publique et expression orale	X		2	425,00
Université Laval	Atelier 2, Typographie, 1 session	X		1	923,46

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Expérience utilisateur en design d'interface, Génération d'images: représentation graphique	X		1	630,30
Camiq inc.	Herman - profil des préférences cérébrales	X		1	85,00
Centre de services partagés du Québec	Être plus stratégique dans vos rédactions	X		4	1 580,00
Centre de services partagés du Québec	Développer son leadership pour l'administration public	X		1	295,00
Centre de services partagés du Québec	Construire des ponts, l'art de négocier et persuader	X		1	295,00
TÉLUQ Télé-Université	Théories de l'organisation	X		1	389,91
TÉLUQ Télé-Université	Éthique et administration	X		1	353,08
TÉLUQ Télé-Université	Administration financière 1, 1 session	X		1	315,34
Université Laval	Méthodologie:Théories et applications	X		1	334,40
Forum des jeunes de la Fonction publique québécoise	Colloque 2015 – La clé pour s'outiller, 1 jour	X		6	550,00
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Conférence: Évènements «Les Affaires»	X		1	895,00
Service Conseil Mindcore	Méthodologie «Lean» - Optimisation des processus	X		1	990,00
Technologia Formation	Programmation ASP Net 4.5, 3 jours	X		2	2 250,00
Académie de trans-formation du Québec, L'	Gestion stratégique	X		1	595,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

[illegible]

¹ Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Alliance des cadres de l'État	Droit de gérance versus harcèlement psychologique, 0,5 jour	X		1	250,00
Association de sécurité informatique Montréal Métropolitain, L'	Comment assurer la continuité des opérations	X		1	297,00
Association de sécurité informatique Montréal Métropolitain, L'	Gestion de crises	X		1	138,00
A11YQC	Les enjeux actuels de l'accessibilité Web	X		2	130,00
Centre de services partagés du Québec	Conditions de succès de la prestation électronique de services publics	X		1	295,00
Université Laval	La communication publique et ses pratiques	X		1	336,11
Université Laval	Études en communication	X		1	328,90
École nationale d'administration publique	Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chefs d'équipe	X		1	2 809,00
Forum des jeunes de la Fonction publique québécoise	Colloque 2015 – La clé pour s'outiller, 1 jour	X		1	100,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Colloque - La gestion des projets dans la turbulence organisationnelle	X		1	250,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfait - Conférences de l'IGFQ, 2015-2016	X		n/d 1	640,00
Université du Québec à Rimouski - Campus Lévis	Conception de projet	X		1	364,29
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Forfait Passeport 2015-2016, Multi-CPA	X		n/d 1	1 499,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
PMGS inc.	Introduction à la Direction de Programme	X		1	872,00
Réseau Action TI Montréal	Journée informatique du Québec	X		11	2 365,00
Réseau Action TI Montréal	Défis et priorités de la gestion des TI au gouvernement du Québec, 0,5 jour	X		3	240,00
Université de Sherbrooke	Intelligence d'affaires stratégique	X		1	745,46
Technologia Formation	Organiser efficacement ses idées avec le Mind Mapping	X		2	850,00
Versalys Formation	PowerPoint 2013	X		1	110,00
Versalys Formation	Visio 2013	X		1	110,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association des économistes québécois	Forfait - Conférences ASDEQ, 2015-2016	X		n/d 1	700,00
Centre d'Expertise et de Recherche en Infrastructures Urbaines	Congrès Infra 2015	X		4	990,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfait - Conférences de l'IGFQ, 2015-2016	X		n/d 1	960,00
Institut de la gestion financière de Québec	Le rôle de la fonction publique dans l'économie d'une ville, 1 jour	X		1	65,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Forfait Passeport 2015-2016, Multi-usagers	X		n/d 1	1 999,00
Université Laval	Module III en gestion de projet	X		1	1 890,00

1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 3 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	
	Dépenses 2015-2016
Logiciels	653 363,63 \$
Matériels	46 564,59 \$
Services professionnels	6 150 802,14 \$
- Rémunération interne	5 236 807,00 \$
- Contrats externes	345 871,15 \$
- CSPQ	568 123,99 \$
Projets (Amortissement)	1 692 018,96 \$
TOTAL	8 542 749,32 \$

Note: Les dépenses 15-16 sont présentées en date du 29 février 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Occasionnel devenu permanent

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au secrétariat dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.								
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 (du 1 ^{er} avril au 31 décembre)
Occasionnels	Nombre	81	73	42	47	56	37	23
	Pourcentage (Nb. occ / Nb. occ.+ Nb. rég.)	11,7%	10,1%	6,3%	6,6%	7,6%	5,2%	3,6%
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	25	39	12	17	12	3	12
	Pourcentage (Nb. occ. nom.rég. / Nb. occ.)	30,9%	53,4%	28,6%	36,2%	21,4%	8,1%	52,2%

Employés assujettis à la LFP.
Le nombre d'occasionnels est compilé entre le 1^{er} avril et le 31 mars de chaque année.
Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 6 - Optimisation des ressources et compressions de dépenses

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du secrétariat et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le Conseil du trésor a procédé à une suspension du droit d'engager des crédits de 139,0 M\$. En conséquence, les crédits disponibles pour les ministères et organismes ont été diminués du même montant essentiellement pour couvrir les dépassements et risques de dépassements afin de respecter l'objectif de croissance des dépenses.

Pour l'exercice financier 2016-2017, le gouvernement n'a procédé, pour le moment, à aucune suspension du droit d'engager les crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 7 - Sondages

Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relèvent en 2015-2016 , en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.		
SECTEUR : Bureau de la révision permanente des programmes		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Léger Marketing inc.	Sondage concernant la Société québécoise des infrastructures	21 500,00 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 8 - Avis juridiques

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.

Pour les avis juridiques externes, nous vous demandons de référer à l'Étude des crédits du ministère de la Justice qui autorise les contrats de services juridiques confiés au secteur privé.

Les avis juridiques demandés par le Secrétariat ou le cabinet du président sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés, lequel prévoit ce qui suit :

« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (nos soulignements)

Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer.

La Loi sur le ministère de la Justice prévoit à son article 3 que « Le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. ». C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, nous ne pouvons donner suite à votre demande de vous communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2015-2016 par le SCT ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Concours et tirages

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours ou tirage durant la période visée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 12 - Campagnes de publicité et de sensibilisation

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne de publicité n'a eu cours pendant l'année 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 13 – Subventions

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Aucune.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 14 –Employés affectés aux affaires publiques

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes. d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilée par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

- a) Un employé de la Direction des communications est affecté aux affaires publiques : M. Jean Auclair, responsable des relations avec les médias
- b) Les dépenses liées aux affaires publiques sont présentées dans la demande de renseignements généraux numéro 4.
- d) Veuillez-vous référer à la réponse de la demande générale numéro 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 15 – Coûts préparation Étude des crédits

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Les coûts reliés à la préparation de l'exercice des crédits budgétaires n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation spécifique. L'ensemble des unités et des sous-secrétariats du Secrétariat du Conseil du trésor contribuent à des degrés variables à la préparation de cet exercice de reddition de comptes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 16 – Créances et/ou amendes à recouvrer

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.

Le secrétariat du Conseil du trésor n'a pas de créance et/ou d'amende à recouvrer.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 18 – Loi 15 – Nombre d'effectifs

À la suite de l'adoption du projet de loi 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes du secteur public, des réseaux et des sociétés d'État, donnez par organisation, par catégories d'emplois et selon le type de poste, pour les exercices allant de 2014-2015 à 2017-2018 les éléments suivants : a) le nombre d'effectif; b) le nombre de congédiement; c) le nombre de départ à la retraite; d) le nombre de remplacement; e) la cible d'effectif, le nombre d'effectif que l'organisme ne doit pas dépasser selon le Conseil du trésor.

Pour 2015-2016, le gouvernement avait annoncé un gel global des effectifs des organisations hors fonction publique par rapport à 2014-2015. Pour 2016-2017, le gouvernement entend poursuivre l'application des mesures de contrôle pendant la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017. L'objectif global visant le gel des effectifs à son niveau de 2014-2015 sera reconduit. Le Conseil du trésor établira dans les prochaines semaines le niveau 2016-2017 des effectifs dont dispose chaque ministre pour l'ensemble des organismes publics dont il est responsable. Il revient à chaque ministre de le répartir entre les organismes publics relevant de sa responsabilité.

Le Conseil du trésor établira par ailleurs un niveau des effectifs distinct pour chacune des quatre sociétés d'État visées (Hydro-Québec, Investissent Québec, Loto-Québec et Société des alcools du Québec).

Les plus récentes données sur le dénombrement des effectifs des organismes publics sont présentées à la page 37 du volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
010-Culture et des Communications	Régulier	360	356	339	337	345	339	345	325	310
	Occasionnel	62	75	74	61	63	63	52	31	32
	Étudiant	4	8	12	29	30	36	22	30	25
Total 010-Culture et des Communications		426	439	425	427	438	438	419	386	367
030-Relations internationales et de la Francophonie	Régulier	422	394	389	364	345	346	339	276	268
	Occasionnel	37	41	36	43	41	53	64	33	24
	Étudiant	6	10	15	13	28	16	9	6	1
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		465	445	440	420	414	415	412	315	293
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Régulier	463	424	424	450	436	416	410	418	428
	Occasionnel	49	57	61	68	63	69	64	63	45
	Étudiant	4	11	19	20	37	32	43	48	20
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		516	492	504	538	536	517	517	529	493
052-Forêts, Faune et Parcs	Régulier	2 070	2 025	1 938	1 977	2 005	1 957	1 906	1 843	1 713
	Occasionnel	319	327	389	374	291	283	278	189	227
	Étudiant	6	6	22	20	18	25	17	13	13
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		2 395	2 358	2 349	2 371	2 314	2 265	2 201	2 045	1 953
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Régulier	810	870	863	836	812	877	869	805	717
	Occasionnel	558	661	659	664	689	618	622	614	639
	Étudiant	8	58	71	119	125	130	126	131	99
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		1 376	1 589	1 593	1 619	1 626	1 625	1 617	1 550	1 455
060-Santé et Services sociaux	Régulier	622	621	590	549	577	657	668	666	733
	Occasionnel	175	150	155	120	99	71	55	46	28
	Étudiant	1	5	13	6	6	11	11	19	19
Total 060-Santé et Services sociaux		798	776	758	675	682	739	734	731	780
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1 161	1 128	1 099	1 082	1 226	1 273	1 398	1 360	1 429
	Occasionnel	398	397	407	434	372	391	310	274	203
	Étudiant	32	70	104	139	161	134	173	205	194
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 591	1 595	1 610	1 655	1 759	1 798	1 881	1 839	1 826
065-Famille	Régulier	341	342	339	389	400	398	417	394	429
	Occasionnel	45	58	63	53	41	43	39	30	23
	Étudiant		7	6		10	16	23	25	24
Total 065-Famille		386	407	408	442	451	457	479	449	476
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Régulier	1 735	1 674	1 624	1 576	1 508	1 520	1 510	1 427	1 386
	Occasionnel	333	264	269	311	273	244	224	182	171
	Étudiant	7	10	32	22	32	24	30	23	33
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		2 075	1 948	1 925	1 909	1 813	1 788	1 764	1 632	1 590

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
095-Sécurité publique	Régulier	4 112	4 220	4 324	4 266	4 296	4 453	4 680	4 891	4 763
	Occasionnel	480	545	613	645	667	634	622	492	376
	Étudiant	7	29	27	49	70	74	60	58	70
Total 095-Sécurité publique		4 599	4 794	4 964	4 960	5 033	5 161	5 362	5 441	5 209
140-Conseil exécutif	Régulier	774	756	718	686	679	720	786	822	975
	Occasionnel	125	120	126	143	127	131	135	110	148
	Étudiant	7	9	13	13	30	33	35	31	41
Total 140-Conseil exécutif		906	885	857	842	836	884	956	963	1 164
160-Conseil du trésor	Régulier	524	492	512	528	548	579	585	584	557
	Occasionnel	33	32	29	22	21	25	30	19	14
	Étudiant	5	6	19	12	15	14	18	15	14
Total 160-Conseil du trésor		562	530	560	562	584	618	633	618	585
188-Bureau de décision et de révision	Régulier	9	8	7	10	10	12	13	14	14
	Occasionnel	2	2	3	2	2	1	1	1	
	Étudiant								1	
Total 188-Bureau de décision et de révision		11	10	10	12	12	13	14	16	14
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	4	5	4	4	4	5	4	4	4
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4	5	4	4	4	5	4	4	4
210-Finances	Régulier	747	677	623	617	593	577	575	535	527
	Occasionnel	147	136	150	149	125	86	74	71	38
	Étudiant	12	11	19	27	21	25	25	29	33
Total 210-Finances		906	824	792	793	739	688	674	635	598
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	25	27	29	26	27	27	28	28	24
	Occasionnel	2	5	4	4	2	2	1		
	Étudiant					1				
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		27	32	33	30	30	29	29	28	24
240-Retraite Québec	Régulier	1 519	1 514	1 525	1 598	1 707	1 783	1 885	1 932	1 836
	Occasionnel	335	330	304	354	319	359	387	367	308
	Étudiant	7	12	19	38	71	73	45	44	50
Total 240-Retraite Québec		1 861	1 856	1 848	1 990	2 097	2 215	2 317	2 343	2 194
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier					26	43	60	57	82
	Occasionnel						11	16	17	16
	Étudiant							1		
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption						26	54	77	74	98
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	60	64	68	63	14	14	14	14	18
	Occasionnel	7	8	9	13	5	4	3	5	2
	Étudiant	1	1	2	1	2		3	1	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		68	73	79	77	21	18	20	20	21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	177	192	193	195	221	303	340	343	343
	Occasionnel	69	57	64	67	72	50	42	36	39
	Étudiant	5	6	10	9	12	20	26	52	21
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		251	255	267	271	305	373	408	431	403
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Régulier	19	19	26	26	26	30	29	28	28
	Occasionnel	6	6	1	4	3	1	3	2	2
	Étudiant				1	1	1			
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		25	25	27	31	30	32	32	30	30
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	48	46	46	43	42	41	44	43	45
	Occasionnel	9	8	1	10	6	6	5	8	8
	Étudiant		1	1	1	1	2	3		
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		57	55	48	54	49	49	52	51	53
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	34	30	34	36	32	34	33	31	31
	Occasionnel	3	5	2	1	3	2	4	1	2
	Étudiant							1		2
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		37	35	36	37	35	36	38	32	35
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	25	25	20	16	22	24	23	23	23
	Occasionnel	3	6	5	5	1		2	2	
	Étudiant					1	1		1	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		28	31	25	21	24	25	25	26	23
280-Économie, Science et Innovation	Régulier	645	666	649	663	643	665	587	697	671
	Occasionnel	56	87	87	61	64	49	46	39	32
	Étudiant	7	13	15	25	30	16	9	25	20
Total 280-Économie, Science et Innovation		708	766	751	749	737	730	642	761	723
289-Conseil de la magistrature	Régulier	3	4	4	4	4	5	4	4	4
	Occasionnel	1	1	1		1	1	1	1	1
Total 289-Conseil de la magistrature		4	5	5	4	5	6	5	5	5
293-Coroner	Régulier	41	39	36	35	37	35	37	34	36
	Occasionnel	10	15	12	14	13	12	15	15	10
	Étudiant						1			
Total 293-Coroner		51	54	48	49	50	48	52	49	46
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 631	2 699	2 646	2 626	2 673	2 741	2 813	2 776	2 776
	Occasionnel	832	857	961	955	811	882	795	714	702
	Étudiant	26	76	99	80	91	107	87	80	80
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3 489	3 632	3 706	3 661	3 575	3 730	3 695	3 570	3 558
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier				3	3	3	2	2	4
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs					3	3	3	2	2	4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	187	200	190	202	208	201	206	201	199
	Occasionnel	150	168	200	261	139	166	140	174	61
	Étudiant	1	5	4	6	5	4	5	5	1
Total 323-Institut de la statistique du Québec		338	373	394	469	352	371	351	380	261
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	91	96	94	94	88	89	88	89	79
	Occasionnel	7	11	7	11	11	7	9	8	4
	Étudiant	6	5	4	8	6	8	5	9	8
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		104	112	105	113	105	104	102	106	91
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	94	92	89	90	91	100	105	100	107
	Occasionnel	9	10	7	11	10	4	6	5	7
	Étudiant		3	6	11	5	8	6	6	5
Total 344-Office de la protection du consommateur		103	105	102	112	106	112	117	111	119
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 569	1 650	1 619	1 614	1 679	1 690	1 767	1 677	1 623
	Occasionnel	315	310	297	300	213	273	287	227	185
	Étudiant	7	14	28	52	64	79	76	67	68
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 891	1 974	1 944	1 966	1 956	2 042	2 130	1 971	1 876
350-Éducation, Loisir et Sport	Régulier	1 208	1 140	1 077	1 042	1 087	1 100	1 155	1 031	1 000
	Occasionnel	236	318	474	369	203	542	550	519	256
	Étudiant	5	31	47	41	56	67	65	73	67
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		1 449	1 489	1 598	1 452	1 346	1 709	1 770	1 623	1 323
352-Régie du cinéma	Régulier	41	44	44	38	44	44	40	40	27
	Occasionnel	12	13	10	11	2	3	4	2	1
	Étudiant	1		1	1			3	1	
Total 352-Régie du cinéma		54	57	55	50	46	47	47	43	28
360-Office des professions du Québec	Régulier	36	35	39	45	48	47	47	46	62
	Occasionnel	4	4	5	6	5	3	4	4	4
	Étudiant		1	1	1	2	3	2	4	3
Total 360-Office des professions du Québec		40	40	45	52	55	53	53	54	69
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	356	371	359	369	359	446	459	464	440
	Occasionnel	66	75	75	91	80	46	49	32	33
	Étudiant		1	2	8	10	18	22	28	30
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		422	447	436	468	449	510	530	524	503
368-Commission municipale du Québec	Régulier	11	14	15	17	19	19	18	20	17
	Occasionnel	2	3	2	1		2	3	2	2
	Étudiant					1	1		1	
Total 368-Commission municipale du Québec		13	17	17	18	20	22	21	23	19
370-Assemblée nationale	Régulier	530	525	518	513	511	506	500	491	482
Total 370-Assemblée nationale		530	525	518	513	511	506	500	491	482

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	Régulier					5	4	5	5	5
	Occasionnel					1	2	1	1	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie						6	6	6	6	5
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier				1	3	3	5	5	5
	Occasionnel				3	4	3	3	3	3
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie					4	7	6	8	8	8
374-Vérificateur général	Régulier	255	263	256	264	273	279	265	260	275
	Occasionnel	4	1	1	2	4	2	2	1	1
	Étudiant	6	7	7	7	8	7	10	13	11
Total 374-Vérificateur général		265	271	264	273	285	288	277	274	287
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1 543	1 513	1 498	1 514	1 551	1 607	1 639	1 612	1 598
	Occasionnel	281	363	375	384	310	343	354	254	150
	Étudiant	11	20	48	46	43	54	59	84	11
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 835	1 896	1 921	1 944	1 904	2 004	2 052	1 950	1 759
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	175	176	163	148	150	160	170	165	149
	Occasionnel	74	79	82	91	84	71	65	47	42
	Étudiant		1	3	7	12	7	4	7	13
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		249	256	248	246	246	238	239	219	204
390-Sûreté du Québec	Régulier	703	686	670	671	644	696	846	815	752
	Occasionnel	228	248	245	306	378	411	261	161	139
	Étudiant	5	1	4	1		1	4	5	4
Total 390-Sûreté du Québec		936	935	919	978	1 022	1 108	1 111	981	895
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	43	42	41	43	43	40	40	38	35
	Occasionnel	1	1						1	3
	Étudiant									2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		44	43	41	43	43	40	40	39	40
400-Justice	Régulier	2 024	1 995	1 865	1 796	1 752	1 741	1 820	1 833	1 821
	Occasionnel	1 138	1 267	1 281	1 374	1 427	1 520	1 472	1 345	1 420
	Étudiant	23	21	23	21	41	50	65	20	29
Total 400-Justice		3 185	3 283	3 169	3 191	3 220	3 311	3 357	3 198	3 270
402-Comité de déontologie policière	Régulier	16	18	14	14	14	14	15	14	15
	Occasionnel							1		
Total 402-Comité de déontologie policière		16	18	14	14	14	14	16	14	15
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	36	49	51	52	52	54	49	49	49
	Occasionnel	14	8	10	11	9	10	11	8	7
	Étudiant	1	2		1	4	1	1	1	
Total 408-Commission d'accès à l'information		51	59	61	64	65	65	61	58	56

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Régulier								1	25
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes									1	25
415-Tribunal Administratif du Travail	Régulier	549	550	547	542	537	528	545	528	508
	Occasionnel	32	26	17	16	15	17	16	6	8
	Étudiant	4	11	21	10	11	17	17	6	8
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		585	587	585	568	563	562	578	540	524
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	36	38	39	39	38	38	39	38	36
	Occasionnel	7	7	6	4	6	8	5	4	6
	Étudiant	1		2	1	1	1	1	3	4
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		44	45	47	44	45	47	45	45	46
430-Commission de la fonction publique	Régulier	38	35	35	35	36	36	38	35	32
	Occasionnel	4	3	2	8	4	4	1	2	2
	Étudiant		1	2	1			3		2
Total 430-Commission de la fonction publique		42	39	39	44	40	40	42	37	36
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	228	226	213	203	226	227	232	228	236
	Occasionnel	23	24	22	22	20	31	23	18	18
	Étudiant	2	11	15	12	24	17	16	20	21
Total 450-Tribunal administratif du Québec		253	261	250	237	270	275	271	266	275
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	13	15	13	15	12	13	12	12	11
	Occasionnel	2	1					1		
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		15	16	13	15	12	13	13	12	11
510-Régie du logement	Régulier	186	188	189	180	179	179	168	174	160
	Occasionnel	28	34	27	43	36	38	53	47	44
	Étudiant			7	21	35	33	18	16	18
Total 510-Régie du logement		214	222	223	244	250	250	239	237	222
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	523	522	495	489	556	549	575	542	545
	Occasionnel	182	194	191	179	102	109	81	52	33
	Étudiant			3	6	11	15	14	2	2
Total 520-La Financière agricole du Québec		705	716	689	674	669	673	670	596	580
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	118	119	106	110	103	109	103	96	103
	Occasionnel	32	24	30	35	32	28	28	19	23
	Étudiant	1	3	2		2	2	2	1	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		151	146	138	145	137	139	133	116	127
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	124	140	132	128	130	146	143	137	129
	Occasionnel	165	151	170	191	178	167	162	158	151
	Étudiant	2	4	3	1	6	3	5	5	5
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		291	295	305	320	314	316	310	300	285

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
560-Curateur public	Régulier	483	520	511	511	515	550	558	546	564
	Occasionnel	176	136	144	161	155	131	110	118	101
	Étudiant	2	36	37	40	60	46	63	62	46
Total 560-Curateur public		661	692	692	712	730	727	731	726	711
600-Énergie et des Ressources naturelles	Régulier	447	457	469	506	536	584	577	589	636
	Occasionnel	65	64	63	67	53	59	43	34	20
	Étudiant	2	4	13	13	15	25	15	12	11
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		514	525	545	586	604	668	635	635	667
630-Directeur général des élections	Régulier	195	205	206	209	218	226	218	218	215
	Occasionnel	60	68	33	30	112	99	206	55	55
	Étudiant	2		3	2	6	6	7	5	4
Total 630-Directeur général des élections		257	273	242	241	336	331	431	278	274
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	48	46	43	41	45	40	34	35	26
	Occasionnel	7	4	3	2	1	6	3	2	3
	Étudiant		1	1		1	2	3	3	2
Total 660-Conseil du statut de la femme		55	51	47	43	47	48	40	40	31
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	14	14	10	10	10	10	9	8	8
	Occasionnel	1	1	1	2	2	3	2	1	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		15	15	11	12	12	13	11	9	8
700-Emploi et Solidarité sociale	Régulier	5 645	5 883	5 710	5 395	5 482	5 345	5 397	5 122	4 837
	Occasionnel	1 732	1 818	1 766	1 896	1 502	1 560	1 282	1 232	1 128
	Étudiant	26	72	125	159	207	225	188	209	215
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		7 403	7 773	7 601	7 450	7 191	7 130	6 867	6 563	6 180
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3 987	4 006	3 945	3 923	4 041	4 072	4 108	4 118	3 972
	Occasionnel	796	799	804	888	935	898	795	734	703
	Étudiant	18	43	44	60	135	149	159	182	168
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		4 801	4 848	4 793	4 871	5 111	5 119	5 062	5 034	4 843
710-Office québécois de la langue française	Régulier	227	220	223	206	219	237	237	232	228
	Occasionnel	3	14	6	9	21	21	19	9	8
	Étudiant		2	4	6	2	2	5	3	1
Total 710-Office québécois de la langue française		230	236	233	221	242	260	261	244	237
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	349	343	364	369	364	362	363	343	331
	Occasionnel	25	36	12	29	24	21	26	14	14
	Étudiant		2	8	6	17	14	19	25	19
Total 730-Société d'habitation du Québec		374	381	384	404	405	397	408	382	364
771-Fonds Accès Justice	Régulier						1	2	2	2
Total 771-Fonds Accès Justice							1	2	2	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier						235	240	229	240
	Occasionnel						1	4	5	7
	Étudiant						2	1	3	5
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux							238	245	237	252
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Régulier	69	59	58	58	93	75	75	437	440
	Occasionnel	100	119	105	334	253	113	141	181	139
	Étudiant						1	2	23	21
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		169	178	163	392	346	189	218	641	600
781-Fonds Aérien gouvernemental	Régulier	153	151	143	139	149	133	158	161	160
	Occasionnel	29	35	37	44	40	52	43	37	45
	Étudiant		3	9	8	8	14	14	8	13
Total 781-Fonds Aérien gouvernemental		182	189	189	191	197	199	215	206	218
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Régulier	26	24	24	25	22	20	21	22	21
	Occasionnel	3	1	1						
	Étudiant					2	1	1	1	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		29	25	25	25	24	21	22	23	22
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Régulier	2 746	2 713	2 677	2 716	2 863	3 003	3 607	3 884	3 741
	Occasionnel	1 017	1 170	1 176	1 254	1 111	1 182	971	1 035	1 007
	Étudiant	38	50	76	109	117	127	146	163	188
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		3 801	3 933	3 929	4 079	4 091	4 312	4 724	5 082	4 936
812-Fonds des services de police	Régulier	927	915	898	867	786	851	969	940	918
	Occasionnel	281	316	320	368	409	395	320	213	236
	Étudiant		2	2	5	5	4		1	2
Total 812-Fonds des services de police		1 208	1 233	1 220	1 240	1 200	1 250	1 289	1 154	1 156
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	261	258	247	250	248	251	241	226	208
	Occasionnel	38	36	27	20	23	21	21	15	15
	Étudiant	42	40	43	53	49	46	34	35	23
Total 814-Fonds de partenariat touristique		341	334	317	323	320	318	296	276	246
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	Régulier	23	27	27	29	29	26			
	Occasionnel	9	7	8	3	2	3			
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		32	34	35	32	31	29			
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	317	309	291	287	326	325	403	423	445
	Occasionnel	209	150	160	144	81	74	77	65	48
	Étudiant	1	22	36	40	38	35	31	26	28
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		527	481	487	471	445	434	511	514	521

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	203	192	167	138	226	226	275	253	236
	Occasionnel	242	279	307	318	217	230	188	175	161
	Étudiant	1	2	8	10	13	12	17	16	11
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		446	473	482	466	456	468	480	444	408
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	386	384	369	355	408	437	495	124	182
	Occasionnel	119	117	102	132	125	153	132	26	35
	Étudiant	3	10	7	6	9	12	17	8	12
Total 826-Fonds des ressources naturelles		508	511	478	493	542	602	644	158	229
830-Commission des transports du Québec	Régulier	139	141	124	118	109	111	112	110	106
	Occasionnel	9	14	20	19	22	19	15	12	7
	Étudiant		2	5	7	9	6	4		
Total 830-Commission des transports du Québec		148	157	149	144	140	136	131	122	113
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Régulier	1 277	1 267	1 234	1 235	1 318	1 373	1 399	1 164	1 160
	Occasionnel	126	148	170	186	217	203	177	65	58
	Étudiant	16	30	34	41	61	69	62	44	60
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		1 419	1 445	1 438	1 462	1 596	1 645	1 638	1 273	1 278
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Régulier	4	5	5	5	6	5	5	6	5
	Occasionnel	2	2	1	1	1	1			
	Étudiant					1	2			
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		6	7	6	6	8	8	5	6	5
874-Fonds du financement	Régulier	12	12	12	9	8	7	8	9	11
	Occasionnel	6	5	5	9	7	9	6	6	3
Total 874-Fonds du financement		18	17	17	18	15	16	14	15	14
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	124	118	113	115	108	104	109	116	113
	Occasionnel	11	13	20	21	23	26	19	10	13
	Étudiant			1	1	1	1		1	1
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		135	131	134	137	132	131	128	127	127
Grand total	Régulier	48 176	48 328	47 310	46 789	47 828	49 151	51 118	50 439	49 504
	Occasionnel	12 178	12 945	13 312	14 244	12 783	13 181	12 082	10 506	9 499
	Étudiant	372	812	1 207	1 453	1 896	1 988	1 958	2 044	1 904
		60 726	62 085	61 829	62 486	62 507	64 320	65 158	62 989	60 907

Personnel régulier, occasionnel et étudiant assujetti à la LFP.
Données présentées selon la structure budgétaire 2015-2016 (février 2016). Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.
Données compilées en mars de chaque année (paie 26).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
010-Culture et des Communications	Retraite	16	19	17
	Démission	2	4	4
	Autres départs		3	2
	Total 010-Culture et des Communications	18	26	23
030-Relations internationales et de la Francophonie	Retraite	18	17	14
	Démission	3		
	Autres départs	2	5	1
	Total 030-Relations internationales et de la Francophonie	23	22	15
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Retraite	30	15	20
	Démission	5	3	2
	Autres départs		1	4
	Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire	35	19	26
052-Forêts, Faune et Parcs	Retraite	91	59	64
	Démission	10	12	13
	Autres départs	28	4	9
	Total 052-Forêts, Faune et Parcs	129	75	86
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Retraite	51	58	38
	Démission	7	11	3
	Autres départs	3	6	7
	Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion	61	75	48
060-Santé et Services sociaux	Retraite	25	22	31
	Démission	12	7	7
	Autres départs	8	3	6
	Total 060-Santé et Services sociaux	45	32	44
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Retraite	51	43	39
	Démission	12	15	4
	Autres départs	3	7	5
	Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	66	65	48

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
065-Famille	Retraite	10	18	7
	Démission	4	5	2
	Autres départs	2	1	1
	Total 065-Famille	16	24	10
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Retraite	73	65	70
	Démission	9	11	14
	Autres départs	4	8	7
	Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	86	84	91
095-Sécurité publique	Retraite	125	103	123
	Démission	40	51	51
	Autres départs	45	63	40
	Total 095-Sécurité publique	210	217	214
140-Conseil exécutif	Retraite	34	39	31
	Démission	3	7	4
	Autres départs	4	3	20
	Total 140-Conseil exécutif	41	49	55
160-Conseil du trésor	Retraite	27	21	17
	Démission	6	2	5
	Autres départs			1
	Total 160-Conseil du trésor	33	23	23
188-Bureau de décision et de révision	Retraite			2
	Autres départs	1		
Total 188-Bureau de décision et de révision		1		2
210-Finances	Retraite	20	19	15
	Démission	3	4	2
	Autres départs	3		1
	Total 210-Finances	26	23	18

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompetence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
238-Conseil supérieur de l'éducation	Retraite	1		3
	Autres départs			1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1		4
240-Retraite Québec	Retraite	69	54	71
	Démission	12	11	14
	Autres départs	8	6	15
Total 240-Retraite Québec		89	71	100
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Démission		2	2
	Autres départs	1		1
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		1	2	3
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Retraite	1	1	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		1	1	
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Retraite	15	15	16
	Démission	2	2	4
	Autres départs	3	1	2
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		20	18	22
247-Commissaire au lobbyingisme du Québec	Retraite			2
	Démission			1
Total 247-Commissaire au lobbyingisme du Québec				3
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Retraite			1
	Autres départs	1	2	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		1	2	1
267-Commissaire à la déontologie policière	Retraite	2	3	1
	Démission			1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		2	3	2
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Retraite	1	2	
	Démission		1	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	Autres départs	1		
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		2	3	
280-Économie, Science et Innovation	Retraite	29	23	30
	Démission	1	4	5
	Autres départs	5	2	4
Total 280-Économie, Science et Innovation		35	29	39
289-Conseil de la magistrature	Retraite	1		1
Total 289-Conseil de la magistrature		1		1
293-Coroner	Retraite	1	5	4
	Autres départs			1
Total 293-Coroner		1	5	5
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Retraite	136	119	115
	Démission	10	13	12
	Autres départs	25	15	12
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		171	147	139
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Démission		1	
	Autres départs	1		
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		1	1	
323-Institut de la statistique du Québec	Retraite	8	8	8
	Démission			2
	Autres départs	2	1	1
Total 323-Institut de la statistique du Québec		10	9	11
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Retraite	4	5	6
	Démission	1		
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		5	5	6
344-Office de la protection du consommateur	Retraite	6	4	4
	Démission	3		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompetence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	Autres départs			1
Total 344-Office de la protection du consommateur		9	4	5
347-Centre de services partagés du Québec	Retraite	79	69	45
	Démission	5	7	8
	Autres départs	7	7	8
Total 347-Centre de services partagés du Québec		91	83	61
350-Éducation, Loisir et Sport	Retraite	65	58	43
	Démission	10	13	6
	Autres départs	3	5	6
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		78	76	55
352-Régie du cinéma	Retraite	4		4
	Autres départs		1	
Total 352-Régie du cinéma		4	1	4
360-Office des professions du Québec	Retraite	1	2	1
	Autres départs	1		
Total 360-Office des professions du Québec		2	2	1
367-Régie du bâtiment du Québec	Retraite	9	9	15
	Démission	8	6	4
	Autres départs	7	2	3
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		24	17	22
368-Commission municipale du Québec	Retraite			1
	Démission	1		
	Autres départs	4		1
Total 368-Commission municipale du Québec		5		2
370-Assemblée nationale	Retraite	16	24	17
	Démission	6	3	4
	Autres départs	1	3	3

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Total 370-Assemblée nationale		23	30	24
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	Démission		1	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie			1	
374-Vérificateur général	Retraite	6	3	2
	Démission	8	9	4
	Autres départs	1	2	1
Total 374-Vérificateur général		15	14	7
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Retraite	78	70	58
	Démission	18	15	10
	Autres départs	5	12	9
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		101	97	77
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Retraite	6	7	11
	Démission	1	1	
	Autres départs	2	3	1
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		9	11	12
390-Sûreté du Québec	Retraite	24	30	36
	Démission	15	15	9
	Autres départs	4	6	11
Total 390-Sûreté du Québec		43	51	56
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Retraite	3	2	2
	Démission	1		
	Autres départs	2	1	
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		6	3	2
400-Justice	Retraite	99	89	100
	Démission	5	9	8
	Autres départs	6	7	8
Total 400-Justice		110	105	116

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompetence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
402-Comité de déontologie policière	Retraite		1	
	Autres départs	2		
Total 402-Comité de déontologie policière		2	1	
408-Commission d'accès à l'information	Retraite	4		5
	Démission			1
Total 408-Commission d'accès à l'information		4		6
415-Tribunal Administratif du Travail	Retraite	24	18	25
	Démission	1	2	1
	Autres départs	9	2	4
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		34	22	30
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Retraite		1	
	Démission			1
	Autres départs	2		1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		2	1	2
430-Commission de la fonction publique	Retraite	1	2	4
	Démission			1
Total 430-Commission de la fonction publique		1	2	5
450-Tribunal administratif du Québec	Retraite	9	20	7
	Démission	2		
	Autres départs		1	2
Total 450-Tribunal administratif du Québec		11	21	9
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Retraite			1
	Démission		1	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale			1	1
510-Régie du logement	Retraite	9	2	11
	Démission		1	1
	Autres départs	1		2

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompetence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Total 510-Régie du logement		10	3	14
520-La Financière agricole du Québec	Retraite	35	21	30
	Démission		2	3
	Autres départs		1	2
Total 520-La Financière agricole du Québec		35	24	35
538-Office des personnes handicapées du Québec	Retraite	7	4	4
	Démission	15	1	
	Autres départs	1	1	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		23	6	5
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Retraite	9	9	8
	Démission	1	1	2
	Autres départs		1	
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		10	11	10
560-Curateur public	Retraite	16	28	17
	Démission	6	3	
	Autres départs	3	3	5
Total 560-Curateur public		25	34	22
600-Énergie et des Ressources naturelles	Retraite	7	22	23
	Démission		3	9
	Autres départs	2	2	1
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		9	27	33
630-Directeur général des élections	Retraite	16	17	17
	Démission	1	2	
	Autres départs		2	2
Total 630-Directeur général des élections		17	21	19
660-Conseil du statut de la femme	Retraite	4	3	
	Démission	1		1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	Autres départs	1		
Total 660-Conseil du statut de la femme		6	3	1
690-Conseil supérieur de la langue française	Retraite	1		
	Autres départs			1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		1		1
700-Emploi et Solidarité sociale	Retraite	280	317	331
	Démission	12	19	21
	Autres départs	31	32	35
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		323	368	387
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail *	Retraite	201	172	23
	Démission	28	22	
	Autres départs	9	8	5
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		238	202	28
710-Office québécois de la langue française	Retraite	12	15	4
	Démission	2	1	1
	Autres départs		4	1
Total 710-Office québécois de la langue française		14	20	6
730-Société d'habitation du Québec	Retraite	20	17	21
	Démission	5	3	1
	Autres départs	3	2	4
Total 730-Société d'habitation du Québec		28	22	26
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Retraite		1	3
	Démission	6	10	6
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		6	11	9
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Retraite	4	7	16
	Démission		1	1
	Autres départs	1	4	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompetence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		5	12	17
781-Fonds Aérien gouvernemental	Retraite	4	9	1
	Démission	1	3	
	Autres départs	1	1	2
Total 781-Fonds Aérien gouvernemental		6	13	3
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Retraite			1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome				1
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Retraite	139	122	160
	Démission	39	58	41
	Autres départs	22	15	24
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		200	195	225
812-Fonds des services de police	Retraite	42	51	42
	Démission	10	10	8
	Autres départs	5	6	4
Total 812-Fonds des services de police		57	67	54
814-Fonds de partenariat touristique	Retraite	9	10	13
	Démission	4	1	
	Autres départs	1	1	
Total 814-Fonds de partenariat touristique		14	12	13
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	Retraite	1		
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		1		
817-Fonds d'information sur le territoire	Retraite	24	13	8
	Démission	3	4	1
	Autres départs		1	
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		27	18	9
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Retraite	10	11	9
	Démission		7	4

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs**

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompetence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	Autres départs	1	5	4
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		11	23	17
826-Fonds des ressources naturelles	Retraite	15	18	3
	Démission	8	3	2
	Autres départs	4	3	2
Total 826-Fonds des ressources naturelles		27	24	7
830-Commission des transports du Québec	Retraite	10	2	5
	Démission	1	1	
	Autres départs	3	1	
Total 830-Commission des transports du Québec		14	4	5
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Retraite	58	55	58
	Démission	13	13	12
	Autres départs	5	3	5
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		76	71	75
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Retraite	1		
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		1		
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Retraite	5	2	1
	Démission		2	2
	Autres départs	2	1	
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		7	5	3
Total	Retraite	2 212	2 070	1 936
	Démission	382	419	325
	Autres départs	302	280	300
Total général		2 896	2 769	2 561

Employés assujettis à la LFP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2013-2014	2014-2015	2015-2016
-----------	-------	-----------	-----------	-----------

Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2015-2016 (février 2016).

Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.

* Les données de 2015-2016 couvrent la période du 1er avril 2015 au 2 mars 2016 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST (Commission de la santé et de la sécurité au travail), à l'exception de ceux de la CNT (Commission des normes du travail) et de la CES (Commission de l'équité salariale).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21 - Dépenses en R\$ par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'emplois selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.																							
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
		MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
010-Culture et des Communications	Haute-direction,Cadres	4 314,2	54	4 130,5	57	4 361,6	52	4 527,1	54	4 307,5	53	4 070,6	45	4 518,7	49	4 229,6	47	4 163,2	42	4 342,0	46	2 820,7	37
	Professionnels	15 491,3	300	12 869,6	314	13 040,4	262	14 040,3	284	14 078,3	286	13 822,8	295	14 463,9	319	15 527,4	294	14 843,6	271	11 226,3	252		
	PBTA/Ouvrier	7 798,6	240	5 714,5	229	5 457,9	175	5 668,7	165	5 469,1	163	4 762,0	155	4 461,7	134	4 191,6	121	4 281,2	127	3 881,0	109	2 836,8	97
	Autres	719,9	130	683,2	157	621,9	134	628,1	132	644,6	111	754,8	141	760,1	135	795,5	129	510,0	80	478,5	78	419,4	69
	Total 010-Culture et des Communications	28 323,9	724	23 397,7	757	23 488,1	623	24 864,3	635	24 499,5	613	23 410,2	636	24 204,4	637	24 359,2	591	24 481,9	535	23 545,0	504	17 303,3	455
030-Relations internationales et de la Francophonie	Haute-direction,Cadres	7 084,6	83	7 558,2	89	8 133,1	97	8 338,3	92	8 471,4	89	8 007,1	83	7 544,5	74	6 923,6	76	6 864,0	74	6 923,6	74	5 099,4	41
	Professionnels	11 863,9	232	11 452,2	246	11 872,2	267	12 903,5	284	12 095,7	249	12 902,4	254	13 095,7	271	12 902,4	254	13 748,9	221	11 786,2	221	7 903,6	179
	PBTA/Ouvrier	5 672,5	178	5 670,4	185	5 918,1	189	5 824,7	190	5 334,0	164	4 884,1	165	4 571,2	143	4 609,7	142	4 731,5	151	4 131,4	119	2 576,4	93
	Autres	198,5	41	251,8	37	358,0	56	292,5	48	400,0	47	351,9	45	416,1	57	333,4	67	333,4	44	277,4	35	89,9	9
	Total 030-Relations internationales et de la Francophonie	24 819,6	534	24 932,5	557	26 281,7	602	27 205,6	578	27 108,0	550	26 338,7	542	24 849,3	545	25 179,5	539	25 677,6	539	23 118,5	449	15 669,3	342
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Haute-direction,Cadres	5 239,5	64	5 548,3	65	5 588,6	64	5 618,3	64	5 421,4	61	5 823,4	59	4 997,9	58	5 730,0	61	5 823,4	65	5 958,8	60	4 846,6	60
	Professionnels	17 708,6	344	18 723,4	373	16 731,0	371	15 983,3	314	16 804,0	321	18 067,4	358	19 073,0	351	18 412,3	345	18 816,6	328	19 143,8	329	15 011,5	319
	PBTA/Ouvrier	7 621,0	257	7 779,9	252	7 153,9	247	6 202,2	200	6 202,2	184	6 177,0	192	6 194,1	191	5 006,9	175	6 006,9	174	5 707,8	156	4 134,2	154
	Autres	351,9	74	405,5	74	440,6	72	427,8	71	566,4	75	627,5	82	624,3	85	616,1	82	805,5	94	883,7	113	341,0	55
	Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire	30 921,0	739	32 457,1	764	29 943,9	754	28 261,1	642	28 994,0	641	30 249,9	691	30 889,4	685	30 745,6	663	31 452,4	661	31 695,1	658	24 333,2	588
052-Forêts, Faune et Parcs	Haute-direction,Cadres	13 793,7	200	14 144,7	210	15 680,1	208	15 634,3	198	15 692,5	195	16 192,7	199	15 442,9	184	14 830,5	181	14 238,5	166	15 190,3	184	10 181,7	148
	Professionnels	32 814,2	650	32 851,6	675	34 118,1	680	34 947,8	665	35 704,6	684	41 076,0	772	41 076,0	784	41 669,2	789	42 100,6	761	44 123,4	795	28 661,2	607
	PBTA/Ouvrier	52 367,1	1 713	53 740,5	1 726	54 428,1	1 637	52 403,0	1 637	51 607,3	1 498	48 747,9	1 447	47 418,7	1 447	46 481,2	1 232	45 615,3	1 158	42 698,5	1 158	29 185,5	954
	Autres	20 357,9	682	21 586,3	755	21 771,5	680	22 249,5	687	22 586,7	706	22 640,0	676	23 334,4	649	22 919,3	624	22 646,4	566	20 713,7	566	16 711,0	491
	Total 052-Forêts, Faune et Parcs	119 332,9	3 245	122 323,2	3 370	125 998,1	3 205	125 254,6	3 108	125 596,7	3 083	126 890,3	3 094	127 273,1	2 951	125 899,2	2 886	124 600,9	2 726	122 725,5	2 693	84 739,5	2 200
055-Immigration, Diversité, Inclusion	Haute-direction,Cadres	4 200,6	54	4 497,0	60	4 800,5	62	5 375,1	63	5 552,6	63	5 742,2	65	5 832,3	63	5 574,4	58	5 400,1	58	4 980,4	52	3 255,6	39
	Professionnels	17 500,2	355	18 081,2	368	18 971,6	366	20 117,1	406	21 775,8	418	21 493,2	424	21 663,2	433	21 208,1	410	21 518,0	399	22 063,2	389	14 980,4	333
	Enseignant	15 486,8	483	16 115,3	500	15 699,9	528	18 714,2	622	21 176,7	606	19 794,5	550	20 536,9	562	21 083,5	586	21 485,5	541	22 148,5	546	15 857,0	516
	PBTA/Ouvrier	15 694,7	513	15 918,5	530	16 602,5	520	16 633,0	520	16 896,7	509	16 507,8	490	16 354,4	484	16 466,7	474	16 771,0	489	16 721,1	460	10 821,7	378
	Autres	242,0	78	339,8	88	419,4	107	896,2	174	1 113,3	186	1 307,4	224	1 287,2	252	1 262,0	215	1 371,5	229	1 694,8	247	1 136,8	179
Total 055-Immigration et Communautés Culturelles	53 124,2	1 483	54 951,8	1 546	56 494,0	1 583	61 735,1	1 785	66 515,1	1 782	64 845,2	1 753	65 647,2	1 794	65 594,7	1 743	66 546,1	1 716	67 607,9	1 694	46 051,5	1 445	
060-Santé et Services sociaux	Haute-direction,Cadres	5 841,6	71	5 987,9	69	6 489,3	74	6 379,1	76	6 494,8	73	6 438,3	73	6 771,2	79	6 267,2	95	6 484,7	101	9 837,3	96	8 166,0	104
	Professionnels	24 953,9	482	23 907,9	466	23 995,1	461	24 537,0	468	25 209,8	453	24 369,6	435	24 298,7	459	24 996,7	459	26 054,6	481	27 499,7	451	23 513,6	508
	PBTA/Ouvrier	10 356,6	388	10 339,5	384	10 299,1	385	10 159,5	367	9 311,8	315	8 527,4	294	8 527,4	294	8 941,8	292	9 241,0	286	9 876,0	257	6 926,8	256
	Autres	257,0	64	378,1	76	317,3	68	367,9	59	442,3	64	468,4	68	327,5	50	311,5	54	318,5	49	373,9	50	338,2	57
	Total 060-Santé et Services sociaux	41 409,1	1 005	40 613,3	975	41 100,8	990	41 407,7	970	42 306,3	945	40 407,7	891	38 995,6	867	41 819,2	900	45 098,8	923	46 686,9	854	38 944,7	925
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Haute-direction,Cadres	6 035,7	82	6 650,2	86	6 623,8	88	6 446,3	80	6 810,3	87	6 946,4	82	6 188,2	102	6 933,3	101	6 930,6	103	9 856,8	101	7 413,2	96
	Professionnels	28 765,3	569	29 812,2	590	31 618,3	617	31 582,5	599	31 427,5	577	32 581,5	633	36 000,0	678	39 793,6	727	44 965,8	794	45 901,2	773	35 712,8	734
	PBTA/Ouvrier	34 855,9	1 155	34 476,6	1 120	34 244,6	1 118	34 163,7	1 108	34 4411,0													

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21 - Dépenses en R par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'Etat et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'emplois selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.																							
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
		MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSÉ SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être	Autres	2 341,7	52	2 685,0	68	3 471,9	77	3 978,5	88	4 495,6	96	4 571,3	102	3 158,3	88	1 238,2	26	1 238,2	24	1 382,4	26	1 081,1	21
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Haute-direction,Cadres	250,9	3	305,4	5	496,7	5	530,0	5	559,6	6	654,3	6	834,1	13	1 227,7	15	1 709,6	21	1 848,2	23	1 413,7	21
	Professionnels	439,4	12	598,6	13	653,3	15	733,7	17	942,4	18	1 144,5	25	1 498,2	32	2 020,9	44	3 160,3	59	3 621,9	64	2 967,0	59
	PBTA/Ouvrier	6 906,0	262	7 229,8	266	7 749,6	280	8 019,5	275	8 425,6	277	8 664,0	286	9 139,5	308	10 323,6	340	11 959,3	363	12 222,3	369	9 144,2	350
	Autres	168,8	29	169,0	32	293,0	29	293,0	27	459,2	29	459,2	27	459,2	27	576,1	47	626,7	47	626,7	47	626,7	47
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		7 765,1	306	8 302,8	316	9 073,4	329	9 577,1	344	10 225,3	344	10 920,9	375	11 970,8	413	14 198,9	471	17 405,4	537	18 543,7	573	13 982,2	492
247-Commissaire au lobbyingisme du Québec	Haute-direction,Cadres	495,6	5	554,6	6	627,6	7	667,1	6	532,1	7	684,0	8	595,4	7	700,2	7	735,2	6	748,2	6	560,6	6
	Professionnels	558,1	12	554,3	13	594,3	15	492,6	13	618,8	13	642,8	18	779,2	21	886,4	17	886,4	16	1 008,3	16	826,0	15
	PBTA/Ouvrier	277,0	10	275,4	12	293,0	11	355,0	11	356,7	11	364,4	16	441,7	14	454,8	13	551,0	15	459,7	14	303,9	11
	Autres	15,6	3	7,5	1			4,9	2	5,9	1	28,1	3	17,8	2	19,3	4	1,0	1				
Total 247-Commissaire au lobbyingisme du Québec		1 346,3	30	1 391,7	32	1 514,9	33	1 519,6	32	1 513,6	32	1 719,3	45	1 834,0	44	2 002,6	41	2 173,7	36	2 216,1	36	1 690,5	32
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Haute-direction,Cadres	929,1	13	960,1	9	914,3	10	818,6	8	836,2	8	909,3	9	977,6	10	1 079,8	11	1 098,4	9	1 098,4	9	853,3	9
	Professionnels	1 302,6	31	1 394,1	34	1 488,2	34	1 511,6	32	1 404,3	33	1 296,9	33	1 306,8	32	1 365,1	28	1 515,8	25	1 632,2	27	1 278,3	27
	PBTA/Ouvrier	827,8	28	868,1	27	795,2	24	736,5	23	665,5	20	665,5	20	670,8	18	625,7	17	612,7	16	679,7	16	603,2	20
	Autres	75,1	8	75,1	3	18,3	3	24,3	3	49,8	3	49,8	3	49,8	3	51,9	4	51,9	4	51,9	4	51,9	4
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		3 134,5	80	3 236,4	73	3 201,3	69	3 085,0	67	2 930,3	62	2 902,0	70	2 989,8	63	3 032,9	61	3 260,2	56	3 456,9	57	2 734,8	56
267-Commissaire à la déontologie policière	Haute-direction,Cadres	345,8	3	353,4	3	458,9	4	474,7	4	487,5	4	478,6	5	468,2	4	495,1	4	520,6	5	698,0	5	416,9	4
	Professionnels	1 121,4	21	1 156,5	24	1 243,7	23	1 387,7	22	1 400,1	20	1 505,4	22	1 635,5	22	1 772,0	24	1 906,3	27	1 797,8	25	1 170,9	25
	PBTA/Ouvrier	448,6	14	497,9	15	498,1	18	453,3	19	460,8	16	500,2	17	435,4	14	397,1	13	397,1	13	308,3	10	221,8	8
	Autres	11,3	3	18,1	4	7,3	2	6,8	2	6,4	1	7,9	1	4,2	1	4,2	1	4,1	1	10,9	1	16,9	4
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		1 927,1	41	2 025,9	46	2 208,0	47	2 322,5	47	2 354,8	41	2 492,2	45	2 543,2	41	2 664,1	41	2 828,7	46	2 815,0	41	1 826,5	41
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Haute-direction,Cadres	457,5	6	492,5	7	582,7	5	600,9	5	618,1	5	477,8	5	448,9	4	530,6	6	578,4	6	558,4	6	475,6	5
	Professionnels	824,8	17	852,4	14	887,2	17	842,5	18	894,7	15	761,6	15	701,6	13	698,3	14	818,4	13	873,2	15	654,1	13
	PBTA/Ouvrier	287,4	11	237,9	9	261,3	8	308,2	10	301,4	10	264,5	11	262,6	9	271,0	7	279,4	9	268,6	7	191,2	7
	Autres																						
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		1 569,7	34	1 582,7	30	1 731,2	30	1 751,6	33	1 814,2	33	1 504,0	31	1 416,7	27	1 504,4	28	1 680,9	29	1 715,6	32	1 323,9	26
280-Économie, Science et Innovation	Haute-direction,Cadres	7 664,7	101	7 241,6	84	6 686,5	91	7 191,0	82	7 327,4	85	7 484,6	89	7 862,3	90	8 192,2	94	7 570,9	80	8 227,1	89	6 220,6	77
	Professionnels	27 571,7	575	26 163,7	525	26 546,0	537	28 317,2	563	29 846,3	553	29 690,4	577	29 815,1	566	31 236,6	571	30 302,6	559	31 813,9	564	23 733,4	514
	PBTA/Ouvrier	6 318,1	237	6 562,7	211	6 578,6	216	6 747,9	224	6 783,9	214	6 757,5	208	6 464,4	198	6 187,3	199	5 954,7	192	6 943,1	205	5 208,5	188
	Autres	146,9	45	191,8	41	202,8	41	356,9	66	607,1	80	599,2	86	600,6	95	714,8	85	324,0	46	487,8	67	380,1	62
Total 280-Économie, Science et Innovation		41 701,5	958	40 159,8	861	40 013,9	885	42 613,0	935	44 567,3	932	44 531,7	960	44 747,7	949	46 329,9	949	44 152,2	877	47 471,9	925	35 542,5	841
289-Conseil de la magistrature	Haute-direction,Cadres	120,1	1	122,6	1	120,2	2	127,5	1	130,1	1	138,1	1	131,7	1	140,3	1	151,3	1	154,3	1	115,0	2
	Professionnels	74,8	1	68,3	1	71,0	1	87,3	1	89,1	1	89,2	1	90,2	1	143,6	2	109,4	2	66,7	1	62,7	1
	PBTA/Ouvrier	93,8	3	108,5	3	114,3	3	118,0	3	114,8	3	114,8	3	99,1	4	119,2	4	129,3	4	128,0	4	102,3	3
Total 289-Conseil de la magistrature		288,7	5	299,4	5	310,3	6	332,9	5	340,9	5	334,7	5	321,0	6	403,1	6	390,0	6	349,0	6	280,0	6
293-Coroner	Haute-direction,Cadres	1 580,3	17	1 500,7	15	1 469,7	15	1 499,1	14	1 361,1	13	1 303,0	13	1 338,9	13	1 283,6	11	1 213,6	10	1 299,4	10	839,2	10
	Professionnels	751,5	13	731,8	13	685,7	11	685,7	11	721,0	11	574,6	9	574,6	11	714,8	9	574,6	13	950,1	14	673,6	13
	PBTA/Ouvrier	674,0	24	699,7	28	694,0	21	670,9	24	576,4	28	923,1	35	947,0	31	991,0	28	1 066,7	34	1 047,0	31	733,9	31
	Autres	307,2	16	319,2	14	303,2	17	322,3	15	291,6	14	47,3	8	6,6	2	19,7	3	4,4	1	19,3	3	12,1	2
Total 293-Coroner		3 313,0	70	3 251,4	70	3 127,1	64	3 178,1	64	2 950,													

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21 - Dépenses en RI par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.																							
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
		MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
370-Assemblée nationale	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	3 439,1 8 580,7 8 589,5 1 248,8	44 164 267 42	3 550,9 9 059,6 9 299,3 3 032,8	47 169 286 93	3 200,8 9 956,5 9 613,5 3 140,5	41 178 281 91	3 475,8 9 919,8 9 469,0 3 117,7	42 180 276 92	3 602,5 10 049,8 9 616,3 3 032,8	42 183 271 85	3 712,2 9 919,8 9 161,5 3 032,8	42 187 260 88	3 493,5 10 376,7 8 956,9 3 315,9	36 185 248 93	3 225,4 10 743,8 8 837,4 3 486,9	38 191 239 96	3 277,5 11 143,5 8 791,2 3 594,1	34 191 235 94	3 075,2 11 646,8 8 612,5 3 498,9	32 190 226 94	2 224,2 9 058,1 6 121,2 2 912,7	29 184 208 94
Total 370-Assemblée nationale		21 858,1	517	24 942,7	595	25 911,2	591	25 910,6	590	26 197,4	581	25 826,3	577	26 140,3	562	26 293,5	564	26 711,1	552	26 928,7	542	20 316,2	515
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres													40,1 6,0 7,9	1 2 1	170,1 240,4 92,1	1 4 3	171,6 240,4 62,3	1 4 3	175,7 240,4 95,4	1 4 2	136,6 120,6 69,5	3 3 2
Total 371-Commissaire à l'Éthique												54,0	4	437,6	6	496,7	11	453,3	9	464,9	7	326,8	6
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier									1,5	1	187,0 20,4	7 1	174,4 33,9	6 2	186,8 40,0	6 1	230,9 41,6	6 2	296,1 26,6	6 2	252,3 16,5	6 2
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie										1,5	1	187,0	7	174,4	6	186,8	6	230,9	6	296,1	6	252,3	6
374-Vérificateur général	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	2 985,1 8 573,1 940,0 189,0	32 190 31 21	2 851,9 9 031,5 899,4 159,9	34 226 31 24	3 285,7 10 432,9 947,2 172,3	34 229 35 13	3 524,1 11 220,6 987,9 158,8	35 223 32 18	3 736,8 11 399,9 1 007,6 172,9	34 233 32 18	3 851,9 11 739,1 978,0 140,9	38 235 30 19	4 050,1 12 071,1 1 035,2 208,4	41 238 30 16	4 484,5 12 697,3 1 016,2 175,4	41 243 27 21	4 662,9 12 700,6 976,7 292,3	42 238 28 23	4 919,8 12 673,4 1 002,3 293,2	45 225 26 26	3 663,3 10 049,1 771,7 159,8	41 221 25 25
Total 374-Vérificateur général		12 687,2	274	12 942,6	315	14 783,2	311	15 904,9	310	16 287,6	317	16 757,3	322	17 197,3	325	18 373,4	332	18 548,5	331	18 887,8	322	14 643,8	306
changements climatiques	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	8 264,4 46 166,3 32 033,8 1 944,3	102 860 992 221	8 030,2 46 503,5 32 713,2 1 909,1	104 869 1 021 220	8 859,8 47 475,3 33 516,8 1 892,2	104 868 1 048 238	9 095,2 49 479,9 34 493,7 2 125,4	104 897 1 048 281	9 174,6 51 798,4 35 529,3 2 509,5	107 924 1 042 299	9 770,8 51 476,2 35 074,2 2 493,0	112 930 1 069 324	9 610,5 53 780,9 35 218,6 2 695,7	108 967 1 034 301	10 466,5 57 218,6 35 143,1 2 962,7	112 1 020 1 017 320	10 446,5 62 436,9 36 349,4 2 796,2	111 1 078 1 021 313	10 701,0 63 403,8 35 239,9 2 870,7	107 1 049 909 310	8 211,2 47 105,9 24 549,6 2 654,2	106 964 798 313
changements climatiques		88 408,8	2 175	89 155,9	2 214	91 744,2	2 223	95 194,3	2 330	99 011,8	2 372	99 302,5	2 435	100 964,0	2 410	105 210,2	2 469	112 029,1	2 523	112 215,4	2 375	82 520,9	2 181
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	2 560,0 3 851,0 5 527,1 25,0	31 81 190 8	2 797,7 3 623,6 5 747,6 78,5	30 74 189 16	2 539,6 3 371,3 5 872,6 54,4	31 68 198 15	2 813,1 3 371,3 5 936,3 80,3	32 67 198 16	2 946,2 3 371,3 5 950,8 142,3	30 68 193 26	2 677,0 3 306,6 5 788,9 162,8	27 63 201 30	2 718,3 3 443,4 5 671,0 194,7	28 63 185 33	2 747,4 3 745,9 5 765,4 138,4	29 60 170 33	3 215,6 3 745,9 5 910,9 155,9	28 65 167 21	3 163,0 3 867,3 5 649,8 152,9	28 62 157 22	2 080,8 2 742,3 3 672,7 152,7	25 54 136 29
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		11 963,0	310	12 247,4	309	12 135,5	302	12 369,2	314	12 410,6	317	11 535,3	314	11 492,9	306	12 162,6	292	13 010,8	281	12 836,1	269	8 648,5	244
390-Sûreté du Québec	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	2 552,1 12 705,2 9 573,3 179,3	33 275 677 31	2 495,9 13 404,0 20 284,1 205,9	35 297 687 35	2 180,1 13 407,8 22 147,3 188,3	32 301 755 35	2 370,1 14 399,9 23 145,4 181,5	29 304 768 35	2 300,6 14 979,7 23 664,6 218,9	29 291 749 35	2 368,6 14 839,7 23 426,3 167,4	31 312 784 85	2 624,2 15 297,7 24 370,4 1 674,9	33 381 782 97	2 407,4 18 106,6 24 672,4 1 044,1	32 381 822 102	2 573,1 20 087,6 26 275,5 2 049,1	29 392 775 101	2 339,7 20 867,6 25 819,4 2 049,1	27 382 713 94	1 636,2 14 143,1 17 573,5 1 295,7	29 324 638 77
Total 390-Sûreté du Québec		35 009,9	1 016	36 389,8	1 054	37 923,6	1 123	40 096,9	1 138	41 163,9	1 104	41 329,3	1 190	43 967,1	1 224	47 054,7	1 337	52 079,8	1 297	50 971,3	1 200	34 648,5	1 068
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	1 011,6 892,9 724,7 2,6	10 15 20 1	1 046,7 848,2 733,4	9 14 20	1 175,4 955,8 783,4	11 16 21	1 175,4 841,9 866,9	13 16 22	1 325,8 754,3 881,8	13 13 23	1 320,0 843,4 828,0	13 13 25	1 147,6 822,8 743,1	13 16 22	1 150,0 954,7 710,0	13 17 22	1 321,6 917,6 666,4	11 14 20	1 321,6 928,7 677,3	11 13 19	891,0 730,0 444,1	12 15 18
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		2 631,8	46	2 628,3	43	2 785,9	48	2 884,2	51	2 900,8	49	2 993,3	51	2 886,0	51	2 818,4	51	2 736,1	47	2 937,4	45	2 085,1	49
400-Justice	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	11 309,8 43 797,6 67 960,8 736,3	135 740 2 618 118	11 491,4 44 707,3 70 325,2 1 125,1	146 744 2 595 162	12 573,7 44 755,4 72 132,5 951,4	146 778 2 636 142	12 778,8 46 914,7 73 591,8 1 016,5	145 778 2 652 135	12 757,5 46 914,7 75 982,4 904,3	154 770 2 608 143	12 740,7 43 878,2 76 982,4 939,2	150 759 2 673 136	12 808,4 45 826,1 76 803,2 1 176,1	150 802 2 595 176	14 169,0 51 192,9 80 224,4 1 878,5	152 853 2 669 182	14 149,0 50 959,9 80 224,4 1 866,1	153 826 2 634 120	13 956,2 48 059,5 60 930,1 1 866,1	144 832 2 523 120	10 703,6 48 059,5 60 962,9 1 866,1	139 825 2 488 80
Total 400-Justice		123 804,5	3 611	127 649,0	3 647	130 412,9	3 687	133 448,7	3 710	136 558,3	3 675	132 055,9	3 718	134 239,9	3 650	145 451,1	3 800	154 621,0	3 795	156 945,3	3 619	120 367,9	3 532
402-Comité de déontologie policière	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier	776,4 132,4 321,0	9 4 10	765,4 149,3 310,8	8 2 9	696,7 321,1 280,6	6 4 9	722,2 321,1 306,2	7 4 11	806,8 160,1 293,5	7 4 7	707,8 201,5 259,8	6 3 7	678,9 188,3 282,9	6 3 10	704,5 200,2 253,8	6 3 6	705,4 217,8 220,4	7 5 6	808,1 191,8 223,6	6 4 5	623,0 152,3 172,2	6 3 5
Total 402-Comité de déontologie policière		1 229,8	21	1 225,5	19	1 298,4	19	1 379,3	22	1 260,5	18	1 169,1	15	1 158,6	20	1 158,6	15	1 197,6	18	1 223,5	15	948,5	14
408-Commission d'accès à l'information	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	701,0 1 300,1 808,2 15,6	7 2																				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.																							
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
		MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute-direction,Cadres Professionnels Enseignant PBT/A/Ouvrier Autres	1 080,5 1 579,8 4 339,8 2 671,9 1 522,0	13 32 115 85 89	1 109,8 1 643,3 4 644,2 2 853,4 1 732,5	15 33 129 97 95	1 143,8 1 698,2 4 776,1 2 826,2 1 573,9	14 31 131 92 79	1 296,6 1 859,6 5 181,5 2 846,7 1 724,5	16 41 136 84 73	1 353,9 2 118,7 5 569,2 2 892,6 1 771,9	21 41 135 90 85	1 729,1 2 127,3 5 528,7 2 967,6 1 766,4	22 36 156 90 93	1 783,2 2 382,4 5 569,2 3 090,7 1 576,4	22 38 171 95 75	1 695,2 2 358,8 5 762,5 3 139,1 1 509,2	20 46 153 96 84	1 873,4 2 464,3 6 036,5 3 128,7 1 499,3	21 49 145 94 67	2 038,2 2 824,3 6 301,3 3 227,3 1 418,5	21 44 143 91 60	1 492,0 1 943,9 4 554,1 2 363,4 1 096,9	22 43 123 81 56
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		11 194,1	333	11 983,4	370	12 018,1	347	12 909,0	366	13 522,1	373	13 919,0	397	13 937,9	414	14 457,5	389	15 002,3	378	15 367,9	359	11 350,3	325
560-Curateur public	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	2 786,5 15 071,0 9 403,8 108,2	33 312 339 23	3 083,1 15 731,6 10 289,6 110,0	44 338 347 24	3 376,9 16 979,8 10 788,0 225,6	41 352 355 53	3 524,9 18 155,4 11 420,3 340,1	44 341 374 70	3 432,9 18 814,5 11 037,4 609,2	39 344 363 88	3 402,9 18 837,8 11 037,4 560,2	42 367 373 85	3 837,7 19 635,4 11 183,0 706,2	40 374 362 105	3 901,4 21 276,1 11 274,5 848,8	41 381 349 105	3 986,8 22 023,0 11 550,7 845,6	47 374 335 106	3 720,2 22 684,0 11 548,4 815,6	38 373 338 111	3 034,0 17 001,2 8 741,8 626,0	38 349 333 83
Total 560-Curateur public		27 369,6	707	29 214,3	753	31 670,2	801	33 430,4	829	34 277,9	834	33 832,3	867	35 362,3	881	37 300,8	876	38 406,2	862	38 968,2	860	29 403,1	803
600-Énergie et des Ressources naturelles	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	2 909,5 14 837,4 10 604,5 155,2	39 274 336 13	3 052,3 13 256,9 10 381,5 224,9	39 255 332 21	3 221,7 14 027,8 10 326,2 278,4	38 253 307 28	3 576,1 14 796,6 9 707,7 453,3	41 265 284 49	3 880,3 16 285,4 9 815,8 447,0	41 279 280 53	3 418,4 16 705,4 10 168,7 453,3	39 302 310 57	3 643,5 17 868,6 10 683,1 458,8	40 327 308 60	3 900,4 19 590,6 11 176,7 458,8	42 334 311 61	4 221,6 21 638,8 10 869,7 483,5	51 385 313 44	3 956,5 20 290,9 9 529,1 262,4	51 354 258 36	4 458,8 19 833,3 10 046,5 347,9	58 417 326 31
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		28 506,5	662	26 915,6	647	27 854,1	626	28 347,8	618	30 426,5	649	30 745,8	704	32 641,2	732	35 126,4	747	37 213,6	793	34 038,9	699	34 578,9	832
630-Directeur général des élections	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	1 609,5 5 681,5 4 266,7 162,7	18 115 141 22	1 499,1 5 997,0 4 887,6 310,9	19 122 249 30	1 851,2 6 084,3 4 625,0 381,7	21 118 159 29	2 006,2 6 504,2 4 964,9 260,2	24 122 233 28	2 050,9 6 570,8 4 577,9 376,2	23 114 146 25	1 965,1 6 504,2 4 314,2 376,2	22 136 124 28	2 014,9 6 975,7 4 593,3 563,2	21 139 222 34	2 133,1 7 801,6 5 561,7 563,2	22 136 258 41	2 328,8 8 284,2 6 168,8 523,9	24 151 310 38	2 121,9 8 596,4 5 707,7 446,3	21 154 268 38	1 503,0 6 520,4 3 809,7 222,6	21 146 134 18
Total 630-Directeur général des élections		11 720,3	296	12 694,5	420	12 942,9	327	13 842,5	407	13 459,8	308	13 159,6	295	13 923,5	416	16 059,6	457	17 303,6	523	16 872,3	481	12 055,7	319
660-Conseil du statut de la femme	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	394,8 1 391,3 862,6 9,7	4 28 29 3	255,1 1 458,5 910,6 29,4	6 28 30 7	370,6 1 384,6 883,5 25,6	4 30 33 5	403,1 1 280,7 878,1 16,8	5 30 29 4	479,7 1 220,3 781,5 38,2	5 25 30 4	490,0 1 222,9 729,1 34,5	5 25 28 6	510,0 1 259,9 761,3 14,1	8 27 29 2	401,1 1 219,5 609,8 30,4	8 27 22 7	416,3 1 236,6 581,8 12,8	4 22 22 8	313,2 805,7 401,7 31,7	4 21 15 7		
Total 660-Conseil du statut de la femme		2 658,4	64	2 653,6	70	2 664,4	72	2 578,8	67	2 519,6	64	2 476,5	64	2 541,4	66	2 447,3	69	2 314,2	58	2 280,6	58	1 552,2	47
690-Conseil supérieur de la langue française	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	211,9 266,7 221,5	3 6 8	206,5 251,3 195,9	2 6 8	212,3 339,3 212,0	2 7 7	226,4 360,6 170,6	3 9 8	298,9 307,8 115,6	3 9 5	258,9 307,8 115,6	3 9 5	258,9 307,8 115,6	3 9 5	156,0 330,0 103,3	2 9 3	113,0 457,3 116,0	1 11 3	106,9 457,3 125,9	1 8 3	206,0 180,8 99,7	2 3 10
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		700,1	17	653,7	16	763,6	16	757,7	20	725,3	17	646,0	20	599,6	14	625,5	13	682,2	15	629,0	13	452,3	10
700-Emploi et Solidarité sociale	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	31 507,9 78 610,2 192 560,4 1 437,9	419 1 545 5 901 355	31 904,5 79 780,4 193 421,9 1 423,4	416 1 589 5 891 317	32 403,5 85 323,3 201 864,1 2 049,2	419 1 588 6 107 380	33 532,2 90 573,9 215 560,5 2 721,1	420 1 729 6 475 467	34 613,2 97 573,9 219 383,6 3 210,6	439 1 818 6 300 508	35 194,6 98 422,0 212 041,4 3 606,2	421 1 824 6 034 558	35 545,9 100 753,6 204 635,9 3 606,2	411 1 855 5 676 591	35 183,3 104 091,6 201 651,3 3 730,1	437 1 887 5 505 575	34 565,2 102 588,2 197 457,8 2 465,6	393 1 745 4 922 486	25 076,4 77 033,3 140 717,4 2 465,6	351 1 606 4 522 403		
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		304 116,5	8 220	306 530,2	8 213	321 238,7	8 494	341 478,5	9 091	354 291,8	9 065	348 843,4	8 837	344 145,9	8 533	344 532,4	8 404	342 181,9	8 070	338 413,3	7 532	245 292,7	6 882
travail	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	21 926,5 121 242,6 87 916,9 1 365,1	272 2 298 2 669 221	22 333,6 122 369,7 86 996,8 1 693,9	267 2 318 2 678 221	22 745,5 129 300,5 90 076,9 1 652,3	269 2 344 2 689 276	23 209,6 130 776,5 91 336,9 1 652,3	269 2 337 2 667 276	23 512,3 133 074,5 90 056,1 1 780,3	269 2 345 2 679 268	22 925,4 135 759,6 90 056,1 1 780,3	278 2 437 2 743 268	25 925,4 138 162,3 94 778,8 2 473,7	292 2 473 2 827 349	26 667,1 143 684,9 92 092,0 2 811,8	288 2 596 2 740 349	26 627,9 157 874,4 91 613,0 2 811,8	290 2 613 2 559 349	27 217,8 163 444,3 91 577,3 2 811,8	284 2 610 2 462 349	20 499,8 123 391,9 67 681,9 2 252,5	260 2 256 2 479 371
travail		232 451,1	5 460	233 323,9	5 524	243 775,1	5 578	246 889,8	5 539	250 522,0	5 561	251 579,2	5 747	260 992,4	5 941	269 917,6	6 011	278 927,1	5 894	285 320,1	5 790	213 826,1	5 366
710-Office québécois de la langue française	Haute-direction,Cadres Professionnels PBT/A/Ouvrier Autres	1 427,5 8 399,6 2 805,6 25,2	19 159 87 10	1 553,3 8 330,2 2 852,2 22,7	20 154 87 9	1 684,0 8 245,9 2 876,1 24,5	19 155 85 6	1 684,0 8 508,7 2 876,1 38,3	19 158 91 9	1 400,7 8 509,0 2 631,2 90,0	19 161 84 14	1 369,9 8 704,8 2 631,2 142,5	16 171 89 21	1 578,2 9 306,2 2 550,9 74,3	16 180 81 13	1 578,2 9 306,2 2 928,0 35,3	19 183 90 9	1 634,4 10 018,9 3 075,3 73,8	16 183 87 11	1 230,6 7 882,8 2 002,0 29,6	16 177 78 13		
Total 710-Office québécois de la langue française		12 657,9	275	12 758,5	270	12 887,1	264	13 104,2	274	13 312,6	277	12 683,3	291	12									

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR																							
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère																							
Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.																							
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		23 793,0	683	23 466,0	634	23 858,3	645	22 504,2	584	22 439,9	569	21 883,7	567	21 900,6	552	21 500,9	512	24 697,1	600	27 722,2	590	22 378,4	563
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Haute-direction,Cadres	1 698,6	31	1 887,1	35	1 980,1	34	2 123,4	38	2 193,5	35	1 954,9	36	1 672,0	30	1 686,1	29	2 025,9	30	2 010,5	31	1 571,0	33
	Professionnels	1 178,7	22	1 260,1	25	1 360,9	28	1 500,2	33	1 574,2	29	1 558,3	29	1 555,5	29	1 795,2	36	1 973,5	39	2 182,6	40	1 624,0	33
	PBTA/Ouvrier	3 084,3	99	3 123,9	94	3 297,0	107	3 439,2	106	3 397,2	100	3 149,2	100	3 193,0	94	3 219,8	99	3 411,3	97	3 405,8	89	2 245,7	78
	Autres	10 499,6	350	10 943,7	354	11 465,0	377	12 336,4	402	13 431,8	418	13 697,0	427	13 595,3	438	13 635,7	426	13 971,7	403	13 750,1	387	9 484,5	354
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		16 451,3	502	17 214,8	508	18 102,9	546	19 399,3	579	20 596,7	582	20 359,4	592	20 015,8	591	20 336,7	590	21 382,4	569	21 349,1	547	14 905,3	498
826-Fonds des ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	3 400,1	40	3 255,1	40	3 389,3	38	3 435,7	41	3 259,2	37	2 994,4	37	3 148,1	57	2 856,9	35	3 044,5	35	989,5	17	581,2	8
	Professionnels	11 831,0	218	13 481,8	253	13 856,5	247	13 872,0	257	14 048,9	237	14 101,1	263	16 799,0	345	18 384,7	335	20 745,6	371	7 253,0	176	5 009,5	116
	PBTA/Ouvrier	10 718,0	327	11 150,3	352	10 632,0	305	10 428,4	293	10 301,4	284	10 256,6	283	11 351,9	390	11 422,2	307	12 870,1	341	4 028,2	167	1 566,0	59
	Autres	662,7	156	754,4	146	910,0	127	885,2	113	1 017,4	117	902,5	114	5 561,7	1 224	987,4	126	1 102,3	141	675,9	94	606,4	88
Total 826-Fonds des ressources naturelles		26 611,8	741	28 641,6	791	28 787,9	717	28 621,4	704	28 626,9	675	28 254,5	697	36 860,7	2 016	33 651,2	803	37 762,5	888	12 946,6	454	7 763,2	271
830-Commission des transports du Québec	Haute-direction,Cadres	1 945,6	20	2 010,7	23	2 128,3	22	2 155,5	21	2 169,3	20	2 068,5	20	2 009,3	22	2 104,7	19	2 175,9	23	2 251,6	20	1 730,6	19
	Professionnels	2 174,7	41	2 081,2	39	2 239,5	40	2 258,5	45	2 424,3	40	2 398,5	43	2 668,8	47	2 372,6	41	2 364,0	34	1 751,0	32	1 751,0	32
	PBTA/Ouvrier	3 388,9	106	3 425,2	106	3 441,3	108	3 433,5	108	3 301,4	112	3 080,6	109	2 793,5	96	2 859,7	91	2 935,9	84	2 962,2	83	2 008,4	72
	Autres	22,2	6	8,6	4	8,3	2	26,6	6	61,0	13	67,9	13	94,6	16	86,9	14	67,7	12	29,9	6	4,9	2
Total 830-Commission des transports du Québec		7 531,5	173	7 525,6	172	7 817,5	172	7 874,2	180	7 955,9	185	7 615,5	187	7 587,1	181	7 652,2	167	7 552,2	160	7 607,7	143	5 494,8	125
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Haute-direction,Cadres	8 217,2	105	8 609,1	112	8 030,5	99	7 754,5	104	7 820,9	95	7 779,0	97	8 719,8	103	7 566,2	86	7 336,6	82	7 286,3	76	5 251,1	69
	Professionnels	32 136,1	572	31 422,2	588	33 100,8	607	32 598,6	638	34 543,2	649	36 349,6	676	43 549,5	841	40 982,9	770	43 802,5	764	43 329,2	732	31 560,1	672
	PBTA/Ouvrier	27 243,3	836	29 457,2	896	30 757,3	907	32 636,6	999	32 481,0	976	30 637,7	921	35 129,0	1 085	33 230,1	1 005	34 695,3	1 008	32 978,3	934	17 965,1	606
	Autres	661,8	128	921,4	132	1 040,3	138	1 189,7	165	1 411,2	182	1 488,0	200	1 747,1	220	1 776,1	215	2 028,6	237	2 004,4	242	1 119,5	181
Total 850-Transport, Mobilité durable et Électrification des transports		68 258,5	1 641	70 409,9	1 728	72 928,9	1 751	74 179,5	1 906	76 256,2	1 902	76 254,3	1 894	89 145,4	2 249	83 555,4	2 076	87 863,1	2 091	85 598,2	1 984	55 895,7	1 528
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Haute-direction,Cadres					66,2	1	88,2	1	95,5	1	96,0	1	176,3	2	64,0	2					211,7	4
	Professionnels	122,9	2	102,8	3	128,3	2	144,1	3	159,8	2	160,0	2	169,6	2	243,5	6	274,5	5	292,6	4	68,3	2
	PBTA/Ouvrier	105,9	3	85,7	3	98,4	7	100,1	5	116,9	5	116,9	3	118,8	3	80,8	3	83,9	2	89,9	2	68,3	2
	Autres													2,4	1	25,2	3	20,6	3	7,8	1	3,4	1
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		228,8	5	188,5	6	292,9	10	332,5	9	372,2	8	372,9	6	467,2	8	413,5	14	379,0	10	390,3	7	283,4	7
874-Fonds du financement	Haute-direction,Cadres	118,2	2	203,7	2	220,2	2	224,6	2	229,1	2	95,1	2		2								
	Professionnels	477,0	16	596,7	16	637,7	16	670,8	13	689,9	14	604,9	17	716,8	15	675,0	16	689,2	15	709,0	13	583,6	13
	PBTA/Ouvrier	122,7	6	131,1	7	130,8	5	89,4	4	111,1	4	119,9	6	53,6	4	78,4	4	79,1	3	82,4	2	48,8	3
	Autres																						
Total 874-Fonds du financement		717,9	24	931,5	25	988,7	23	984,8	19	1 030,1	20	819,9	25	770,3	19	753,4	20	768,3	18	791,4	15	632,4	16
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Haute-direction,Cadres	684,1	8	667,7	7	640,0	8	470,3	5	445,7	6	575,5	7	686,6	7	539,6	7	490,1	6	598,2	6	512,1	6
	Professionnels	1 974,9	38	2 014,3	40	1 887,2	32	2 024,5	36	2 056,6	38	2 186,2	42	2 090,5	40	2 493,3	46	2 927,2	47	2 836,9	48	2 210,3	44
	PBTA/Ouvrier	3 450,3	120	3 363,1	120	3 336,2	111	3 326,6	103	3 480,7	103	3 462,2	106	3 352,9	104	3 264,2	100	3 261,0	88	3 300,8	91	2 547,5	83
	Autres	31,2	2	30,6	1	19,7	1	15,1	2	14,9	1	12,6	2	15,1	1	28,0	2	27,8	5	16,8	3	20,1	4
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		6 140,6	168	6 075,8	168	5 883,1	152	5 837,2	146	5 998,0	148	6 236,4	157	6 145,0	152	6 325,1	155	6 706,1	146	6 752,7	148	5 289,9	137
Employés assujettis à la LFP.																							
Données selon la structure budgétaire 2015-2016 (février 2016). Pour l'année 2015-2016, les données couvrent la période d'avril à décembre 2015.																							
Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.																							
Un employé peut être compté en double si pendant l'année budgétaire il a changé de catégorie d'emploi ou de ministère.																							

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2015-2016 (paie 25)	
		SALAIRE ANNUEL	NOMBRE DE PERSONNES
10	10-Culture et Communications	124 828	2
		128 067	1
		128 233	1
		129 136	7
		140 117	1
		142 660	1
		155 795	4
		176 594	1
		180 911	1
		210 976	1
			20
30	30-Relations internationales et Francophonie	129 136	4
		129 326	1
		131 825	1
		140 117	1
		155 795	6
		180 911	3
		192 748	2
		193 497	1
		204 582	1
			20
50	50-Affaires municipales et Occupation du territoire	140 117	9
		146 311	1
		155 795	2
		163 585	1
		180 911	5
		204 582	1
		210 976	1
			20
52	52-Forêts, Faune et Parcs	129 136	14
		142 050	1
		143 290	1
		148 506	1
		151 152	1
		180 911	1
		210 976	1
			20
55	55-Immigration, Diversité et Inclusion	108 607	2
		114 421	2
		115 244	6
		127 851	1
		128 942	1
		129 136	4
		155 795	2
		160 386	1
		204 582	1
			20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2015-2016 (paie 25)	
		SALAIRE ANNUEL	NOMBRE DE PERSONNES
60	60-Santé et Services sociaux	155 795	2
		160 386	1
		163 357	1
		168 800	1
		173 378	1
		179 693	1
		180 911	3
		192 748	1
		192 920	3
		202 566	1
		204 582	1
		224 635	1
		232 073	2
		273 800	1
		20	
65	65-Famille	124 828	3
		127 482	1
		128 399	1
		128 995	1
		129 136	3
		143 132	1
		143 328	1
		153 807	2
		155 795	2
		161 443	1
		168 800	1
		180 911	2
		204 582	1
71	71-Tourisme	95 907	4
		102 845	4
		110 278	1
		115 244	7
		154 635	1
		155 795	2
		204 582	1
		20	
80	80-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	140 117	2
		142 660	4
		149 154	1
		151 014	1
		153 807	1
		155 795	4
		165 426	1
		180 911	3
		192 748	1
		196 608	1
		204 582	1
		20	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2015-2016 (paie 25)	
		SALAIRE ANNUEL	NOMBRE DE PERSONNES
95	95-Sécurité publique	153 807	1
		155 795	3
		160 900	1
		163 585	1
		166 898	1
		173 455	1
		175 540	1
		180 911	4
		192 920	5
		210 976	2
			20
140	140-Conseil exécutif	180 911	1
		189 957	1
		192 748	3
		198 584	1
		200 278	1
		203 285	2
		204 582	3
		210 976	4
		232 074	1
		242 752	1
		253 172	1
		313 100	1
			20
160	160-Conseil du trésor	155 795	2
		155 802	1
		160 535	1
		163 585	2
		179 120	1
		180 911	8
		192 748	2
		210 976	2
		232 072	1
			20
210	210-Finances	154 252	1
		154 336	1
		155 795	3
		180 911	8
		192 748	1
		204 582	2
		210 976	2
		255 282	1
		268 395	1
			20
280	280-Économie, Science et Innovation	115 244	6
		127 790	1
		128 520	1
		129 136	2
		142 050	1
		143 986	1
		153 413	1
		155 795	4
		192 748	1
		204 582	2
			20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2015-2016 (paie 25)	
		SALAIRE ANNUEL	NOMBRE DE PERSONNES
350	350-Éducation, Loisir et Sport	137 137	4
		139 445	1
		140 117	1
		140 244	1
		143 041	1
		152 752	1
		163 900	1
		165 426	4
		180 911	5
		210 976	1
			20
370	370-Assemblée nationale	102 845	4
		103 503	1
		113 840	1
		114 383	1
		115 244	2
		119 033	1
		124 042	1
		124 828	1
		129 136	4
		144 462	1
		145 941	2
		152 624	1
			20
380	380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	129 136	10
		145 941	1
		152 961	1
		155 795	1
		176 672	2
		177 192	1
		180 911	3
		210 976	1
			20
400	400-Justice	153 807	4
		155 103	1
		155 795	3
		162 280	1
		163 989	1
		167 181	4
		175 540	1
		180 911	2
		192 748	1
		199 002	1
		204 582	1
			20
600	600-Énergie et Ressources naturelles	127 486	1
		129 136	14
		171 357	1
		179 584	1
		180 911	2
		210 976	1
			20
700	700-Emploi et Solidarité sociale	180 911	1
		192 748	4
		192 920	12
		210 976	3
			20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2015-2016 (paie 25)	
		SALAIRE ANNUEL	NOMBRE DE PERSONNES
850	850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	153 807	1
		154 336	1
		155 795	2
		162 153	1
		170 037	1
		176 672	1
		179 904	1
		180 911	4
		188 008	1
		188 298	1
		189 957	1
		192 920	1
		201 536	1
		204 867	1
		210 976	2
		20	
900	900-Commissaire à l'éthique	180 911	1
	900-Commissaire au lobbyisme du Québec	129 136	1
		140 159	1
		153 807	1
		180 911	1
		900-Directeur générale des élections	129 136
	153 807		1
	189 957		1
	900-Vérificateur général	129 136	5
		142 050	2
		155 795	1
		180 911	2
		210 976	1
		20	

Employés assujettis à la LFP.
Données selon la structure de l'exercice financier 2015-2016 - février 2016.
Salaire annuel à la paie 25.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 24 - Art. 46 LAP Ressources financières

Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.

Il appartient à chaque ministère et organisme assujetti à la Loi sur l'administration publique de rendre compte, dans son rapport annuel de gestion, des ressources utilisées pour atteindre les résultats aux objectifs fixés dans le plan stratégique organisationnel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 - Liste et solde des fonds

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2015-2016 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2014-2015 et 2015-2016 pour chacun des fonds.		
FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2015-2016
Le volume Budget des fonds spéciaux 2016-2017 déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016 présente des prévisions de résultats des exercices 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les résultats réels 2014-2015 de chaque fonds spécial, incluant le solde de l'exercice, et ce, réparti par portefeuilles. Les résultats réels de chaque fonds spécial sont également présentés au volume 2 des comptes publics 2014-2015.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 26 - Hausse taxes, impôt

Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$ - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatiques.

Le Ministère des Finances répondra à la demande, sauf pour le dernier point.

Pour le dernier point, concernant le regroupement des centres de traitement informatiques, nous vous informons qu'en vertu notamment de l'article 37 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1) ci-après désignée « Loi sur l'accès», l'information ne vous est pas communiquées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 28 - Économies

Total des économies non récurrentes observées en 2014-2015 et 2015-2016 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.

Les mesures d'économie annoncées aux documents budgétaires ont généralement un caractère récurrent.

Par ailleurs, afin de respecter leurs enveloppes de dépenses, les ministères et organismes posent un nombre important de gestes administratifs pouvant avoir un caractère récurrent ou non récurrent. L'effet net de ces gestes se reflète dans les dépenses prévues et réelles présentées annuellement au Budget de dépenses et aux Comptes publics.

Enfin, parmi les mesures exigées spécifiquement par le Conseil du trésor, les mesures d'économies suivantes n'avaient pas nécessairement un caractère récurrent :

- Mesures visant à limiter le temps supplémentaire, la promesse et l'octroi de subventions, l'octroi de contrats, les dépenses de formation, de publicité et de déplacement, la tenue de réunions et de rencontres à l'extérieur des lieux du travail, le remboursement des dépenses de fonction du personnel d'encadrement et de la haute direction ainsi qu'à assurer une gestion rigoureuse et serrée de tous les achats;
- Limiter les demandes d'autorisation au Conseil du trésor (projets de C.T.) aux cas jugés incontournables, et ce, même si les sommes étaient déjà provisionnées;
- Report ou étalement de certains projets dont des mesures du Discours sur le budget annoncées en mars 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 30 - Crédits affectés dépenses non récurrentes

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2014-2015 et 2015-2016 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

Des mesures sont proposées au Discours sur le Budget, reliées aux objectifs gouvernementaux. Certaines de ces mesures sont mises en place pour une période déterminée, et tel qu'annoncé, des ajustements sont apportés lorsque ces mesures prennent fin. La variation des crédits d'un exercice à l'autre est présentée au Budget de dépenses de chacun des exercices financiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP-32A - ETC hors régions métropolitaines

Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2015-2016 et chacune des 5 années précédentes;					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 (avril à décembre 2015)
01-Bas-Saint-Laurent	1 548,6	1 544,0	1 572,1	1 535,3	1 148,7
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 409,8	1 419,0	1 428,6	1 416,8	1 043,4
04-Mauricie	1 618,6	1 599,4	1 604,7	1 553,2	1 130,9
05-Estrie	1 248,4	1 235,5	1 241,0	1 219,3	875,8
07-Outaouais	1 209,6	1 250,7	1 271,1	1 243,1	888,1
08-Abitibi-Témiscamingue	1 461,9	1 470,2	1 496,1	1 459,2	1 059,7
09-Côte-Nord	885,9	899,8	926,7	900,9	656,3
10-Nord-du-Québec	240,3	242,9	240,1	219,8	165,6
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 087,9	1 086,3	1 106,6	1 088,9	806,9
17-Centre-du-Québec	675,9	674,5	676,0	657,5	469,1
90-Hors-Québec	108,4	30,5	29,3	26,7	9,2
Total hors régions métropolitaines de Québec et de Montréal	11 495,1	11 452,9	11 592,3	11 320,7	8 253,7

¹ (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.
Un nouveau système informatique a été mis en service au cours de l'année 2010-2011, lequel n'accepte pas les adresses de travail hors Québec.
Par conséquent, la grande majorité des employés travaillant hors Québec sont maintenant comptabilisés en fonction de l'adresse du siège social de l'organisation pour laquelle ils travaillent.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP_32B - ETC région métropolitaine QC

Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2015-2016 et chacune des 5 années précédentes.					
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 (Avril à décembre 2015)
03-Capitale-Nationale	26 679,0	27 130,9	27 795,6	27 282,3	20 009,4
12-Chaudière-Appalaches	1 483,0	1 496,5	1 528,7	1 473,9	1 065,5
Total région métropolitaine de Québec	28 162,0	28 627,4	29 324,3	28 756,2	21 074,9

¹ (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP-32C - ETC région métropolitaine MTL

Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC¹ dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2015-2016 et chacune des 5 années précédentes.

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 (Avril à décembre 2015)
06-Montréal	11 773,5	11 986,6	12 313,5	12 225,4	8 785,9
13-Laval	817,8	834,2	845,6	932,7	739,7
14-Lanaudière	967,4	972,0	992,2	962,0	714,7
15-Laurentides	1 544,9	1 586,0	1 622,4	1 591,1	1 162,7
16-Montérégie	3 548,7	3 588,6	3 559,2	3 475,3	2 482,0
Total région métropolitaine de Montréal	18 652,4	18 967,3	19 332,8	19 186,5	13 885,0

¹ (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 33 – Nombre organismes gouvernementaux

Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2015-2016 et pour chacune des 5 années précédentes.

L'information concernant le nombre et liste total des organismes gouvernementaux budgétaires et non budgétaires pour les 5 années précédentes est disponible au Volume 1 des Comptes publics pour chacune des années correspondantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 34 - Employés congédiés

Pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
102-Agent de développement industriel	1
104-Agent d'information	2
105-Agent rech.et planific.socio-économ.	17
108-Analyste informat.et proc.administr.	4
111-Attaché d'administration	3
116-Conseiller orientation profess.	1
120-Médecin	2
123-Spécialiste sciences de l'éducation	1
133-Conseiller affaires internationales	1
186-Ingénieur	4
200-Agent de bureau	14
207-Agent d'indemnisation	2
208-Agent rentes, retraite et assurances	5
214-Agent d'aide socio-économique	10
221-Agent de secrétariat	25
223-Préposé aux permis et à l'immatriculation	4
230-Inspect. produits agric. et aliments	1
234-Insp.santé séc.lieux de trav. & publ.	1
241-Magasinier	1
249-Préposé aux renseignements	10
253-Préposé aux télécommunications	4
263-Technicien des travaux publics	4
264-Technicien en administration	17
265-Technicien arts appliqués et graph.	1
266-Technicien en eau et assainissement	1
283-Technicien en droit	1
294-Inspecteur de conformité législative et réglementaire	3
307-Agent des services correctionnels	15
421-Electricité	1
430-Patrouille	2
443-Foresterie	3
446-Cuisine	2
459-Constr.entretien routes et struct.	15
462-Sécurité et entretien des aéroports	1
630-Cadre	2
675-Personnel enseignant	3
833-Huissier-audiencier	1
Total	185

¹Employés assujettis à la LFP (réguliers et occasionnels).
La classe d'emploi est l'équivalent du corps d'emploi.
Les codes de départs relatifs au congédiement retenus sont: Révocation «33» et Destitution «39».
Les données de 2015-2016 couvrent la période du 1er avril 2015 au 2 mars 2016 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST (Commission de la santé et de la sécurité au travail), à l'exception de ceux de la CNT (Commission des normes du travail) et de la CES (Commission de l'équité salariale).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 35 - Occasionnel devenu permanent

Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par genre.						
CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014		2014-2015		2015-2016 (avril à décembre 2015)	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Haute direction		1	1	1		
Cadre		1	1			1
Professionnel	332	489	154	275	173	268
Enseignant	16	13				
Technicien	366	571	92	221	121	208
Personnel de bureau	224	1 048	72	322	53	303
Agent de la paix	200	108	141	91	37	10
Ouvrier	399	22	38	5	26	2
Total général	1 537	2 253	499	915	410	792
Grand Total	3 790		1 414		1 202	

Employés assujettis à la LFP.
Le nombre d'occasionnels est compilé entre le 1^{er} avril et le 31 mars de chaque année.
Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 36 - Entités recommandées

Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
<p>Nous vous informons qu'en vertu du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1) ci-après désignée « Loi sur l'accès », les recommandations du Conseil du trésor ne vous sont pas communiquées, et ce, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans de leur date. De plus, ces recommandations sont partie intégrante de décisions du Conseil du trésor qui, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 30 de la Loi sur l'accès ne vous sont pas communiquées, et ce, également, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans de leur date.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 37 - Études privatisation

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2014-2015 et 2015-2016 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.

S'il en était, les études ou les analyses ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 38 – Études rétention des employés

Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2014-2015 et 2015-2016.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de les articles 20 et 27 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 39 - Taux d'absentéisme

Taux d'absentéisme pour chacun des ministères et organismes compilé par le SCT depuis 2011-2012.

Ministère	2014-2015
Affaires municipales et Occupation du territoire	
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	4,78%
368-Commission municipale du Québec	1,00%
510-Régie du logement	6,78%
730-Société d'habitation du Québec	5,47%
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	4,32%
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	5,28%
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	8,59%
520-La Financière agricole du Québec	3,62%
Assemblée nationale	
370-Assemblée nationale	5,70%
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1,44%
Commissaire au lobbyisme du Québec	
247-Commissaire au lobbyisme	4,58%
Conseil du trésor	
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	4,20%
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	5,61%
347-Centre de services partagés du Québec	5,36%
430-Commission de la fonction publique	5,09%
Conseil exécutif	
140-Conseil exécutif	4,32%
408-Commission d'accès à l'information	5,51%
Culture et Communications	
010-Culture et des Communications	5,13%
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	0,00%
352-Régie du cinéma	5,91%
690-Conseil supérieur de la langue française	2,01%
710-Office québécois de la langue française	6,20%
Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations	
280-Développement, de L'Économie, de l'Innovation et des Exportations	4,53%
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	3,08%
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	4,05%
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	4,30%
Directeur général des élections	
630-Directeur général des élections	4,57%
Éducation, Loisir et Sport	
238-Conseil supérieur de l'éducation	1,53%
350-Éducation, du Loisir et du Sport	4,80%
Emploi et Solidarité sociale	
063-Régie des rentes du Québec	5,35%
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	8,86%
700-Emploi et de la Solidarité sociale	6,86%
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	2,56%
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	-

Ministère	2014-2015
Énergie et Ressources naturelles	
600-Énergie et des Ressources naturelles	4,44%
817-Fonds d'information sur le territoire	3,93%
826-Fonds des ressources naturelles	4,15%
Enseignement supérieur, Recherche et Science	
067-Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science	5,14%
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	3,05%
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	3,76%
Famille	
065-Famille	4,09%
560-Curateur public	6,62%
Finances	
188-Bureau de décision et de révision	4,10%
210-Finances	2,91%
323-Institut de la statistique du Québec	4,46%
874-Fonds du financement	6,43%
Forêts, Faune et Parcs	
052-Forêts, Faunes et Parcs	4,11%
Immigration et Communautés culturelles	
055-Immigration et des Communautés culturelles	6,71%
Justice	
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	5,54%
289-Conseil de la magistrature	3,08%
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	0,98%
344-Office de la protection du consommateur	4,28%
360-Office des professions du Québec	2,54%
400-Justice	5,43%
450-Tribunal administratif du Québec	5,39%
660-Conseil du statut de la femme	10,12%
771-Fonds Accès Justice	2,63%
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	4,06%
878-Fonds des registres	7,95%
921-Magistrature et nomination des juges	3,57%
Relations Internationales et Francophonie	
030-Relations internationales et de la Francophonie	3,50%
Santé et Services sociaux	
060-Santé et des Services sociaux	4,77%
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	5,68%
245-Commissaire à la santé et au bien-être	5,22%
538-Office des personnes handicapées du Québec	5,61%
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	4,52%
Sécurité publique	
095-Sécurité publique	5,89%
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	7,44%
267-Commissaire à la déontologie policière	3,96%
293-Coroner	7,75%
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	5,61%
390-Sûreté du Québec	6,23%
402-Comité de déontologie policière	1,71%
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	6,08%
812-Fonds des services de police	7,87%
Tourisme	
814-Fonds de partenariat touristique	4,14%
Transports	
320-Société de l'assurance automobile du Québec	5,93%
807-Fonds des réseaux de transport terrestres (FORT)	5,18%
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	6,10%
830-Commission des transports du Québec	6,91%
850-Transports	4,66%

Ministère	2014-2015
Travail	
075-Travail	3,80%
278-Commission de l'équité salariale	5,95%
285-Commission des relations du travail	5,89%
367-Régie du bâtiment du Québec	6,02%
414-Commission des lésions professionnelles	4,50%
702-Commission des normes du travail	6,82%
Vérificateur général	
374-Vérificateur général	2,59%
Total général	5,42%

NOTES:

Les données sont présentées en structure budgétaire 2014-2015.

Les données de l'année 2015-2016 ne sont pas disponibles.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.												
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
010-Culture et des Communications	Régulier	495	366	360	356	339	337	345	339	345	325	310
	Occasionnel	56	53	62	75	74	61	63	63	52	31	32
	Étudiant	1	4	4	8	12	29	30	36	22	30	25
Total 010-Culture et des Communications		552	423	426	439	425	427	438	438	419	386	367
030-Relations internationales et de la Francophonie	Régulier	420	405	422	394	389	364	345	346	339	276	268
	Occasionnel	22	34	37	41	36	43	41	53	64	33	24
	Étudiant	3	3	6	10	15	13	28	16	9	6	1
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		445	442	465	445	440	420	414	415	412	315	293
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Régulier	546	540	463	424	424	450	436	416	410	418	428
	Occasionnel	57	73	49	57	61	68	63	69	64	63	45
	Étudiant	4	3	4	11	19	20	37	32	43	48	20
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		607	616	516	492	504	538	536	517	517	529	493
052-Forêts, Faune et Parcs	Régulier	2 078	2 072	2 070	2 025	1 938	1 977	2 005	1 957	1 906	1 843	1 713
	Occasionnel	336	357	319	327	389	374	291	283	278	189	227
	Étudiant	1	3	6	6	22	20	18	25	17	13	13
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		2 415	2 432	2 395	2 358	2 349	2 371	2 314	2 265	2 201	2 045	1 953
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Régulier	871	850	810	870	863	836	812	877	869	805	717
	Occasionnel	491	543	558	661	659	664	689	618	622	614	639
	Étudiant	1	6	8	58	71	119	125	130	126	131	99
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		1 363	1 399	1 376	1 589	1 593	1 619	1 626	1 625	1 617	1 550	1 455
060-Santé et Services sociaux	Régulier	677	647	622	621	590	549	577	657	668	666	733
	Occasionnel	153	164	175	150	155	120	99	71	55	46	28
	Étudiant	2	4	1	5	13	6	6	11	11	19	19
Total 060-Santé et Services sociaux		832	815	798	776	758	675	682	739	734	731	780
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1 240	1 213	1 161	1 128	1 099	1 082	1 226	1 273	1 398	1 360	1 429
	Occasionnel	386	401	398	397	407	434	372	391	310	274	203
	Étudiant	29	35	32	70	104	139	161	134	173	205	194
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 655	1 649	1 591	1 595	1 610	1 655	1 759	1 798	1 881	1 839	1 826

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
065-Famille	Régulier	342	332	341	342	339	389	400	398	417	394	429
	Occasionnel	47	46	45	58	63	53	41	43	39	30	23
	Étudiant				7	6		10	16	23	25	24
Total 065-Famille		389	378	386	407	408	442	451	457	479	449	476
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Régulier	1 786	1 744	1 735	1 674	1 624	1 576	1 508	1 520	1 510	1 427	1 386
	Occasionnel	300	330	333	264	269	311	273	244	224	182	171
	Étudiant	4	4	7	10	32	22	32	24	30	23	33
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		2 090	2 078	2 075	1 948	1 925	1 909	1 813	1 788	1 764	1 632	1 590
095-Sécurité publique	Régulier	4 239	4 148	4 112	4 220	4 324	4 266	4 296	4 453	4 680	4 891	4 763
	Occasionnel	276	357	480	545	613	645	667	634	622	492	376
	Étudiant	1	3	7	29	27	49	70	74	60	58	70
Total 095-Sécurité publique		4 516	4 508	4 599	4 794	4 964	4 960	5 033	5 161	5 362	5 441	5 209
140-Conseil exécutif	Régulier	758	802	774	756	718	686	679	720	786	822	975
	Occasionnel	59	92	125	120	126	143	127	131	135	110	148
	Étudiant	7	6	7	9	13	13	30	33	35	31	41
Total 140-Conseil exécutif		824	900	906	885	857	842	836	884	956	963	1 164
160-Conseil du trésor	Régulier	625	523	524	492	512	528	548	579	585	584	557
	Occasionnel	46	33	33	32	29	22	21	25	30	19	14
	Étudiant	2	4	5	6	19	12	15	14	18	15	14
Total 160-Conseil du trésor		673	560	562	530	560	562	584	618	633	618	585
188-Bureau de décision et de révision	Régulier		10	9	8	7	10	10	12	13	14	14
	Occasionnel		2	2	2	3	2	2	1	1	1	
	Étudiant										1	
Total 188-Bureau de décision et de révision			12	11	10	10	12	12	13	14	16	14
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	4	4	4	5	4	4	4	5	4	4	4
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4	4	4	5	4	4	4	5	4	4	4
210-Finances	Régulier	805	780	747	677	623	617	593	577	575	535	527
	Occasionnel	98	101	147	136	150	149	125	86	74	71	38
	Étudiant	2	7	12	11	19	27	21	25	25	29	33
Total 210-Finances		905	888	906	824	792	793	739	688	674	635	598

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	30	31	25	27	29	26	27	27	28	28	24
	Occasionnel			2	5	4	4	2	2	1		
	Étudiant							1				
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		30	31	27	32	33	30	30	29	29	28	24
240-Retraite Québec	Régulier	1 527	1 522	1 519	1 514	1 525	1 598	1 707	1 783	1 885	1 932	1 836
	Occasionnel	268	253	335	330	304	354	319	359	387	367	308
	Étudiant	7	9	7	12	19	38	71	73	45	44	50
Total 240-Retraite Québec		1 802	1 784	1 861	1 856	1 848	1 990	2 097	2 215	2 317	2 343	2 194
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier							26	43	60	57	82
	Occasionnel								11	16	17	16
	Étudiant									1		
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption								26	54	77	74	98
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	43	53	60	64	68	63	14	14	14	14	18
	Occasionnel	1	3	7	8	9	13	5	4	3	5	2
	Étudiant			1	1	2	1	2		3	1	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		44	56	68	73	79	77	21	18	20	20	21
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	185	192	177	192	193	195	221	303	340	343	343
	Occasionnel	51	47	69	57	64	67	72	50	42	36	39
	Étudiant	5	6	5	6	10	9	12	20	26	52	21
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		241	245	251	255	267	271	305	373	408	431	403
247-Commissaire au lobbyingisme du Québec	Régulier	21	19	19	19	26	26	26	30	29	28	28
	Occasionnel	2	4	6	6	1	4	3	1	3	2	2
	Étudiant						1	1	1			
Total 247-Commissaire au lobbyingisme du Québec		23	23	25	25	27	31	30	32	32	30	30
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	48	50	48	46	46	43	42	41	44	43	45
	Occasionnel	11	13	9	8	1	10	6	6	5	8	8
	Étudiant	1			1	1	1	1	2	3		
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		60	63	57	55	48	54	49	49	52	51	53

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	34	32	34	30	34	36	32	34	33	31	31
	Occasionnel	2	3	3	5	2	1	3	2	4	1	2
	Étudiant									1		2
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		36	35	37	35	36	37	35	36	38	32	35
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	26	26	25	25	20	16	22	24	23	23	23
	Occasionnel			3	6	5	5	1		2	2	
	Étudiant							1	1		1	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		26	26	28	31	25	21	24	25	25	26	23
280-Économie, Science et Innovation	Régulier	702	665	645	666	649	663	643	665	587	697	671
	Occasionnel	30	39	56	87	87	61	64	49	46	39	32
	Étudiant	3	3	7	13	15	25	30	16	9	25	20
Total 280-Économie, Science et Innovation		735	707	708	766	751	749	737	730	642	761	723
289-Conseil de la magistrature	Régulier	4	4	3	4	4	4	4	5	4	4	4
	Occasionnel	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1
Total 289-Conseil de la magistrature		5	5	4	5	5	4	5	6	5	5	5
293-Coroner	Régulier	48	44	41	39	36	35	37	35	37	34	36
	Occasionnel	9	14	10	15	12	14	13	12	15	15	10
	Étudiant								1			
Total 293-Coroner		57	58	51	54	48	49	50	48	52	49	46
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 682	2 686	2 631	2 699	2 646	2 626	2 673	2 741	2 813	2 776	2 776
	Occasionnel	828	751	832	857	961	955	811	882	795	714	702
	Étudiant	45	20	26	76	99	80	91	107	87	80	80
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3 555	3 457	3 489	3 632	3 706	3 661	3 575	3 730	3 695	3 570	3 558
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier						3	3	3	2	2	4
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs							3	3	3	2	2	4
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	195	203	187	200	190	202	208	201	206	201	199
	Occasionnel	113	166	150	168	200	261	139	166	140	174	61
	Étudiant		1	1	5	4	6	5	4	5	5	1
Total 323-Institut de la statistique du Québec		308	370	338	373	394	469	352	371	351	380	261

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	96	95	91	96	94	94	88	89	88	89	79
	Occasionnel	7	9	7	11	7	11	11	7	9	8	4
	Étudiant	6	7	6	5	4	8	6	8	5	9	8
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		109	111	104	112	105	113	105	104	102	106	91
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	99	91	94	92	89	90	91	100	105	100	107
	Occasionnel	7	11	9	10	7	11	10	4	6	5	7
	Étudiant				3	6	11	5	8	6	6	5
Total 344-Office de la protection du consommateur		106	102	103	105	102	112	106	112	117	111	119
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 270	1 443	1 569	1 650	1 619	1 614	1 679	1 690	1 767	1 677	1 623
	Occasionnel	278	340	315	310	297	300	213	273	287	227	185
	Étudiant	14	10	7	14	28	52	64	79	76	67	68
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 562	1 793	1 891	1 974	1 944	1 966	1 956	2 042	2 130	1 971	1 876
350-Éducation, Loisir et Sport	Régulier	1 295	1 231	1 208	1 140	1 077	1 042	1 087	1 100	1 155	1 031	1 000
	Occasionnel	820	220	236	318	474	369	203	542	550	519	256
	Étudiant	3	4	5	31	47	41	56	67	65	73	67
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		2 118	1 455	1 449	1 489	1 598	1 452	1 346	1 709	1 770	1 623	1 323
352-Régie du cinéma	Régulier	50	45	41	44	44	38	44	44	40	40	27
	Occasionnel	8	9	12	13	10	11	2	3	4	2	1
	Étudiant			1		1	1			3	1	
Total 352-Régie du cinéma		58	54	54	57	55	50	46	47	47	43	28
360-Office des professions du Québec	Régulier	37	36	36	35	39	45	48	47	47	46	62
	Occasionnel	5	3	4	4	5	6	5	3	4	4	4
	Étudiant	1			1	1	1	2	3	2	4	3
Total 360-Office des professions du Québec		43	39	40	40	45	52	55	53	53	54	69
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	373	353	356	371	359	369	359	446	459	464	440
	Occasionnel	70	81	66	75	75	91	80	46	49	32	33
	Étudiant				1	2	8	10	18	22	28	30
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		443	434	422	447	436	468	449	510	530	524	503

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
368-Commission municipale du Québec	Régulier	17	12	11	14	15	17	19	19	18	20	17
	Occasionnel	2	2	2	3	2	1		2	3	2	2
	Étudiant							1	1		1	
Total 368-Commission municipale du Québec		19	14	13	17	17	18	20	22	21	23	19
370-Assemblée nationale	Régulier	487	545	530	525	518	513	511	506	500	491	482
Total 370-Assemblée nationale		487	545	530	525	518	513	511	506	500	491	482
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	Régulier							5	4	5	5	5
	Occasionnel							1	2	1	1	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie								6	6	6	6	5
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier						1	3	3	5	5	5
	Occasionnel						3	4	3	3	3	3
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie							4	7	6	8	8	8
374-Vérificateur général	Régulier	226	243	255	263	256	264	273	279	265	260	275
	Occasionnel		8	4	1	1	2	4	2	2	1	1
	Étudiant	9	5	6	7	7	7	8	7	10	13	11
Total 374-Vérificateur général		235	256	265	271	264	273	285	288	277	274	287
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1 607	1 573	1 543	1 513	1 498	1 514	1 551	1 607	1 639	1 612	1 598
	Occasionnel	254	244	281	363	375	384	310	343	354	254	150
	Étudiant	6	8	11	20	48	46	43	54	59	84	11
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 867	1 825	1 835	1 896	1 921	1 944	1 904	2 004	2 052	1 950	1 759
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	182	180	175	176	163	148	150	160	170	165	149
	Occasionnel	79	78	74	79	82	91	84	71	65	47	42
	Étudiant		1		1	3	7	12	7	4	7	13
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		261	259	249	256	248	246	246	238	239	219	204
390-Sûreté du Québec	Régulier	721	689	703	686	670	671	644	696	846	815	752
	Occasionnel	144	174	228	248	245	306	378	411	261	161	139
	Étudiant	1	4	5	1	4	1		1	4	5	4
Total 390-Sûreté du Québec		866	867	936	935	919	978	1 022	1 108	1 111	981	895

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	40	42	43	42	41	43	43	40	40	38	35
	Occasionnel	1		1	1						1	3
	Étudiant											2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		41	42	44	43	41	43	43	40	40	39	40
400-Justice	Régulier	2 192	2 130	2 024	1 995	1 865	1 796	1 752	1 741	1 820	1 833	1 821
	Occasionnel	1 033	1 078	1 138	1 267	1 281	1 374	1 427	1 520	1 472	1 345	1 420
	Étudiant	24	25	23	21	23	21	41	50	65	20	29
Total 400-Justice		3 249	3 233	3 185	3 283	3 169	3 191	3 220	3 311	3 357	3 198	3 270
402-Comité de déontologie policière	Régulier	18	16	16	18	14	14	14	14	15	14	15
	Occasionnel	1	1							1		
Total 402-Comité de déontologie policière		19	17	16	18	14	14	14	14	16	14	15
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	45	39	36	49	51	52	52	54	49	49	49
	Occasionnel	4	4	14	8	10	11	9	10	11	8	7
	Étudiant	1		1	2		1	4	1	1	1	
Total 408-Commission d'accès à l'information		50	43	51	59	61	64	65	65	61	58	56
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Régulier										1	25
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes											1	25
415-Tribunal Administratif du Travail	Régulier	555	561	549	550	547	542	537	528	545	528	508
	Occasionnel	40	31	32	26	17	16	15	17	16	6	8
	Étudiant	4	2	4	11	21	10	11	17	17	6	8
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		599	594	585	587	585	568	563	562	578	540	524
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	26	34	36	38	39	39	38	38	39	38	36
	Occasionnel		4	7	7	6	4	6	8	5	4	6
	Étudiant			1		2	1	1	1	1	3	4
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		26	38	44	45	47	44	45	47	45	45	46
430-Commission de la fonction publique	Régulier	32	29	38	35	35	35	36	36	38	35	32
	Occasionnel	6	6	4	3	2	8	4	4	1	2	2
	Étudiant	1			1	2	1			3		2
Total 430-Commission de la fonction publique		39	35	42	39	39	44	40	40	42	37	36

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	233	238	228	226	213	203	226	227	232	228	236
	Occasionnel	15	17	23	24	22	22	20	31	23	18	18
	Étudiant	2	2	2	11	15	12	24	17	16	20	21
Total 450-Tribunal administratif du Québec		250	257	253	261	250	237	270	275	271	266	275
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10	10	13	15	13	15	12	13	12	12	11
	Occasionnel		1	2	1					1		
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		10	11	15	16	13	15	12	13	13	12	11
510-Régie du logement	Régulier	179	190	186	188	189	180	179	179	168	174	160
	Occasionnel	27	31	28	34	27	43	36	38	53	47	44
	Étudiant					7	21	35	33	18	16	18
Total 510-Régie du logement		206	221	214	222	223	244	250	250	239	237	222
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	541	532	523	522	495	489	556	549	575	542	545
	Occasionnel	144	171	182	194	191	179	102	109	81	52	33
	Étudiant	2				3	6	11	15	14	2	2
Total 520-La Financière agricole du Québec		687	703	705	716	689	674	669	673	670	596	580
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	128	122	118	119	106	110	103	109	103	96	103
	Occasionnel	27	19	32	24	30	35	32	28	28	19	23
	Étudiant			1	3	2		2	2	2	1	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		155	141	151	146	138	145	137	139	133	116	127
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	131	127	124	140	132	128	130	146	143	137	129
	Occasionnel	155	175	165	151	170	191	178	167	162	158	151
	Étudiant		1	2	4	3	1	6	3	5	5	5
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		286	303	291	295	305	320	314	316	310	300	285
560-Curateur public	Régulier	463	474	483	520	511	511	515	550	558	546	564
	Occasionnel	158	154	176	136	144	161	155	131	110	118	101
	Étudiant	1	2	2	36	37	40	60	46	63	62	46
Total 560-Curateur public		622	630	661	692	692	712	730	727	731	726	711
600-Énergie et des Ressources naturelles	Régulier	515	466	447	457	469	506	536	584	577	589	636
	Occasionnel	70	75	65	64	63	67	53	59	43	34	20
	Étudiant		1	2	4	13	13	15	25	15	12	11
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		585	542	514	525	545	586	604	668	635	635	667

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
630-Directeur général des élections	Régulier	185	184	195	205	206	209	218	226	218	218	215
	Occasionnel	66	137	60	68	33	30	112	99	206	55	55
	Étudiant	1		2		3	2	6	6	7	5	4
Total 630-Directeur général des élections		252	321	257	273	242	241	336	331	431	278	274
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	52	50	48	46	43	41	45	40	34	35	26
	Occasionnel	3	6	7	4	3	2	1	6	3	2	3
	Étudiant		1		1	1		1	2	3	3	2
Total 660-Conseil du statut de la femme		55	57	55	51	47	43	47	48	40	40	31
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	14	13	14	14	10	10	10	10	9	8	8
	Occasionnel		1	1	1	1	2	2	3	2	1	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		14	14	15	15	11	12	12	13	11	9	8
700-Emploi et Solidarité sociale	Régulier	5 852	5 664	5 645	5 883	5 710	5 395	5 482	5 345	5 397	5 122	4 837
	Occasionnel	1 457	1 481	1 732	1 818	1 766	1 896	1 502	1 560	1 282	1 232	1 128
	Étudiant	16	23	26	72	125	159	207	225	188	209	215
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		7 325	7 168	7 403	7 773	7 601	7 450	7 191	7 130	6 867	6 563	6 180
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	4 151	4 071	3 987	4 006	3 945	3 923	4 041	4 072	4 108	4 118	3 972
	Occasionnel	671	757	796	799	804	888	935	898	795	734	703
	Étudiant	9	21	18	43	44	60	135	149	159	182	168
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		4 831	4 849	4 801	4 848	4 793	4 871	5 111	5 119	5 062	5 034	4 843
710-Office québécois de la langue française	Régulier	238	237	227	220	223	206	219	237	237	232	228
	Occasionnel	6	4	3	14	6	9	21	21	19	9	8
	Étudiant				2	4	6	2	2	5	3	1
Total 710-Office québécois de la langue française		244	241	230	236	233	221	242	260	261	244	237
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	358	350	349	343	364	369	364	362	363	343	331
	Occasionnel	19	15	25	36	12	29	24	21	26	14	14
	Étudiant	3	2		2	8	6	17	14	19	25	19
Total 730-Société d'habitation du Québec		380	367	374	381	384	404	405	397	408	382	364

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
771-Fonds Accès Justice	Régulier								1	2	2	2
Total 771-Fonds Accès Justice									1	2	2	2
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier								235	240	229	240
	Occasionnel								1	4	5	7
	Étudiant								2	1	3	5
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux									238	245	237	252
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Régulier	88	83	69	59	58	58	93	75	75	437	440
	Occasionnel	107	81	100	119	105	334	253	113	141	181	139
	Étudiant								1	2	23	21
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		195	164	169	178	163	392	346	189	218	641	600
781-Fonds Aérien gouvernemental	Régulier	156	159	153	151	143	139	149	133	158	161	160
	Occasionnel	24	30	29	35	37	44	40	52	43	37	45
	Étudiant	3	3		3	9	8	8	14	14	8	13
Total 781-Fonds Aérien gouvernemental		183	192	182	189	189	191	197	199	215	206	218
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Régulier	23	27	26	24	24	25	22	20	21	22	21
	Occasionnel	2	2	3	1	1						
	Étudiant							2	1	1	1	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		25	29	29	25	25	25	24	21	22	23	22
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Régulier	3 015	2 896	2 746	2 713	2 677	2 716	2 863	3 003	3 607	3 884	3 741
	Occasionnel	956	957	1 017	1 170	1 176	1 254	1 111	1 182	971	1 035	1 007
	Étudiant	41	45	38	50	76	109	117	127	146	163	188
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		4 012	3 898	3 801	3 933	3 929	4 079	4 091	4 312	4 724	5 082	4 936
812-Fonds des services de police	Régulier	866	867	927	915	898	867	786	851	969	940	918
	Occasionnel	246	292	281	316	320	368	409	395	320	213	236
	Étudiant	2	1		2	2	5	5	4		1	2
Total 812-Fonds des services de police		1 114	1 160	1 208	1 233	1 220	1 240	1 200	1 250	1 289	1 154	1 156

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	273	267	261	258	247	250	248	251	241	226	208
	Occasionnel	26	33	38	36	27	20	23	21	21	15	15
	Étudiant	48	35	42	40	43	53	49	46	34	35	23
Total 814-Fonds de partenariat touristique		347	335	341	334	317	323	320	318	296	276	246
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	Régulier	31	19	23	27	27	29	29	26			
	Occasionnel	16	16	9	7	8	3	2	3			
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		47	35	32	34	35	32	31	29			
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	361	335	317	309	291	287	326	325	403	423	445
	Occasionnel	187	186	209	150	160	144	81	74	77	65	48
	Étudiant		1	1	22	36	40	38	35	31	26	28
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		548	522	527	481	487	471	445	434	511	514	521
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	217	218	203	192	167	138	226	226	275	253	236
	Occasionnel	200	215	242	279	307	318	217	230	188	175	161
	Étudiant	1	2	1	2	8	10	13	12	17	16	11
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		418	435	446	473	482	466	456	468	480	444	408
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	400	405	386	384	369	355	408	437	495	124	182
	Occasionnel	98	102	119	117	102	132	125	153	132	26	35
	Étudiant	2	2	3	10	7	6	9	12	17	8	12
Total 826-Fonds des ressources naturelles		500	509	508	511	478	493	542	602	644	158	229
830-Commission des transports du Québec	Régulier	144	138	139	141	124	118	109	111	112	110	106
	Occasionnel	9	11	9	14	20	19	22	19	15	12	7
	Étudiant				2	5	7	9	6	4		
Total 830-Commission des transports du Québec		153	149	148	157	149	144	140	136	131	122	113
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Régulier	1 261	1 253	1 277	1 267	1 234	1 235	1 318	1 373	1 399	1 164	1 160
	Occasionnel	108	103	126	148	170	186	217	203	177	65	58
	Étudiant	17	17	16	30	34	41	61	69	62	44	60
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		1 386	1 373	1 419	1 445	1 438	1 462	1 596	1 645	1 638	1 273	1 278

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 20011	MARS 20012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015	FÉVRIER 2016
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Régulier	2	4	4	5	5	5	6	5	5	6	5
	Occasionnel	3	1	2	2	1	1	1	1			
	Étudiant							1	2			
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		5	5	6	7	6	6	8	8	5	6	5
874-Fonds du financement	Régulier	12	15	12	12	12	9	8	7	8	9	11
	Occasionnel	5	5	6	5	5	9	7	9	6	6	3
Total 874-Fonds du financement		17	20	18	17	17	18	15	16	14	15	14
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	137	133	124	118	113	115	108	104	109	116	113
	Occasionnel	19	14	11	13	20	21	23	26	19	10	13
	Étudiant					1	1	1	1		1	1
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		156	147	135	131	134	137	132	131	128	127	127
Total général		61 397	60 518	60 726	62 085	61 829	62 486	62 507	64 320	65 158	62 989	60 907

Personnel régulier, occasionnel et étudiant assujetti à la LFP.
Données présentées selon la structure budgétaire 2015-2016 (février 2016).
Données compilées en mars de chaque année (paie 26), sauf en 2016 où il s'agit des données de la paie 25.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 44 - Service de communication et de planification stratégique

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de communication et de planification stratégique pour l'année 2015-2016	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 45 - Service de génie de toutes sortes

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de génie pour l'année 2015-2016.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 - Agences de publicité

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat avec des agences de publicité pour l'année 2015-2016.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 48 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2016-2017	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
<p>L'Assemblée nationale adopte chacune des lois constituant un nouvel organisme.</p> <p>Les comptes publics publient la liste des organismes budgétaires et autres que budgétaires.</p> <p>Les notes explicatives du Budget des organismes autres que budgétaires présentent notamment les modifications apportées à la liste des organismes sous la responsabilité d'un ministre.</p>	<p>L'information concernant les organismes budgétaires est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses 2016-2017.</p> <p>L'information concernant les organismes autres que budgétaires est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses 2016-2017.</p>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 49 - Écart salarial Rev. QC et Rev. Can

Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 50A - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la santé

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.

L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) :<https://secure.cih.ca/estore/productFamily.htm?locale=fr&pf=PFC2675>
Seuls les médecins dont les revenus annuels excèdent 60 000 \$ sont pris en considération. Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

Concernant les infirmières et les cadres, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les infirmières sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50B - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la sécurité publique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les policiers et les juristes sont également visés par l'article 27 de cette loi.

Pour les procureurs, le Rapport du Comité sur la rémunération des procureurs présente une comparaison de la rémunération de ces derniers au Québec et dans les autres provinces : http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/pdf/rem_crppcp2015.pdf p. 54 et ss.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 50C - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'éducation

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne dispose pas de données pour les chargés de cours, recteurs, doyens et cadres des universités. Les conditions de travail et les barèmes de rémunération n'ont pas à être approuvés par le Conseil du trésor.

Concernant les enseignants, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 50D - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'administration

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 50E - Comparaison des écarts salariaux dans le milieu scientifique et technique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 50F - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'informatique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'informatique; 1. analyste; 2. technicien.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 54 - Actifs radiés en informatique

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.	
Projet	Montant radié
Aucun	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 55 - Crédits prévus dans le budget de dépenses

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses.

Par ailleurs, l'annexe B-3 des renseignements supplémentaires 2016-2017 présente le budget de dépenses 2016-2017, la dépense probable 2015-2016 ainsi que les dépenses réelles depuis 2002-2003 reclassées selon la structure budgétaire 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 56 - Crédits réellement dépensés du ministère et organismes

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.

L'information est disponible aux Comptes publics.

Par ailleurs, l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires 2016-2017 présente le budget de dépenses 2016-2017, la dépense probable 2015-2016 ainsi que les dépenses réelles depuis 2002-2003 reclassées selon la structure budgétaire 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

NUMERO 57 - Crédits prévus en fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des fonds spéciaux du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 58 - Crédits réellement dépensés - fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères

L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 59 - Crédits prévus aux organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 60 - Crédits réellement dépensés - organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 61 - Crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses aux portefeuilles « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche » ainsi que « Santé et Services sociaux » de même qu'à l'appendice B.3 du volume Renseignements supplémentaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 62 - Crédits réellement dépensés - réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics ainsi qu'à l'appendice B.3 du volume Renseignements supplémentaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 63 - Crédits prévus aux comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 64 - Crédits réellement dépensés - comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible aux Comptes publics.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 70 - Équité salariale; état de situation

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

LES 12 PROGRAMMES D'ÉQUITÉ SALARIALE MIS EN PLACE

Pour les secteurs public et parapublic, la Loi sur l'équité salariale (LES) définit deux entreprises; celle de la fonction publique et celle du secteur parapublic. L'entreprise du secteur parapublic regroupe le personnel des secteurs de l'éducation (commissions scolaires et collèges) et de la santé et des services sociaux. Pour les deux entreprises, le Conseil du trésor a mis en place 12 programmes d'équité salariale différents; trois pour l'entreprise du secteur parapublic et neuf pour l'entreprise de la fonction publique.

1. ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC – 3 PROGRAMMES

Pour l'entreprise du secteur parapublic, le programme le plus important (347 811 ETC) est celui visant tout le personnel syndiqué des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation (commissions scolaires et collèges) ainsi que celui non syndiqué appartenant aux mêmes catégories d'emplois.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise du secteur parapublic est visé par les deux autres programmes : le programme général du secteur de la santé et des services sociaux (12 964 ETC) et le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges - 6 856 ETC). Il est à noter qu'outre le personnel d'encadrement, le programme général du secteur de la santé vise également certains groupes de professionnels non-syndicables, tel les pharmaciens d'établissement et les sages-femmes.

1.1 Évaluation du maintien de l'équité salariale de 2015-2016

Pour le programme visant le personnel syndiqué, l'évaluation du maintien devait être réalisée au plus tard le 31 décembre 2015. Comme il n'a pas été possible de former un comité de maintien avec les organisations syndicales représentatives du programme, le Conseil du trésor a procédé seul à l'évaluation, tel que le permet la Loi sur l'équité salariale (LES). Les résultats ont été affichés du 21 décembre 2015 au 19 février 2016. Plus de 7 000 commentaires ont été reçus. Au cours de la période du nouvel affichage, prévue du 19 mars au 18 mai 2016, les personnes salariées et les organisations syndicales pourront déposer des plaintes auprès de la Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité du travail (CNESST) s'ils considèrent que la Loi sur l'équité salariale n'a pas été respectée.

Quant aux deux programmes visant le personnel d'encadrement, la LES prévoit que la prochaine évaluation du maintien de l'équité salariale devra être réalisée en décembre 2016.

1.2 Évaluation du maintien de l'équité salariale de 2010

Compte tenu de la complexité du programme général du secteur de l'éducation (pour le personnel d'encadrement), le paiement des ajustements sera effectué au cours de l'année 2016-2017.

1.3 Plainte de l'évaluation du maintien de l'équité salariale de 2010

Plusieurs milliers de plaintes ont été déposées à l'égard de l'évaluation du maintien de l'équité salariale de 2010. Les travaux de conciliation se poursuivent pour plusieurs catégories d'emplois tandis que d'autres sont référées en enquête. Aussi, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) a retiré ses plaintes visant 21 catégories d'emplois.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 70 - Équité salariale; état de situation

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

2. ENTREPRISES DE LA FONCTION PUBLIQUE – 9 PROGRAMMES

Dans l'entreprise de la fonction publique, le programme le plus important est celui visant les salariés représentés par le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (29 446 ETC). Le programme vise le personnel fonctionnaire et ouvrier. Quant aux professionnels, ils sont inclus dans le programme du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (17 648 ETC).

Le personnel d'encadrement de la fonction publique est visé par le programme général du secteur de la fonction publique (6 915 ETC), lequel vise également certains autres groupes non-syndicables, tel les avocats, les procureurs aux poursuites criminelles et pénales et les secrétaires principales.

Le quatrième programme de l'entreprise de la fonction publique s'adresse à quatre des cinq groupes d'agents de la paix (3 151 ETC).

Enfin, cinq autres programmes distincts complètent le portrait de l'équité salariale pour l'entreprise du secteur de la fonction publique; les ingénieurs, les professeurs de l'État, les médecins, les dentistes et les contrôleurs routiers. Ces programmes visent un nombre restreint de personnes salariées (2 329 ETC). Il importe de préciser qu'aucun de ces programmes ne comporte de catégories d'emplois à prédominance féminine.

2.1 Évaluation du maintien de l'équité salariale de 2015 et de 2016

Pour les programmes du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec et du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec, l'évaluation est menée conjointement et est en voie d'être complétée.

Cependant, les résultats n'ont pu être affichés à la date prévue du 21 décembre 2015 puisque des plaintes de maintien de 2010 étaient toujours pendantes à cette date. Le Conseil du trésor a présenté à la Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité du travail (CNESST), tel que le permet la Loi sur l'équité salariale (LES), une demande de report. Ces plaintes pouvant avoir un impact sur l'évaluation de 2015, la CNESST a accordé un délai de 90 jours suivant la date la plus éloignée, soit celle du dernier règlement entre les parties ou celle de la décision finale sur les plaintes qui sera rendue.

Pour les sept autres programmes d'équité salariale de l'entreprise de la fonction publique, la LES prévoit que la prochaine évaluation du maintien de l'équité salariale devra être réalisée au plus tard en décembre 2016. Les travaux menant à cette évaluation seront donc réalisés au cours de l'année 2016.

3. COÛT DES AJUSTEMENTS DEPUIS LE 21 NOVEMBRE 2001

Les ajustements salariaux émanant de la réalisation de l'équité salariale et de l'évaluation du maintien de 2010, pour les 12 programmes pour lesquels le Conseil du trésor est l'employeur, génèrent en 2015-2016 un coût annuel récurrent de l'ordre de 1,1 G\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 71 - Nouvelles publications**

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2015-2016 et coût associés à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Architecture d'entreprise gouvernementale 3.1 (18 volumes)		x	-
Budget de dépenses 2015-2016 (8 volumes)	x	x	50 350,67 \$
Cadre de référence – La gestion du changement		x	-
Cadre de référence – La mobilisation organisationnelle		x	-
Cahier d'instructions / Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures 2016-2017		x	-
Guide à l'intention des candidats (Les examens de sélection)		x	-
Guide concernant l'évaluation de complémentaire		x	-
Guide concernant le processus de qualification particulier – Étudiants et stagiaires		x	-
Guide concernant le processus de qualification et les personnes qualifiées		x	-
Guide d'application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail		x	-
Guide de l'ambassadeur – Programme ambassadeur Je partage, j'informe et j'inspire !		x	-
Guide de l'utilisateur à l'intention des ministères et organismes – Offres de stage dans la fonction publique		x	-
Guide de planification de la main-d'œuvre	x	x	205,00 \$
Guide en matière de gestion des dossiers de lésions professionnelles		x	-
L'effectif de la fonction publique 2013-2014 – Analyse comparative des cinq dernières années	x	x	2 894,00 \$
Passeport Entreprises – Faciliter l'accès aux contrats de l'État	x	x	560,00 \$
Plan d'action et bilan des réalisations favorisant l'intégration des personnes handicapées pour 2014-2015		x	-
Politique linguistique du Secrétariat du Conseil du trésor		x	-
Portrait statistique de la santé des personnes au travail 2014-2015		x	-
Profil de compétences (4 volumes → Conseiller en architecture d'affaires, Chargé de projets, Conseiller en sécurité de l'information et Répondant en éthique de la fonction publique québécoise)		x	-
Rapport annuel de gestion 2014-2015	x	x	2 329,00 \$
Rapport de la Commission de révision permanente des programmes – Cap sur la performance (Sommaire, 4 volumes et sommaire anglais)	x	x	6 068,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 71 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2015-2016 et coût associés à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Statistiques 2013-2014 sur les contrats des organismes publics (3 volumes → Réseau de l'Administration gouvernementale, Réseau de l'éducation et Réseau de la santé et des services sociaux)	x	x	521,00 \$
Stratégie gouvernementale en TI – Rénover l'État par les technologies de l'information	x	x	1 981,00 \$
Tableaux et renseignements pour la production du rapport annuel de gestion 2015-2016		x	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 72 - Création table de travail indexation rentes des retraités**

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.

La Commission des finances publiques a recommandé en juin 2010 la création d'un Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation, distinct des comités de retraite, au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). La recommandation prévoyait que ce comité pourrait être constitué de représentants des associations de retraités, des syndicats et du gestionnaire des régimes et pourrait agir comme interface de discussion et de travail entre les principaux acteurs concernés par ces questions. Le comité devait répondre au conseil d'administration de la CARRA et le résultat de ses travaux pouvait figurer au rapport annuel de cet organisme.

Afin de donner suite à cette recommandation, le conseil d'administration de la CARRA a constitué, le 8 juin 2011, le Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation. Celui-ci est composé de 17 membres dont un président et 16 autres membres provenant des associations syndicales et des associations de cadres. Le comité devrait faire rapport sur l'évolution de ses travaux et de ses propositions communes auprès du conseil d'administration, lequel doit s'assurer d'une reddition de comptes appropriée dans le rapport annuel de la gestion de la CARRA.

À la suite de nombreux échanges, une proposition s'est dégagée par une majorité des membres comme pouvant être inscrite au rapport final à titre de recommandation.

Cette proposition est :

« Il est proposé que le comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation recommande que le gouvernement s'engage à adopter les décrets requis ainsi qu'à proposer à l'Assemblée nationale, pour adoption, les dispositions législatives permettant d'apporter à la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) les modifications visant à ce que le gouvernement indexe les rentes de la manière et aux conditions définies pour les prestations à la charge des personnes participantes, prévues à l'article 77.0.1 de la loi sur le RREGOP.

Les membres du comité conviennent, par ailleurs, que le consensus dégagé en faveur de la proposition précédente ne peut être interprété comme un abandon d'autres revendications ou préoccupations par l'une ou l'autre des parties représentées au comité. »

Cette proposition a été exposée par les membres du comité à leurs instances respectives. À l'issue de cette consultation, deux associations de retraités ont refusé la proposition.

Le Comité a déposé le 30 septembre 2012 son rapport auprès du conseil d'administration de la CARRA. Étant donné qu'il n'y a pas eu de consensus concernant les pistes de solution proposées, il n'y a donc pas eu de recommandation à formuler à l'issue des travaux du comité.

Aucune demande de prolongation de la part du comité n'a été formulée.

Le Conseil du trésor avait un représentant sur ce comité qui agissait à titre d'observateur. Dans ce cadre, le Secrétariat du Conseil du trésor n'a pas eu à produire de document.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 73 – Logiciel libre

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.

Depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre (avril 2013), la responsabilité des mandats (travaux, études et analyses) a été transférée à ce centre sous la responsabilité du Centre de services partagés du Québec (CSPQ). Le SCT intervient essentiellement au chapitre des orientations à élaborer.

Dans la Stratégie gouvernementale en TI, annoncée en juin 2015, il est précisé que le Centre d'expertise en logiciel libre (CELL) sera sous la responsabilité du dirigeant principal de l'information. Les arrangements administratifs concernant les transferts sont en cours.

La réponse à cette question sera répondue par le Centre de services partagés du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 74 – Études, analyses et recherche CSPQ**

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ.

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a produit ou demandé aucune étude concernant le Centre de services partagés du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 75 – Études, analyses et recherche sur l'informatique

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2015-2016.

[Stratégie gouvernementale en TI : Rénover l'État par les technologies de l'information \(juin 2015\)](#)

Architecture d'entreprise gouvernementale :

- Volet Vision et orientations stratégiques
 - [Architecture d'entreprise gouvernementale AEG 3.1 \(avril 2015\)](#)
- Volet information :
 - [Cadre commun d'interopérabilité du gouvernement du Québec AEG 3.1 \(avril 2015\)](#)

Infonuagique

- [Orientations en infonuagique \(22 septembre 2015\)](#)

Synthèses

- Synthèse des programmations annuelles en ressources informationnelles 2015-2016
- Synthèse et consolidation des bilans annuels de réalisation en ressources informationnelles 2014-2015
- Synthèse des programmations annuelles en ressources informationnelles 2014-2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 77 – Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2014-2015 et 2015-2016.

En continu :

Plateforme de collaboration – Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage (CODIE) (<https://di.collaboration.gouv.gc>)

Les objectifs de la communauté sont :

- Stimuler et accroître les échanges entre les utilisateurs afin d'optimiser la collaboration entre le dirigeant principal de l'information et les organismes publics ainsi qu'entre les dirigeants de l'information eux-mêmes.
- Partager l'expertise et l'expérience des utilisateurs au bénéfice des organismes publics.
- Diffuser et regrouper l'information pertinente à la gouvernance et à la gestion des ressources informationnelles.
- Soutenir les utilisateurs dans leurs obligations légales et administratives.
- Faire connaître l'offre d'accompagnement du Secrétariat du Conseil du trésor et du Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information.

Modification :

Ajout de 2 communautés : Sécurité de l'information en août 2015 et Web gouvernemental en janvier 2016.

Métrique concernant la CODIE :

- 1 110 membres.
- 15 groupes de travail.
- 8 forums de discussion.
- Depuis juin 2014 :
 - 38 226 visites.
 - 269 596 pages vues.
 - 4 037 recherches.
 - 107 articles publiés.
 - 1 144 documents déposés.
 - 30 513 documents téléchargés.

Forums des dirigeants de l'information et autres rencontres avec les dirigeants de l'information :

Plusieurs présentations visant à soutenir les organismes publics ont été faites lors de la tenue de ces forums :

- Octobre 2014 – Optimisation gouvernementale des RI : Vers des services de commodités d'intérêt commun et des informations mutuellement partageables et utiles.
 - Ateliers de travail : *Les conditions et les facteurs de succès et l'optimisation du cycle de collecte et tirer profit des informations.*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 77 – Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2014-2015 et 2015-2016.

- Février 2015 – Rencontre d'échange du dirigeant principal de l'information avec des dirigeants de l'information de plus petits organismes, à Québec.
- Avril 2015 – Rencontre d'échange du dirigeant principal de l'information avec des dirigeants de l'information de plus petits organismes, à Montréal.
- Juin 2015 – Plan de transformation du Centre de services partagés du Québec et Plan québécois des infrastructures : objectifs et finalités.
- Septembre 2015 – Présentation détaillée des 4 axes de la Stratégie gouvernementale en TI : Rénover l'État par les technologies de l'information et courtes présentations spécifiques sur le Comité de vigie des grands projets en ressources informationnelles (mesure 8) et sur le portrait des effectifs (mesure 10).

Votre après-midi RI

Ces rencontres, adressées à toute la communauté gouvernementale en ressources informationnelles, sont une tribune pour mettre en valeur les compétences des employés de l'État et en tirer profit, une occasion de prendre connaissance des dossiers prioritaires gouvernementaux et un pas de plus pour favoriser la collaboration ainsi que pour renforcer l'esprit de communauté. Les présentations effectuées dans le cadre de ces rencontres ont porté sur :

- Décembre 2014 – Lancement des nouvelles rencontres *Votre après-midi RI* et présentation du sondage CIO 2015 par l'entreprise *Gartner*.
- Juin 2015 – *Thématique infonuagique* : présentation du dossier par le Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information et table ronde avec des dirigeants sectoriels de l'information invités : Régie des installations olympiques, ministère des Transports du Québec et Tourisme Québec.
- Novembre 2015 – *Thématique gouvernement ouvert* : présentation d'ouverture par M^{me} Rita Lc de Santis, députée de Bourassa-Sauvé, présentation par le SSDPI du gouvernement ouvert dans la **Stratégie gouvernementale en TI : Rénover l'État par les technologies de l'information** et témoignages.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 78 – Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2015-2016 et 2016-2017 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. ¹	
ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
2015-2016 : - Ministère de la Justice - Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	- Projet « Évolution du système d'enregistrement numérique » - Projet « Système de prévisions hydrologiques (SPH) »

¹ Au 31 mars 2016 et pour les projets ≥ 1 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017				
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR				
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION				
NUMÉRO 79 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance				
Liste des organismes ayant soumis en 2014-2015 et en 2015-2016 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. *				
Nb OP	N° Porte feuille	No Org	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
1	10	10	Culture et Communications	1
2	10	326	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	1
3	10	361	Commission de toponymie	1
4	10	314	Conseil des arts et des lettres du Québec	1
5	10	206	Conseil du patrimoine culturel du Québec	1
6	10	690	Conseil supérieur de la langue française	1
7	10	317	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1
8	10	544	Musée de la Civilisation	1
9	10	545	Musée national des beaux-arts du Québec	1
10	10	710	Office québécois de la langue française	1
11	10	352	Régie du cinéma	1
12	10	539	Société de développement des entreprises culturelles	1
13	10	552	Société de la Place des Arts de Montréal	1
14	10	582	Société de télédiffusion du Québec	1
15	30	30	Relations internationales et Francophonie	1
16	30	346	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1
17	30	239	Office Québec-Monde pour la jeunesse	1
18	50	50	Affaires municipales et Occupation du territoire	1
19	50	368	Commission municipale du Québec	1
20	50	510	Régie du logement	1
21	50	730	Société d'habitation du Québec	1
22	52	52	Forêts, Faune et Parcs	1
23	52	525	Fondation de la faune du Québec	1
24	52	569	Société des établissements de plein air du Québec	1
25	55	55	Immigration, Diversité et Inclusion	1
26	60	60	Santé et Services sociaux	1
27	60	64	Régie de l'assurance maladie du Québec	1
28	65	65	Famille	1
29	65	560	Curateur public	1
30	71	71	Tourisme	1
31	71	546	Régie des installations olympiques	1
32	71	557	Société du Centre des congrès de Québec	1
33	71	559	Société du Palais des congrès de Montréal	1
34	80	80	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1
35	80	328	Commission de protection du territoire agricole du Québec	1
36	80	520	La Financière agricole du Québec	1
37	80	392	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1
38	95	95	Sécurité publique	1
39	95	413	Bureau des enquêtes indépendantes	1
40	95	402	Comité de déontologie policière	1
41	95	267	Commissaire à la déontologie policière	1
42	95	244	Commissaire à la lutte contre la corruption	1
43	95	425	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
44	95	293	Coroner	1
45	95	329	École nationale de police du Québec	1
46	95	386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1
47	95	390	Sûreté du Québec	1
48	140	140	Conseil exécutif	1
49	140	222	Centre de la francophonie des Amériques	1
50	140	408	Commission d'accès à l'information	1
51	160	160	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1
52	160	347	Centre de services partagés du Québec	1
53	160	240	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1
54	160	430	Commission de la fonction publique	1
55	160	562	Société québécoise des infrastructures	1
56	210	210	Finances	1
57	210	188	Bureau de décision et de révision	1
58	210	876	Financement-Québec	1
59	210	323	Institut de la statistique du Québec	1
60	210	518	Société de financement des infrastructures locales du Québec	1
61	280	280	Économie, Innovation et Exportations	1
62	280	523	Centre de recherche industrielle du Québec	1
63	280	565	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017				
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR				
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION				
NUMÉRO 79 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance				
Liste des organismes ayant soumis en 2014-2015 et en 2015-2016 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. *				
Nb OP	N° Porte feuille	No Org	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
64	350	350	Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	1
65	350	107	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	1
66	350	204	Commission consultative de l'enseignement privé	1
67	350	372	Commission de l'éthique en science et en technologie	1
68	350	274	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1
69	350	238	Conseil supérieur de l'éducation	1
70	350	327	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	1
71	350	324	Fonds de recherche du Québec - Santé	1
72	350	318	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	1
73	350	547	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1
74	350	602	Institut national des mines	1
75	380	380	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	1
76	380	256	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1
77	380	586	Société québécoise de récupération et de recyclage	1
78	400	400	Justice	1
79	400	133	Comité de la rémunération des juges	1
80	400	373	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	1
81	400	271	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1
82	400	315	Commission des services juridiques	1
83	400	272	Conseil de la justice administrative	1
84	400	660	Conseil du statut de la femme	1
85	400	246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	1
86	400	321	Fonds d'aide aux recours collectifs	1
87	400	344	Office de la protection du consommateur	1
88	400	360	Office des professions du Québec	1
89	400	585	Société québécoise d'information juridique	1
90	400	450	Tribunal administratif du Québec	1
91	400	434	Tribunal des droits de la personne	1
92	600	600	Énergie et Ressources naturelles	1
93	600	385	Régie de l'énergie	1
94	600	618	Société de développement de la Baie-James	1
95	600	633	Société nationale de l'amiante	1
96	700	700	Travail, Emploi et Solidarité sociale	1
97	700	549	Commission de la capitale nationale du Québec	1
98	700	703	Commission de la santé et de la sécurité du travail	1
99	700	278	Commission de l'équité salariale	1
100	700	414	Commission des lésions professionnelles	1
101	700	702	Commission des normes du travail	1
102	700	310	Commission des partenaires du marché du travail	1
103	700	285	Commission des relations du travail	1
104	700	505	Conseil de gestion de l'assurance parentale	1
105	700	483	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1
106	700	63	Régie des rentes du Québec	1
107	700	367	Régie du bâtiment du Québec	1
108	850	850	Transports	1
109	850	553	Agence métropolitaine de transport	1
110	850	830	Commission des transports du Québec	1
111	850	320	Société de l'assurance automobile du Québec	1
112	850	554	Société des Traversiers du Québec	1
			Total 112 OP	112

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 80 - Tableau de bord

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2010-2011 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet. - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

Le tableau de bord des projets en ressources informationnelles de l'administration publique répertorie tous les projets en ressources informationnelles dont le coût est de 100 k\$ et plus et ayant fait l'objet d'une approbation formelle de l'autorité concernée. Ils doivent être en phase de réalisation, d'implantation ou de rodage. Les projets suspendus, annulés ou terminés depuis la dernière collecte de l'état de santé sont présentés une seule fois puis retirés à la prochaine publication. Le tableau de bord est mis à jour deux fois par année. Les projets du réseau de la santé et des services sociaux sont intégrés alors que ceux des réseaux de l'éducation le seront dans une version ultérieure.

Liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord :

Le tableau de bord ne comprend pas les projets en étape préalable à la réalisation ou en conception, les projets de moins de 100 k\$ ainsi que, pour le moment, les projets du réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur. En 2015, le seul projet des ministères et organismes budgétaires de moins de 100 k\$ qui a été autorisé par le Conseil du trésor est le suivant :

OP	Projet	Coût total du projet en k\$
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Nouvelle solution pour le suivi du courrier	58,1

L'information n'est pas disponible pour les projets de moins de 100 k\$ autorisés par les organismes autres que budgétaires.

Coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

Pour 2015-2016 :

- Coût total : 124,1 k\$
Se répartissant ainsi :
 - Gestion de projet : 6,5 k\$
 - Amélioration et entretien : 90,3 k\$
 - Intégration du Réseau de la santé et des services sociaux : 27,3 k\$

Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projets en spécifiant la valeur globale du projet :

Les projets ne font pas l'objet d'une subdivision en sous-projets. Chaque projet est traité comme une entité en soi. Cependant, plusieurs projets peuvent faire partie d'un programme de projets.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.

	PARI 2015-2016 Dépenses budgétées (K\$) ¹ (voir Annexe 2)	BARRI 2014-2015 Dépenses réalisées (K\$) (voir Annexe 1)
Dépenses capitalisables	497 998,00	317 834,60
Dépenses non capitalisables	1 147 430,40	1 125 324,70
Total Dépenses en RI	1 645 428,40	1 443 159,30

Note 1 : Dans le cas de la PARI, la ventilation comptable des dépenses en RI en dépenses capitalisables et dépenses non capitalisables s'applique uniquement sur les dépenses budgétées,

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

NUMERO 81 - Dépenses en RI des MO

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.												
		Dépenses réalisées										
		Total	Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
Portefeuille	Organisme ou Ministère		Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
Affaires municipales et Occupation du territoire	Affaires municipales et Occupation du territoire	19 009,2	1 696,0	10 067,2	7 246,0	14 287,8	1 935,2	1 837,4	930,6	18,2	8 074,8	10 934,4
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	1 831,7	36,0	1 795,7	0,0	818,9	94,3	592,8	325,7	0,0	110,4	1 721,3
	Société d'habitation du Québec	7 468,6	1 362,7	3 599,3	2 506,6	146,3	2 859,4	2 922,2	1 427,7	113,0	2 506,6	4 962,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	15 091,7	734,9	7 985,5	6 371,3	2 967,4	3 507,8	5 214,8	3 263,9	137,8	6 439,4	8 652,3
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	805,5	89,5	415,9	300,1	122,2	23,2	515,1	46,6	98,4	350,0	455,5
	La Financière agricole du Québec	7 349,9	603,2	5 771,3	975,4	840,6	671,6	4 900,7	909,7	27,3	1 224,5	6 125,4
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	446,3	11,4	324,0	110,9	111,5	130,5	124,0	75,3	5,0	191,4	254,9
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	8 769,6	1 093,5	6 462,1	1 214,0	728,9	1 327,3	5 853,1	860,3	0,0	1 258,0	7 511,6
	Centre de services partagés du Québec	420 071,7	24 334,4	356 294,8	39 442,5	0,0	119 023,7	81 591,0	26 373,7	193 083,3	35 189,2	384 882,5
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	43 471,2	4 833,7	32 728,9	5 908,6	508,7	20 776,6	16 267,1	5 709,3	209,5	2 168,9	41 302,3
	Commission de la fonction publique	138,7	25,5	113,2	0,0	21,6	58,1	30,5	28,5	0,0	10,5	128,2
	Société québécoise des infrastructures	16 345,0	2 393,3	7 561,4	6 390,3	1 473,1	5 070,9	5 060,4	2 905,0	1 835,6	6 909,8	9 435,2
Conseil exécutif	Conseil exécutif	3 465,8	254,6	2 690,9	520,3	580,5	204,5	1 598,8	1 003,5	78,5	470,2	2 995,6
	Centre de la francophonie des Amériques	229,9	10,0	201,9	18,0	23,0	106,4	30,0	70,5	0,0	145,3	84,6
	Commission d'accès à l'information	377,5	29,9	347,6	0,0	96,2	2,2	226,8	52,3	0,0	9,2	368,3
Culture et Communications	Culture et Communications	4 739,9	276,8	3 234,1	1 229,0	912,5	992,4	1 540,0	1 284,7	10,3	1 351,6	3 388,3
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	10 113,9	835,5	5 433,5	3 844,9	381,5	2 412,8	4 785,3	2 510,2	24,1	5 058,7	5 055,2
	Commission de toponymie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil des arts et des lettres du Québec	899,5	49,9	507,5	342,1	156,3	22,0	617,8	103,4	0,0	403,8	495,7
	Conseil du patrimoine culturel du Québec	27,5	0,0	27,5	0,0	0,0	24,5	0,0	3,0	0,0	0,0	27,5
	Conseil supérieur de la langue française	60,0	0,0	60,0	0,0	28,5	20,0	0,0	11,5	0,0	9,0	51,0
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1 076,2	97,3	884,6	94,3	448,7	168,8	198,5	257,3	2,9	118,3	957,9
	Musée d'Art contemporain de Montréal	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
	Musée de la Civilisation	2 870,3	189,8	1 286,6	1 393,9	146,8	825,3	949,2	942,1	6,9	1 949,3	921,0
	Musée national des beaux-arts du Québec	422,9	181,5	227,0	14,4	48,8	127,2	212,6	34,3	0,0	110,2	312,7
	Office québécois de la langue française	1 676,3	181,7	1 494,6	0,0	281,9	96,1	1 136,2	161,2	0,9	37,8	1 638,5
	Régie du cinéma	648,1	48,0	552,7	47,4	22,8	161,3	396,5	42,4	25,1	28,6	619,5
	Société de développement des entreprises culturelles	1 130,4	83,8	628,1	418,5	75,5	144,5	829,5	66,8	14,1	418,5	711,9
	Société de la Place des Arts de Montréal	944,3	164,0	558,7	221,6	0,0	404,8	320,3	219,2	0,0	364,0	580,3
	Société de télédiffusion du Québec	4 643,1	147,0	4 496,1	0,0	115,2	997,3	1 451,6	2 076,8	2,2	2 029,7	2 613,4
	Société du Grand Théâtre de Québec	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	17 943,0	2 587,6	6 336,1	9 019,3	988,4	8 899,6	7 213,7	754,7	86,6	9 607,8	8 335,2
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	297,1	6,1	291,0	0,0	52,5	6,0	195,6	39,3	3,7	24,0	273,1
	Société québécoise de récupération et de recyclage	959,9	124,1	620,9	214,9	101,8	293,6	427,0	129,2	8,3	252,7	707,2
Économie, Innovation et Exportations	Économie, Innovation et Exportations	6 511,7	497,9	5 283,7	730,1	1 152,9	1 796,6	2 169,3	1 380,5	12,4	1 214,9	5 296,8
	Centre de recherche industrielle du Québec	1 465,0	140,0	1 325,0	0,0	59,0	79,0	830,0	475,0	22,0	158,0	1 307,0
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	616,9	47,2	569,7	0,0	25,5	176,6	272,6	136,2	6,0	218,6	398,3
	Fonds de recherche du Québec - Santé	965,3	54,3	576,2	334,8	27,4	179,4	547,5	204,5	6,5	281,6	683,7
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	584,3	51,9	532,4	0,0	26,8	178,6	299,2	73,3	6,4	152,2	432,1
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Éducation, Loisir et Sport		32 193,3	2 393,5	27 245,5	2 554,3	2 526,2	10 101,3	13 429,1	5 760,3	376,4	6 240,0	25 953,3

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

NUMERO 81 - Dépenses en RI des MO

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.												
		Dépenses réalisées										
		Total	Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
Portefeuille	Organisme ou Ministère		Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
Éducation, Loisir et Sport	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de l'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 116,8	198,5	763,6	154,7	56,3	349,0	504,8	194,3	12,4	79,7	1 037,1
	Institut national des mines	3,7	0,0	3,7	0,0	0,0	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7
Emploi et Solidarité sociale	Emploi et Solidarité sociale	87 023,2	6 585,7	72 072,9	8 364,6	48 384,6	5 312,5	29 986,9	1 290,5	2 048,7	12 460,0	74 563,2
	Commission des partenaires du marché du travail	10,2	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	10,0	0,0	0,2	0,0	10,2
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	64,5	0,0	64,5	0,0	61,9	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	64,5
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des rentes du Québec	50 371,8	4 328,2	35 816,7	10 226,9	6 792,8	14 440,7	23 596,6	4 311,1	1 230,6	12 355,0	38 016,8
Énergie et Ressources naturelles	Énergie et Ressources naturelles	59 645,3	6 258,5	44 216,1	9 170,7	10 351,5	22 595,9	17 121,6	7 990,1	1 586,2	9 025,5	50 619,8
	Régie de l'énergie	899,1	231,8	627,6	39,7	125,2	133,3	537,1	100,0	3,5	82,5	816,6
	Société de développement de la Baie-James	294,9	0,0	294,9	0,0	0,0	2,3	168,1	115,2	9,3	217,4	77,5
	Société du Plan Nord	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
	Société nationale de l'amiante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement supérieur, Recherche et Science	Enseignement supérieur, Recherche et Science	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Famille	Famille	12 939,4	548,6	9 254,8	3 136,0	10 563,6	1 200,0	468,8	702,7	4,3	5 119,5	7 819,9
	Curateur public	15 400,6	626,2	4 538,6	10 235,8	1 124,2	7 725,5	5 271,9	1 254,5	24,5	10 751,3	4 649,3
Finances	Finances	7 860,2	714,1	6 754,2	391,9	940,2	961,2	4 695,0	1 257,8	6,0	302,1	7 558,1
	Bureau de décision et de révision	183,6	30,6	153,0	0,0	19,9	15,4	109,2	39,1	0,0	5,5	178,1
	Financement-Québec	740,6	0,0	0,0	740,6	0,0	572,9	167,7	0,0	0,0	740,6	0,0
	Institut de la statistique du Québec	4 331,4	339,9	3 269,0	722,5	452,2	194,2	2 391,7	1 223,3	70,0	850,9	3 480,5
	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Forêts, Faune et Parcs	Forêts, Faune et Parcs	14 705,0	79,6	13 612,2	1 013,2	8 833,4	1 680,5	3 731,4	459,7	0,0	1 017,6	13 687,4
	Fondation de la faune du Québec	86,2	0,0	86,2	0,0	0,0	6,0	65,2	3,0	12,0	12,0	74,2
	Société des établissements de plein air du Québec	4 639,8	342,9	1 765,3	2 531,6	0,0	1 175,6	2 446,6	999,1	18,5	2 483,0	2 156,8
Immigration, Diversité et Inclusion	Immigration, Diversité et Inclusion	13 227,5	721,7	4 429,5	8 076,3	1 710,9	7 724,7	2 429,7	1 338,0	24,2	7 841,7	5 385,8
Justice	Justice	43 508,6	6 689,5	29 558,8	7 260,3	6 525,1	16 277,7	15 630,3	4 677,3	398,2	7 346,4	36 162,2
	Comité de la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1 085,4	166,4	741,2	177,8	103,1	72,8	644,4	265,1	0,0	18,0	1 067,4
	Commission des services juridiques	1 173,8	107,8	947,5	118,5	0,0	0,0	415,8	716,0	42,0	716,1	457,7
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil du statut de la femme	156,5	0,0	156,5	0,0	0,0	28,1	83,6	5,8	39,0	25,0	131,5
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	6 588,6	611,9	5 475,7	501,0	4 623,3	92,5	915,6	949,7	7,5	709,8	5 878,8
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office de la protection du consommateur	1 092,4	91,7	798,7	202,0	389,9	54,0	517,4	125,7	5,4	158,6	933,8
	Office des professions du Québec	409,7	12,0	397,7	0,0	67,0	61,6	232,7	48,4	0,0	9,8	399,9
	Société québécoise d'information juridique	3 950,2	576,0	3 316,0	58,2	21,1	195,2	3 162,5	546,0	25,4	200,7	3 749,5
	Tribunal administratif du Québec	2 410,5	358,7	1 963,1	88,7	362,5	422,1	1 059,0	554,4	12,5	337,1	2 073,4
	Tribunal des droits de la personne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Relations internationales et Francophonie	3 230,0	310,3	2 909,7	10,0	255,4	554,1	1 952,4	448,3	19,8	341,9	2 888,1

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

NUMERO 81 - Dépenses en RI des MO

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.												
		Dépenses réalisées										
		Total	Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
Portefeuille	Organisme ou Ministère		Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
Relations internationales et Francophonie	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	229,0	0,0	229,0	0,0	29,0	200,0	0,0	0,0	0,0	31,0	198,0
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	8 438,5	3 571,6	3 341,3	1 525,6	1 471,7	2 201,4	3 568,2	437,7	759,5	2 225,0	6 213,5
	Régie de l'assurance maladie du Québec	69 892,7	6 014,3	51 792,0	12 086,4	6 681,9	18 158,6	32 729,5	3 096,2	9 226,5	16 423,2	53 469,5
Sécurité publique	Sécurité publique	15 736,7	420,0	13 071,1	2 245,6	5 038,3	1 044,6	6 176,0	3 067,8	410,0	2 822,3	12 914,4
	Bureau des enquêtes indépendantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale de police du Québec	1 441,8	66,5	1 375,3	0,0	0,0	202,7	658,4	547,9	32,8	418,2	1 023,6
	École nationale des pompiers du Québec	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sûreté du Québec	44 514,2	2 916,3	22 757,0	18 840,9	5 686,0	9 122,2	15 263,4	13 851,9	590,7	18 864,1	25 650,1
Tourisme	Tourisme	6 969,3	641,6	6 327,7	0,0	235,0	3 482,5	1 992,5	1 233,0	26,3	1 269,7	5 699,6
	Régie des installations olympiques	2 708,2	140,9	964,2	1 603,1	8,3	584,7	786,8	1 325,2	3,2	1 778,8	929,4
	Société du Centre des congrès de Québec	553,2	29,9	523,3	0,0	0,0	0,0	379,1	21,6	152,5	0,6	552,6
	Société du Palais des congrès de Montréal	2 173,9	134,5	1 537,9	501,5	0,0	471,3	624,1	549,6	528,9	815,3	1 358,6
Transports	Transports	73 610,0	3 096,3	64 890,6	5 623,1	6 053,1	31 132,9	22 263,1	14 143,0	17,9	29 937,0	43 673,0
	Agence métropolitaine de transport	13 261,8	684,7	8 175,7	4 401,4	0,0	5 468,8	2 330,8	5 420,4	41,8	4 559,7	8 702,1
	Commission des transports du Québec	2 128,1	85,9	2 018,9	23,3	439,1	112,2	1 535,8	31,0	10,0	24,9	2 103,2
	Société de l'assurance automobile du Québec	104 739,5	6 556,9	56 670,5	41 512,1	10 757,6	49 711,0	39 605,9	4 214,2	450,8	34 433,7	70 305,8
	Société des Traversiers du Québec	1 734,4	192,0	1 449,4	93,0	339,6	431,5	617,3	334,3	11,7	186,6	1 547,8
Travail	Travail	2 116,3	71,6	2 044,7	0,0	1 392,9	0,0	173,2	548,2	2,0	548,2	1 568,1
	Commission de la capitale nationale du Québec	197,8	68,1	129,7	0,0	74,2	9,5	68,1	27,5	18,5	22,2	175,6
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	94 262,2	14 785,0	48 644,1	30 833,1	0,0	40 701,0	29 674,7	7 333,1	16 553,4	27 979,6	66 282,6
	Commission de l'équité salariale	780,3	6,3	752,4	21,6	380,2	41,3	331,2	20,6	7,0	7,2	773,1
	Commission des lésions professionnelles	3 733,5	139,8	3 593,7	0,0	871,2	545,2	1 830,8	486,3	0,0	486,3	3 247,2
	Commission des normes du travail	7 783,0	1 261,2	6 153,6	368,2	1 172,2	1 290,5	3 568,3	1 694,3	57,7	1 001,6	6 781,4
	Commission des relations du travail	1 981,0	61,6	1 001,4	918,0	1 683,2	11,5	286,3	0,0	0,0	906,6	1 074,4
	Régie du bâtiment du Québec	11 363,2	120,0	6 713,2	4 530,0	9 459,6	808,0	853,7	241,9	0,0	4 797,6	6 565,6
Total général		1 443 159,3	116 662,1	1 046 685,8	279 811,4	183 842,9	431 484,9	448 219,4	148 889,3	230 722,8	317 834,6	1 125 324,7

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.															
		Dépenses budgétées			Dépenses programmées										
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision	Total des dépenses
Affaires municipales et Occupation du territoire	Affaires municipales et Occupation du territoire	10 431,8	14 122,0	24 553,8	775,0	14 568,9	7 066,1	2 143,8	16 186,6	2 740,2	2 590,3	783,9	109,0	2 143,8	24 553,8
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	450,0	2 284,0	2 734,0	34,0	2 180,0	520,0	0,0	1 178,2	577,0	604,2	374,6	0,0	0,0	2 734,0
	Société d'habitation du Québec	4 308,1	4 977,8	9 285,9	372,3	4 605,5	1 841,8	2 466,3	31,1	2 187,4	2 212,3	2 344,4	44,4	2 466,3	9 285,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 613,0	8 600,0	18 213,0	895,0	7 705,0	6 084,8	3 528,2	2 587,0	2 970,0	5 826,8	3 221,0	80,0	3 528,2	18 213,0
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	350,0	718,8	1 068,8	88,0	599,2	267,1	114,5	145,8	51,6	565,0	38,6	153,3	114,5	1 068,8
	La Financière agricole du Québec	2 586,1	6 886,7	9 472,8	826,0	6 385,3	2 261,5	0,0	888,8	1 818,6	5 797,8	933,7	33,9	0,0	9 472,8
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	19,2	438,2	457,4	11,7	418,6	0,0	27,1	94,6	195,2	116,9	18,6	5,0	27,1	457,4
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	3 500,0	7 909,2	11 409,2	1 026,1	7 283,8	2 040,1	1 059,2	730,8	2 102,9	5 518,6	1 334,3	663,4	1 059,2	11 409,2
	Centre de services partagés du Québec	89 700,0	346 039,9	435 739,9	15 850,0	342 184,5	49 318,4	28 387,0	0,0	84 684,7	85 511,4	30 877,6	206 279,2	28 387,0	435 739,9
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1 236,0	45 060,4	46 296,4	5 918,6	33 299,0	7 068,3	1 780,2	1 045,7	20 713,7	18 575,4	5 652,8	298,3	1 780,2	48 066,1
	Commission de la fonction publique	10,5	206,1	216,6	46,4	170,2	0,0	0,0	25,1	76,9	71,5	43,1	0,0	0,0	216,6
	Société québécoise des infrastructures	11 256,5	8 604,2	19 860,7	1 603,8	7 294,3	8 442,5	2 520,1	1 629,7	6 839,1	5 020,1	1 653,3	2 198,4	2 520,1	19 860,7
Conseil exécutif	Conseil exécutif	500,0	3 256,1	3 756,1	285,4	3 470,7	0,0	0,0	546,6	469,0	1 804,6	878,4	57,5	0,0	3 756,1
	Centre de la francophonie des Amériques	196,3	75,0	271,3	5,0	266,3	0,0	0,0	20,0	170,0	25,0	56,3	0,0	0,0	271,3
	Commission d'accès à l'information	38,0	393,0	431,0	30,5	400,5	0,0	0,0	104,6	25,0	231,4	70,0	0,0	0,0	431,0
Culture et Communications	Culture et Communications	4 000,0	2 218,4	6 218,4	284,9	3 350,1	2 152,5	736,5	1 085,9	1 599,0	1 923,8	1 168,5	10,3	736,5	6 524,0
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	6 294,5	4 873,6	11 168,1	550,0	4 323,6	6 294,5	0,0	0,0	3 471,9	4 660,5	3 022,1	13,6	0,0	11 168,1
	Conseil des arts et des lettres du Québec	460,7	532,2	992,9	49,9	544,1	398,9	0,0	201,4	50,9	627,8	112,8	0,0	0,0	992,9
	Conseil du patrimoine culturel du Québec	0,0	9,8	9,8	0,0	9,8	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	4,8	0,0	0,0	9,8
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	764,5	906,8	1 671,3	101,5	925,3	189,5	455,0	434,9	355,1	224,7	189,4	12,2	455,0	1 671,3
	Musée d'Art contemporain de Montréal	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	0,0
	Musée de la Civilisation	2 216,8	980,8	3 197,6	186,0	1 576,5	1 310,1	125,0	149,7	669,0	755,0	1 498,9	0,0	125,0	3 197,6
	Musée national des beaux-arts du Québec	481,5	379,2	860,7	171,0	208,2	481,5	0,0	49,9	142,6	208,2	460,0	0,0	0,0	860,7
	Régie du cinéma	78,1	422,4	500,5	40,8	459,7	0,0	0,0	23,2	19,6	297,0	136,7	24,0	0,0	500,5
	Société de développement des entreprises culturelles	1 712,3	35,8	1 748,1	52,9	381,7	1 313,5	0,0	82,4	589,3	731,8	330,1	14,5	0,0	1 748,1
	Société de la Place des Arts de Montréal	1 758,0	582,0	2 340,0	243,0	339,0	1 758,0	0,0	0,0	401,0	493,0	1 446,0	0,0	0,0	2 340,0
	Société de télédiffusion du Québec	1 723,0	3 209,9	4 932,9	162,7	4 770,2	0,0	0,0	0,0	1 618,1	1 540,7	1 774,1	0,0	0,0	4 932,9
	Société du Grand Théâtre de Québec	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	0,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	11 122,6	11 251,4	22 374,0	2 878,3	8 373,1	11 067,7	54,9	1 133,0	9 497,6	8 212,0	3 163,2	313,3	54,9	22 374,0
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	27,0	265,1	292,1	6,2	285,9	0,0	0,0	47,1	11,0	184,0	47,0	3,0	0,0	292,1
	Société québécoise de récupération et de recyclage	910,0	744,9	1 654,9	123,1	782,8	559,0	190,0	111,8	388,9	688,6	259,4	16,2	190,0	1 654,9
Économie, Innovation et Exportations	Economie, Innovation et Exportations	1 448,1	7 115,7	8 563,8	647,2	7 559,9	356,7	0,0	1 348,5	2 159,8	2 529,9	2 458,6	67,0	0,0	8 563,8
	Centre de recherche industrielle du Québec	217,0	1 243,0	1 460,0	148,0	1 312,0	0,0	0,0	99,0	63,0	864,0	381,0	53,0	0,0	1 460,0
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	6 745,0	26 038,0	32 783,0	2 078,4	28 102,6	2 602,0	3,0	1 619,0	9 315,3	13 542,3	7 996,0	310,4	0,0	32 783,0
	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de l'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	339,5	618,2	957,7	52,0	598,3	307,4	0,0	22,6	209,6	482,9	236,9	5,7	0,0	957,7
	Fonds de recherche du Québec - Santé	206,0	457,6	663,6	52,0	611,6	0,0	0,0	24,9	120,5	308,5	203,5	6,2	0,0	663,6
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	125,0	415,0	540,0	52,0	488,0	0,0	0,0	23,2	119,7	275,9	115,4	5,8	0,0	540,0
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	147,5	1 108,7	1 256,2	208,3	724,4	63,5	260,0	72,2	207,6	500,5	210,4	5,5	260,0	1 256,2
	Institut national des mines	5,0	33,4	38,4	0,0	38,4	0,0	0,0	0,0	33,4	0,0	5,0	0,0	0,0	38,4
Énergie et Ressources naturelles	Énergie et Ressources naturelles	10 958,7	53 647,5	64 606,2	6 875,1	49 162,2	8 568,9	0,0	1 730,8	29 703,9	18 127,4	13 275,0	1 769,1	0,0	64 606,2
	Régie de l'énergie	288,0	460,8	748,8	64,0	396,8	40,0	248,0	25,9	108,0	352,5	10,1	4,3	248,0	748,8
	Société de développement de la Baie-James	183,5	95,1	278,6	0,0	278,6	0,0	0,0	0,0	7,5	199,4	60,0	11,7	0,0	278,6
	Société nationale de l'amiante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société du Plan Nord	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	0,0
Famille	Famille	6 069,9	10 214,9	16 284,8	966,8	12 895,0	2 423,0	0,0	5 764,9	7 652,4	2 748,9	88,6	30,0	0,0	16 284,8
	Curateur public	11 500,0	4 144,7	15 644,7	674,8	5 811,5	9 086,6	71,8	695,1	6 991,4	4 762,2	3 109,5	14,7	71,8	15 644,7
Finances	Finances	886,4	8 432,2	9 318,6	907,6	7 765,2	425,3	220,5	984,6	1 864,3	4 903,2	1 341,9	4,1	220,5	9 318,6
	Bureau de décision et de révision	8,0	326,7	334,7	24,0	310,7	0,0	0,0	63,7	10,0	155,0	106,0	0,0	0,0	334,7
	Financement-Québec	360,9	0,0	360,9	0,0	0,0	360,9	0,0	0,0	230,1	130,8	0,0	0,0	0,0	360,9

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.																
		Dépenses budgétées			Dépenses programmées											
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision	Total des dépenses	
Forêts, Faune et Parcs	Institut de la statistique du Québec	675,2	3 254,8	3 930,0	355,0	3 575,0	0,0	0,0	330,0	200,0	2 300,0	1 000,0	100,0	0,0	3 930,0	
	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Forêts, Faune et Parcs	3 183,5	19 963,6	23 147,1	1 045,5	18 365,4	3 186,2	550,0	9 171,7	3 260,7	7 023,3	3 091,4	50,0	550,0	23 147,1	
	Fondation de la faune du Québec	20,0	89,4	109,4	0,0	109,4	0,0	0,0	0,0	17,9	66,0	5,5	20,0	0,0	109,4	
	Société des établissements de plein air du Québec	2 725,2	2 301,1	5 026,3	418,3	1 882,8	2 725,2	0,0	423,9	1 040,7	2 505,5	1 056,2	0,0	0,0	5 026,3	
Immigration, Diversité et Inclusion	Immigration, Diversité et Inclusion	9 041,3	6 748,1	15 789,4	470,8	6 059,0	7 610,5	1 649,1	1 271,9	7 167,0	3 496,5	2 204,9	0,0	1 649,1	15 789,4	
	Commission de toponymie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Conseil supérieur de la langue française	9,0	91,0	100,0	0,0	100,0	0,0	0,0	33,0	53,0	0,0	14,0	0,0	0,0	100,0	
Justice	Office québécois de la langue française	190,0	1 980,5	2 170,5	184,2	1 826,3	0,0	160,0	313,0	87,0	1 279,5	321,0	10,0	160,0	2 170,5	
	Justice	20 119,3	38 880,4	58 999,7	6 353,7	38 227,6	16 747,7	1 927,0	7 642,9	23 239,9	17 711,5	12 322,8	411,9	1 927,0	63 256,0	
	Comité de la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	0,0	1 084,2	1 084,2	197,1	854,1	0,0	33,0	105,0	90,0	643,7	202,5	10,0	33,0	1 084,2	
	Commission des services juridiques	740,0	577,0	1 317,0	146,3	1 170,7	0,0	0,0	0,8	27,5	496,9	740,0	51,8	0,0	1 317,0	
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	2 174,3	5 806,9	7 981,2	613,5	5 408,4	1 859,3	100,0	5 874,4	90,5	1 000,0	912,1	4,2	100,0	7 981,2	
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Office de la protection du consommateur	225,1	1 093,5	1 318,6	83,0	986,6	249,0	0,0	434,6	48,3	555,1	236,2	44,4	0,0	1 318,6	
	Office des professions du Québec	120,0	419,5	539,5	12,0	527,5	0,0	0,0	70,0	70,0	234,5	165,0	0,0	0,0	539,5	
	Société québécoise d'information juridique	1 011,2	4 196,6	5 207,8	852,8	3 771,0	7,0	577,0	5,0	405,9	3 187,9	969,5	62,5	577,0	5 207,8	
	Tribunal administratif du Québec	972,7	2 481,3	3 454,0	1 082,9	1 872,6	498,5	0,0	298,1	792,5	1 712,9	630,7	19,8	0,0	3 454,0	
	Tribunal des droits de la personne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Relations internationales, Francophonie	Relations internationales et Francophonie	1 008,2	2 951,9	3 960,1	277,4	3 632,1	50,6	0,0	207,7	762,0	1 742,3	1 222,2	25,9	0,0	3 960,1	
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	60,0	97,0	157,0	0,0	157,0	0,0	0,0	30,0	127,0	0,0	0,0	0,0	0,0	157,0	
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	5 340,2	8 557,2	13 897,4	4 181,9	4 415,5	4 588,8	711,2	1 522,6	3 937,8	3 625,3	2 147,4	1 953,1	711,2	13 897,4	
	Régie de l'assurance maladie du Québec	31 627,2	52 908,4	84 535,6	7 124,2	52 352,9	15 226,1	9 832,4	6 674,8	18 497,8	37 026,8	4 191,6	8 312,2	9 832,4	84 535,6	
Sécurité publique	Sécurité publique	8 004,2	13 639,3	21 643,5	420,0	16 304,8	4 918,7	0,0	4 856,3	2 649,8	6 871,1	6 856,5	409,8	0,0	21 643,5	
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	École nationale de police du Québec	995,6	1 443,4	2 439,0	78,7	1 700,3	0,0	660,0	73,5	342,3	910,1	436,5	16,6	660,0	2 439,0	
	École nationale des pompiers du Québec	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	0,0	
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Tourisme	Sûreté du Québec	18 526,4	30 176,9	48 703,3	2 955,8	26 200,0	17 464,4	2 083,1	5 881,7	11 520,5	16 078,1	12 131,5	1 008,4	2 083,1	48 703,3	
	Tourisme	1 000,0	6 489,3	7 489,3	744,7	6 744,6	0,0	0,0	22,5	4 477,0	2 095,4	846,7	47,7	0,0	7 489,3	
	Régie des installations olympiques	972,7	1 230,2	2 202,9	148,8	2 054,1	0,0	0,0	9,3	688,5	847,3	651,7	6,1	0,0	2 202,9	
	Société du Centre des congrès de Québec	55,0	586,3	641,3	31,2	610,1	0,0	0,0	0,0	0,0	369,5	80,0	191,8	0,0	641,3	
	Société du Palais des congrès de Montréal	1 501,8	1 361,1	2 862,9	142,9	2 192,6	527,4	0,0	0,0	701,3	737,1	880,3	544,2	0,0	2 862,9	
Transports	Transports	34 473,8	38 840,9	73 314,7	3 144,1	61 351,0	6 331,3	2 488,3	4 563,6	26 682,1	22 658,1	16 922,6	0,0	2 488,3	73 314,7	
	Agence métropolitaine de transport	2 846,6	12 042,7	14 889,3	841,4	11 330,9	1 517,0	1 200,0	0,0	6 600,5	2 682,9	4 359,4	46,5	1 200,0	14 889,3	
	Commission des transports du Québec	446,0	1 854,4	2 300,4	81,7	1 922,7	0,0	296,0	491,8	107,2	1 230,4	175,0	0,0	296,0	2 300,4	
	Société de l'assurance automobile du Québec	45 421,8	74 466,5	119 888,3	7 306,8	62 656,4	48 046,8	2 908,6	9 892,2	52 164,0	41 061,2	10 633,8	4 258,8	2 908,6	120 918,6	
	Société des Traversiers du Québec	1 383,1	1 744,2	3 127,3	198,1	1 926,0	1 003,2	0,0	319,4	782,5	614,4	1 291,2	119,8	0,0	3 127,3	
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Travail, Emploi et Solidarité sociale	22 790,0	90 450,6	113 240,6	7 335,0	88 750,2	17 111,9	43,5	58 562,7	13 435,7	34 340,7	3 892,2	2 965,8	43,5	113 240,6	
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	10,3	10,3	0,0	10,3	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	0,0	0,2	0,0	10,3	
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	0,0	107,0	107,0	0,0	107,0	0,0	0,0	92,0	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	107,0	
	Conseil du statut de la femme	20,0	171,0	191,0	0,0	191,0	0,0	0,0	0,0	45,0	80,0	21,0	45,0	0,0	191,0	
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Régie des rentes du Québec	25 603,5	39 803,3	65 406,8	4 378,4	39 175,6	15 028,1	6 824,7	7 023,7	18 063,9	23 977,0	5 973,2	3 544,3	6 824,7	65 406,8	
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	33 619,2	69 079,3	102 698,5	12 969,7	52 040,3	19 574,3	18 114,2	0,0	34 146,1	30 650,7	1 256,3	18 531,2	18 114,2	102 698,5	
	Commission de l'équité salariale	14,1	929,2	943,3	5,6	789,1	118,6	30,0	508,3	106,7	270,7	18,6	9,0	30,0	943,3	
	Commission des lésions professionnelles	1 325,0	3 573,9	4 898,9	157,6	4 741,3	0,0	0,0	908,0	933,0	1 732,9	1 325,0	0,0	0,0	4 898,9	
	Commission des normes du travail	3 359,0	7 374,8	10 733,8	1 364,5	6 530,7	2 838,6	0,0	1 311,0	2 794,5	3 856,2	2 475,4	296,7	0,0	10 733,8	

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO

NUMÉRO 81 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.														
		Dépenses budgétées			Dépenses programmées									
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Total des dépenses
	Commission des relations du travail	735,0	1 202,3	1 937,3	92,0	1 308,8	400,3	136,2	1 570,9	15,0	200,2	15,0	0,0	1 937,3
	Commission de la capitale nationale du Québec	97,0	180,1	277,1	70,2	206,9	0,0	0,0	74,3	7,4	70,2	102,6	22,6	277,1
	Régie du bâtiment du Québec	10 332,8	6 855,8	17 188,6	121,0	7 534,8	5 100,8	4 432,0	10 498,7	579,7	1 001,2	677,0	0,0	17 188,6
Total général		497 998,0	1 147 430,4	1 645 428,4	111 355,1	1 114 890,4	327 400,4	99 144,4	182 077,6	440 010,0	481 855,0	193 946,0	255 757,3	1 652 790,3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 82 – Jeunes

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2010-2011 à 2015-2016.

Portail carrières

Dans la foulée de l'adoption du projet de Loi n° 41, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation et de la venue du système de dotation en ligne SGR3, un portail Carrières renouvelé a été mis en ligne en juin 2015. Une section de ce site s'adresse aux étudiants et aux stagiaires. Pour l'année financière 2015-2016, il n'y a eu aucun frais associés à ce livrable.

Étudiants et stagiaires

La Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017 comprend entre autres une stratégie visant plus particulièrement à favoriser l'embauche d'étudiants et de stagiaires. Au cours de l'année financière 2015-2016, plusieurs actions ont été réalisées:

- Tenue d'une rencontre avec la Table d'échanges avec les établissements d'enseignement de niveaux collégial et universitaire;
- Publication du bilan annuel du suivi de l'expérience des stagiaires dans la fonction publique 2014-2015;
- Développement d'une nouvelle section sécurisée du portail Carrières « Offres de stage » qui regroupe en un seul endroit l'offre de stage des ministères ou organismes afin que tous les établissements d'enseignement y aient accès. Ces derniers peuvent alors vérifier l'adéquation du stage offert avec leur programme d'études et inviter les étudiants intéressés à poser leur candidature;
- Mise en vigueur d'un processus de qualification particulier permettant aux ministères et organismes de fidéliser un étudiant ou un stagiaire en lui offrant, sous certaines conditions, la possibilité d'obtenir un emploi occasionnel ou régulier dans l'organisation.

Aucun coût n'est lié à ces activités qui ont été réalisées à même les ressources internes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 83 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2010-2011 à 2015-2016 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts - Le nombre de postulants - La date - La nature réservée ou non - Le taux de réussite - La répartition par région administrative - La date de publication des résultats

63001RS01600001

Titre du concours : Directrice ou directeur général des relations de travail

Nombre de postes offerts : 1

Période d'inscription : Du 26 octobre au 8 novembre 2015

Nature : Réservée à des emplois semblables de niveau cadre, classe 1 en relations de travail pour l'ensemble de la FP

Date de publication des résultats : 22 janvier 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 86 - Liste détaillée des projets au PQI

Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste détaillée, ventilée par secteur d'activité, par région administrative et par niveau de priorités des projets, de tous les projets d'infrastructures en précisant pour chacun : a) l'état d'avancement du projet; b) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet, par phase s'il y a lieu; c) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ; d) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ; e) état d'avancement de l'élaboration de l' avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu ; f) bilan des sommes déjà investies pour chaque année financière et prévisions pour 2016-2017 et chacune des années financières suivantes.

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a aucun projet d'infrastructure publique de 50 millions de dollars et plus d'inscrit au PQI. Pour les autres projets, voir Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle numéro 26.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 87 - Projets inscrits au PQI

Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.

L'évolution des besoins pour un projet se précise tout au long de son analyse. Cet examen fait en sorte qu'on ne peut comparer des coûts estimés de façon préliminaire aux coûts réels finaux sans avoir le détail des explications pertinentes.

Par ailleurs, en adoptant, en février 2014, la directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique (projets de plus de 50,0 M\$, sauf pour les infrastructures routières dont le montant a été établi à 100,0 M\$), le gouvernement s'est doté d'un processus rigoureux d'autorisation et de suivi de ses projets. Plusieurs étapes d'analyse sont requises et permettent d'assurer une planification selon les meilleures pratiques, limitant les dépassements de coûts.

Ainsi, tous les dossiers majeurs doivent franchir les étapes d'analyse et de planification des projets suivantes :

Mise à l'étude

Le ministre responsable du projet demande sa mise à l'étude accompagnée d'une fiche d'avant-projet contenant notamment :

- La description sommaire du besoin;
- L'estimation préliminaire du coût de l'étude et du coût du projet.

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour poursuivre à l'étape suivante et réaliser un dossier d'opportunité. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « À l'étude ».

Démarrage

Lorsque l'étude est concluante et autorisée par le Conseil des ministres, le ministère poursuit le projet en élaborant un dossier d'opportunité.

L'élaboration du dossier d'opportunité doit permettre d'apprécier la pertinence du projet et de recommander la meilleure option à long terme. Il doit notamment comporter les éléments suivants :

- La détermination et l'évaluation des options possibles;
- Le choix et la justification de la meilleure option à long terme;
- L'estimation du coût total du projet.

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour poursuivre à l'étape suivante et réaliser un dossier d'affaires. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « En planification ».

Planification

Lorsque le dossier d'opportunité est autorisé par le Conseil des ministres, le ministère poursuit le projet en élaborant un dossier d'affaires.

Le dossier d'affaires doit présenter, en détail, la meilleure option à long terme ainsi que le plan de gestion de projet. Il comporte notamment :

- La description du besoin et les exigences du projet;
- La portée du projet et l'analyse des exigences fonctionnelles et techniques;
- L'analyse des risques et l'estimation du coût total du projet;
- L'échéancier du projet.

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour réaliser le projet. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « En réalisation ».

Le montant alors inscrit au regard du projet correspond à l'investissement maximal du gouvernement pour la réalisation du projet.

Réalisation

De plus, toute modification significative d'un projet doit être autorisée par le Conseil des ministres à l'égard des paramètres suivants :

- Le coût total du projet;
- La stratégie de financement du projet;
- La portée du projet;
- L'échéancier du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 88 - Projets sous-évalués inscrits au PQI

Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.

Aucun projet majeur inclut au PQI 2016-2026 n'est sous-évalué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 89 - Projets ajoutés au PQI au cours des 3 dernières années

La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.

Voici la liste des projets qui ont été ajoutés au PQI 2016-2026 :

Nouvelles mises à l'étude de projets majeurs :

- La réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières;
- Le réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis (sortie 325 de l'autoroute 20);
- L'aménagement de la phase III de la Promenade Samuel-De Champlain – Station du Foulon;
- La création de l'Institut nordique du Québec;
- L'implantation d'un nouveau système de transport collectif entre Québec et Lévis;
- L'implantation d'un service de radiothérapie à l'Hôpital de Rouyn-Noranda.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 90 - Projets remis en question par le CT

Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.

Aucun projet majeur n'est remis en question par le gouvernement ou a été retiré du PQI 2016-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 92 - Projets financés par un ministère et par un fonds

Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.

La contribution gouvernementale aux investissements présentés au PQI 2016-2026 est effectuée pour la plus grande part à partir des crédits budgétaires alloués aux ministères et organismes, exception faite notamment de la contribution effectuée par le Fonds des réseaux de transport terrestre (FoRT).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 93 - Projets retirés du PQI dans les 3 dernières années

Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.

Aucun projet n'a été retiré du PQI 2016-2026. Par contre, les projets suivants sont terminés :

Secteur Réseau routier

- Construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay (autoroute 73);
- Prolongement de l'autoroute 50 entre Doherty et Lachute;
- Prolongement de la route 167 vers les monts Otish;
- Réaménagement de l'échangeur Charest et Robert-Bourassa à Québec;
- Prolongement de la route 138 de Natashquan à Kegaska;
- Réaménagement de l'échangeur Décarie Nord entre les autoroutes 15 et 40 à Montréal;
- Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132 à Longueuil.

Secteur Transport collectif

- Implantation du Rapibus de la Société de transport de l'Outaouais;
- Infrastructure au Réseau des bus (Centre de transport Stinson) – Phase II.

Secteur Santé et Services sociaux

- Agrandissement et réaménagement de l'urgence et des services ultraspécialisés du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke.

Secteur Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs

- Construction de l'amphithéâtre de Québec;
- Construction d'une usine de filtration d'eau potable à Laval.

Secteur Édifices gouvernementaux

- Construction d'un établissement de détention à Roberval.

Secteur Ressources informationnelles

- Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) – Phase SGR2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 94 - Équilibre budgétaire 1 187 M\$

La ventilation par ministère et organisme des efforts demandés totalisant 1 187 M\$ pour arriver à l'équilibre budgétaire, tel qu'indiqué en page A.13 du plan budgétaire de 2015-2016.

Le volume Stratégie de gestion de dépenses du Budget de dépenses 2015-2016 présente les efforts à réaliser aux pages 13 à 15.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 95 – Embauche 500 informaticiens

Suivi des embauches des 500 informaticiens

Processus de recrutement de conseillères et conseillers en technologie de l'information :

- Nombre de personnes nommées au 4 avril 2016 : 31



**Demandes non
répondues**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUES

# demande 2016-2017	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
5	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;</p> <p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>	Demande répondue par la P02 (2e)
6	Formation en communication Personnel politique	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) la nature de la formation;</p> <p>d) les personnes concernées.</p>	Demande répondue par la P02 (2e)
10	Contrats cabinet	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le coût;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>	Demande répondue par la G07
15h	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Demande non pertinente
28	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	<p>Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:</p> <p>a) la liste;</p> <p>b) le nom de la personne;</p> <p>c) les mandats de chacune de ces personnes;</p> <p>d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;</p> <p>e) le résultat du travail effectué;</p> <p>f) les échéances prévues;</p> <p>g) les sommes impliquées.</p>	Demande répondue par la G07
31	Adjoint parlementaires	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :</p> <p>a) le coût (déplacements, etc.);</p> <p>b) le nombre de ressources affectées;</p> <p>c) le nombre de rencontres;</p> <p>d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;</p> <p>e) l'objet;</p> <p>f) les dates.</p>	Demande répondue par la G01 et G02
42	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	<p>Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>	La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes. (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
44	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Demande non pertinente

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUES

# demande 2016-2017	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
47	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	Demande répondue par le G45
48	ETC Plan Nord	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes. (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
49	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.(Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert) (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
54	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
58	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	Demande répondue par la G15c et G15f
61	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Demande non pertinente

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRES NON RÉPONDUES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# demande 2016-2017	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
1	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Indiquer les sommes dépensés pour 2015-2016 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Demande répondue par la P03 (2e)
3	Centre spécialisés en RI - Rimouski et Chicoutimi	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2016, budget accordé en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	Demande répondue par le CSPQ.
6	Mesures en 2015-2016 - applications du cran d'arrêt	Liste des nouvelles mesures instaurées en 2015-2016 et indiquer, pour chacune, les mesures abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt).	Demande répondue par la G46.
12	Organismes et agences; membres C.A.	Pour chacun des organismes, des agences ou des autres instances relevant du ministère, pour l'année 2015-2016 indiquer : a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
13	Membres bureau de présidence	Pour tout organisme relevant du Secrétariat du Conseil du trésor : a. Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	Demande non pertinente.
16	Effectifs permanents	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016.	Demande répondue par la P19 (2e).
20	Coûts de système M/O	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de service d'une année à l'autre).	Demande répondue par la G45.
21	Nouvelles structures administratives	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2015-2016, par année financière.	Demande répondue par la P48 (2e).
23	Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2015-2016.	Demande répondue par la P77 (2e).
24	Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance	Liste des organismes ayant soumis en 2015-2016 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Répondue par la P79 (2e).
25	Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux en 2015-2016 entre les médecins, les spécialistes et les omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.	Demande répondue par la P50a (2e).
30	Services électroniques	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.	Demande répondue par la P02 Opp off.
31	Dépenses en informatique pour le secteur public québécois	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2015-2016. Fournir une ventilation par ressource, externe et interne.	Répondue par la P81 (2e).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRES NON RÉPONDUES DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2016-2017	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
1	Organismes et agences; membres CA	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
4	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le secrétariat en 2015-2016, en indiquant pour chacun : - son mandat ; - la liste des membres ; - le budget dépensé ; - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; - les résultats atteints	Demande répondue par la P05 Opp off
9	Contrats en traduction	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le secrétariat et chacun de ses organismes en 2015-2016 Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts	Demande répondue par la G07
10	Baux SIQ	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés, en 2015-2016	Demande répondue par la G17
17	Détail du contrôle des effectifs de 2 %	Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2014-2015 et 2015-2016 de même que les prévisions pour l'année 2016-2017 et 2017-2018, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A50 du plan budgétaire de 2015-2016	Demande répondue par la G59
23	Plan respect des objectifs	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2015-2016 et 2016-2017 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux	Demande répondue par la G36
27	Crédits périmés Gel de crédit	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2014-2015 et 2015-2016	Demande répondue par la G34
29	Économies > 1M	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2014-2015 et 2015-2016 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé)	Demande répondue par la P28 (2e)
31	Prévision de crédits affectés dépenses non récurrents	Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2016-2017 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé)	Demande répondue par la P30 (2e)
41	Coûts de système M/O	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2014-2015 et 2015-2016	Demande répondue par la G45
42	Prévisions de l'évaluation des coûts de système	Pour les exercices compris entre les années 2015-2016 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)	Demande répondue par la G45
43	Service de consultation en informatique	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique	Demande répondue par la P81 (2e)
47	Liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2015-2016, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec	Demande répondue par la P12 (2e)
51	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle	Demande répondue par la P17 Opp off

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRES NON RÉPONDUES DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2016-2017	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
52	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2015-2016 et 2016-2017 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2014-2015 et 2015-2016 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles	Demande répondue par la P19 Opp off
53	Dépenses annuelles en informatique	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires	Demande répondue par la P81 (2e)
65	Crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères	Demande répondue par le Ministère des Finances
66	Crédits réellement dépensés - «dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères	Demande répondue par le Ministère des Finances
67	Crédits prévus dans les «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères	Demande répondue par le Ministère des Finances
68	Crédits réellement dépensés - «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2015-2016 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères	Demande répondue par le Ministère des Finances
69	Tableau comparatif - dépenses consolidées versus dépenses budgétaires	Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation	Demande répondue par le Ministère des Finances
76	Dirigeants réseaux de l'information	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent	Demande répondue par P22 Opp off
84	Minorités visibles postulant à des concours	Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles - Le nombre de personnes handicapées - Le nombre d'anglophone - Le nombre d'autochtones - Le nombre de jeune de 35 ans et moins	Demande non pertinente
85	Mesures de contrôle de dépenses	Pour les années comprises entre 2009-2010 jusqu'à 2015-2016, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées	Demande répondue par G34
91 SQI 109	Projets remis en question par le CT	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets	Demande identique à la P90 (2e)

